

La chute de Kaboul, le mystère de l'Airbus

● Les troupes de l'Alliance du Nord sont entrées, mardi 13 novembre, dans la capitale afghane, désertée par les talibans ● L'offensive de l'opposition prend de court les Etats-Unis ● L'ONU s'inquiète de l'absence de solution politique ● Les causes du crash de l'Airbus d'American Airlines à New York sont inexplicables

SOMMAIRE

● **La guerre contre Al-Qaïda** : Les forces de l'Alliance du Nord, l'opposition armée au pouvoir taliban, sont entrées dans Kaboul, la capitale de l'Afghanistan, dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 novembre. Deux mois après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis imputés à l'organisation terroriste Al-Qaïda, le régime du mollah Omar, qui avait lié son sort à celui d'Oussama Ben Laden, est en passe d'être renversé. Les talibans, qui ont quitté Kaboul, maintiennent cependant des poches de résistance et ont démenti avoir perdu le contrôle de l'aéroport de Kandahar, leur fief. De plus, aucun accord n'existe entre les diverses composantes du Front uni anti-talibans sur un gouvernement de transition. Notre envoyé spécial, Rémy Ourdan, fait le récit d'une offensive qui a pris de court les Etats-Unis. D'Islamabad, Françoise Chipaux décrit les faiblesses de l'Alliance, collection de seigneurs de la guerre. A New York, l'ONU veut aller vite



KABOUL, LE 13 NOVEMBRE. Deux soldats de l'Alliance du Nord dans les rues de la capitale afghane.

dans l'élaboration d'une solution politique. A l'Assemblée générale, un tour du monde des positions sur le terrorisme. A Washington, Vladimir Poutine cherche à gagner la confiance des Américains. p. 2 à 5

● **New York en état de choc** : L'enquête sur le crash d'un Airbus A-300 d'American Airlines, lundi, quatre minutes après son décollage de l'aéroport Kennedy, privilégie l'accident. Outre les 260 passagers et membres d'équipage, 6 à 8 personnes sont portées disparues parmi les habitants du Queens. Mais la piste d'un attentat n'est pas exclue : la perte d'un réacteur reste incompréhensible pour les spécialistes. Le transport aérien plongé dans une crise profonde. Les conséquences pour les assureurs et sur les marchés. p. 6 à 8

● **Nos éditoriaux** : L'éditorial : « Une chance pour l'Afghanistan » ; la chronique de Pierre Georges, « La boîte au noir ». p. 19 et 38



Amérique en guerre

1. A New York
Correspondante du Monde à New York jusqu'à l'été dernier, Sylvie Kauffmann découvre l'Amérique d'après le 11 septembre : un pays en guerre. Première étape, New York. p. 18

OMC : accord sur les médicaments

UN ACCORD de principe sur l'accès aux médicaments par les pays en développement a été trouvé, lundi 12 novembre, par les 142 membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) réunis à Doha, capitale du Qatar. Les pays pauvres dotés d'une industrie pharmaceutique pourront produire des génériques, sous certaines conditions, en dérogation des droits sur les brevets. Cet accord reste toutefois suspendu au règlement des autres différends encore en discussion sur les normes sociales et environnementales que refuse le tiers-monde, sur le textile et sur la baisse des subventions à l'agriculture, sujet sur lequel l'Europe se trouve isolée.

Lire pages 21 et 38

La justice brésilienne châtie les bourreaux d'un Indien brûlé vif par « plaisanterie »

RIO DE JANEIRO de notre correspondant
Notoirement complaisante à l'égard des nantis - les condamnés diplômés de l'enseignement supérieur ont droit par exemple à une cellule spéciale -, la justice brésilienne a rendu, samedi 10 novembre à Brasilia, un verdict qu'il faut bien qualifier d'historique : par cinq voix contre deux, un jury de cour d'assises a en effet condamné quatre fils de la bonne société locale, âgés de vingt-deux à vingt-trois ans, à quatorze ans d'emprisonnement chacun pour le meurtre collectif, particulièrement odieux, de l'Indien Galdino Jesus dos Santos, perpétré dans la nuit du 19 avril 1997 dans la capitale fédérale. Un cinquième prévenu, mineur au moment des faits, est en liberté surveillée depuis deux ans.
« Innommable », pour le président Fernando Henrique Cardoso, le crime a profondément choqué les Brésiliens tant par sa cruauté gratuite que par le statut social de ses auteurs. Alors qu'elle dormait sur le banc d'un autobus, la victime, qui venait de participer aux commémorations du « Jour de l'In-

dien » organisées à Brasilia, a été aspergée d'alcool et brûlée vive par cinq jeunes individus arrivés en voiture. Décédé quelques heures plus tard dans un hôpital, Galdino Jesus appartenait à la tribu des Pataxos, établie dans le sud de l'Etat de Bahia, où le navigateur portugais Pedro Alvares Cabral, le « découvreur du Brésil », accosta le 22 avril 1500. Grâce aux informations fournies à la police par un témoin oculaire, ses meurtriers ont été rapidement identifiés et incarcérés. A les en croire, ils voulaient faire « une plaisanterie ».
La sentence, applaudie par la famille du supplicié, n'allait pourtant pas de soi en dépit du dossier accablant ficelé au terme de plus de quatre ans d'instruction. Dès le début du procès, la présidente du tribunal, la juge Sandra de Santis, épouse du président de la Cour suprême fédérale, a déclenché la colère du procureur, Mauricio Miranda, défenseur de la préméditation, en appuyant la thèse la plus favorable aux accusés, celle de l'homicide involontaire. Elle a d'autre part provoqué un tollé chez les organisations amérindiennes en

se référant aux Pataxos sous le terme, aujourd'hui tenu pour péjoratif, de « sylvicoles » (habitants des forêts). Enfin, les bouteilles d'alcool utilisées par les meurtriers, principales pièces à conviction, ont mystérieusement disparu et laissé planer la menace d'un report du procès, avant d'être miraculeusement retrouvées, quelques heures plus tard, dans une poubelle du tribunal.
A l'issue de cinq jours de dépositions et de plaidoiries, la solidarité clanique, que l'on pouvait légitimement redouter, n'a finalement pas prévalu dans le prétoire de Brasilia. Défendu par son beau-père, un ancien « ministre » du tribunal supérieur électoral, l'un des « plaisantins » sadiques, Max Rogério Alves, ne pourra pas bénéficier d'une remise de peine avant 2004. Le même sort attend ses trois complices, dont Antonio Novely Vilanova, fils, lui, d'un juge fédéral.
Une fois n'est pas coutume, la justice brésilienne a su oublier le statut social de ceux qu'elle jugeait.

Jean-Jacques Sevilla



LA GUERRE ET LES MÉDIAS Morts pour informer

Les corps des deux journalistes français tués dimanche, avec un confrère allemand, en Afghanistan, devaient être rapatriés mercredi 14 novembre. Le Monde revient sur les circonstances de leur mort, sous les balles des talibans. Notre hommage à Johanne Sutton (RFI) (notre photo), Pierre Billaud (grand reporter à RTL), et Volker Handloik, du magazine allemand Stern. p. 23

Les cours d'assises en appel



MAGALI GUILLEMOT
LA MÈRE du petit Lubin, mort de maltraitance à deux mois, est rejugée, depuis lundi 12 novembre, à Paris. Elle avait été condamnée par les assises des Hauts-de-Seine à quinze ans de réclusion criminelle. Ce nouveau procès a été rendu possible par la réforme récente des cours d'assises.

Lire page 14

Afrique CFA 1 000 F CFA, Algérie, 35 DA, Allemagne, 3 DM (1,53 €); Antilles-Guyane, 10 F (1,52 €); Autriche, 25 ATS (1,82 €); Belgique, 49 FB (1,21 €); Canada, 2,50 \$ CAN; Danemark, 15 KRÖ; Espagne, 250 PTA (1,50 €); Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 500 DR (1,47 €); Irlande, 1,40 £ (1,78 €); Italie, 3000 L (1,55 €); Luxembourg, 46 FL (1,14 €); Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRÖ; Pays-Bas, 3,30 FL (1,50 €); Portugal cont., 300 ESC (1,50 €); Réunion, 10 F (1,52 €); Suède, 16 KRÖ; Suisse, 2,40 FS; Tunisie, 1,5 DT; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.



Advertisement for the book 'L'amour de loin' by Amin Maalouf, published by Grasset. The image shows the book cover and the author's name prominently.

POINT DE VUE

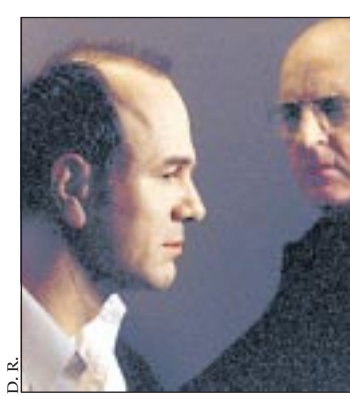
L'Afrique et la globalisation

par Abdoulaye Wade

AYANT l'avantage d'avoir participé à toutes les rencontres qui ont eu lieu entre les dirigeants des pays les plus industrialisés et les chefs d'Etat africains délégués pour expliquer et faire accepter par nos partenaires au développement le nouveau plan de l'Afrique, je voudrais maintenant, pendant le rendez-vous de Doha, m'adresser à l'opinion.
Avec le sommet du G8 de Gênes, où la délégation de chefs d'Etat africains a rencontré les dirigeants des pays les plus industrialisés, on pouvait dire déjà que le monde avait abordé un important tournant de son évolution, car jamais dans l'histoire des pays africains ceux-ci n'avaient pu dépasser le stade des technocrates pour défendre leurs revendications auprès des dirigeants du monde développé dans un face-à-face franc, direct et loyal.
Jamais, je puis l'attester, il n'y a eu autant de compréhension entre le Nord et le Sud sur les grandes actions à mener, dans l'intérêt de l'économie mondiale, pour réinsérer l'Afrique, jusqu'ici marginalisée, dans le processus de la globalisation. Les rencontres que nous avons eues depuis Gênes avec les présidents George W. Bush et Jacques Chirac, ainsi qu'avec le premier ministre Tony Blair et les dirigeants de l'Union européenne, participent du même esprit.
Les sanglantes attaques terroristes du 11 septembre, survenues après Gênes, ont relativisé la notion même de superpuissance. Les réactions de condamnation et les nombreux engagements à combattre le terrorisme intervenus depuis autorisent à dire que, désormais, le monde est divisé en deux catégories, comme l'a dit le président des Etats-Unis : d'une part, les partisans de la paix, de la démocratie et du dialogue ; d'autre part, ceux qui ont opté pour un changement (on ne sait d'ailleurs pas lequel) par la violence et la terreur.

Lire la suite page 20

Abdoulaye Wade est président de la République du Sénégal.



CINÉMA Crime et passions

Passion du cinéma, passion de l'opéra. Réussite magnifique, Tosca, de Benoît Jacquot, sublime ces noces risquées, avec le concours de vedettes de l'art lyrique. Côté noir, Laurent Cantet explore, dans L'Emploi du temps, l'enfermement fatal du mensonge. p. 32 à 35

www.lemonde.fr/cinema

International	10	Aujourd'hui	27
France	11	Météorologie-Jeux	30
Société	14	Carnet	31
Régions	17	Culture	32
Horizons	18	Guide culturel	35
Entreprises	21	Kiosque	36
Communication	23	Abonnements	36
Tableau de bord	24	Radio-Télévision	37

GUERRE Les forces de l'Alliance du Nord ont pris le contrôle de Kaboul dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 novembre, sans combat, hormis des tirs sporadiques.

● **LES TALIBANS** ont évacué la capitale pour se replier en direction de Kandahar, fief du mollah Omar, dans le sud-ouest du pays.
● **LA POPULATION** craint les risques

d'anarchie à la lumière de ce qui s'était produit entre 1992 et 1996 sous le gouvernement des Moudjahidins. L'Alliance du Nord affirme toutefois ne pas vouloir gouverner seu-

le. ● **L'ACCÉLÉRATION** des événements intervient alors que les ministres des affaires étrangères des pays concernés se réunissent à New York pour examiner le plan du représen-

tant spécial de l'ONU, Lakhdar Brahimi. ● **LE CRASH** d'un Airbus A-300 à New York semble être accidentel mais la thèse d'un attentat n'est pas exclue. (Lire aussi éditorial page 19.)

Les troupes de l'opposition entrent dans Kaboul abandonnée par les talibans

Les forces de l'Alliance du Nord ont enfoncé, lundi, la ligne de front au nord de la capitale afghane à la suite du retournement de plusieurs unités des milices du régime du mollah Omar. L'accélération de la situation militaire complique l'élaboration d'une solution politique

LES FORCES de l'Alliance du Nord sont entrés dans Kaboul dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 novembre. Simultanément, les talibans ont commencé à quitter la ville. Des tirs sporadiques ont été entendus. On ignore si la capitale afghane est désormais sous le contrôle complet des troupes de l'opposition. L'un des commandants de l'Alliance du Nord, Gul Haider, a affirmé que les 7 000 à 8 000 hommes qui ont enfoncé le front nord restent pour l'essentiel stationnés hors de Kaboul et n'ont pas reçu l'ordre d'investir la ville. Le Front

uni (Alliance du Nord) a pris position sur plusieurs points à la frontière iranienne. Les talibans ont, par ailleurs, démenti la prise de contrôle d'une piste d'aéroport à Kandahar revendiquée par les troupes de l'ancien commandant Massoud. Des poches de résistance persistent encore dans le nord du pays pratiquement passé sous le contrôle de l'opposition, notamment dans la province de Takhar.

● **Les conquêtes du Front uni.** Bien qu'aucun accord n'ait encore été trouvé sur la formation d'un gouvernement de transition, l'Al-

liance du Nord forte de la reconquête de Mazar-e-Charif a poussé son avant-garde jusqu'à Kaboul. Selon ses chefs, il ne s'agit que « d'éléments de police » chargés de « sécuriser » la capitale et d'éviter les débordements. Des scènes de pillage se sont néanmoins produites.

● **Qui va gouverner ?** La coalition des minorités tadjikes, hazaras et ouzbèkes qui composent le Front uni n'a pas de chefs représentatifs et risquent de se déchirer d'autant que le président en titre, Burhanuddin Rabbani, n'a pas vraiment l'autorité requise ni les trou-

pes nécessaires. La population craint le retour de l'anarchie, telle qu'elle a régné de 1992 à 1996. Les ministres des affaires étrangères qui doivent examiner, à New York, le plan du représentant spécial de l'ONU, Lakhdar Brahimi (lire page 4), sont pris de vitesse par l'évolution de la situation sur le terrain.

● **Chirac en Egypte.** Le président Hosni Moubarak a répété que si « une solution juste » n'est pas trouvée à la crise du Proche-Orient, « de nouvelles générations de terroristes surgiront qui seront plus violentes

que les générations actuelles ». M. Chirac partage l'« inquiétude » de son hôte et dénonce « l'imposture » de lier le terrorisme d'Al-Qaïda et le conflit israélo-palestinien (lire page 4).

● **Poutine chez Bush.** Arrivé lundi soir à Washington (lire page 5), le président russe a rencontré son homologue américain mardi 13 novembre et doit ensuite se rendre dans le ranch de M. Bush dans le Texas. Les deux hommes se rencontrent pour la quatrième fois en six mois, mais c'est la première visite de Vladimir Poutine aux Etats-Unis.

● **Le crash de New York.** L'Airbus A-300 d'American Airlines qui s'est écrasé, lundi 12 novembre, près après 9 heures (heures locales) au décollage de l'aéroport Kennedy a causé la mort de 260 passagers et membres d'équipage. Six à 8 personnes sont portées disparues dans les quatre immeubles frappés dans les faubourgs de Queens. Tout converge vers une hypothèse accidentelle mais la piste d'un attentat n'est pas totalement exclue. Les deux boîtes noires ont été récupérées (lire pages 6, 7, 8).

Les soldats fouillent la ville, maison par maison, à la recherche d'ennemis cachés et de leurs alliés

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Les forces et l'opposition de l'Alliance du Nord ont fait leur entrée, ce mardi 13 novembre, à Kaboul, évacuée dans la nuit par les talibans. Arrivés sur des pick-up, armés de kalachnikovs et de lance-roquettes, les premiers sol-

dat sont entrés prudemment dans la ville venant du Nord. Avant d'avancer et notamment de prendre possession des casernes évacuées peu auparavant par les talibans, les soldats ont procédé à des fouilles, maison par maison, de certains quartiers à la recherche de talibans cachés ou de leurs

alliés volontaires arabes et pakistais.

PILLAGES

Des coups de feu ont été entendus à l'aube sans que l'on sache très bien s'il s'agissait des tirs de joie des vainqueurs ou des tirs dus à des accrochages. Quelques

affrontements ont eu lieu puisque, selon l'agence Associated Press, deux cadavres de combattants arabes gisaient dans la rue près du Club des Nations unies, au centre de Kaboul. Si les soldats de l'Alliance du Nord ont été accueillis avec joie dans certains quartiers à majorité tadjike, il n'en a pas été de même partout, beaucoup de Kabouli craignant le retour de l'anarchie sanglante qui avait précédé l'arrivée des talibans en septembre 1996. Les habitants qui sont sortis dans les rues sont restés prudents, chacun s'interrogeant sur la situation présente et surtout à venir.

Malgré les assurances données par les responsables de l'Alliance du Nord, les premiers vols ont été constatés et l'ambassade du Pakistan, dernier pays au monde à entretenir des relations diplomatiques avec le régime des talibans, a notamment été pillée. Islamabad avait rappelé tout son personnel au début des frappes américaines du 7 octobre. Les pillages auraient aussi eu lieu au principal marché de Kaboul et à Sara-e-Shazada, le marché des devises dans la vieille ville maintenant gardée par des hommes de la nouvelle autorité. Toutefois, selon des hommes d'affaires, ce marché aurait aussi été pillé par des talibans sur le départ. Un changeur a ainsi affirmé à Associated Press que des talibans sur un char s'étaient arrêtés à ce même marché pour demander de l'argent avant de partir.

DIRECTION KANDAHAR

A l'exception de quelques prisonniers encadrés par des soldats de l'opposition, les talibans étaient invisibles ce mardi, dans les rues de Kaboul. Il semble que leur repli, et celui de leurs alliés

étrangers, se soit opéré en bon ordre dès lundi après-midi, alors que les forces de l'opposition avaient enfoncé le front du nord de Kaboul. Selon des témoins, des colonnes de véhicules lourdement chargés étaient visibles sur les routes du Sud en direction de Kandahar, le siège du mouvement taliban, et de l'est vers Jalalabad. Dans le quartier résidentiel de

étrangers, et en particulier Islamabad, qui suit de près les derniers événements. Interrogé ce mardi, le porte-parole du ministère pakistanais des affaires étrangères, s'est contenté de souhaiter « qu'un bain de sang puisse être évité. Tant qu'un régime pluri-ethnique n'a pas été mis en place, il ne faut pas que la ville de Kaboul soit entre les mains d'une seule organi-

Les humanitaires de SNI sont toujours prisonniers

Les talibans ont emmené dans leur retraite les huit travailleurs humanitaires de l'organisation allemande Shelter Now International (SNI) qui, accusés de prosélytisme chrétien, attendaient le verdict de leur procès dans la capitale afghane. Selon un des gardiens du centre de détention où ils étaient emprisonnés depuis le début du mois d'août, cité par l'agence Associated Press, les quatre Allemands, deux Australiens et deux Américains ont quitté Kaboul à minuit dans un véhicule tout-terrain en compagnie de talibans. Selon cette source, ils seraient partis pour Kandahar, le siège du mouvement taliban, à 400 km au sud de Kaboul.

Ces huit étrangers avaient été arrêtés en compagnie de seize employés locaux qui étaient aussi détenus, mais dans un lieu différent. Selon le gardien du centre de détention, les huit expatriés étaient en bonne forme quand ils ont quitté Kaboul. — (Corresp.)

Wazir Akhbar Khan, les maisons des hauts responsables talibans étaient vides ainsi que celles de nombreux volontaires arabes qui habitaient dans ce quartier avec leurs familles.

L'Alliance du Nord, qui se sait mal aimée à Kaboul, a tenté de rassurer la population en indiquant que seule une force de police avait pénétré dans la ville et que la sécurité de tous y serait assurée. Il semble, en tout cas, que le gros des forces de l'opposition soit toujours stationné aux portes de Kaboul, à Arghandi, dix kilomètres au Nord, à Sange Nawishta, cinq kilomètres au Sud, et Pule-e-Charkhi, dix kilomètres à l'Est. L'opposition se doit aussi de rassurer les capitales

sation », a-t-il ajouté avant d'indiquer : « Nous aimerions que Kaboul soit une zone démilitarisée ».

L'entrée de l'Alliance du Nord à Kaboul est un sérieux revers pour le Pakistan et son président, le général Pervez Moucharraf qui avait répété sur tous les tons qu'il fallait surtout éviter cela. Le Pakistan, qui a une importante minorité pachtout de 21 millions de personnes, craint de répercussions négatives de la défaite des talibans pachtouns à Kaboul. Pour parer à toute éventualité, des renforts de troupes ont été envoyés à la frontière de l'Afghanistan.

Françoise Chipaux

Accordez-nous deux heures de votre temps, votre avenir en sera changé

SESSIONS D'INFORMATION

Paris

Mardi 20 nov. 2001

18h30

Hôtel Inter-Continental
3 rue de Castiglione

Genève

Lundi 19 nov. 2001

18h30

Hôtel des Bergues
33 quai des Bergues, CH1202

Amsterdam

Mercredi 21 nov. 2001

18h30

The Grand Sofitel Demeure
Oudezijds Voorburgwal 197

Munich

Mercredi 28 nov. 2001

18h30

Arabella Sheraton Grand Hotel
Arabellastrasse 6

Francfort

Jeudi 29 nov. 2001

18h30

Steigenberger Frankfurter Hof
Am Kaiserplatz

Pour réserver,
veuillez contacter le
responsable Information,

tél: 44 (0)20 7706 6859 ou
email: mbaeur2@london.edu

La London Business School s'engage
en faveur de la promotion de la
formation et de la recherche dans les
affaires et le management

LM13/11/01

MBA

Si vous désirez prendre un tournant dans votre carrière et lui donner un nouvel élan, le mieux est de passer deux ans à la London Business School pour un MBA. Forbes, le magazine bien connu, le place en numéro deux, juste derrière Harvard, pour son retour sur investissement. Placée au cœur d'un des centres d'affaires les plus dynamiques au monde, la London Business School offre tous les avantages d'une vie dans une cité réellement cosmopolite.

Les participants sont originaires de plus de 60 pays, le corps professoral international à 65% et celui des étudiants à 85%. Contrairement à la plupart des formations MBA, nous n'avons pas à revendiquer l'internationalisation, nous baignons dedans.

La formation MBA en deux ans vous donne la possibilité d'approfondir vos compétences en matière de management dans le cadre d'échanges internationaux, d'acquies une langue supplémentaire, de vous confronter à notre mode de travail calqué sur le réel, unique en son genre, tout en apportant la preuve à vos futurs employeurs de vos capacités grâce aux projets modelés sur le monde de l'entreprise et un stage d'été de trois mois. Sacrifiez deux heures de votre temps à l'une de nos sessions d'information, ce sera un premier pas qui changera votre vie.

EXECUTIVE MBA

Arriver à combiner une formation au management général et les exigences d'un travail à plein temps est réservé à ceux qui en veulent. C'est ce que

vous propose la formation considérée comme la plus exigeante d'Europe (Financial Times EMBA 2001), à savoir le programme Executive MBA de la London Business School.

En deux années de cours par correspondance et en fin de semaine, il comprend treize cours principaux, huit cours électifs choisis parmi nombre de possibilités, et vous permet de participer à deux stages pratiques internationaux ainsi qu'à nombre d'autres choses. Environ la moitié des participants ne sont pas ressortissants britanniques, ce qui permet des études dans un cadre réellement international et la constitution d'un réseau relationnel. Les trois piliers que constituent l'engagement personnel, le caractère international et une excellence reconnue font que nos diplômés acquièrent des capacités entrepreneuriales qui les préparent à relever les défis du monde des affaires partout dans le monde.

Regent's Park
Londres NW1 4SA
Royaume Uni

Tél: 44 (0)20 7706 6859

Tél: 44 (0)20 7706 6891

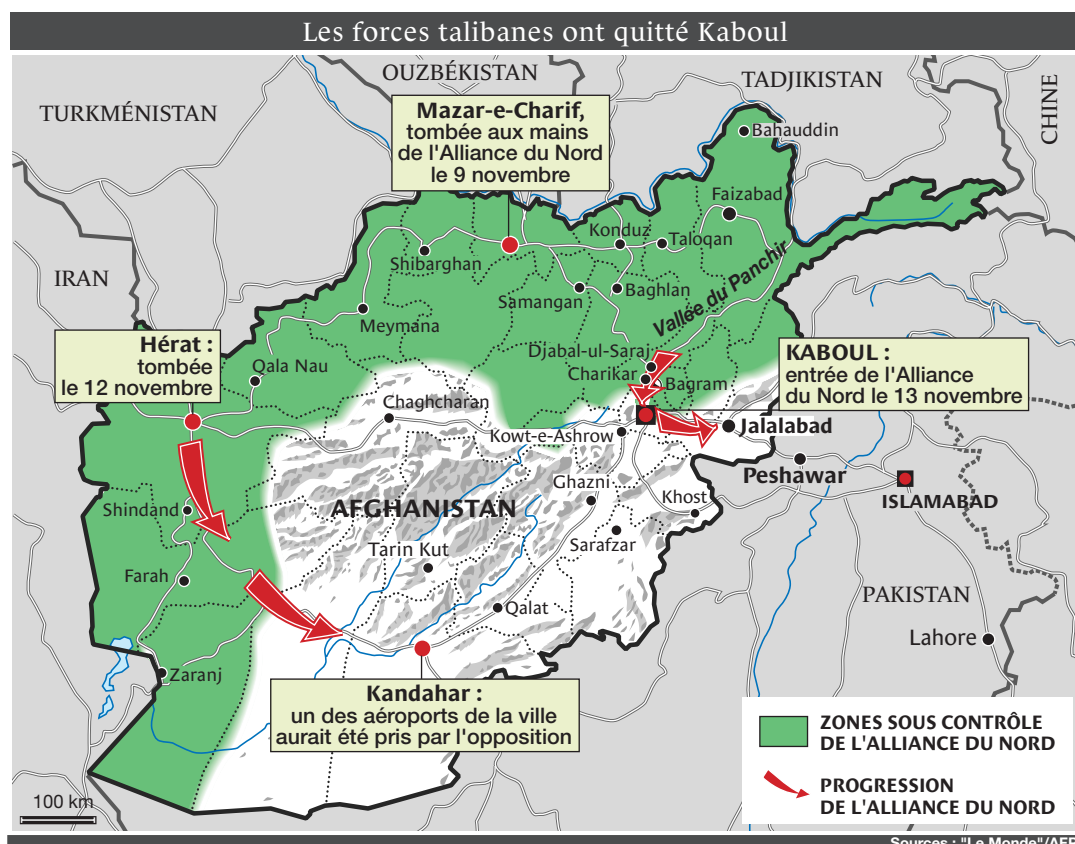
Fax: 44 (0)20 7724 7875

email MBA: mbaeur2@london.edu

email EMBA: mba_fasttrack@london.edu

www.london.edu

London Business School
transforming futures



Les sombres prévisions d'Al-Jazira

L'ALLIANCE DU NORD arrive dans Kaboul, annonce Al-Jazira dans son dernier journal de la nuit, lundi 12 novembre. Les milices talibanes abandonnent la capitale afghane, hilares devant la caméra de



Teysyir Allouni, le correspondant de la chaîne arabe d'information en continu. **VU SUR AL-JAZIRA** Tout aussi surréaliste, le porte-parole des talibanes, Amin Khan Mountaqâ se montre très confiant dans sa dernière conférence de presse. « L'Alliance n'a plus de chef comme Massoud qui pourrait la contenir. A Kaboul, elle volera en éclats », prédit-il. Youssef Echoulli, l'envoyé spécial de la chaîne qatarie à Kandahar, le fief du mollah Omar, reprend les hypothèses d'une victoire à la Pyrrhus pour l'Alliance du Nord et d'« un repli stratégique » pour les talibanes. « Ils ont toujours dit que, pour eux, les villes étaient aussi faci-

les à prendre qu'à quitter. En ce moment, ici à Kandahar, les responsables talibanes expliquent qu'ils quittent momentanément les villes pour épargner aux populations civiles les bombardements intenses », assure le journaliste.

« BAIN DE SANG » ATTENDU

A Kandahar, la propagande des talibanes bat son plein. « Les observateurs parient sur une partition de l'Afghanistan, les talibanes conserveraient le Sud, où l'ethnie pachtoune est majoritaire, l'Alliance aura le contrôle du Nord », reprend l'envoyé spécial d'Al-Jazira.

Ses collègues de Doha sont, eux, bien sombres. Et si, après Kaboul, Kandahar tombait aux mains de l'Alliance ? « Les talibanes promettent un bain de sang à ceux qui s'approcheraient de leur ville-sanctuaire », prévient-on. Pour les consultants pakistanais d'Al-Jazira, le « bain de sang » est attendu d'abord à Kaboul. « La guerre civile ethnique est à notre porte », résume le journaliste Ahmed Koreïchi, depuis Lahore.

A en croire les Pakistanais choisis par Al-Jazira, l'Alliance du Nord n'aurait plus que deux choix : rester sagement bloquée aux portes de Kaboul en attendant la constitution d'une « hypothétique opposition pachtoune » ; « trahir les plans conclus entre [le président pakistanais] Moucharrâf et les Américains » et s'installer dans la ville. « Ce serait le début d'une nouvelle guerre ethnique », assure Ahmed Koreïchi.

Ces mêmes analystes s'attendent à « une marée humaine de réfugiés afghans », le cauchemar de Pervez Moucharrâf ! Entre bilans macabres et projections sombres, la guerre des nerfs continue. Youssef Echoulli revient pour commenter le crash de l'Airbus à New York. « Qu'est-ce qu'ils disent les membres d'Al-Qaïda ? » demande-t-on à Doha. « Ils ne revendiquent pas, mais ils évoquent le précédent message de leur leader appelant à la poursuite de la tempête des avions », transmet le correspondant.

Tewfik Hakem

Au poste « Typhon 1 » : l'Alliance du Nord a balayé la Plaine de Shomali

BAGRAM (plaine de Shomali)
de notre envoyé spécial

Le commandant Khawani est prêt. Depuis trois jours, il a troqué

REPORTAGE

Le front est enfoncé, la déroute de l'ennemi est annoncée.

Récit d'une offensive

ses mocassins afghans pour des rangs noirs. « Mes souliers sont lacés ! ». Il est prêt à traverser le no man's land miné et à attaquer les tranchées ennemies. Khawani est fou. Ce sont ses moudjahidines qui le murmurent, les yeux ébahis de respect pour ce guerrier blessé sept fois, fumeur de haschich et amoureux de l'action.

13 heures, lundi 12 novembre. Khawani déjeune, excité, près de son quartier général. Il vient d'obtenir du général Baba Jan, le commandant de Bagram, la confirmation que l'offensive sera déclenchée une heure plus tard. Objectif : Kaboul. Ou plutôt « les portes de Kaboul », comme répétaient encore lundi les chefs du Front uni (l'Alliance du Nord) afin de rassurer les Etats-Unis, inquiets de voir les moudjahidines entrer dans la ville. « On a lancé un ultimatum aux talibanes, révèle le commandant. Ils ont jusqu'à quatorze heures pour décider s'ils changent de camp ou non. Après on attaque. »

14 heures. Khawani arrive au « Poste Typhon 1 », la position la plus avancée dans la plaine de Shomali, sur la base aérienne désaffectée de Bagram. Il contacte par radio les douze postes placés sous son commandement, le long de la ligne de front. « Typhon 2, répondez Typhon 3, répondez ». Pourquoi « Typhon » ? « Parce qu'ici, la guerre c'est comme un orage. Vous allez voir. »

14 h 05. Khawani enrage. Son talkie-walkie ne fonctionne pas. Un soldat confie aussi que l'unité est inquiète du peu d'obus de mortiers dont elle dispose.

14 h 10. Deux villageois bedonnants, vêtus de calots blancs, arrivent à « Typhon 1 ». Ils viennent de traverser le no man's land. Partisans du Front uni (Alliance du Nord) depuis des années, vivant en territoire sous contrôle taliban de la plaine de Shomali, ils ont été mis à contribution pour tenter de « retourner » des unités ennemies. Des commandants talibanes sont prêts à changer de camp, racontent-ils.

14 h 15. Khawani relaie à ses hommes l'ordre d'ouvrir le feu. Il court dans la tranchée, puis s'arrête sur le toit d'un fortin, à découvert. L'artillerie entre en action. Des tanks se positionnent le long de la ligne de front et pilonnent les lignes arrière de l'ennemi. L'artillerie talibane réplique. Des roquettes frappent l'aéroport de Bagram, survolant « Typhon 1 ». Des talibanes, dont les premières tranchées ne sont distantes que de 300 mètres, prennent

le poste avancé pour cible. Khawani lance ses unités vers les lignes talibanes.

14 h 20. Deux moudjahidines à vélo amènent cinq obus de mortier. Le ravitaillement...

14 h 25. Khawani hurle dans son talkie-walkie : « Ne tirez pas ! Ce sont des hommes à moi ! » Un poste du Front uni mitraillait ses soldats, presque arrivés aux lignes talibanes. « Ils ne savent pas que nos hommes ont avancé aussi vite » peste un soldat.

14 h 35. Trois hommes franchissent les premiers la ligne talibane, exactement vingt minutes après le déclenchement de l'offensive. Ils capturent sans combat le checkpoint « Kampas ». Les commandants talibanes ont tenu parole, et accueilli sans réagir les moudjahidines.

14 h 45. Le premier blessé de l'unité de Khawani revient vers

« Typhon 1 » en claudiquant, un lance-roquettes à l'épaule. Un combattant l'aider à se mettre à l'abri. Une minute plus tard, le cycliste qui avait livré les obus de mortier l'évacue, assis sur le porte-bagage de sa bicyclette, vers l'arrière.

14 h 50. « Nous avons des prisonniers ! Des Pakistanais et des Arabes ! » hurle un combattant à la radio. Cris de joie.

14 h 51. Une explosion, suivie d'un énorme champignon de fumée noire. L'aviation américaine, qui survolait depuis une demi-heure la plaine de Shomali, intervient.

15 h 05. Dialogue par talkie-walkie. Un soldat : « J'ai cinq Pakistanais ! » Un officier : « Ne les tuez pas ! Faites-les prisonniers ! ». Le soldat : « S'ils résistent, on les tue ! »

15 h 10. Les obus et roquettes talibanes pleuvent autour de la position. « Deux cents mètres plus à gauche, espèce de mulet ! », crie un offi-

cier au servant d'un mortier lourd.

15 h 15. Une première unité de talibanes arrive à « Typhon 1 », escortée par les commandos de Khawani. Ce sont des Afghans dont le commandant a pris la décision de changer de camp avec armes et prisonniers étrangers – « une quinzaine de Pakistanais et quelques Arabes d'Oussama [Ben Laden] », immédiatement emmenés vers l'arrière. Les plus âgés des Afghans sourient, certains embrassent les moudjahidines. Originaires de Bagram eux aussi, ils ont combattu ensemble contre les Soviétiques avant que la ligne de front des années 1990 ne sépare leurs villages respectifs. Les plus jeunes sont terrorisés. Ils ignorent les plans du commandant et découvrent, abasourdis, que leur escorte ne les désarme pas. Ils voient leur commandant gravir l'échelle métallique du fortin, rejoindre les hommes de Khawani

et suivre la bataille à leurs côtés, parlant souvent par sa radio à des camarades restés de l'autre côté.

15 h 20. « Dites à ces talibanes de s'asseoir en bas et de se taire ! », crie un officier. Se sentant en confiance, certains transfuges, à peine arrivés, se sont hissés dans les casemates en haut du fortin. Situation étrange : les transfuges sont toujours armés et, avec ceux du no man's land, sont désormais trois fois plus nombreux que les gardiens de « Typhon 1 ». Si les talibanes avaient voulu tendre un piège à leurs ennemis, ils seraient maintenant maîtres de la ligne de front autour de l'aéroport de Bagram.

16 h 10. Khawani et ses combattants ont vite progressé. L'aviation américaine harcèle les talibanes qui s'enfuient, au sud de la plaine de Shomali.

16 h 15. Certains des talibanes se préparent à prier. Ils réclament de l'eau aux soldats de Khawani pour faire leurs ablutions. « Pour toi, je n'ai que du vin ! » répond un officier. Des combattants des deux camps s'esclaffent. Les talibanes obtiennent trois cruches d'eau, étendent leurs foulards sur le sol et prient.

16 h 20. Les avions de chasse américains s'acharnent sur les jeeps talibanes qui tentent de fuir vers Kaboul. Le front est enfoncé, la déroute talibane est évidente.

16 h 50. Tous les tirs cessent. La première étape de la bataille de Kaboul est achevée.

18 heures. Khawani ramène à « Typhon 1 » des talibanes par unités entières. Le commandant taliban retourné témoigne : « J'avais déjà coopéré avec le Front uni, sans avoir la chance de pouvoir le rejoindre. Cette fois, nous avions une opportunité de changer de camp. Là-bas, avec les talibanes, il y a beaucoup de Pakistanais et d'Arabes, je ne les aime pas. »

19 heures. Les combattants écoutent la radio de Jabal-ul-Saraj. Les unités du Front uni ont enfoncé le front partout. La route de Kaboul est ouverte.

R. O.

Rémy Ourdan

Asef, transfuge taliban : « Ils ont attaqué, nous les avons suivis volontairement »

BAGRAM (plaine de Shomali)
de notre envoyé spécial

Asef a trente ans. Il est moudjahidin depuis l'âge de quinze ans. Il porte la barbe et les cheveux très longs, et est coiffé d'un turban gris immaculé. Originnaire de Bagram, il a combattu avec le chef de guerre tadjik, Ahmed Chah Massoud, avant de rejoindre le mouvement taliban lorsque les « étudiants en religion » du mollah Omar ont conquis Kaboul en 1996. Il lutte contre le Front uni (Alliance du Nord) depuis cinq ans.

Il vient d'arriver au poste « Typhon 1 » du commandant Khawani avec son unité, dont le chef, en contact secret avec l'opposition afghane depuis quelques semaines, a décidé de changer de camp.

« Nous savions que nos chefs discutaient avec les moudjahidines d'ici, raconte-t-il. Notre commandant nous a juste dit ce matin qu'il se portait garant de notre sécurité, de nos vies. Je ne connaissais pas les détails de l'opération. Je n'avais pas peur. Lorsqu'ils ont attaqué, nous n'avons pas réagi, et nous les avons suivis volontairement. Il est normal qu'ils ne nous aient pas désarmés car nous allions maintenant combattre les talibanes avec eux. Ceux d'ici peuvent nous faire confiance. »

« Ma famille vit à Kaboul, mais je n'ai rien contre les bombardements américains car ils ne visent que les bases militaires des talibanes et des terroristes étrangers. Très peu de civils ont été tués. Je suis favorable à ces raids aériens, car il faut que les terroristes quittent l'Afghanistan » poursuit Asef.

« LA GUERRE NE DURERA PAS »

« Non, non, ce n'est pas un discours de circonstance parce que je viens de changer de camp. Je pense ceci depuis le début des bombardements américains. Je suis honnête. Les Américains, ils n'ont aucun droit sur l'Afghanistan. Ils ont en revanche le droit de bombardier les camps des talibanes et des terroristes, qui les ont attaqués. Personne n'a le droit de prendre la vie de tant d'innocents [les victimes des attentats du 11 septembre à New York et à Washington]. Les vies n'appartiennent qu'à Allah – Ces terroristes, ils n'aiment que détruire ! Détruire ! Ils se moquent du bien du peuple. »

« J'ai été très attristé par la mort du commandant Massoud, dit Asef. D'autant plus qu'il n'a pas été tué par des Afghans, dans la bataille, mais par ces terroristes étrangers. »

« La guerre ne durera plus très longtemps, car les forces talibanes étaient concentrées

dans le nord de l'Afghanistan et au nord de Kaboul, pense Asef. Leurs lignes de défense sont brisées. Ils ne résisteront plus. »

Revenant sur le récit des heures de bataille, le combattant précise : « Nous tenions une position où il y avait une quinzaine de Pakistanais et quelques Arabes. Nous les avons livrés aux soldats d'ici. Au total, nous étions neuf checkpoints à être d'accord pour changer de camp. En chemin, en traversant les lignes de front, un prisonnier a tenté de prendre l'arme d'un moudjahidin d'ici. Dans la confusion, deux Pakistanais ont été abattus. »

Le commandant ex-taliban d'Asef interromp l'entretien. Il est furieux qu'Asef ait parlé à un journaliste en dehors de sa présence ou de celle d'un officier du Front uni. Vu le discours du jeune homme, il n'a pourtant pas à s'inquiéter.

Un officier du Front uni arrive à « Typhon 1 », afin d'emmener vers l'arrière les transfuges talibanes. Quelqu'un doit leur préciser ce que le Front uni attend d'eux dans la bataille en cours. Asef prend son fusil Kalachnikov et les chargeurs qui traînent à ses pieds. Il réajuste son turban, et s'en va d'un pas tranquille.

BREITLING
1884
INSTRUMENTS POUR PROFESSIONNELS™

Godechot & Pauliet
86 avenue Raymond Poincaré
75116 PARIS
Tél. 01 45 00 95 03

BREITLING FRANCE • TÉL. 01 56 43 67 00
www.breitling.com

CHROSSWIND SPECIAL

L'Alliance du Nord, collection de seigneurs de la guerre et de commandants

A peine entrées dans Mazar-e-Charif, les unités d'opposants anti-talibans se sont livrées à des pillages, et des rumeurs d'exécutions sommaires ont circulé. La coalition, à fortes composantes multiethniques rivales, souffre d'une absence de projet pour l'Afghanistan et les observateurs craignent un retour à l'anarchie

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Qui va gouverner Kaboul alors qu'à peine entrée dans Mazar-e-Charif l'Alliance du Nord, coalition de minorités ethniques, tadjiks, hazaras, ouzbeks, s'est déjà distinguée, selon les Nations unies, par des pillages et des rumeurs d'exécutions sommaires ? L'Alliance du Nord, qui n'a d'alliance que le nom, n'a pas de chef représentatif de tous les partis qui la composent et ceux-ci, majoritairement à base ethnique, sont eux-mêmes divisés par des ambitions personnelles.

Président en titre de l'Alliance du Nord et du gouvernement toujours reconnu par l'ONU, le Tadjik Burhanuddin Rabbani, « le seul dirigeant afghan qui n'a aucune idée pour son pays », affirme un expert, dirige plus sur le papier que sur le terrain, où ce professeur égaré en politique n'a pas de troupes véritablement à lui. Depuis l'assassinat, le 9 septembre, d'Ahmed Chah Massoud, leur figure charis-

matique, les Tadjiks n'ont plus de représentant unique. « *Younes Qanouni, Abdullah et Mohammad Fahim constituent le triumvirat des héritiers de Massoud, mais aucun n'a sa stature* », commente le même expert, qui les connaît bien. Leur entente de surface ne saurait, d'autre part, masquer leurs ambitions.

Remplaçant officiellement désigné d'Ahmed Chah Massoud, le général Fahim est loin de faire l'unanimité, à la fois militairement et politiquement, y compris à l'intérieur de son parti du Jamiat-i-Islami. Il n'a de plus aucune chance d'être entendu par les autres seigneurs de la guerre qui ont ressurgi ces dernières quarante-huit heures, l'Ouzbek Abdoul Rachid Dostom et le Tadjik d'Herat, Ismail Khan. Ces deux hommes qui, par le passé, ont régné chez eux en maîtres absolus, ne vont pas se laisser dicter leur conduite par un général de quarante-quatre ans, qui n'a rien de plus qu'eux, sinon l'adoubement d'un

pouvoir de circonstance. « *Le pouvoir dans l'Alliance du Nord dépend de l'endroit où vous allez* », affirme un observateur international. Et encore, s'il est presque certain que la région d'Herat, la grande ville de l'ouest à la frontière iranienne,

Depuis l'assassinat d'Ahmed Chah Massoud, leur figure charismatique, les Tadjiks n'ont plus de représentant unique

va revenir à Ismail Khan, la bataille pour le contrôle de Mazar-e-Charif est plus complexe. Le pouvoir que cherche à s'y octroyer seul Dostom – qui dispo-

se, jusqu'à maintenant, de très peu d'hommes – pourrait être contesté par le chiite du Hezb-i-Wahdat, Mohammad Mohaqiq. Ceci sans compter sur un éventuel retour des Etats-Unis du leader ouzbek, Abdul Malik Pahlawan et les ambitions de l'autre chef du Hezb-i-Wahdat, Karim Khalili. La question du contrôle des poches pachtounes des provinces nordistes de Balkh, Kunduz et Baghlan reste aussi à résoudre. Comment vont réagir ces Pachtounes qui sont plus proches d'un autre chef ouzbek de l'Alliance du Nord, qui avait accompagné Massoud à Paris, Pizam Qul ? Ce dernier, Ouzbek originaire de la province de Takhar, pourrait vouloir faire régner sa loi au nord-est, frontalière du Tadjikistan.

Représentés au sein de l'Alliance du Nord par deux partis, le Hezb-i-Wahdat et le Harkat-i-Islami, les chiites sont tout aussi divisés et pourraient se battre pour le contrôle de Bamiyan, la capitale du Hazarajat. Saïd Hus-

sein Anouari, qui a avec lui 700 hommes déployés sur le front de Charikar, au nord de Kaboul, les ferait marcher vers Bamiyan où se trouveraient déjà les troupes du chef du Hezb-i-Wahdat, Karim Khalili. Celles-ci étaient dans cette région opposées à un autre chiite, rallié aux talibans, Mohammad Akbari, qui va certainement se retourner pour garder son fief.

Enfin, composante pachtounne de l'Alliance du Nord, le Ittehad-i-Islami d'Abdul Rassoul Sayyaf représente une force militaire non négligeable puisqu'il a près de 3 000 hommes, originaires comme Sayyaf de la province de Paghman, à l'ouest de Kaboul. Ceux-ci sont déployés sur le front de Kaboul. Sayyaf, toutefois, ne s'entend pas du tout avec Fahim qu'il considère comme un communiste en raison de son passé, et refuse d'envisager la moindre coopération avec les ex-généralistes communistes recrutés par Massoud, qui se trouvaient aussi, tout récemment, aux portes de Kaboul. L'ul-

tra-fundamentaliste Sayyaf ne s'assoit pas non plus à la même table que Dostom, dont le pèlerinage à La Mecque ne saurait faire oublier les dépravations.

« *Le problème de l'Alliance du Nord est qu'il n'y a pas une personnalité capable de taper sur la tête d'un commandant qui a trois cents hommes* », commente un observateur qui craint donc le retour rapide à l'anarchie ayant prévalu sous le pouvoir moudjahidin de 1992 à 1996. Collection de seigneurs de la guerre et de commandants à l'influence limitée, l'Alliance du Nord n'est pas une entité politique ayant un projet cohérent pour l'Afghanistan. Aujourd'hui installée à Kaboul, il va être difficile de trouver un point d'entente entre ses différentes composantes pour leur faire accepter un partage du pouvoir. La question immédiate demeure toutefois la sécurité des Kabouliens, en particulier pachtounes.

Françoise Chipaux

L'ONU veut aller vite dans l'élaboration d'une solution politique

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Pris de vitesse par l'évolution militaire sur le terrain, les ministres des affaires étrangères présents cette semaine à New York se sont réunis, lundi 12 novembre, dans de multiples cadres politiques consacrés à la situation en Afghanistan. Deux messages en sont sortis : la nécessité de « ralentir » l'action militaire et celle d'« accélérer » l'action politique. Objectifs moins évidents l'un que l'autre.

La journée de lundi a commencé par une réunion à huis clos du groupe dit « 6 + 2 » (avec les ministres des affaires étrangères des pays voisins de l'Afghanistan plus ceux des Etats-Unis et la Russie). Au moment où les événements basculent vers la fin du régime taliban en Afghanistan et en dépit de l'adoption d'un communiqué demandant « l'établissement en Afghanistan d'une administration afghane à large base, multiethnique, politiquement équilibrée et librement choisie », il n'existe, pour l'heure, « aucune certitude » que les pays frontaliers ne bloquent pas les formules d'un gouvernement transitoire que pourrait proposer, dans les jours à venir, le représentant spécial de l'ONU, M. Lakhdar Brahimi.

Par ailleurs, les déclarations du secrétaire d'Etat Colin Powell sur la nécessité d'une « présence militaire internationale pour stabiliser la situation à Kaboul » ne sont pas très rassurantes. « *Nous avons eu tout à fait l'impression que*

le général Powell nous demandait de créer une force militaire capable de combler le vide politique dans la capitale afghane, sans nous dire avec quels moyens et avec les soldats de quels pays », explique un diplomate onusien participant à la réunion de lundi. « *Le message principal du secrétaire d'Etat était simple, explique par ailleurs un responsable américain à la suite de la réunion du « 6 + 2 », il faut aller vite, vite vite !* ».

Le secrétaire général, Kofi Annan, a aussi reconnu que « *les événements se déroulent vite et nous devons tenter de faire concorder les volets politiques et militaires* ». M. Annan a annoncé que son représentant devait réunir « *dans les prochains jours* » les représentants de toutes les factions afghanes « *à Vienne, à Genève ou dans une autre ville plus proche de l'Afghanistan* ». A Washington, un responsable du Pentagone a affirmé que les Etats-Unis n'avaient « *aucun contrôle sur ce que veulent faire* » les forces de l'Alliance du Nord.

LE RESPECT DU DROIT DES PERSONNES

Plus fort et plus clair est le message qui a émergé de la deuxième réunion de la journée entre le secrétaire général Kofi Annan et les ministres des affaires étrangères des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité. Ce message semble être le seul sur lequel les ministres comptent, pour l'instant, pour assurer le calme en Afghanistan. Les chefs de la

diplomatie des grands pays ont insisté sur la nécessité de mettre les forces de l'opposition « *devant leurs responsabilités en ce qui concerne le respect des droits de l'homme* ». Les ministres demandent aux forces de l'Alliance du Nord qui détiennent désormais le pouvoir à Mazar-e-Charif « *de l'exercer dans le respect du droit des personnes et à y assurer la paix civile, préfigurant ainsi l'administration future de l'Afghanistan* ».

Parlant à la presse, lundi 12 novembre, le ministre français des affaires étrangères n'est pas particulièrement inquiet. « *Il est certain que les événements sur le terrain évoluent très vite, explique M. Hubert Védrine, mais ce qui se passe n'est après tout que l'aboutissement de nos stratégies politiques et militaires à savoir l'effondrement du pouvoir taliban et la construction de l'Afghanistan nouveau* ». Selon lui, le message politique important que doit faire passer la communauté internationale « *à ceux qui vont exercer le pouvoir en Afghanistan* » est qu'ils sont « *désormais sous le regard vigilant de la communauté internationale* ».

La journée de mardi à l'ONU devait être encore dominée par l'Afghanistan, avec un débat public au Conseil de sécurité et la présentation, par Lakhdar Brahimi, d'un rapport sur sa mission de deux semaines dans les pays de la région.

Afsané Bassir Pour

Aux Nations unies, un tour du monde des positions sur le terrorisme

NEW YORK (Nations unies)

de notre envoyée spéciale

Depuis le discours de George W. Bush, samedi 10 novembre, à l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU sur le terrorisme, les représentants de plus de quatre-vingts pays se sont exprimés à la tribune, chefs d'Etat, ministres ou ambassadeurs. En voici des extraits.

● **Mali.** « *Les actes du 11 septembre, incompatibles avec le message sublime et tolérant de l'Islam, ont montré à suffisance la vulnérabilité de notre système international actuel et souligné la nécessité d'une coopération internationale accrue* ».

● **Niger.** « *L'Islam est une religion du juste milieu, qui condamne l'assassinat et le suicide. Il prône le dialogue et la persuasion, le combat intérieur contre toute tentation nihiliste ou individuelle ou collective. C'est l'une des raisons pour lesquelles le Niger s'associe pleinement à la coalition mondiale contre le terrorisme* ».

● **Qatar.** « *Il faut une définition du terrorisme. Il faut distinguer entre les actions criminelles qui visent des innocents et les luttes légitimes contre les pratiques d'occupation et de domination. Le terrorisme s'est enraciné parce que le monde a ignoré la voix des peuples opprimés, et particulièrement celle des Palestiniens* ».

● **Libye.** « *Il est inacceptable de qualifier de terrorisme le combat des peuples pour leur indépendance. Le vrai terrorisme a plusieurs visages. L'établissement de bases militaires sur les territoires autres, c'est du terrorisme. Les flottes qui parcourent les mers et sont stationnées en face des côtes d'autres pays et violent leurs eaux territoriales, c'est du terrorisme. Exploiter le Conseil de sécurité des Nations unies pour imposer des sanctions contre des peuples sans justifications ou preuves, c'est du terrorisme* ».

● **Inde.** « *Nous devons rejeter avec fermeté toute justification au terrorisme, qu'elle soit idéologique, politique ou religieuse. Nous devrions rejeter les arguments qui nous arrangent et visent à classer le terrorisme en fonction de ses causes : cela revient à justifier l'action terroriste à un endroit et à la condamner ailleurs. Ceux qui avancent ces arguments doivent expliquer quelles ont été les causes à la racine des actes brutaux du 11 septembre* ».

● **Turquie.** « *Dans l'approche de nombreux pays, on constate une distinction de fait entre les "mauvais" terroristes, qui opèrent contre ce pays précisément et les terroristes "tolérés" qui jouissent d'un havre de tranquillité dans ce pays tout en préparant, ou finançant des attentats contre un autre pays. Se laisser entraîner dans le piège des "doubles standards" revient à soutenir le terrorisme* ».

● **Algérie.** « *Il faut une lutte sans merci, notamment à travers (...) la fourniture d'équipements*

adéquats aux pays victimes du terrorisme et la révision des législations nationales permissives en matière tant de droit d'asile que d'apologie du meurtre ou de planification d'activités criminelles à perpétrer dans des pays tiers ».

● **Jordanie.** « *Traiter sérieusement les causes de désespoir, de frustration et les injustices est peut-être la manière la plus efficace de faire face au terrorisme et de lui retirer attrait et soutien* ».

● **Chine.** « *La Chine aussi est menacée par le terrorisme. Les terroristes du "Turkestan oriental" sont entraînés, équipés et financés par des organisations terroristes internationales* ».

● **Chili.** « *Nous saluons le président Bush qui, face à une attaque d'une telle ampleur, a réussi à contenir les passions et à construire une coalition diplomatique sans précédent dans le monde (...). Comme d'autres coalitions dans l'histoire, elle doit commencer à se demander aujourd'hui quelles avancées elle apportera à l'humanité après sa victoire (...). Nous sommes obligés de dire que nous voyons avec horreur la dégradation de la situation au Proche-Orient* ».

● **France.** « *Le divorce entre les intentions affichées pour le monde dans les relations internationales et les réalités devient insupportable à beaucoup de peuples (...). Trois milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour (...). Nous ne gagnerons durablement la lutte contre toutes les formes de terrorisme que si nous sommes capables de les priver de leur terreau, de les éradiquer au sens propre du terme. Cela suppose ni plus ni moins que de changer notre monde* ».

● **Allemagne.** « *Le 11 septembre a été un jour clé qui a changé la direction de la politique mondiale. Une nouvelle alliance a été créée (...). Il faudra ébaucher un ordre international de coopération pour le XXI^e siècle, une politique qui ne tolérera plus que des régions échappent à l'emprise de la loi (...). La Cour pénale internationale peut également devenir un instrument de valeur dans le combat contre le terrorisme* ».

● **Italie.** « *Jamais auparavant n'avons-nous eu une meilleure occasion de régler nos problèmes et, en même temps, jamais les risques n'ont été aussi grands. La réponse ne réside pas dans le refus d'accepter la réalité de la mondialisation et de l'interdépendance. Elle est dans notre capacité à promouvoir une meilleure gouvernance du système international* ».

● **Royaume-Uni.** « *Nous sommes à un moment stratégique qui n'arrive pas plus d'une fois par génération (...). J'espère que les générations futures pourront dire que nous avons abouti à la paix en Afghanistan, à une coexistence constructive au Proche-Orient et à un développement à long terme en Afrique* ».

Corine Lesnes

Jacques Chirac partage l'inquiétude d'Hosni Moubarak sur le Proche-Orient

LE CAIRE

de notre envoyée spéciale

Le président égyptien, Hosni Moubarak, souscrit à la lutte contre le terrorisme mais il « *dit et redit et répétera inlassablement* » que, si une solution « *juste* » n'est pas apportée à la crise du Proche-Orient – et elle ne peut être trouvée sans un engagement des Américains –, « *de nouvelles générations de terroristes surgiront, qui seront plus violentes encore que les générations actuelles* ». Si la situation actuelle perdure, a-t-il déclaré lundi 12 novembre au Caire, lors d'une conférence de presse commune avec le président français, Jacques Chirac, le Proche-Orient

connaîtra des « *revers* » qui risquent de « *nuire à la coopération des pays arabes avec nos amis en Occident* ». Le mot n'a pas été prononcé mais il s'agit bien évidemment de coopération dans la lutte contre le terrorisme.

Dans une sorte de clin d'œil et d'encouragement à aller plus loin à l'attention du président américain George W. Bush, qui s'est contenté de souhaiter, à l'assemblée générale des Nations unies, voir coexister deux Etats, israélien et palestinien, M. Moubarak a demandé du concret. Il faut, a-t-il dit, que les efforts pour parvenir à la paix au Proche-Orient soient « *tangibles, effectifs, qu'ils soient*

palpables par les ressortissants de cette région » et leur permettent « *d'espérer une vie stable* ». Et si, a-t-il estimé, M. Bush a quelques raisons de ne pas rencontrer à l'heure actuelle le président palestinien Yasser Arafat, tôt ou tard il faudra qu'il l'écoute. Quant à Israël, il se trompe lorsqu'il s'imaginer qu'il a tout intérêt à attendre un successeur au président de l'Autorité palestinienne. Aucun responsable, a martelé M. Moubarak, ne réussira à faire l'unanimité du peuple palestinien.

TOURNÉE-ÉCLAIR

Le chef de l'Etat égyptien venait d'avoir un entretien de près d'une heure et demie avec M. Chirac avec un déjeuner de travail. Le président français a commencé, lundi, au Caire, une tournée éclair qui l'a conduit dans la soirée dans l'Etat des Emirats arabes unis, avant une visite de quelques heures, mardi en début d'après-midi, en Arabie saoudite.

M. Chirac « *partage l'inquiétude* » de son hôte égyptien quant à la situation au Proche-Orient. A ses yeux, le fait d'établir un lien de cause à effet entre le terrorisme d'Al-Qaïda et le conflit israélo-palestinien relève de « *l'imposture* » – Oussama Ben Laden, a-t-il dit, « *n'attache strictement aucune importance au sort des Palestiniens* ». M. Chirac n'en estime pas moins toutefois qu'il faut éteindre le brasier du conflit israélo-palestinien dont les images « *alimentent la révolte* » et qui est de nature à remettre en cause « *la cohérence, la cohésion* » de la coalition internationale que se met en place contre le terrorisme. Et de suggérer une idée, qu'il a déjà soumise au président Bush, mais qui est tributaire de tant d'aléas qu'elle paraît quasi irréalisable. Il s'agirait de « *réunir une nouvelle conférence de*

10 jours

exceptionnels

du 16 au 26 novembre 2001



Venez découvrir la collection des canapés Steiner à des prix d'exception

Topper

Espace Steiner
63, rue de la Convention - 75015 Paris
Téléphone 01 45 77 80 40
M° Boucicaut - Parking gratuit

Ouverture exceptionnelle dimanche 25 novembre 2001

Mouna Naïm

En visite à Washington, Vladimir Poutine cherche à gagner la confiance des Américains

La Russie et les Etats-Unis veulent sortir d'une relation basée sur la seule dimension stratégique

WASHINGTON

de notre correspondant

En six mois, George Bush et Vladimir Poutine se seront rencontrés pas moins de quatre fois. Il y avait eu Ljubljana en juin, Gênes en juillet, Shanghai en octobre ; voici maintenant Washington et le ranch de M. Bush au Texas. De ce voyage aux Etats-Unis – où il est arrivé lundi 12 novembre au soir et devait avoir de premières discussions avec son hôte mardi matin –, le président russe attend la justification de ses efforts, particulièrement appuyés depuis le 11 septembre, pour gagner la confiance des dirigeants américains et, par voie de conséquence, espère-t-il, celle de l'Occident entier. Les attentes de M. Bush ne sont pas aussi pressantes ; néanmoins, qu'il se montre capable d'établir avec la Russie une relation constructive et fiable est loin d'être, pour lui, un luxe inutile.

Dans la lutte contre le terrorisme, l'apport de la Russie n'est pas négligeable. Le poids qu'elle conserve en Asie centrale en fait un allié précieux, dont l'hostilité, à l'inverse, serait gênante. La visite à Moscou de Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la défense, le 3 novembre, était, entre autres choses, une reconnaissance de ce fait (*Le Monde* du 7 novembre). M. Poutine a insisté, dans des entretiens avec différents médias américains, sur les renseignements donnés par les services dont il est lui-même issu, informations qualifiées d'« inestimables », lundi, par le *New York Times*.

Il a chiffré en « dizaines de millions de dollars » la valeur des armes fournies par la Russie à l'Alliance du Nord. Il a remis à sa place le ministre de la défense, Sergueï Ivanov, qui avait exclu l'envoi de troupes russes en Afghanistan. « Je suis le commandant en chef », a-t-il rappelé.

La coopération de la Russie est indispensable, en outre, pour parer les dangers de la diffusion d'armes de destruction massive. Sur la chaîne de télévision ABC, le président russe a assuré aux téléspectateurs américains que les stocks d'armes biologiques constitués par l'Union soviétique sont « en sécurité » – l'anthrax envoyé par la poste ne peut donc en provenir – et que l'idée que des terroristes se seraient procuré une bombe atomique portative « est une légende ». Cependant, si l'armurerie de la Russie est fermée aux terroristes, sa technologie nucléaire et

L'économie a pris beaucoup plus d'importance dans les rapports entre les deux pays. M. Poutine rappelait, à Moscou, que la Russie est le troisième producteur mondial de pétrole

ballistique donne lieu à des transactions avec l'Iran qui inquiètent les Etats-Unis. Ceux-ci font pression pour que M. Poutine prenne des engagements à ce sujet au cours de son voyage. « Le dossier de la prolifération devra être discuté », a prévenu, le 8 novembre, Condoleezza Rice, conseillère de M. Bush pour la sécurité nationale. En outre, M. Poutine reste en total désaccord avec les dirigeants américains au sujet de l'Irak.

Dans les discussions sur les armements stratégiques accumulés pendant la Guerre froide et sur leur programme de défense antimissiles, les Américains sont en position de force. M. Bush et son équipe pourraient choisir de dicter leurs conditions, comme ils paraissent encliner à le faire avant le 11 septembre. « Il y a eu un grand changement dans l'administration Bush », estime toutefois Celeste Wallander, spécialiste des relations russo-américaines au Conseil pour les études stratégiques et internationales. Quoi qu'en dise M^{me} Rice, il ne fait pas de doute que les deux discussions sur la réduction des têtes nucléaires et sur l'abandon ou l'adaptation du traité de 1972 sur les missiles antibalistiques (ABM) se mènent ensemble. Les Russes seront d'autant plus accommodants sur le second sujet que les Américains, sur le premier, s'approcheront du nombre de 1 500 (au lieu de 6 000 actuellement, de part et d'autre), qui est, selon M^{me} Wallander, le plus adapté aux moyens que Moscou peut consacrer à sa défense.

Dans ses déclarations d'avant-voyage, M. Poutine a continué à faire dépendre aussi son attitude au sujet du traité ABM des informations que ses interlocuteurs seront prêts à dévoiler sur leur programme antimissiles. Le souci des militaires russes est de continuer à partager avec les Américains la capacité de première frappe, si le bouclier antimissiles doit leur faire perdre celle de riposter à une attaque a priori exclue de la part des Etats-Unis. Cependant, leur pouvoir de négociation est assez limité. Comme le remarque M^{me} Wallander, toutes les bonnes paroles échangées depuis deux mois n'ont pas amené M. Bush à renoncer à son droit de dénonciation du traité ABM sous réserve d'un préavis

de six mois. Le président américain « n'est pas prêt à permettre que le traité se mette en travers d'une expérimentation robuste » des missiles antimissiles, a déclaré M^{me} Rice. Il n'est pas impossible que la suspension – annoncée par M. Rumsfeld le 25 octobre – des essais contrevenant aux engagements de 1972 ait été destinée, précisément, à démontrer à l'opinion américaine que ce traité fait obstacle à sa sécurité.

Des deux côtés, on veut aussi montrer que la relation qui existe aujourd'hui ne repose pas uniquement sur un équilibre stratégique. « C'est une relation différente de celle qu'avaient Leonid Brejnev et Richard Nixon, ou même George H. W. Bush [père du président actuel] et Gorbatchev », a dit M^{me} Rice, qui a travaillé dans la première administration Bush. A chaque rencontre, a-t-elle expliqué, le monde retenait son souffle en espérant un accord éloignant le risque d'un affrontement nucléaire ; aujourd'hui, l'économie a beaucoup plus d'importance dans les rapports entre les deux pays. M. Poutine lui a fait écho, à Moscou, en rappelant que son pays est le troisième producteur mondial de pétrole, derrière l'Arabie saoudite et les Etats-Unis, et qu'il peut couvrir les besoins de ces derniers en cas de crise au Proche-Orient.

« Aucun dirigeant russe ne s'est autant tourné vers l'Occident depuis Pierre le Grand », s'exalte le démocrate Joseph Biden, président de la commission des affaires étrangères du Sénat. « Au contraire, il n'a qu'un seul but : remettre son pays en Etat de faire contrepoids à l'Amérique », estime le chercheur Clifford Gaddy. A Washington, le débat sur la politique de Vladimir Poutine commence à peine.

Patrick Jarreau

Charbon : les fausses alertes pourraient avoir coûté 100 millions de francs

PARIS. Avec une moyenne de 50 à 100 interventions des sapeurs-pompiers par jour, le nombre de fausses alertes aux enveloppes contenant une poudre suspecte n'a que peu diminué au cours de la semaine écoulée par rapport à la semaine précédente.

Tirant, lundi 12 novembre, le bilan des mesures prises dans le cadre du plan Biotox, Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, a fourni le chiffre cumulé de 3 307 fausses alertes, en précisant que sur ce total, les 3 000 prélèvements analysés ne contenaient aucune spore du bacille du charbon. Néanmoins, 1 350 personnes ont été traitées par des antibiotiques et 120 ont été hospitalisées, mais toutes ont pu regagner leur domicile.

Les analyses effectuées représentent à elles seules la dépense de 175 journées de fonctionnement de laboratoire. Une intervention des services de sapeurs-pompiers coûtant entre 20 000 francs et 40 000 francs, la facture de ces opérations avoisinerait les 100 millions de francs, selon le ministère de l'intérieur.

DÉPÊCHES

■ **AIDE HUMANITAIRE : l'OTAN envisage de contribuer** aux opérations humanitaires au bénéfice des réfugiés afghans, a-t-on appris, lundi 12 novembre, à Bruxelles. Si ce projet devait se concrétiser, il s'agirait d'une première dans l'histoire de l'Alliance, plus coutumière des opérations de maintien de la paix. Selon les Nations unies, 7,5 millions d'Afghans parmi lesquels de nombreux déplacés ayant fui les bombardements américains, sont menacés par la famine. – (Reuters.)

■ **GRANDE-BRETAGNE : Londres a appelé, mardi 13 novembre, les Nations unies** et la communauté internationale, après la prise de Kaboul par l'Alliance du Nord, à redoubler d'efforts pour susciter un gouvernement temporaire représentatif en Afghanistan. « L'ONU et le reste de la communauté internationale doivent faire face à la situation telle qu'elle est à Kaboul, toujours dans le but de susciter un gouvernement temporaire largement représentatif qui reflète la diversité du pays », a affirmé le Foreign Office dans un communiqué. – (AFP.)

■ **GRANDE-BRETAGNE : le gouvernement britannique a demandé au Parlement**, lundi 12 novembre, l'autorisation de déroger à l'article V de la Convention européenne des droits de l'Homme pour pouvoir détenir de façon illimitée, sans procès, tout « terroriste » étranger présumé. Cette mesure a d'ores et déjà provoqué l'indignation des défenseurs des libertés publiques et les plus grandes réserves de la presse. La convention prévoit que cet article puisse être suspendu en cas de « guerre ou de situation d'urgence ». – (AFP.)

■ **TÉHÉRAN : une foule en liesse a occupé**, lundi soir 12 novembre, la prison d'Herat et libéré un millier de détenus selon la radio iranienne. L'opposition afghane avait pris le contrôle de la ville dans la journée. Ismail Khan, autrefois gouverneur d'Herat d'où il a été chassé par les talibans en 1995, a dirigé les forces de l'opposition pour la reconquête de cette cité de l'ouest afghan. – (AFP.)

■ **ALLEMAGNE : le chancelier Gerhard Schröder a menacé de démissionner** en cas de rejet au Parlement du projet de contribution militaire à l'opération « Liberté immuable » menée par les Etats-Unis en Afghanistan, a indiqué, lundi 12 novembre, un membre de la coalition gouvernementale. Lors d'une réunion des responsables du Parti social-démocrate, dont une vingtaine de députés à cette participation, le chancelier a déclaré qu'en l'absence de majorité, jeudi au Bundestag, en faveur de la mise à disposition de 3 900 soldats allemands, il laisserait « quelqu'un d'autre se charger de cette tâche ». – (Reuters)

Sales D'Arcy



EMBRAER présente aujourd'hui l'avion de ligne que tous les passagers attendaient.

Le 29 octobre, le constructeur brésilien EMBRAER a présenté l'EMBRAER 170, l'avion de ligne moyen-porteur le plus moderne du monde. L'EMBRAER 170 est le premier élément d'une famille d'appareils d'une capacité allant de 70 à 100 places. Il n'est pas seulement le dernier-né d'une longue lignée d'avions à succès produits par EMBRAER, il représente également un programme totalement nouveau développé au Brésil, pour révolutionner le transport aérien mondial. L'EMBRAER 170 offre le meilleur niveau de performance et de confort de la catégorie des moyen-porteurs. Il ne s'est écoulé que 28 mois entre le début de projet et la sortie d'usine de l'EMBRAER 170. Un temps record, pour un délai annoncé... et tenu!



EMBRAER: Un leader mondial dans la construction aéronautique.

L'enquête sur le crash de l'Airbus A-300 privilégie l'accident

Les 260 passagers et membres d'équipage de l'avion qui s'est écrasé dans le Queens sont morts, alors que six à huit personnes habitant le quartier sont portées disparues. Les premiers éléments des investigations ne permettent pas d'envisager un acte terroriste

NEW YORK

de notre envoyé spécial
Il est à peu près 9 h 15, ce lundi 12 novembre, quand Ed Devito, 37 ans, termine sa livraison d'hui-

TÉMOIGNAGES

« Le milieu de l'avion était en feu, il tombait, il allait s'écraser sur nous »

le-moteur à la station-service Texaco, située à la 126^e Rue de Rockaway Beach, un lieu étrange tout au bout de New York, dernière langue de terre du Queens qui sépare la baie de Jamaïque et l'océan Atlantique. L'aéroport John F. Kennedy est en face, à une dizaine de kilomètres. S'il n'y avait l'incessant bruit des décollages d'avions, le quartier serait idyllique : de belles maisons en bois, des jardins aux buissons taillés, la plage à deux pas et la vue sur Manhattan dont les gratte-ciel ressemblent à des objets miniatures.

Ed Devito boit une gorgée de café, attend le reçu du caissier. « Le type n'a même pas eu le temps de me le donner ». Une énorme explosion, les vitres de la station-service éclatent. Tout de suite, Ed Devito se jette à terre. Il a juste le temps d'apercevoir à travers les épaisses fumées noires, une énorme boule de métal en feu à l'arrière de son camion. Il enlève son t-shirt, le porte à son nez et à sa bouche afin de mieux respirer. Il ne sait plus où sont le caissier et les deux mécaniciens qui travaillent dans le garage. Quand Ed sort, il voit des pompiers très nerveux.

« Ils croyaient que mon camion était plein de fuel. »

Des gens courent en criant. Ed déplace son camion et réalise « le miracle ». Le premier réacteur de l'Airbus A-300, du vol 587 d'American Airlines, en partance pour Saint Domingue en République dominicaine, vient de s'écraser sans faire exploser ni la station-service, ni son camion, dont l'arrière est encore incrusté de débris de métal calciné.

Rosetta Towend, 47 ans, elle, voit l'appareil en feu puis la première partie de l'avion plonger en piqué sur des maisons. Joy-Noelle Geraci, selon son frère James, voit « précisément une aile se détacher de l'avion, puis un réacteur ». L'avion « en feu » vacille, « il est très, très bas et il s'écrase d'un seul coup verticalement » sur la 131^e Rue.

LA 131^e RUE EN FEU

Résidant à la 129^e Rue, Dany, 12 ans, quitte précipitamment la maison pour aller jouer au basket. Sa mère Maureen lui demande de revenir se laver les dents et prendre un peu d'argent pour s'acheter une bouteille d'eau quand elle entend un bruit assourdissant. Elle sort : « Le milieu de l'avion était en feu, il tombait, il allait s'écraser sur nous, j'en étais convaincue. » Elle se précipite à la cave avec son fils.

John Hearn, 55 ans, pompier à la retraite, pense d'abord au Concorde qui a repris ses vols, « peut-être qu'il a franchi le mur du son », se dit-il. Mais le bruit ressemble à une explosion. Toutes les maisons sont secouées comme lors d'un tremblement de terre. Il sort, voit



la 131^e Rue totalement en feu. « C'était si intense qu'on ne pouvait s'approcher. » Au bout de la rue, des pratiquants rassemblés à l'église Saint-Francis sont évacués.

En quelques minutes, les secours sont sur les lieux. Beaucoup de policiers et de pompiers new-yorkais habitent le quartier. Dans les fumées, ils avancent. L'un d'eux constate que le deuxième réacteur a percuté une maison comme une bombe. Le nez de l'avion en a détruit une deuxième, créant un grand trou. Le reste de l'appareil a vraisemblablement explosé sur cinq habitations : les témoins n'ont vu que des cendres et des débris de fuselage. « De l'Airbus, il ne reste qu'un tronçon de six à sept hublots », affirme un

pompier. Un autre dit seulement qu'il a vu « des dizaines et des dizaines de cadavres dans la rue, beaucoup sont brûlés ». Six autres maisons ont été endommagées.

En fin de journée, sur les 260 passagers de l'avion, 225 corps ont été retrouvés. Six à huit personnes habitant les maisons du quartier sont portées disparues, selon le maire Rudolph Giuliani.

Dès les premières secondes de la catastrophe, les habitants ont pensé : « Ils ont encore recommandé. » Puis ils se sont dit cela « ressemble plutôt à un accident ». L'un d'eux, Paul Maricena, 26 ans, pilote à US Airplane, qui a vu le premier réacteur se détacher, croit tout de suite à une défaillance mécanique. Mais les témoignages

recueillis par le FBI restent encore incertains et contradictoires sur le moment où l'avion a pris feu et a explosé. Au fil de la journée, les autorités policières et aéronautiques privilégiaient la thèse de l'accident.

Hillary Clinton, sénatrice de New York, s'est elle-même déplacée pour affirmer qu'il « n'y a aucune raison de penser qu'il s'agit d'autre chose que d'un accident », tout en saluant le courage « des

monie », raconte un habitant. « On était blessé, puis en colère et voilà, maintenant, ce nouveau drame. »

Peuplé d'Américains d'origine irlandaise, italienne et d'une petite communauté juive, le quartier contient son émotion. « On a déjà vu tellement de vies qui se sont éteintes », dit une habitante. D'autres rappellent qu'ils accumulent les réunions, les pétitions afin de demander aux autorités de détour-

Rudolph Giuliani rassure ses administrés

Le maire de New York, Rudolph Giuliani, a voulu rassurer, lundi 12 novembre, ses administrés après la catastrophe provoquée par la chute de l'Airbus d'American Airlines sur un quartier populaire de la ville. « Il n'y a aucune raison pour laquelle de changer quoi que ce soit dans sa vie. Les gens doivent aller au travail et faire ce qu'ils ont à faire », a déclaré M. Giuliani aux journalistes.

Lors d'une conférence de presse impromptue sur les lieux de la catastrophe dans le quartier du Queens, dans l'est de New York, le maire a indiqué qu'il faut attendre que les enquêteurs aient pu examiner en détail les débris de l'avion pour avoir une idée de l'origine de la catastrophe. Il a précisé qu'une douzaine de maisons avaient été touchées et que six à huit personnes habitant le quartier étaient portées disparues, mais que l'on ne disposait pas encore du bilan définitif du total des victimes. - (AFP)

New-Yorkais qui peuvent affronter n'importe quel défi ».

Sur la presqu'île de Rockaway, on se remettait à peine de la tragédie du 11 septembre. Environ soixante-dix policiers, pompiers et quelques financiers qui y résident ont péri dans les tours du World Trade Center. Vendredi dernier, on célébrait encore un service funéraire à la mémoire d'un pompier disparu. Depuis le 11 septembre, « il n'y a pas eu une semaine, sans qu'on connaisse une céré-

ner les avions au décollage de JFK de la presqu'île, en vain. « Les politiciens, une fois élus, s'en fichent pas mal », dit un retraité.

Les agents du FBI frappent de porte en porte pour accumuler d'autres témoignages. Un écolier raconte à un copain qu'il a pris en photo le premier réacteur en feu : « Je l'ai donné à un type qui m'a donné vingt dollars et m'en a promis mille. »

Dominique Le Guilledoux

Des écologistes contre le survol de Paris

Quelques heures avant que l'Airbus d'American Airlines à destination de Saint-Domingue ne s'écrase dans le quartier de Queens à New York vers 9 h 15 locales (15 h 15 en France), deux associations écologistes françaises ont annoncé, lundi 12 novembre, qu'elles entreprenaient une procédure juridique pour obtenir l'interdiction totale de survol de Paris et de la petite couronne par des avions.

Une lettre de recours gracieux doit être envoyée à Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, premier stade avant la saisine d'un juge administratif. L'Union française contre les nuisances aériennes (Ufca) et Ecologie sans frontière estiment que les arrêtés du 20 janvier 1948 et du 10 octobre 1957 qui limitent simplement les conditions de survol de Paris et de ses environs, « restrictions violées par dix à quinze aéronefs en moyenne par mois », « ne paraissent plus aujourd'hui adaptées » aux risques d'attentats et d'accidents.

M. Bush s'efforce de dédramatiser la portée de ce « récent incident »

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Tout, à nouveau, a failli basculer, le cauchemar a paru recommencer. Mais il n'y a cette fois, ni panique, ni même effroi visible. Avant même d'en avoir la certitude absolue, les responsables américains ont décidé de se comporter comme si ce qui s'est passé lundi matin 12 novembre à New York, deux mois et un jour après la destruction du World Trade Center, n'était rien d'autre qu'une terrible catastrophe aérienne.

L'alerte a été prise très au sérieux, et traitée, d'emblée, au plus haut niveau, et avec les plus grandes précautions. Le président George Bush assistait à une réunion du Conseil de sécurité, quand il a été informé, presque immédiatement, de la chute de l'Airbus-300 sur le quartier du Queens. Il est alors descendu dans la « situation room », située dans les profondeurs de la Maison Blanche, et a participé à une réunion de crise en compagnie des responsables de la sécurité.

C'est sans doute à ce moment que furent prises « les mesures défensives appropriées » dont parlera ensuite le porte-parole de la Maison Blanche. Sur tout le territoire des Etats-Unis, des avions de chasse reçurent l'ordre de décoller pour patrouiller l'espace aérien du pays,

comme l'a précisé plus tard un responsable du Pentagone. Sans pour autant que cet espace aérien soit totalement interdit: les aéroports de la région de New York et de Washington, fermés pendant quelques heures, furent ensuite rouverts.

Surtout, des signaux rassurants furent rapidement émis, le principal étant que l'enquête sur la chute de l'Airbus a été confiée au National Transportation Safety Board, compétent en matière de sécurité aérienne, et non au FBI, comme cela aurait dû être le cas pour un acte clairement identifiable comme criminel. A New York, où des mesures de sécurité très sévères avaient immédiatement été prises, en particulier autour de l'immeuble des Nations unies, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, apporta rapidement une note apaisante : « Les informations dont je dispose laissent supposer qu'il s'agit d'un accident ».

Quelques heures plus tard, quand le président Bush apparut sur le peron de la Maison Blanche en compagnie de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, il exprima évidemment sa sympathie pour les victimes, et vanta « la force et le courage » des New-Yorkais à nouveau mis à l'épreuve. Mais il prit grand soin de choisir ses mots, et d'utiliser deux fois, pour désigner la catastrophe, une formule aussi neutre et

peu dramatique que possible : « Le récent incident ».

Nelson Mandela profita de l'occasion pour approuver en termes très vigoureux l'action du président américain en Afghanistan. Il ajoutait qu'il ne fallait surtout pas l'interrompre avant d'avoir réglé leur compte aux terroristes.

Le souci de ne pas dramatiser l'af-

Plusieurs experts ont laissé entendre, en des termes prudents, qu'une telle désintégration était surprenante

faire de l'Airbus-300 d'American Airlines, de ne pas céder à la psychose, était manifeste. Mais pas au point d'exclure complètement l'autre hypothèse, celle à laquelle tout le monde pensait : un attentat terroriste. Le porte-parole de la Maison-Blanche, intervenant peu de temps après les faits, a d'ailleurs lui-même souligné que « rien n'était exclu ».

Tout au long de la journée, tandis que les responsables du National

Transportation Safety Board (NTSB) donnaient toujours la priorité à la thèse de l'accident, on sentait bien qu'un doute subsistait tout de même, alimenté par les informations venues du lieu de la catastrophe: en particulier la dissémination, en quatre localisations différentes, des débris de l'appareil, qui semblait s'être désintégré en vol, alors que dans un premier temps on n'avait parlé que de la chute d'un moteur.

Plusieurs experts, priés de donner leur avis, ont laissé entendre, mais en termes très prudents, qu'une telle désintégration était surprenante. L'une des boîtes noires de l'appareil, celle qui contenait les enregistrements des conversations dans le cockpit, a été retrouvée. Elle ne sera analysée en détail qu'en présence de Français, représentant le constructeur, comme le veulent les règles de l'aviation civile. Le contenu des communications entre l'appareil et la tour de contrôle est mieux connu : l'équipage ne semble avoir fait état d'aucune anomalie, en tous cas jusqu'au tout dernier moment (le vol n'a duré que quatre minutes).

L'« accident » a en tous cas remis à vif les nerfs des Américains. Fera-t-il pour autant replonger le pays dans l'atmosphère de menace permanente qui semblait pourtant

enfin s'éteindre un peu ? La situation sur tous les fronts était meilleure. On parlait beaucoup moins de l'antrax - aucun nouveau cas n'ayant été découvert ces derniers jours. En Afghanistan, la déroute apparente des talibans paraissait donner raison à la tactique de bombardements retenue par le Pentagone.

Le président Bush, après avoir battu, depuis les Nations unies, le rappel de tous les ennemis du terrorisme sans faire de concession particulière à qui que ce soit, s'apprêtait à recevoir Vladimir Poutine et à mettre en avant ce qui est présenté comme le grand succès de son administration : une spectaculaire amélioration de ses relations avec Moscou. Et ce même président, apprenait-on ce week-end, avait été « normalement » élu l'an dernier : il serait également arrivé en tête si le recomptage « partiel » exigé par son adversaire d'alors, Al Gore, n'avait pas été empêché par les juges.

Autant de nouvelles plutôt reconfortantes, autant de signes que la convalescence du grand pays blessé est en bonne voie. Mieux vaudrait, pour qu'elle se poursuive normalement, que la chute de l'Airbus d'American Airlines n'ait véritablement été qu'un accident.

Jan Krauze

A l'aéroport JFK, mesures de sécurité renforcées et contrôles tatillons

NEW YORK

de notre correspondant

Lundi 12 novembre, en début de matinée à l'aéroport John-F.-Kennedy, la mise en place des procédures de sécurité renforcées n'était pas simple. Adoptée depuis les attentats du 11 septembre, la nouvelle organisation tarde à être rodée. Au lendemain d'un week-end, en ce jour férié du « Veteran's Day », les membres du service de sécurité et les militaires de la garde nationale ne semblaient pas toujours connaître leur rôle. Du coup, les décollages ont pris près d'une heure de retard dès le début de la journée. Au terminal 4, les 150 premiers passagers pour Minneapolis ont dû attendre debout trois quarts d'heure que l'équipe soit en place, avant de commencer à être contrôlés.

Lors de l'enregistrement, ils avaient déjà dû se délester de la plupart de leurs bagages, n'étant plus autorisés à emmener dans la cabine sacs à dos, porte-documents et autres petites valises. Avant la délivrance de la carte d'embarquement, les

pièces d'identité avaient été soigneusement vérifiées. Ensuite, le contrôle de sécurité proprement dit était assuré par plus de vingt personnes sous le regard de cinq gardes nationaux en treillis, armés de fusils d'assaut.

Tous les bagages, appareils photographiques, téléphones portables et autres matériels électroniques étaient passés aux rayons X. Après avoir franchi une première fois un portique de détection, les passagers devaient ensuite retirer leurs manteaux ou leurs blousons et étaient à nouveau contrôlés, les bras levés, par un garde utilisant un détecteur de métal. Juste avant de monter dans l'appareil, les pièces d'identité étaient vérifiées une dernière fois.

« Dans certains aéroports américains, vous pourriez faire passer un char d'assaut en pièces détachées sans attirer l'attention. » Telle était l'opinion d'un pilote d'Air France sur la sécurité aérienne aux Etats-Unis avant les attentats du 11 septembre. Depuis, des efforts considérables

ont été faits, et restent à faire. A JFK, les moyens mis pour augmenter le niveau de sécurité sont importants. Mais il existe des disparités considérables selon les moments et les lieux.

UNE BATAILLE POLITIQUE

A Newark, un autre aéroport de la région de New York, il était possible il y a trois semaines d'embarquer à bord d'un appareil de Continental Airlines à destination de la France sans la moindre vérification d'identité ou de passeport et après une fouille particulièrement sommaire des bagages de cabine. Au début du mois de novembre, sur l'aéroport d'O'Hare à Chicago, un Népalais de vingt-sept ans a été intercepté au moment où il montait dans un avion de United Airlines en possession de sept couteaux et d'un pistolet à décharge électrique emportés « pour se défendre ».

La surveillance dans les aéroports est devenue l'enjeu d'une bataille politique.

Républicains et démocrates se déchirent depuis des semaines autour de la nouvelle loi sur la sécurité aérienne. Le Sénat, à majorité démocrate, veut faire des agents de sécurité du transport aérien des fonctionnaires fédéraux. La Chambre des représentants républicaine et la Maison Blanche souhaitent continuer à utiliser des groupes privés sous contrats. « L'essentiel de ce qui a été fait depuis le 11 septembre, ce sont des paroles, pas des actes », affirme Robert Crandall, l'ancien directeur général d'American Airlines. « Il faut absolument mettre en place un seul plan d'ensemble de la sécurité aérienne sous l'autorité absolue d'une seule agence gouvernementale », ajoute-t-il.

Que le crash du vol 587 soit la conséquence d'un incident technique ou d'un attentat, il aura au moins contraint le Sénat et la Maison Blanche à s'entendre, et vite, sur la sécurité aérienne. Avant la fin de la semaine, le nouveau texte sera adopté.

Eric Leser

MÉDAILLE D'OR 2000
CONCOURS NF AMÉUBLEMENT
DÉTAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR
PARIS PAS CHER

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Coulin - Diva - Burnas - Davivier etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
♦ 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe
♦ 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7 j / 7

242 exemplaires actuellement en service

Airbus A-300-600

- Mise en service : 1984
- Capacité : 266 en configuration standard
- Vitesse de croisière : 860 km/h
- Rayon d'action : 7 500 km (à pleine charge)

Longueur : 53,6 mètres
Envergure : 44,8 mètres

Principaux réservoirs de carburant (dans chaque aile)
Soutes arrière
Vannes du carburant
Pylône de fixation du moteur
Soutes avant

Peu après le décollage, le moteur droit se décroche ①, un instant plus tard un feu se déclare ②, la dérive est arrachée ③ (retrouvée dans la mer).

Source : AFP

La perte d'un réacteur demeure largement incompréhensible

L'HYPOTHÈSE la plus probable pour l'accident du vol 587 d'American Airlines semblait être, mardi 13 novembre au matin, celle d'un accident. Pourtant les premiers témoignages visuels et les premiers éléments d'enquête dessinent un scénario largement incompréhensible. Selon toute vraisemblance, un réacteur de l'appareil se serait détaché. Il a atterri au sol assez peu endommagé et à l'intérieur de la nacelle qui l'abrite. Cette constatation visuelle semble donc exclure toute explosion du moteur.

Le détachement d'un réacteur est un accident rarissime. Selon les experts interrogés, deux accidents de ce type ont eu lieu dans l'histoire de l'aéronautique : il y a dix ans sur un Boeing-767 de Lauda Air, où le déclenchement accidentel d'un inverseur de poussée avait arraché un moteur, et il y a trente ans sur un appareil DC-10 de McDonnell Douglas. La conception de l'A-300-600 interdirait un tel incident. La perte du réacteur peut donc s'expliquer par trois hypothèses.

Certains évoquent l'hypothèse d'un scénario similaire à celui de l'accident du Concorde d'Air France en juillet 2000 : un objet au sol aurait pu endommager les réservoirs et provoquer une explosion. Une destruction partielle de l'appareil - d'où l'explosion entendue par certains témoins au sol - pourrait avoir été à l'origine du détachement du réacteur. Des témoignages contradictoires faisaient état, quelques heures après l'accident, d'une vidange des réservoirs avant le crash, une procédure d'urgence qui indiquerait que le pilote aurait été conscient de l'incident en train de se dérouler. L'examen des boî-

tes noires permettra de vérifier ou d'infirmer cette hypothèse.

D'autres spécialistes privilégient la piste d'un accident mécanique sur un moteur. L'Airbus A-300-600 est équipé de deux moteurs CF-6 de General Electric. Ces mêmes moteurs ont déjà perdu des pièces lors des phases de poussée intense, qui ont été à l'origine d'incidents sur un DC-10 de Continental Airlines et un Boeing-767 de Varig. Des témoins ont indiqué que les pâles

Selon les experts interrogés, le détachement d'un moteur est un accident rarissime

du moteur avaient été retrouvés loin de la turbine. L'Airbus aurait pu normalement continuer sa course, même privé d'un moteur, mais l'accident du moteur aurait pu endommager d'autres parties vitales de l'appareil, comme les commandes hydrauliques qui permettent de diriger l'appareil.

Pourtant, l'état exceptionnel du réacteur retrouvé au sol conduit certains proches du dossier à évoquer une troisième hypothèse : celle d'une erreur de maintenance ou d'un acte de malveillance qui aurait effectivement conduit au détachement du moteur. « Si l'arrêt d'un moteur ne compromet pas le vol, son arrachage risque de provoquer une fuite massive de carburant et une explosion par court-circuit

électrique », explique un expert. Le PDG d'American Airlines a révélé, quelques heures après l'accident, que l'appareil accidenté avait fait l'objet d'une visite de maintenance légère la veille et d'une révision plus conséquente le 13 octobre. Dans le climat de psychose dont sont victimes les Etats-Unis depuis le 11 septembre, l'hypothèse d'une infiltration de réseau de maintenance par des terroristes n'est pas totalement exclue. Autre hypothèse, une erreur de maintenance d'American Airlines, pourtant reconnue pour son sérieux, risquerait de signer l'arrêt de mort de la compagnie.

Le constructeur européen Airbus devra aussi faire la preuve de la fiabilité de ses avions. L'Airbus-300-600 est une version dérivée du premier appareil A-300 d'Airbus développé dans les années 1970. 242 exemplaires de ce bi-réacteur long courrier d'environ 250 places sont actuellement en service dans 27 compagnies aériennes. Cette flotte totalise 5 560 millions d'heures de vol. On ne décomptait jusqu'alors que deux accidents ayant entraîné la destruction totale des appareils : deux appareils de China Eastern Airlines se sont écrasés en 1994 à Nagoya (Japon) et en 1998 à Taipei (Taïwan) suite à des erreurs de pilotage. Selon notre enquête, plusieurs accidents de moteur (explosion ou arrêt) étaient déjà survenus sur des appareils de ce type, dont deux A-300 d'American Airlines (juillet 1998 et novembre 2000). L'arrêt du moteur par le pilote permet dans presque tous les cas d'isoler l'incident et de poser l'appareil.

Christophe Jakubyszyn

Les principaux accidents d'avions en milieu urbain

Les dernières grandes catastrophes aériennes touchant des zones urbaines depuis une trentaine d'années.

- 24 juin 1975 : un Boeing 727 d'Eastern Airlines s'écrase sur une autoroute peu avant l'atterrissage à New York. 112 morts.
- 25 septembre 1978 : un Boeing 727 s'écrase sur la ville de San Diego, en Californie, à la suite d'une collision avec un Cessna. 144 morts.
- 9 juillet 1982 : un Boeing 727 de la Pan Am s'écrase peu après le décollage sur une banlieue

résidentielle de la Nouvelle-Orléans. 153 victimes.

- 16 août 1987 : un DC-9 de la Northwest Airlines s'écrase sur une autoroute peu après le décollage de Detroit. 161 morts.
- 21 décembre 1988 : attentat de Lockerbie, en Ecosse, contre un Boeing 747 de la Pan Am. 270 morts.
- 3 septembre 1989 : un Ilyouchine s'écrase dans la banlieue de La Havane, à Cuba. 170 morts.
- 4 octobre 1992 : un Boeing 747-200 cargo de la compagnie israélienne El Al s'écrase sur la banlieue sud-est

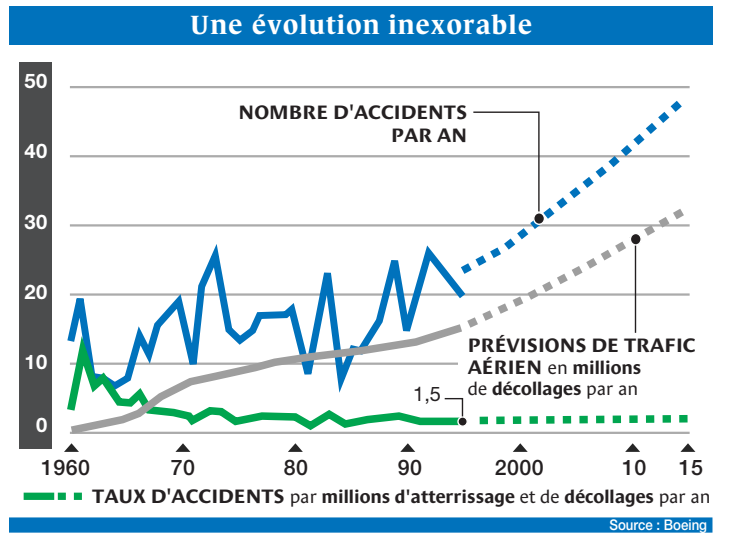
d'Amsterdam peu après le décollage. 43 morts.

- 8 janvier 1996 : crash d'un avion-cargo Antonov An-32, sur le marché de Simbaziitika, à Kinshasa. 300 morts.
- 31 octobre 1996 : un Fokker 100 de la compagnie brésilienne TAM s'écrase sur un quartier résidentiel de Sao Paulo. 101 morts.
- 16 février 1998 : un Airbus A-300-600 de la compagnie taïwanaise China Airlines (CAL) s'écrase près de l'aéroport international de Taipei. 202 morts.
- 25 juillet 2000 : un Concorde d'Air France s'écrase sur Gonesse peu après avoir décollé de Roissy. 113 morts.

La sécurité aéronautique ne s'améliore plus depuis vingt ans

CERTAINES statistiques sont difficiles à accepter : selon les experts en aéronautique, il y aura, en 2015, un accident d'avion par semaine dans le monde. Comment expliquer un tel scénario catastrophe ? Ces estimations résultent d'un simple calcul mathématique (voir courbes ci-contre). « Si le taux d'accidents reste à son niveau actuel, la croissance du trafic aérien va entraîner de façon mécanique une hausse du nombre d'accidents », analysait l'an dernier René Amalberti (*Le Monde* du 15 août 2000), auteur de « La conduite des systèmes à risques » (Edition PUF, 1996). Ces prévisions ne doivent cependant pas faire oublier un fait établi : l'avion reste l'un des moyens de transport les plus sûrs au monde. Pour illustration, il a causé, en France, moins de morts au cours des dix dernières années que le transport automobile en une seule année (7 500 victimes, contre environ 8 000).

Depuis 1960, les progrès en matière de sécurité aéronautique ont été spectaculaires. A cette époque, on comptait 45 accidents d'avions par million de décollages ou d'atterrissages. Depuis, la fréquence a été divisée par 30 pour atteindre 1,5 accident par million de décollages ou d'atterrissages. Depuis les années 1980, les compagnies aériennes réussissent à maintenir ce taux d'accidents, alors que la productivité a fortement aug-



Dans les années 60, il y avait environ 45 accidents par million d'atterrissages et de décollages par an. Les efforts constants en matière de sécurité ont permis d'atteindre le taux de 1,5 accident. Mais depuis 20 ans ce niveau de sécurité reste quasiment inchangé.

ment. Leur problème, désormais, est qu'elles n'arrivent plus vraiment à l'améliorer.

« Nous avons atteint un plateau, expliquait M. Amalberti dans *Le Monde* en septembre 2000. Ni l'incroyable progression des techniques - avions automatisés, évolution du contrôle aérien et des aides aux contrôleurs -, ni les efforts continus de "procéduralisation", ni la formation accrue des acteurs n'ont permis d'améliorer ce niveau. »

Dans cette quête sans fin de

sécurité, les entreprises utilisent des méthodes de plus en plus sophistiquées. Les industries nucléaires, chimiques et aéronautiques s'échangent leur savoir-faire. Mais les professionnels du risque s'accordent tous à dire qu'il faut préparer l'opinion. Pendant des décennies, on a pensé que la science pourrait apporter une amélioration continue de la sécurité. Un palier est aujourd'hui atteint.

Laure Belot

Aux Nations unies : « C'est OK, ce n'est qu'un accident »

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

A 10 h 10, ce lundi 12 novembre à l'ONU, la réunion ministérielle sur l'Afghanistan est en cours. Lakhdar Brahimi, représentant spécial de l'ONU, informe les participants de ses idées pour l'avenir du pays lorsqu'il est subitement interrompu par une annonce. « Attention, attention, ici le chef de la sécurité des Nations unies, Mike McCann. Je vous informe qu'un avion d'American Airlines vient de s'écraser dans le Queens. Nous n'avons pour l'heure aucune information sur la nature de cet incident. L'espace aérien de New York a été fermé, tous les ponts et les tunnels de la ville sont aussi fermés et tous les accès à l'ONU sont interdits aux véhicules comme aux piétons... »

« Les ministres sont restés figés, explique un responsable américain présent dans la salle, tous les regards se sont tournés vers le général Colin Powell. » Les ministres se sont mis à ajouter dans leurs interventions quelques phrases sur l'incident. « J'ai surtout remarqué le regard plein de compassion du ministre iranien [Kamal Kharazi] vers la délégation américaine », dit encore l'Américain.

« C'EST LA PANIQUE »

Les discussions reprennent et Lakhdar Brahimi recommence sa phrase avant d'être à nouveau interrompu par la même annonce : « Attention, attention... » Cette fois-ci « c'est la panique, dit notre interlocuteur, on ne savait toujours pas s'il s'agissait d'un attentat ou d'un accident, et évidemment tout le monde pensait au terrorisme. »

Le représentant spécial de l'ONU pour l'Afghanistan reprend, mais le voici à nouveau interrompu par l'annonce publique. « Heureusement, à ce moment-là, un aide de camp du secrétaire d'Etat l'informe qu'il s'agit, vraisemblablement, d'un accident et M. Powell l'annonce à ses homologues. » Le soulagement est palpable. « Cela dit, le moment

était très fort, l'annonce n'était qu'un rappel de la raison même de notre réunion urgente sur l'Afghanistan. »

En effet, à la demande de la police de New York et « par précaution », le bâtiment de l'ONU est resté complètement fermé pendant presque deux heures, empêchant plusieurs ministres - dont le français et le britannique, mais aussi le chef de la diplomatie pakistanaise - d'y accéder.

La réunion ministérielle tant attendue du groupe dit « 6+2 » (les six pays frontaliers de l'Afghanistan plus les Etats-Unis et la Russie) s'est ainsi tenue sans la présence de l'un des acteurs-clés. Pour la deuxième fois depuis la révolution iranienne en 1979, les chefs de la diplomatie iranienne et américaine se sont retrouvés à la même table. La première fois fut en 1998, lors d'une autre session du groupe « 6+2 », lorsque le secrétaire d'Etat de l'administration démocrate, Madeleine Albright, avait rencontré son homologue iranien Kamal Kharazi.

Colin Powell et M. Kharazi se sont-ils adressé la parole ? Interrogé, un responsable américain hésite quelques secondes avant d'expliquer que « Non, pas pendant cette réunion. » Et ailleurs ? « Ils se sont vus dans les couloirs et le secrétaire d'Etat Colin Powell a chaleureusement salué M. Kharazi en le remerciant pour le soutien de son gouvernement. M. Kharazi a répondu : j'espère M. Powell que ce qui vient d'arriver était un accident. »

Loin de la diplomatie, les Onusiens, toute cette journée de lundi, le disaient volontiers avec soulagement : « C'est ok ! Ce n'était qu'un accident ! » « C'est incroyable de penser qu'après tout ce que nous avons vécu ces deux derniers mois, le fait de savoir que la mort de deux cent cinquante-sept personnes "n'était qu'un accident" et non pas un acte de terrorisme nous semblent à tous une très bonne nouvelle », remarquait un passant.

A. B. P.

RENAULT Clio

- ABS avec Assistance au Freinage d'Urgence
- 4 airbags • Direction assistée • Lève-vitres électriques avant • Condensation des portes à distance • Recyclage de l'air • Projecteurs à double optique • Boucliers ton carrosserie • Vitres teintées • Volant réglable en hauteur •

Clio Authentique 1.2 suréquipée : 10 550 €* soit 69 203,46 F

*Prix tarif n°2150 au 15/11/01 pour une Clio Authentique 3 portes 1.2. Média présentée, Clio Privilege 3 portes 1.4 16v, au prix tarif n°2150 au 15/11/01 de 14 850 € (192 161,96 F).

Cliquez, choisissez, rêvez sur www.renault.fr

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT

Le transport aérien voit s'approcher le spectre d'une crise profonde

Pour les compagnies, les attentats du 11 septembre et l'accident du 12 novembre n'ont fait qu'amplifier une situation déjà alarmante. « C'est la pire crise financière » de l'histoire pour les entreprises américaines du secteur, avait alerté Don Carty, le PDG d'American Airlines

LE CRASH accidentel de l'Airbus A-300-600 d'American Airlines est le pire événement qui pouvait frapper le transport aérien mondial dans le contexte actuel, juste après une nouvelle attaque terroriste. Fortement affecté depuis les attentats du 11 septembre, les compagnies aériennes en général et American Airlines en particulier se redressaient à peine après avoir engagé des mesures drastiques de restructuration. Une majorité d'entre elles, sous perfusion, ne faisaient même que survivre et ne doivent leur salut qu'à l'aide accordée par le gouvernement américain. Cette aide, d'un montant de 15 milliards de dollars.

American Airlines, premier transporteur américain, dont l'Airbus vient de s'écraser dans le Queens,

a déjà payé un lourd tribut lors des attentats du 11 septembre : ce sont, en effet, deux de ses appareils qui ont été précipités l'un contre le World Trade center à New York et l'autre, contre le Pentagone à Washington. Pour les compagnies aériennes, les attentats du 11 septembre et l'accident du 12 novembre – en l'état actuel de l'enquête – n'ont fait qu'amplifier une situation déjà alarmante. Réaliste, Don Carty PDG d'American Airlines avait alerté la communauté financière lors de la communication des résultats trimestriels, le 24 octobre : « le transport aérien américain connaît actuellement la pire crise financière de son histoire ».

Cette crise avait d'ailleurs déjà trouvé sa traduction dans les résul-

tats du groupe. Pour la première fois de son histoire, American Airlines annonçait une perte de 525 millions de dollars (583 millions d'euros) contre un bénéfice net de 322 millions de dollars (357 millions d'euros), sur la même période, un an plus tôt. Don Carty avait expliqué que « dans un contexte de faiblesse économique et de prix de carburant relativement élevé, AMR et les autres transporteurs étaient déjà confrontés à une situation financière très difficile au troisième trimestre même avant les attaques du 11 septembre ». En outre, ajoutait M. Carty, « ces événements et leur impact ont affaibli encore davantage le trafic aérien avec des effets très néfastes sur l'ensemble des performances financières du groupe, provoquant la perte trimes-

trielle la plus lourde de notre histoire ».

A l'image des autres compagnies aériennes américaines, l'annonce de pertes s'était accompagnée de statistiques peu réjouissantes en terme de trafic. Pour le seul mois d'octobre, la première compagnie américaine a vu son trafic baisser de 27,9 % au mois d'octobre par rapport à la même période, de l'année précédente. Son coefficient de remplissage a plongé de 10,3 points, à 59,6 %, en octobre sur le mois correspondant en 2000 même si la compagnie a réduit ses capacités (nombre de sièges offerts) de 15,4 % sur la même période pour réajuster l'offre à la demande. Ces chiffres matérialisent la défiance que rencontre aujourd'hui le transport aérien aux

Etats-Unis. Chez American, cette défiance se traduirait par une perte quotidienne de chiffre d'affaires de 10 à 15 millions de dollars, somme identique à celle que perdrait son homologue, United Airlines. Ces pertes interviennent en dépit d'une réduction des capacités de 20 % et de 20 000 suppressions d'emplois.

Selon l'Air Transport Association (ATA), qui regroupe l'ensemble des transporteurs américains, le prix moyen des billets aux Etats-Unis a baissé de 18,7 % au mois de septembre et la baisse moyenne du trafic passagers de l'ensemble des compagnies est estimée à 32 %. Selon un économiste de l'association américaine, la baisse du prix du billet combinée à la baisse du trafic ont entraîné une chute des recettes pour les compagnies aériennes de l'ordre de 45 %.

Cette crise pourrait être de longue durée. Peu de temps après l'accident de l'Airbus d'American, l'agence de notation financière Standard and Poor's (SP) a estimé que l'impact de cette catastrophe dépendra de sa cause. S'il s'avère qu'il s'agit d'un acte terroriste, l'effet négatif sur les réservations sera plus sévère et durable prédit la firme de notation. En outre, dans la mesure où les enquêtes pour déterminer les causes des accidents d'avion sont généralement longues, il pourrait y avoir une période d'incertitude prolongée pouvant déprimer le trafic passager, a noté SP. Standard and Poor's a également relevé qu'AMR n'avait pas de problème de trésorerie sur le court terme mais que les conséquences financières à plus long terme de la catastrophe de lundi restaient à déterminer. Si la défiance à l'égard du transport aérien se poursuit aux Etats-Unis, il est probable qu'en dépit des aides massives accordées par le congrès, le nombre de compagnies américaines se réduisent comme peau de chagrin en se pla-

çant sous la loi sur les faillites. De ce côté de l'Atlantique, les perspectives ne sont guère plus brillantes. Les transporteurs européens subissent les mêmes effets que leurs homologues américains. Tous les spécialistes le reconnaissent : le transport aérien est une activité économique plus fragile que d'autres qui a connu beaucoup de difficultés au cours de ces dernières années. « C'est une activité dans laquelle on ne peut pas stocker la production et arrêter l'exploitation », précise un analyste ajoutant que « cette industrie a beaucoup de coûts fixes et peu de variables sur lesquelles jouer ».

Les spécialistes le reconnaissent : le transport aérien est une activité plus fragile que d'autres qui a déjà connu beaucoup de difficultés

Même s'il est encore trop tôt pour faire des pronostics, l'idée selon laquelle le transport aérien européen sera organisé autour de trois ou quatre grands acteurs et de leurs alliances respectives continue de faire son chemin. Les patrons d'Air France, de Lufthansa, de KLM et même Loyola de Palacio, commissaire européenne aux transports, reconnaissent que seulement trois ou quatre grandes compagnies européennes vont survivre.

François Bostnavaron

Airbus et Boeing frappés une nouvelle fois en plein cœur

L'ACCIDENT d'un Airbus A-300-600 d'American Airlines risque d'aggraver la crise que traverse le secteur aéronautique. Même si la thèse de l'accident est pour le moment privilégiée, l'impact psychologique sur les passagers et les conséquences sur l'évolution à court terme du trafic aérien ne manquera pas de poser des problèmes aux deux constructeurs mondiaux Airbus et Boeing.

« Cela va jouer sur la confiance des Américains, qui commencent tout juste à revenir dans les avions. On est dans une période sensible dans laquelle les voyageurs ont la phobie du transport aérien, et ça ne va pas arranger les choses », estimait Yan Derocles, analyste de Credit Lyonnais Securities, cité par l'AFP.

Pour Airbus, qui n'avait jamais connu d'accident sur le sol américain, les conclusions de l'enquête seront cruciales pour sa réputation et son image, au moment où le constructeur européen développe son nouvel avion A-380 de plus de 550 places. Jusqu'à présent, Airbus avait estimé pouvoir traverser la crise du secteur aérien sans licencier.

Le constructeur a d'ores et déjà révisé à la baisse ses pronostics de production : pour 2001, le

constructeur prévoit de sortir de ses chaînes 320 appareils (contre 330) et, pour 2002, la production sera plus proche des 300 exemplaires que des 400 prévus il y a quelques semaines. La tragédie du 12 novembre va-t-elle encore aggraver ses perspectives ? Dans *Le Monde* du 11 novembre, Noël Forgeard, PDG d'Airbus, avait expliqué que l'entreprise qu'il dirige pouvait rester « largement bénéficiaire avec une production annuelle de 300 appareils ».

Mais, en deçà de 265 à 270 exemplaires, « nous devrions procéder à des licenciements », disait-il. Airbus venait d'enregistrer, ces derniers jours, plusieurs reports de livraisons de la part de Singapore Airlines, US Airways et Iberia.

PESSIMISME DU CONSTRUCTEUR AMÉRICAIN

De nouvelles décisions de report risqueraient de faire passer le constructeur européen sous son point mort. Pour l'instant, son principal actionnaire EADS reste optimiste. Mardi 13 novembre, à l'occasion de la présentation de ses résultats trimestriels, EADS affirmait « anticiper la livraison de 300 avions Airbus en 2002 ».

Son concurrent Boeing est beaucoup plus alarmiste. Le président du constructeur américain,

Phil Condit, a estimé, lundi 12 novembre, qu'il faudrait entre deux et quatre années pour que le trafic des avions de ligne retrouve le niveau d'avant la crise. Le constructeur américain évalue à plus d'un millier le nombre d'avions qu'il ne pourra pas produire pendant cette période.

Comparant la crise actuelle du secteur à ses difficultés pendant la guerre du Golfe, le PDG de Boeing, lors d'un discours au club économique de Detroit, a dit qu'il pensait qu'« il faudrait deux à trois fois plus longtemps pour que cette reprise arrive. Cela signifie 28 à 42 mois. Cela va être difficile ». Il a ajouté que le trafic aérien avait baissé de 10 % à 20 % depuis les attentats de septembre, contre un repli de 2 % pendant la guerre du Golfe.

Dès le lendemain des attentats, Boeing avait annoncé un plan massif de suppressions d'emplois, touchant 30 000 personnes, soit 30 % des effectifs de sa branche d'aviation commerciale. Le constructeur de Seattle a ramené ses prévisions de livraisons pour 2002 à « 350-400 appareils » contre les 520 qu'il anticipait encore à la fin du premier semestre.

Christophe Jakubyszyn

Les assureurs doivent faire face à un sinistre d'environ 1 milliard de dollars

LES ASSUREURS étaient sous pression, lundi 12 novembre, après la chute de l'Airbus A 300 d'American Airlines qui s'est écrasé à New York, causant la mort des 260 occupants du vol et de huit personnes au sol, selon les estimations actuelles.

Sur les marchés, les cours des compagnies d'assurances ont immédiatement chuté. Le secteur est déjà fragilisé, parce qu'il doit absorber le coût des attentats du 11 septembre, le plus lourd sinistre de l'histoire de l'assurance, dont la facture se situe entre 30 milliards de dollars pour les plus optimistes à 70 milliards de dollars pour les plus pessimistes. L'indice boursier du secteur, Euro

Stock Assurance, qui regroupe les principales valeurs des compagnies d'assurances européennes, a chuté de 3,32 % lundi à la clôture (à 340,12 milliards de francs), fondant de 11,6 milliards d'euros en quelques heures. Il s'est repris en fin de séance après avoir perdu jusqu'à 5,12 % en cours de séance. Même chose pour le cours du premier réassureur français, Scor, qui a chuté de 10 % quelques minutes après le crash, puis s'est redressé pour terminer en baisse de 5,94 %, à 35,60 euros. L'assureur français Axa a abandonné 6,16 %, à 26,18 euros, tandis que son concurrent allemand Allianz baissait de 2,8 %, à 271 euros. Le réassureur suisse Swiss Ré, deuxième

mondial, a perdu 3,45 %, à 168 euros.

Au stade actuel, les professionnels du secteur indiquent que cette catastrophe devrait coûter autour de 1 milliard de dollars (1,12 milliard d'euros) aux assureurs et réassureurs, qui couvrent une partie du risque en échange d'une rémunération. L'assurance se décompose en trois volets, l'assurance de l'avion (entre 34 millions et 60 millions de dollars), l'indemnisation des familles des passagers (environ 750 millions de dollars), et les dommages causés au sol (120 millions de dollars). La somme maximale à payer est de 1,87 milliard de dollars. Cette somme pourrait être réduite car « la

vie des ressortissants de République dominicaine coûte moins cher que celle des Américains », observe froidement un assureur.

Dans l'hypothèse où il s'agit d'un accident, ce sont les assureurs d'Airbus et d'American Airlines qui indemniseront. Selon nos informations, plusieurs intervenants sont concernés, comme il est d'usage pour ce type de garantie. Le Groupe d'assurance de l'aviation britannique (British Aviation Insurance Group), qui assume au total 32,5 % du risque, est le plus engagé financièrement. Viennent ensuite la Réunion aérienne, groupement français d'assureurs (associant à MMA, Groupama, CGNU et Generali

France), qui détient 15,5 % de cette police d'assurance, les AGF (Allianz) et Axa. Le sinistre est aussi assumé par des syndicats du Lloyd's de Londres, dont Knowles syndicate GRK (pour 5 % du risque). Le premier marché d'assurance mondial, a annoncé lundi soir qu'il était exposé « dans une certaine mesure », sans donner plus de détails. De son côté, Axa a annoncé que son exposition était limitée à 4 % net de réassurance et avant impôts du coût total. Il a précisé que le coût net maximum serait de 30 millions de dollars, si le plafond de 1,5 milliard de garantie était atteint.

Dans l'hypothèse où il s'agirait d'un attentat, cela ne change pas

grand-chose pour les indemnisations. Certes, l'Etat fédéral américain avait prévenu qu'il prendrait à sa charge les sinistres en cas d'attentats, mais « seulement » pour la responsabilité civile des tiers, et non des passagers. La thèse d'un attentat changerait surtout la donne pour les conditions de marché, déjà très tendues. « C'est une catastrophe pour le marché de l'assurance-aviation qui n'avait pas besoin de ça, ni le secteur ni les clients », indique Hervé Houdard, directeur général du courtier Aon France. Les assureurs résilieraient immédiatement les garanties risquées de guerre. Ils ont sept jours pour le faire. C'est d'ailleurs ce qui s'était passé après le 11 septembre. La Maison Blanche avait soumis au Congrès un programme de prise en charge fédérale d'une partie des risques d'assurance pour des dommages provoqués par des attaques terroristes. Cette réforme est

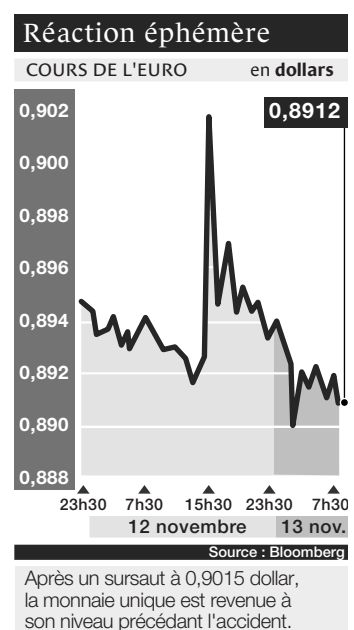
Les marchés financiers ont rapidement maîtrisé leurs peurs

Contrairement à ce qui s'était passé lors des événements de septembre, la panique des opérateurs n'a été que de courte durée

LES MARCHÉS financiers ont eu une réaction instinctive, lundi 12 novembre, à l'annonce de l'accident d'un avion à New York, comme ce fut le cas lors des attentats du 11 septembre. Mais, contrairement à ce qu'il s'était passé après les précédents événements, le mouvement de panique des opérateurs n'a été que temporaire. Après avoir perdu plus de 2 % à l'ouverture, l'indice Dow Jones a affiché un léger recul de 0,56 % en clôture.

Le désengagement des investisseurs des marchés d'actions a profité aux marchés obligataires réputés plus sûrs. Ils ont rapidement progressé, juste après l'événement, sous l'afflux de capitaux. Le mouvement n'était perceptible qu'en Europe, aux Etats-Unis, ils étaient fermés, lundi, en raison du jour férié du « Veterans' Day ». A titre d'exemple, le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans en France, qui évolue en sens inverse du prix des titres, s'est nettement détendu, passant de 4,51 % à 4,42 % durant la journée de lundi. Une fois l'effet de panique passé, il avait reperdu la moitié de ses gains en clôture, pour finir à 4,45 %.

Considérés comme des placements refuges lors des crises financières, l'or et le franc suisse ont immédiatement profité d'un fort transfert de fonds : à Londres, le



cour de l'or a bondi de 2,30 dollars en clôture l'après-midi, à 280 dollars l'once par rapport au fixing du matin, tandis que le franc suisse a fortement progressé contre dollar. Ce dernier reculant à 1,302 franc suisse, contre 1,6380 vendredi. L'affaiblissement du billet vert s'est manifesté contre les grandes devises internationales, mais il n'a été que temporaire. Ceci a permis à

l'euro de revoir, en cours de séance lundi, le niveau de 0,90 dollar, gagnant momentanément près de 75 cents. Une fois l'émotion passée, les cambistes ont retrouvé leur sang-froid, dans l'attente de précisions sur les causes de la chute de l'avion. Après un pic à 0,9015 dollar, la devise européenne est revenue sur les cours auquel elle s'échangeait avant l'événement. Mardi matin, l'euro se négociait à 0,8916 dollar. Le dollar, qui avait également reculé face au yen, lundi, tombant 119,75 yens son plus bas niveau depuis un mois, est remonté quelques heures plus tard au-dessus des 120 yens. Mardi matin, il valait 120,89 yens.

PASSAGE À VIDE

Après un passage à vide, les marchés d'actions se sont repris. Le Dow Jones a chuté jusqu'à 9 409,21 points, soit une baisse de 2,07 %, mais a ramené ses pertes à 0,56 %, à 9 554,37 points. Riche en valeurs de technologie, l'indice du marché Nasdaq a perdu jusqu'à 2,51 % dans les premiers échanges, à 1 782,48 points. Le Nasdaq a pourtant terminé en hausse de 0,64 %, à 1 840,13 points. Les indices européens, plus nerveux, ont surréagi. Logiquement, ils rebondissaient, mardi matin, pour corriger leur baisse. L'indice CAC 40 a per-

du jusqu'à 4,09 % à l'annonce de la catastrophe aérienne, deux heures avant la clôture, puis a terminé en baisse de 3,05 % lundi, et regagnait 1,62 % mardi matin, à 4 447,61 points. A Francfort, l'indice Dax a perdu jusqu'à 5,32 %, et a fini sur une perte de 1,83 %, lundi, avant de reprendre 0,72 %, mardi matin. A Londres, l'indice Footsie a immédiatement chuté de 3,41 %, clôturant finalement en baisse de 1,87 %, lundi, puis de grignoter 0,85 %, mardi peu après l'ouverture.

Au Japon, l'indice Nikkei a fini en repli de 0,51 %, mardi, s'établissant à 10 030,56 points, après avoir cassé, en séance, la barre des 10 000 points pour la première fois en un mois. En Europe, les actions du secteur aéronautique ont terminé la journée de lundi en forte baisse, notamment EADS (-9,42 %), Lagardère (-6,19 %), Air France (-4,96 %), British Airways (-6,53 %) et Lufthansa (-3,77 %). Aux Etats-Unis, l'action Boeing a résisté, cédant seulement 0,54 %. En revanche, les titres d'American Airlines (-9,05 %) et de Delta Airlines (-10,46 %) ont fortement souffert. A Tokyo, le titre de Japan Airlines, le numéro un nippon du transport aérien, a reculé de 3,37 %.

Les valeurs de l'assurance et de la finance ont également davanta-

ge souffert en Europe, notamment AXA (-6,16 %), AGF (-5,06 %), ING (-4,59 %), Unicredito Italiano (-4,56 %), San Paolo Imi (-4,53 %). L'action American Express, cinquième plus forte baisse du Dow Jones, a seulement cédé 1,90 %. Les valeurs technologiques ont fortement reculé sur les marchés européens, lundi, en particulier Cap Gemini (-7,14 %), Thomson Multimedia (-6,67 %), Philips (-4,82 %) et Siemens (-4,99 %), victime du spectre du ralentissement économique.

Sur le marché pétrolier, le cours du Brent a brutalement décroché lundi, sur des anticipations d'une baisse de la demande de kérosène par les compagnies aériennes et à la suite de l'annonce d'une baisse symbolique de la production de brut de la Russie. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison rapprochée en décembre, référence sur l'International Petroleum Exchange (IPE) de Londres, valait 20,60 dollars, une heure après l'accident, contre 21,05 dollars juste avant et 21,38, vendredi. En fin de journée, il s'échangeait à 20,38 dollars, dans l'attente de la réunion des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), mercredi 13 novembre.

Cécile Prudhomme et Adrien de Tricornot

Certaines compagnies pourraient ne pas disposer d'une assise financière suffisante

actuellement en discussion. Il en va de la survie des compagnies d'assurances, selon certains observateurs, dont l'agence de notation Standard & Poor's. Elle a affirmé, lundi, que les assureurs pourraient se retrouver en situation « intenable » si les autorités américaines ne les aident pas à compenser les coûts du terrorisme d'ici à fin novembre et si elles ne les autorisent pas à exclure ce risque de leurs polices d'assurance.

Plus largement, les investisseurs s'inquiètent des conséquences pour le secteur, déjà très fragilisé. Certaines compagnies pourraient ne pas disposer d'une assise financière suffisante. Les analystes financiers estiment en outre que la volatilité du secteur va durer tant que la situation politique et militaire internationale restera incertaine.

Pascale Santi

La colère gronde à Alger alors que le bilan des inondations approche les 600 morts

Des centaines de personnes seraient encore portées disparues

Les sauveteurs ont sorti 579 corps ensevelis par les eaux torrentielles et la coulée de boue survenues samedi à l'aube dans plusieurs quartiers

d'Alger. Les enterrements se succèdent dans les cimetières encombrés de la capitale. Un deuil de trois jours a été décrété par le président Abdel-

laziz Bouteflika, qui s'est déplacé lundi 12 novembre au soir, sur les lieux de la catastrophe, dans une atmosphère d'émeutes.

ALGER

correspondance

Dans les quartiers dévastés de l'ouest d'Alger, en particulier Bab el-Oued, les sauveteurs continuent de sortir les corps ensevelis par les eaux torrentielles et la coulée de boue de samedi. Lundi 12 novembre, deux personnes ont été sorties miraculeusement vivantes des alluvions. Il s'est agi de la seule bonne nouvelle d'une journée éprouvante durant laquelle une centaine de corps ont été dégagés, alourdissant d'heure en heure le bilan des victimes. Lundi soir, on faisait état, toujours de façon provisoire, de 579 morts et de 316 blessés. Alger, à elle seule, compte 538 morts, (dont 400 à Bab el-Oued), mais le nombre de personnes portées disparues reste élevé. Selon divers calculs et recensements, il n'est pas exclu que la tragédie de samedi se solde par un millier de morts.

Il s'agit d'un « génocide par négligence », disent de nombreux Algériens qui n'accordent aucune circonstance atténuante aux autorités. Des norias d'ambulances et de camions sortent des hôpitaux de la capitale pour évacuer les cadavres vers la morgue centrale d'El-Alia (à l'est d'Alger) où des centaines de personnes viennent en larmes identifier leurs disparus. Quelque 300 corps y sont en attente d'identi-

fication, dans une odeur de cadavres en décomposition. Leurs photos sont affichées sur des tableaux. Ceux qui sont identifiés reçoivent le permis d'inhumer. Le cimetière est proche et les tombes prêtes. Ce sont des enterrements à la chaîne qui se déroulent en ce moment dans les cimetières encombrés de la capitale et les prières au mort se font de manière sobre.

LA FATALITÉ INVOQUÉE

Un déuil national de trois jours a été décrété par le président algérien Abdelaziz Bouteflika à partir de mardi. Lundi soir, le chef de l'Etat a effectué sa première sortie sur le terrain alors que la colère des jeunes des quartiers populaires dévastés se transformait en manifestations improvisées, puis en début d'émeutes. Le discours développé par le président algérien devant un parterre de femmes en attente de relogement dans un centre d'accueil a été maladroit et risque d'attiser les critiques des commentateurs. La presse algérienne est en effet impitoyable à l'égard de M. Bouteflika. *El Watan* l'a ainsi accusé de n'aimer « ni l'Algérie ni les Algériens ». Il est vrai, ajoutait le journal francophone, que ces derniers « ne l'ont pas élu, quoi qu'en disent les résultats officiels des élections ». A la télévision lundi soir, le président semblait sur la défensive.

Il a tour à tour invoqué la fatalité pour dégager la responsabilité des pouvoirs publics dans le drame intervenu et joué de la profonde religiosité des Algériens pour tenter de les apaiser. « C'est une épreuve de Dieu et ce que Dieu donne, personne ne peut le lui reprocher, a-t-il ainsi déclaré. (...) Ce n'est ni le gouvernement ni un parti qui est responsable de ce qui est arrivé. Dieu nous éprouve... »

L'argument n'a pas convaincu tout le monde. Car la responsabilité de l'ensemble de l'administration paraît indiscutable. De la présidence au ministère de l'intérieur et à l'habitat, en passant par le wali (préfet), les maires, certains députés, etc., « Bouteflika accuse Dieu d'avoirouché les évacuations d'eau ! » s'exclamait ainsi rageusement, mardi, un chroniqueur du *Matin*, faisant référence à l'obstruction d'une partie des égouts de la ville, notamment Bab el-Oued, par les autorités en 1997, dans le cadre de la lutte contre les groupes armés islamistes.

La rage était encore plus forte dans les quartiers populaires touchés où le sentiment d'abandon et la colère contenue de ces derniers jours commencent à s'exprimer de manière violente. En début de soirée lundi, plusieurs centaines de jeunes de Bab el-Oued qui avaient signifié bruyamment qu'ils ne voulaient pas de la visite du président de la

République se sont rassemblés devant le palais du gouvernement pour dénoncer le « pouvoir assassin ». Les forces de l'ordre se sont déployées devant les édifices publics et ont pu repousser une tentative des manifestants de forcer les portes du palais du gouvernement quadrillé par une dizaine de camions de police. C'est le cri d'« Allah Akbar » (Dieu est grand) qui revenait le plus souvent dans la bouche des manifestants. Oussama Ben Laden était lui aussi acclamé et le slogan de la Kabylie, « *Ulac S'mah Ulac* » (Pas de pardon) était repris avec rage.

Après leur tentative infructueuse de pénétrer dans le palais du gouvernement, les jeunes sont repartis en procession vers les quartiers dévastés de Bab el-Oued, cassant au passage des devantures de magasins et des voitures. Suprême défiance à l'égard du pouvoir, ils ont scandé les noms de deux ex-chefs terroristes connus de la casbah, Fliha et Napoli, tués il y a quelques années par les forces de l'ordre. Même le slogan de ralliement du Front islamique du salut (FIS) est de retour : « *Il n'y a de Dieu que Dieu. Pour cette profession de foi nous vivons, pour elle nous mourrons. O gens ! ce sont des êtres humains qui sont morts à Triolet et Bab el-Oued* », pouvait-on entendre.

Les conséquences d'une gestion anarchique de la ville

ALGER

correspondance

Bien peu, à Alger, pardonnent au ministre de l'intérieur, Yazid Zerhouni, d'avoir eu des mots malheureux, dès l'annonce de la catastrophe samedi, et mis en cause les citoyens au lieu d'assumer sa part de responsabilité. Au cours du journal télévisé du soir, M. Zerhouni a affirmé que ce qui venait de se produire était dû « à l'irresponsabilité de citoyens qui ont construit sur des lieux non prévus à cet effet ».

Ces propos ont déclenché la colère des commentateurs, ces derniers accusant le ministre de transférer les victimes en coupables et de se défausser de la responsabilité de l'Etat. S'il est vrai que de nombreuses constructions ont été édifiées sur des lieux dangereux, cela n'explique pas l'ampleur de la catastrophe. Il ne fait aucun doute que la gestion anarchique d'Alger - dont la configuration nécessiterait une vigilance permanente - n'a fait qu'aggraver les choses.

Alger est une ville surpeuplée, de près de quatre millions d'habitants, installée à flanc de collines. De nombreux lots de terrain ont été distribués en dépit du bon sens, des constructions de tous ordres, souvent sans permis, ont fleuri toutes ces dernières années, ce qui a fini par avoir raison de l'équilibre fragile sur laquelle la capitale avait été adossée.

Sur les hauteurs, les déforestations et les constructions ont créé

les conditions du déferlement des eaux. Les pluies qui sont tombées depuis la soirée de vendredi ont certes été exceptionnelles mais elles ne peuvent expliquer à elles seules le drame.

Il est presque confirmé que de grandes galeries d'évacuation supposées permettre l'écoulement des eaux des hauteurs de la ville vers la mer ont été obstruées et bétonnées il y a quelques années pour empêcher les groupes armés d'y trouver refuge. La décision a été prise, sans mesurer, semble-t-il, les conséquences éventuelles d'une telle mesure, comme si on pouvait tabler sur une sécheresse éternelle.

Ce qui permet à certains d'affir-

mer avec amertume et colère que la sécheresse endémique qui sévit depuis plusieurs années, était presque comme une bénédiction. « Presque tous les réseaux d'évacuation des eaux de pluie, surtout ceux de ces dernières années, très mal exécutés, sont obstrués, très mal étudiés et évalués en dépit de leur non-conformité », affirme le journal *Le Matin*, ajoutant que les exutoires des eaux en provenance des bassins versants sont rares, voire inexistantes, et que des lits d'oueds ont été comblés de façon irrationnelle ou déviés sans étude sérieuse.

Mais le pire réside peut-être dans le fait que les pluies ne seraient pas survenues de manière

impromptue. Les services météorologiques auraient prévenu, le lundi précédant la catastrophe, que le pays allait connaître de fortes intempéries.

Le responsable de la communication de ce service a affirmé à certains journaux que des bulletins spéciaux avaient été envoyés à la présidence de la République et à l'ensemble des ministères dont celui de l'intérieur. On annonçait des vents à plus de 90 km/heure et des pluies exceptionnelles. De fait, l'information n'aurait pas provoqué de réactions de la part du pouvoir et aucune alerte n'a été émise en direction de la population. Cette négligence, ou incompétence, s'est révélée meurtrière.

Les risques d'une reprise des combats s'accroissent en Macédoine

Plusieurs centaines de policiers et de guérilleros se font face à Treboc

TREBOC (Nord)

de notre envoyé spécial

Ils sont quelques dizaines de jeunes Albanais de Macédoine, en civil mais correctement armés, à

REPORTAGE

« On ne peut plus vivre ensemble. Nous ne leur [le gouvernement] faisons plus confiance »

monter la garde derrière un barrage de troncs d'arbres établi sur une petite route courant à travers champs à la sortie du village de Treboc (une dizaine de kilomètres à l'est de Tetovo, dans le nord de la Macédoine). « Nous défendons notre village, disent les Albanais. C'est spontané, local et cela relève de la défense civile. » Mais, en douce, on décharge des munitions d'une voiture. Des groupes d'hommes patrouillent le village. Et puis, un geste laisse entrevoir, sous la parka, un écusson noir et rouge de l'UCK (l'Armée de libération nationale des Albanais de Macédoine) cousu sur la veste d'un treillis.

Officiellement, l'OTAN a pour-tant supervisé le désarmement et la dissolution de l'UCK, le 26 septembre, après neuf mois d'affrontements avec les forces gouvernementales. Officiellement toujours, les principaux partis politiques albanais et slaves de Macédoine se sont entendus le 5 août à Ohrid (sud de la Macédoine) sur un accord politique censé mettre un terme aux violences. Trois mois plus tard, le débat politique piétine et des armes ressortent pour la

première fois en grand nombre des cantines. A Ohrid, la communauté internationale avait arraché aux représentants politiques slaves et albanais de Macédoine leur signature au bas d'un texte commun censé mettre un terme aux affrontements armés qui opposaient alors les deux communautés depuis le début de l'année. Cet accord prévoyait l'octroi de droits supplémentaires aux Albanais de Macédoine (entre 23 % et 35 % des deux millions d'habitants, selon les estimations) en échange du désarmement de la guérilla albanaise supervisé par un contingent de 4 500 soldats de l'OTAN.

SURENCHÈRE

A ceux - Albanais - qui jugeaient les acquis insuffisants (aménagement constitutionnels et législatifs plaçant toutes les communautés ethniques de Macédoine sur un pied d'égalité, amélioration de leur représentativité dans la fonction publique) a répondu la surenchère guerrière des « faucons » du gouvernement menés par le premier ministre, Ljubco Georgievski, et le ministre de l'intérieur, Ljube Boskovski. Lundi 12 novembre au soir, plusieurs centaines de policiers en tenue de combat et de guérilleros albanais se regardaient ainsi en chiens de faïence aux abords du village de Treboc, dans une confrontation armée potentiellement la plus dangereuse depuis la signature des accords d'Ohrid.

L'étincelle a jailli, la veille, lorsque deux cents hommes des forces gouvernementales ont tenté d'entrer dans ce village albanais, interdit de facto aux policiers macédo-

niens depuis le printemps. « On ne peut plus vivre ensemble. Nous ne leur faisons plus confiance », lâche un combattant albanais. « Et nous sommes prêts à reprendre la bataille », ajoute-t-il.

Le déploiement policier, couvert par le président Boris Trajkovski contre l'avis de la communauté internationale, devait permettre d'entreprendre par la force des fouilles destinées à retrouver les corps d'une dizaine de Slaves macédoiens disparus pendant les affrontements du début de l'année. Les autorités de Skopje soupçonnent les Albanais de les avoir enterrés dans des fosses communes avoisinantes. Sept anciens combattants de l'UCK ont été arrêtés lors de l'opération policière de dimanche soir en possession d'armes, affirme le gouvernement.

Ces arrestations sont perçues par les Albanais comme la preuve que les Slaves de Macédoine n'ont aucunement l'intention d'amnistier les ex-guérilleros de l'UCK comme le prévoyait, en marge, les accords d'Ohrid. « L'intervention policière a servi de prétexte aux ultranationalistes du gouvernement pour faire capoter définitivement les accords de paix », affirme un Albanais.

Les Albanais de l'UCK ont répliqué par les armes à ce qu'ils considèrent comme une violation de leur sanctuaire. Trois policiers ont été tués lors de l'attaque et une vingtaine de civils macédoiens ont été pris en otage pendant quelques heures. Pendant les travaux parlementaires, la division ethnique continue.

Christophe Châtelot

Cinq morts dans une nouvelle flambée de violences aux Moluques

DJAKARTA. Cinq personnes ont été tuées et vingt-cinq autres blessées en deux jours à Ambon, dans l'archipel indonésien des Moluques, lors d'une nouvelle flambée de violences entre chrétiens et musulmans. Des hommes ont ouvert le feu, lundi 12 novembre, dans un quartier chrétien de la capitale provinciale, selon l'agence officielle Antara. La veille, un attentat à la bombe avait aussi fait d'autres victimes dans un magasin d'électronique.

Environ 5 000 personnes ont été tuées depuis 1999 lors de ce conflit qui oppose chrétiens et musulmans dans « l'archipel aux épices », situé à plus de 2 000 kilomètres à l'est de Djakarta. Des villages entiers ont été vidés, des églises et des mosquées rasées. Ambon est désormais divisée en quartiers chrétiens et musulmans. Un groupe islamiste, les Laskar Jihad, a envoyé plusieurs milliers de miliciens mener le « *djihad* » (guerre sainte) dans l'archipel. Des unités de l'armée ont été prêtées main-forte aux musulmans, selon des informations concordantes. Depuis des mois, une certaine accalmie était revenue, permettant le retour de milliers de personnes déplacées. Mais l'approche du ramadan et de Noël risque d'entraîner un nouveau regain de tension.

Maroc : l'ex-agent Ahmed Boukhari est sorti de prison

CASABLANCA. L'ex-agent secret Ahmed Boukhari, dont les révélations sur l'affaire Ben Barka avaient été publiées fin juin par *Le Monde* et *Le Journal* marocain, a quitté la prison, mardi matin 13 novembre, selon ses avocats qui l'ont accueilli à la sortie. Arrêté à la mi-août et condamné, en appel, à trois mois de réclusion pour des chèques sans provision qu'il avait émis, au début des années 1990, lors de la faillite de l'entreprise familiale qu'il avait gérée après son départ des services, en 1977, sa détention avait été dénoncée par des organisations de défense des droits de l'homme comme une mesure de représailles contre « le premier agent de la police secrète marocaine qui ait jamais parlé en détail de la "sale guerre" menée contre les dissidents dans les années 1960 et 1970 ».

Privé de passeport, puis incarcéré, Ahmed Boukhari, 63 ans, a été dans l'impossibilité de répondre aux deux convocations de la justice française, qui souhaite l'entendre au sujet du rapt suivi de disparition, le 29 octobre 1965 à Paris, de Mehdi Ben Barka, le principal opposant à Hassan II.

L'armée israélienne effectue une nouvelle incursion à Gaza

JÉRUSALEM. L'armée israélienne est intervenue, mardi matin 13 novembre, en secteur palestinien autonome, dans le sud de la bande de Gaza. Cette incursion s'est produite à l'est de la colonie juive de Kfar Darom, à la suite d'un attentat à l'explosif contre une unité militaire israélienne postée sur place qui n'a pas fait de victime. Les auteurs de l'attentat se sont apparemment enfuis en voiture, et les soldats ont bouclé les accès routiers du secteur et procédé à un ratissage systématique.

Dans la nuit de lundi à mardi, des Palestiniens avaient tiré un obus de mortier qui n'a pas fait de victime contre une implantation juive du nord de la bande de Gaza. Enfin, des Palestiniens ont, dans le même temps, ouvert le feu à l'arme automatique, également sans faire de blessé, contre des soldats israéliens en faction près de la colonie de Névé Dekalim, dans le sud de la région.

George Bush avait bien remporté le scrutin de l'Etat de Floride

NEW YORK. Un nouveau décompte de 175 000 bulletins de vote contestés en Floride, qui n'avaient pu être vérifiés dans les délais, a confirmé que George Bush avait bien gagné cet Etat par 537 votes de plus que son rival Al Gore, pour une participation de 6 millions d'électeurs. Ce nouveau décompte avait été organisé à l'initiative d'un pool d'agences de presse et de journaux américains. « Nous sommes un pays de droit et l'élection présidentielle de 2000 est terminée », a déclaré Al Gore après cet ultime décompte, reconnaissant définitivement sa défaite et ajoutant qu'il soutenait sans réserve son ancien adversaire, George Bush, dans son combat contre le terrorisme. - (AP.)

DÉPÊCHES

■ **SOUDAN : l'envoyé spécial de George Bush, l'ex-sénateur John Danforth**, nommé le 6 septembre, cinq jours avant les attentats de New York et Washington, est arrivé, lundi 12 novembre, à Khartoum. Il s'agit de son premier voyage au Soudan, contre lequel les Etats-Unis viennent de renouveler leurs sanctions en raison de « flagrantes violations des droits de l'homme », tout en tentant d'améliorer leurs relations dans le cadre de l'actuelle lutte antiterroriste. - (AFP.)

■ **AFRIQUE : tous les pays du continent sont désormais reliés à Internet** et l'Afrique subsaharienne a dépassé le seuil d'un téléphone pour cent habitants, a annoncé, lundi 12 novembre, l'Union internationale des télécommunications. Le taux de couverture téléphonique a fait un bond de 0,51 à 1,2 abonné sur 100 habitants entre 1995 et 2000. Mais le continent ne possède toujours que deux fois plus de lignes que Tokyo. - (AP.)

■ **AFRIQUE : plusieurs dirigeants africains ont demandé au Fonds monétaire international**, lundi 12 novembre, de pas « abandonner » leur continent à un moment où les répercussions économiques des attentats du 11 septembre « aggravent » sa situation économique, ont indiqué les ministres des finances du Niger et de l'Ouganda. Ils ont notamment cité la chute des cours des matières premières, due au ralentissement des échanges mondiaux. Le prix du café est ainsi passé de 1 100 à 436 dollars la tonne. - (AFP.)

■ **INDE : des milliers d'enfants sont tombés malades et une fillette est morte dans l'Etat d'Assam** après avoir avalé de la vitamine A contaminée, dans le cadre d'une campagne de lutte contre la cécité. Des centaines d'enfants âgés de un à six ans ont été amenés en catastrophe dans les hôpitaux de la région après s'être plaints de fièvre, de vomissements et de maux d'estomac. Le nombre d'enfants touchés par la vitamine A distribuée dimanche dans le cadre d'une campagne contre la cécité de l'Unicef pourrait s'élever à 10 000. La vitamine A est un moyen simple et peu coûteux utilisé par les organisations humanitaires pour prévenir la cécité provoquée par un manque de vitamines. - (AFP, Reuter)

■ **TUNISIE : La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH)** apporte son soutien à la plainte déposée, mercredi 7 novembre, par six victimes tunisiennes auprès du procureur de la République de Paris. Cette plainte vise des responsables tunisiens accusés d'être des tortionnaires, notamment le secrétaire d'Etat à la sûreté, Ali Ganzaoui, le chef des services spéciaux, Fraj Gdoura, et le chef de la brigade de renseignement, Mohammed Ennaceur. La FIDH réitère au passage sa condamnation de l'usage « systématique » de la torture par les pouvoirs publics tunisiens et, dit-elle, du régime d'impunité institutionnalisés.

Marie-Noëlle Corvol

S'APPROPRIER L'EURO

Méthodes et outils pour les plus vulnérables

40 supports pédagogiques présentés • adresses utiles • déroulements types de formations • fiches techniques • pour un accompagnement des plus vulnérables

Disponible en librairie ou auprès des Editions ENSP

École nationale de la santé publique

CS 74312 - 35043 Rennes cedex
Tél. 02 99 54 90 98 - Fax 02 99 54 22 84
editions@ensp.fr - http://editions.ensp.fr

SÉCURITÉ Daniel Vaillant a présenté, lundi 12 novembre, lors de l'examen du budget du ministère de l'intérieur à l'Assemblée nationale, son « plan d'action renforcée contre

la violence ». ● Les AGENTS affectés sur la voie publique seront dotés d'un gilet pare-balles, la présence policière sur le terrain sera renforcée, une compensation financière sera

accordée aux personnels surchargés pour cause de mise en place de l'euro ou de plan Vigipirate, enfin, priorité sera donnée à la lutte contre la délinquance. ● LES DÉPUTÉS DE DROITE

ont rejeté le dispositif gouvernemental et contesté « un dispositif qui ne rassurera ni les policiers ni les Français ». ● LE MINISTRE a défendu son budget, en augmentation de 4,37 %

à 61,8 milliards de francs, qui permettra de créer 3 000 emplois nouveaux. « La police dépassera pour la première fois le seuil de 150 000 fonctionnaires », s'est-il félicité.

Daniel Vaillant annonce un « plan d'action renforcée contre la violence »

Présentant aux députés, lundi 12 novembre, le budget de son ministère, le ministre de l'intérieur a dévoilé quatre propositions, dont l'octroi d'un gilet pare-balles à chaque agent affecté sur la voie publique. L'opposition a accusé la gauche de « nourrir la déferlante de l'insécurité »

IMITATEUR occasionnel – de François Mitterrand notamment –, Daniel Vaillant serait « un piètre prestidigitateur ». C'est du moins l'avis de l'opposition qui a ironisé, lundi 12 novembre, sur les mesures présentées par le ministre de l'intérieur à l'Assemblée nationale. M. Vaillant a dévoilé, lors de l'examen du budget de son ministère, le premier volet d'une « démarche stratégique qui tracera les perspectives sur cinq ans en matière de sécurité et d'évolution de la police nationale ». Baptisé « plan d'action renforcée contre la violence », il comporte quatre propositions qui feront l'objet d'une concertation avec les organisations syndicales de police.

La plus concrète vise au renforcement de la protection des personnels de police : les agents affectés sur la voie publique seront équipés d'un gilet pare-balles. Le ministre de l'intérieur a annoncé, par ailleurs, une augmentation de la présence policière sur le terrain ; une compensation financière pour les charges de travail liées, notamment, à la mise en place de l'euro ou au déclenchement du plan Vigipirate ; enfin, un renforcement de la lutte contre la délinquance. De son côté, le ministre de la défense, Alain Richard, annonçait à un Conseil de la fonction militaire, lundi, de nouvelles créations de postes de gendarmes – sans les chiffrer – pour 2002 et 2003.

Selon M. Vaillant, la loi de finances rectificative pour 2001 permettra de financer d'autres dispositions, grâce aux « arbitrages très favorables » rendus par Lionel Jospin. « La police

nationale verra ses budgets de fonctionnement très sensiblement accrus tant pour les moyens de protection des personnels que pour le parc automobile, l'immobilier ou la lutte contre le terrorisme », a précisé le ministre.

Cette annonce intervenait au surlendemain de la manifestation qui avait rassemblé, samedi 10 novembre à Paris, plus de 3 000 officiers de police en signe de protestation contre les agressions dont ont été récemment victimes plusieurs de leurs collègues (lire ci-dessous). M. Vaillant a rejeté tout lien entre son plan d'action et cette grogne montante. Peine perdue : les députés de droite ont rejeté en bloc le

canevas gouvernemental. « Daniel Vaillant a essayé de calmer le jeu en sortant de son sac un dispositif qui ne rassurera ni les policiers ni les Français », a déclaré Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes). Doter les agents qui sont sur le terrain d'un gilet pare-balles, c'est bien ; mais si c'est ça son grand plan, on sera mort dans cinq ans. Le ministre s'est contorsionné pour tenter de maîtriser ses troupes en colère. »

Un peu plus tôt, l'Assemblée avait débattu du budget prévisionnel 2002 du ministère de l'intérieur – adopté par le PS et le PCF, la droite votant contre. Il s'élève, hors collectivités locales, à 61,875 milliards de francs,

en augmentation de 4,37 %. La part consacrée à la police nationale y dépasse 33 milliards de francs – soit une revalorisation de 4,5 %. Ce budget prévoit la création de 3 000 emplois nouveaux, dont 2 700 fonctionnaires en service actif et 300 postes d'agents administratifs et techniques. « L'année 2002 va permettre d'engager un recrutement massif de policiers et de stopper un long mouvement de baisse des emplois de l'administration centrale et des préfectures, s'est félicité le ministre. La police dépassera pour la première fois le seuil de 150 000 agents. »

Le budget prévoit également la mise en place de la dernière vague

de la police de proximité, qui concernera sept millions et demi d'habitants. « Les élus, les policiers et la population s'accordent sur la réussite de cette réforme là ou elle a été bien appliquée, a observé Bruno Le Roux (PS, Seine-Saint-Denis). Nous craignons cependant de la voir se diluer. A vouloir assurer partout la police de proximité, on ne l'assure pas bien. »

C'est peu dire que l'opposition n'a pas été sensible aux arguments de M. Vaillant et des élus de la majorité. La contestation était vive sur le redéploiement des forces de police. Au nom du groupe Démocratie libérale, Franck Dhersin (Nord) a estimé que les 3 000 nouveaux policiers annoncés ne seraient « présents sur le terrain qu'en 2004 », ajoutant que « la rentrée 2002 risque d'être critiquée avec le passage de la police aux 35 heures ». M. Estrosi a ajouté que « le budget du ministère de l'intérieur n'a pas progressé d'un iota en pourcentage du PIB, alors qu'en Allemagne et en Angleterre, il est proportionnellement deux fois plus important ». Dans les couloirs de l'Assemblée, le député des Alpes-Maritimes a déploré « l'absence de financement du plan Vigipirate », allant jusqu'à lancer : « C'est du pipeau ! Il n'y a pas plus de policiers sur le terrain, c'est Vigipigeon ! ».

La droite a saisi l'opportunité de ce débat pour fustiger à nouveau un « laxisme de la gauche », qui « nourrit la déferlante de l'insécurité ». « Sous peu, les Français vous jugeront à la fois sur vos actes et sur vos propositions, a lancé M. Dhersin à l'adresse du ministre. M. Dray, secrétaire

national du PS à la sécurité, part du constat que le développement de la violence a atteint un niveau insupportable. Je pense plutôt que l'incompétence de votre gouvernement est insupportable. »

« Charabia », a répliqué M. Le Roux, affirmant qu'« il s'agit du meilleur budget depuis l'époque de

« Si c'est ça son grand plan, on sera mort dans cinq ans » Christian Estrosi (RPR)

Pierre Joxe ». « Il répond à une situation de malaise, a-t-il précisé. Il nous appartient maintenant d'expliquer aux organisations syndicales ce que nous avons voté. Je reconnais que nous n'avons pas inversé la tendance en matière de délinquance, mais notre architecture est bonne. La droite, elle, n'a pas de projet. »

Quant à Jean-Pierre Chevènement – sous le ministère duquel fut adopté le principe d'une « police de proximité » –, M. Le Roux a déclaré : « Il a un discours mais, quand il était ministre de l'intérieur, il ne s'est pas battu une seule fois pour les crédits de la police comme vient de le faire M. Vaillant. » La campagne présidentielle a bien commencé.

Elie Barth

► www.lemonde.fr/securite

Les syndicats de policiers appellent à défiler en ordre dispersé

LES DÉCLARATIONS du ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, lundi 12 novembre à l'Assemblée nationale, n'ont pas suffi à satisfaire les syndicats de policiers. L'UNSA-police, organisation majoritaire, maintient son appel à manifester pour « la mise en œuvre d'un plan pluriannuel exceptionnel », permettant le recrutement de 20 000 policiers supplémentaires en quatre ans, et de 9 000 agents administratifs. Initialement prévu le 24 novembre, ce mouvement a été avancé au samedi 17 novembre. Interrogé par *Le Monde*, le secrétaire général de l'UNSA-police, Joaquin Masanet, a indiqué qu'il entendait « maintenir la pression sur le gouvernement ». « Les réponses qui ont été données budgétairement ne sont pas à la hauteur du défi », a-t-il ajouté, réclamant une revalorisation sensible – de 600 à 700 francs par mois – pour l'ensemble des 98 000 gardiens de la paix et gradés.

La décision d'avancer d'une semaine la manifestation reflète aussi la division des syndicats de police. A son mot d'ordre, « pour des missions exceptionnelles,

des mesures exceptionnelles », M. Masanet a rallié Alliance (gardiens de la paix, majoritaire en région parisienne). Mais cette organisation, dirigée par Jean-Luc Garnier, ne dépêchera, le 17 novembre, qu'une délégation. Elle a en effet programmé sa propre manifestation, mercredi 21 novembre, où des défilés de protestation auront lieu à Paris, mais aussi en province.

De leur côté, deux autres syndicats de gardiens de la paix, le Syndicat général de la police (SGP), affilié à Force ouvrière, et le Syndicat national des policiers en tenue (SNPT), pourtant membre à part entière de l'UNSA-police, appellent à une autre manifestation, jeudi 22 novembre à Paris, pour réclamer au gouvernement, « des mesures urgentes » après la mort de deux policiers au Plessis-Tréville, le 16 octobre. « Le temps n'est plus aux grands discours, aux colloques et aux grand-messes en tout genre sur la sécurité », précise leur communiqué commun.

Pascal Ceaux



LA PEUGEOT 607 EST MUNIE D'UN DÉTECTEUR D'OBSTACLES ARRIÈRE.*

CE SERAIT DOMMAGE D'ABÎMER LE PARE-CHOC.

www.607.peugeot.fr

POUR VOUS GARDER EN TOUTE SÉCURITÉ, LA PEUGEOT 607 DISPOSE D'UN DÉTECTEUR D'OBSTACLES ARRIÈRE. À L'AIDE D'ULTRASONS, CES CAPTEURS DÉTECTERONT LES OBSTACLES HORS DE VOTRE CHAMP DE VISION ET UN SIGNAL SONORE, DONT L'INTENSITÉ VARIE SELON LEUR PROXIMITÉ. VOUS PERMETTRA DE VOUS GARDER LES YEUX FERMÉS. LA PEUGEOT 607 NE POUVANT SE CONTENTER QUE DE LA PERFECTION, AU PASSAGE DE LA MARCHE ARRIÈRE, LES MIROIRS DES RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS PIVOTENT, SI VOUS LE DÉSIREZ, VERS LE BAS ET AINSI FACILITER VOS CRÔNEAUX. POUR QUE L'AUTOMOBILE SOIT TOUJOURS UN PLAISIR.

*En option ou sur certains Packs.

607 PEUGEOT

Charles Millon (DLC) apporte son soutien à la candidature d'Alain Madelin (DL)

L'ancien président de la région Rhône-Alpes assure qu'il appellera à voter pour M. Chirac au second tour

L'ancien président de la région Rhône-Alpes, Charles Millon, a apporté, lundi 12 novembre, au cours d'un meeting à Lyon, son soutien à la

candidature d'Alain Madelin (DL). Le président de la Droite libérale chrétienne (DLC) a également assuré qu'au second tour il appellerait à

voter pour Jacques Chirac. Le candidat de Démocratie libérale, pour sa part, évoque de nouveaux ralliements à sa campagne présidentielle.

LYON

de notre envoyé spécial

Se présentant en héraut d'une « droite rebelle » qui n'est « pas engoncée dans une idéologie, comme l'est la gauche », ni « bercée par la nostalgie, comme Jean-Pierre Chevènement ou Charles Pasqua », ni « paralysée par le conformisme, comme la droite institutionnelle », le président de la Droite libérale chrétienne (DLC), Charles Millon, a apporté publiquement son soutien, lundi 12 novembre, à la candidature d'Alain Madelin à l'élection présidentielle de 2002. Ces retrouvailles entre l'ancien président de la région Rhône-Alpes, réélu en mars 1998 grâce aux voix du Front national, et celui qui ne l'a jamais « lâché » depuis lors ont eu lieu devant quelque 2 000 personnes rassemblées au Palais des congrès de Lyon.

Ancré dans la mémoire des militants présents, qui ont vivement applaudi M. Millon lorsque ce dernier a affirmé qu'« il n'est pas possible de trier parmi les électeurs », l'épisode des élections régionales est minimisé par M. Madelin : « Avec le recul du temps, tout cela paraît complètement dérisoire »,

souligne en aparté le président de Démocratie libérale (DL). « C'était une erreur politique, mais elle est aujourd'hui évidemment oubliée », ajoute son porte-parole de campagne, Thierry Jean-Pierre.

Le temps de l'ostracisation de M. Millon est en tout cas révolu.

Le président de Démocratie libérale ne souhaite pas que l'on identifie sa campagne à ce seul cercle

Son relatif succès aux élections municipales à Lyon, qui ont consacré sa prééminence au sein de la droite locale en même temps que l'effondrement de l'UDF et du RPR, lui a valu d'être courtoisé de toutes parts. S'il a choisi d'être aux côtés de M. Madelin, cet « homme qui redonne aux Français la fierté

d'être français » et qui fut le seul à venir le soutenir avant ce scrutin, le député de l'Ain ne manque pas une occasion de souligner qu'il entretient d'« excellentes relations » avec les autres responsables politiques de l'opposition, et notamment avec les plus proches conseillers du président de la République (*Le Monde* du 3 novembre). Quelle sera son attitude si c'est Jacques Chirac qui représente la droite au second tour ? « Je le soutiendrai, affirme-t-il sans hésiter. Je n'ai jamais fait campagne contre mon camp. »

Dans l'immédiat, M. Millon s'adresse au président de DL, en évoquant non pas un simple « soutien » de sa part, mais un « engagement » qui, dans son esprit, doit concerner également la préparation des élections législatives. Lui-même candidat à la succession de Raymond Barre, dans la 4^e circonscription du Rhône, M. Millon souhaiterait voir se multiplier les primaires. « Vous ne pouvez pas avoir une vision de la France et dire "le Parlement, je m'en fous !" », souligne-t-il. Sourd à cet appel, M. Madelin préfère s'en tenir,

pour l'heure, à sa campagne présidentielle.

S'il a consenti à prononcer devant les élus et militants de la Droite libérale chrétienne un discours nettement plus sécuritaire, traditionaliste et populiste qu'à l'accoutumée, le député européen ne souhaite manifestement pas que l'on identifie sa campagne à ce seul cercle. Son entourage préférerait ainsi, lundi soir, évoquer de nouveaux ralliements, tels ceux de Brice Lalonde, le président de Génération Ecologie, ou de Claude Malhuret, le maire de Vichy, qui seraient susceptibles d'élargir le « pôle des libertés » que souhaite bâtir M. Madelin et d'offrir, selon l'expression de M. Jean-Pierre, « une autre image que celle de M. Millon ». « Je préfère enregistrer des arrivées que des départs », commentait pour sa part M. Madelin, dans une allusion à peine voilée aux difficultés que rencontre son rival et président de l'UDF, François Bayrou.

Jean-Baptiste de Montvalon

► www.lemonde.fr/presidentielle2002

Le Parti socialiste ironise sur l'absence de bilan de Jacques Chirac

Onze ministres pour une campagne militante

LE PARTI SOCIALISTE a rapidement réagi à la contre-offensive du RPR, qui a parlé, lundi 12 novembre, le jour où il publiait, dans un magazine titré « La France qui change », le bilan de l'action du gouvernement de Lionel Jospin depuis 1997, de « dépôt de bilan » (*Le Monde* du 13 novembre). A Tulle, où il présentait, lundi, le document de son parti, François Hollande a répliqué en ironisant sur le bilan de Jacques Chirac, « qui pourrait tenir sur une feuille volante ». « Quel bilan peut présenter Jacques Chirac, sinon d'avoir été à la tête du pays pendant sept ans et de ne pas savoir ce qu'on y a fait ? », s'est interrogé le premier secrétaire du PS.

Mardi 13 novembre sur France 2, le député de Corrèze est revenu à la charge en disant qu'il aimerait que « le RPR présente un bilan de Jacques Chirac » : « Après sept ans, ce serait normal, a-t-il ajouté. Est-ce que cela pourrait faire un magazine de quarante-cinq pages avec beaucoup de photos ? Je le pense. » « Comme en 36, comme après la guerre ou en 81, nous avons repoussé la frontière des inégalités », a affirmé M. Hollande, tout en reconnaissant qu'il y a « sans doute des manques, des attentes, de nombreuses frustrations, des inquiétudes. »

De son côté, le porte-parole du PS, Vincent Peillon, qui s'exprimait lundi devant la presse, a vu dans la contre-offensive du RPR un « hommage », en rappelant que, « en 1997, Alain Juppé avait dit qu'on n'allait pas parler pendant la campagne du bilan » : « Il va falloir, a-t-il ajouté, que derrière l'illusionnisme de Chirac se démasque le vrai programme de la droite. Si le débat sur le bilan peut permettre cette clarification, il n'aura pas été inutile. »

Revenant sur le bilan présenté par le PS, M. Peillon a estimé que « le gouvernement se trouve en position de convaincre les Français de continuer avec nous ». « Cela ne veut pas dire que nous pensons que tout ce qu'on avait fait était bien », a ajouté le député de la Somme, en relevant qu'avec la politique de M. Jospin démonstration a été faite

que « la réforme aujourd'hui dans ce pays peut avoir lieu ».

« On ne peut rêver mieux comme publicité », a estimé, pour sa part, Alain Bergougnoux. Le secrétaire national à la communication du PS a attribué la riposte du RPR au fait que « c'est la première fois que la gauche arrive en fin de législature avec une réelle possibilité de victoire ». A Nantes, Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, s'est montré plus incisif : « C'est l'hôpital qui se fout de la charité ! », a lancé le maire de Nantes. Ceux qui ont déposé leur bilan en 1997 devraient quand même faire preuve d'humilité. » Le PS va diffuser, dans les prochains jours, à l'intention de ses cadres et de la presse, un document comparatif sur les législatures 1993-1997 et 1997-2002.

PROJET SOUMIS AU VOTE

Diffusé à 6 millions d'exemplaires, pour un coût de 6,5 millions de francs, le magazine du PS, également présenté sur le site Internet du parti (www.parti-socialiste.fr), va faire l'objet d'une campagne militante à laquelle doivent participer, à travers des réunions publiques régionales, onze ministres : Laurent Fabius, Elisabeth Guigou, Jean Glavany, Bernard Kouchner, Jack Lang, Marylise Lebranchu, Marie-Noëlle Lienemann, Pierre Moscovici, Ségolène Royal, Michel Sapin et Daniel Vaillant.

Le PS va par ailleurs présenter une synthèse de son « projet 2002 », avec le cadrage macro-économique et fiscal, qui est, pour l'heure, absent, lors d'un bureau national le 11 décembre. Le texte sera ensuite adressé aux militants, afin qu'il soit amendé et voté, avant la convention nationale de ratification du 26 janvier 2002. En présentant le bilan de son parti à la presse, lundi à Lille, Martine Aubry, secrétaire nationale du PS chargée du projet, a affirmé que, par rapport à 1997, la France « va mieux, mais il reste à répondre à des demandes très éclatées (...), avec deux millions de personnes encore sur le bord de la route ».

Michel Noblecourt

Michèle Alliot-Marie veut réhabiliter « une société de confiance »

La présidente du RPR présente une série de propositions pour un futur programme

TROYES

de notre envoyé spécial

Michèle Alliot-Marie ne veut pas être en reste. Aussitôt après avoir rendu public le « dépôt de bilan » du gouvernement de Lionel Jospin (*Le Monde* du 13 novembre), la présidente du RPR a repris la route,

lundi 12 novembre, comme elle le fait au rythme d'une ou deux fois par semaine depuis le début du mois de septembre. Son objectif avoué est de rendre visite à l'ensemble des fédérations du RPR d'ici aux élections législatives. Et, même s'il lui arrive de critiquer ver-

tement ceux de ses compagnons qui paraissent s'attribuer les places avant même une éventuelle victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, la députée des Pyrénées-Atlantiques tient à assurer, dans la campagne, la présence du mouvement gaulliste, et donc la

sienne propre, avec l'espoir secret d'entrer une troisième fois dans un gouvernement.

Lundi, le cap était donc mis sur Troyes, préfecture de l'Aube, où la transition s'est jusqu'ici tranquillement opérée entre le « gaulliste historique » qu'est Robert Galley et un représentant de la jeune génération chiraquienne, François Baroin, qui lui a succédé à la mairie en 1995. Après une rencontre avec la presse régionale, toujours très prisée par les chiraquiens, et une visite commentée des vieux quartiers de Troyes en cours de réhabilitation, la présidente du RPR a pu roder, devant quelque deux cents sympathisants, le discours qu'elle devait tenir, le lendemain, mardi 13 novembre, lors d'une nouvelle conférence de presse consacrée cette fois au « projet d'alternance ».

HUIT MOIS POUR L'AVENIR

Sous l'intitulé « Vers une société de confiance », tiré d'un essai d'Alain Peyrefitte et directement emprunté aux notes préparatoires qui s'échangent, depuis plus d'un an, dans l'entourage immédiat du président de la République, une série de premières propositions sont rassemblées dans un volumineux numéro – de plus de 300 pages – de la revue *Une certaine idée*.

« Dans huit mois, tout sera joué pour l'avenir de la France, au moins pour une période de cinq ans », a affirmé M^{me} Alliot-Marie, devant un public relativement âgé. Les résultats des élections municipales ont, certes, constitué, selon elle, « un clair désaveu des socialistes, notamment dans les quartiers les plus défavorisés », et les développements les plus récents de la situation internationale ont montré qu'« il est essentiel d'avoir un chef de l'Etat à la hauteur de la situation ». Mais encore faut-il proposer « un projet solide, réel et réalisable », dont la philosophie s'articule autour de trois axes. Il faut « rendre confiance aux Français dans l'Etat », notamment pour assurer la sécurité, réformer l'Etat, l'école ou le système de santé. Mais « l'Etat doit aussi faire confiance aux Français » : c'est ainsi que celui-ci n'a pas à imposer, de manière autoritaire et uniforme, l'âge de la retraite ou la durée hebdomadaire du travail. Il faut, enfin, que « les Français retrouvent confiance les uns dans les autres », alors que, selon la présidente du RPR, les socialistes ne cessent d'« opposer les différentes catégories entre elles », d'opposer les agriculteurs et les citadins, les jeunes aux vieux, ou encore les salariés du privé aux fonctionnaires.

Jean-Louis Saux

Premier « compte rendu de mandat » pour Bertrand Delanoë dans le 15^e

LE MAIRE (RPR) du 15^e arrondissement de Paris, René Galy-Dejean, s'est fait excuser mais il a dépeché un de ses adjoints, qui s'éclipse après deux mots de bienvenue adressés à Bertrand Delanoë. Le maire de Paris (PS) n'a pas eu droit, non plus, aux salons de la mairie pour son premier « compte rendu de mandat » dans cet arrondissement et il a dû se contenter d'un gymnase. Dans la capitale, les maires de droite font de la résistance. Dans une lettre au maire de Paris que seul Pierre-Christian Taftinger, maire (DL) du 16^e, n'a pas cosignée, ils se sont étonnés de sa volonté d'organiser, dans chacun des vingt arrondissements parisiens, une réunion publique pour rendre compte de son action, sept mois après son élection. Pas question, ont-ils précisé, d'utiliser « nos mairies ». « La réunion publique que vous envisagez, ont-ils estimé, ne pourra que revêtir, à l'évidence, un caractère politique très marqué. Qu'advient-il de la neutralité naturelle que doit conserver une mairie d'arrondissement si, comme on peut le pressager, des opposants viennent perturber la réunion et transformer celle-ci en pugilat politique ? »

C'est donc entouré de ses seuls adjoints que le maire de Paris a répondu aux questions des deux cents habitants réunis, lundi 12 novembre, dans le gymnase de la Plaine. Pourquoi si tôt ? Parce qu'à partir de janvier, explique M. Delanoë, l'essentiel du débat démocratique portera sur des « enjeux nationaux ». D'ailleurs, il a bien l'intention d'y « prendre [sa] part ». Mais, pour l'heure, c'est le « local » qui l'intéresse.

Premier round : le maire met en

RÉPONSE À TOUT

Deuxième round : le feu roulant des questions. Le maire de Paris note consciencieusement, laissant à Anne Hidalgo, sa première adjointe, probable candidate aux législatives dans le 15^e contre Edouard Balladur, le soin d'organiser la circulation du micro. Sécurité, logement social, place des handicapés, sport, aménagement des rythmes scolaires : M. Delanoë répond à tout. Un sportif réclame la couverture des courts de tennis de la dalle Montparnasse ? Le projet est à l'étude. « Mettez la pression, s'il vous plaît ! », lance-t-il même à un de ses collaborateurs. L'aménagement des rythmes scolaires ? Des « états généraux » se tiendront sur le sujet, le 27 novembre. Un habitant suggère que l'on dédie une rue du 15^e à Gaston Monnerville ? Ce n'est pas prévu mais c'est une bonne idée. L'audit annoncé sur les finances de la Ville ? Il avance...

Le maire s'éclipse. Il y aura « d'autres occasions de débat et de rencontre d'ici à la fin de l'année », a prévenu M. Delanoë. Sans doute sur un terrain moins « local ».

Christine Garin

Quitte à jouer avec la terre entière autant être bien équipé.



WANADOO eXtense, L'INTERNET HAUT DÉBIT

Avec le pack eXtense de Wanadoo et son forfait Haut Débit illimité, devenez le héros du 21^e siècle grâce aux jeux en réseau. Alors, explorez vite avec Wanadoo tout l'univers du jeu.

Pour vous informer et vous abonner, appelez le :
N°Azur 0 810 04 9000

Agences France Télécom

wanadoo.fr Darty, Boulanger, Hyper Media et Leclerc Espace Culturel.

france telecom

Wanadoo

*Offre d'abonnement de 12 mois minimum soumise à l'acquisition du Pack Modem Wanadoo ADSL au prix de 150,92 Euros TTC (190 F TTC) et à la compatibilité de la ligne téléphonique à la technologie ADSL. WANADOO INTERACTIVE - RCS Nanterre B401 088 867.

La droite sénatoriale met en doute la réalité du redressement des comptes de la Sécurité sociale

Le Sénat examine, mardi 13 novembre, le projet de budget de la Sécu, dernier de la législature

Les sénateurs commencent, mardi 13 novembre, l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2002, le dernier de la légis-

lature. Alors que le gouvernement a prévu un excédent de 6,7 milliards de francs pour le régime des salariés, la droite estime qu'il pourrait se

transformer en un déficit de 20 milliards. Les mesures en faveur des hôpitaux et des cliniques pèseront lourdement sur l'assurance-maladie.

LES COMPTES diffèrent sensiblement selon que l'on se place du point de vue du Sénat ou de celui du gouvernement. Pour le premier, qui examine, mardi 13 novembre, le projet de loi de financement 2002 de la Sécurité sociale, il suffirait que vienne « à manquer un point de croissance de la masse salariale » et que l'objectif national des dépenses de santé (Ondam) « progresse au même rythme qu'en 2001 » pour que le solde du régime général bascule dans le rouge, avec un déficit de l'ordre de 20 milliards de francs, là où le gouvernement table sur un excédent de 6,7 milliards. D'emblée, le ton est ainsi donné. L'opposition mène la charge sur un texte épinglé pour « sa confusion et ses embrouilles ».

En regardant en arrière, les choses ne vont pas mieux. Depuis 1998, les sénateurs de droite, majoritaires, estiment que le résultat net du régime général pourrait atteindre 32 milliards de francs de déficit alors qu'Elisabeth Guigou, la ministre de l'emploi et de la solidarité, s'était félicitée qu'« entre 1999 et 2002, la Sécurité sociale [ait] dégagé un excédent cumulé de 23 milliards »... « Rarement divergence de chiffres aura été aussi importante », peut-on lire dans le rapport rédigé par la commission des affaires sociales, qui explique ces différences par l'impact, toutes ces années, du Fonds de financement des allègements de charges (Forec), notamment pour accompagner les 35 heures. A l'heure des bilans et de la pré-

sentation du dernier budget de la « Sécu » de la législature, RPR, UDF et Démocratie libérale ont décidé de concentrer leurs critiques sur « l'irréalisme » des comptes.

Face à une gauche qui ne manque pas de rappeler qu'au milieu des années 1990 les déficits oscillaient entre 40 et 60 milliards de francs, la droite riposte en semant le doute sur la « robustesse du redressement des comptes sociaux ». La complexité des financements croisés, qu'il s'agisse du Forec, du Fonds de réserve des retraites ou du Fonds de solidarité vieillesse, lui fournit des arguments. La « Sécu » serait ainsi, à ses yeux, « nettoyée jusqu'à l'os ». Pour le rapporteur du projet de loi, Alain Vasselle (RPR, Oise), ce pro-

jet se situe « résolument » dans la même veine que celui de 2001, reposant sur « une fragilisation extrême des comptes sociaux dans un contexte économique désormais dégradé et d'un immobilisme réitéré face aux réformes nécessaires ».

C'est dans cet environnement que M^{me} Guigou devait présenter, devant le Sénat, de nouveaux amendements pour intégrer l'aide supplémentaire de 1,7 milliard de francs promise aux cliniques privées après l'accord signé avec leurs représentants, le 7 novembre. Selon la ministre, cette somme sera financée par la branche assurance-maladie, déjà en déficit de dix milliards de francs en 2002. Au ministère, on précise toutefois que l'aide est destinée exclusivement à l'amélioration des rémunérations des personnels non médicaux, et non aux médecins, qui touchent des honoraires. A cela s'ajoute l'argent promis aux hôpitaux publics au moment de la discussion du projet de loi à l'Assemblée nationale. Sur 3,9 milliards de francs prévus, près de la moitié de la somme sera également prélevée sur la branche assurance-maladie.

Pour montrer que l'Etat n'est pas en reste par rapport à la « Sécu », M^{me} Guigou a qualifié d'« exceptionnel » l'effort de son ministère sur le volet solidarité, présenté lundi 12 novembre à l'Assemblée nationale. Elle a ainsi rappelé qu'1,5 milliard de francs a été débloqué pour financer des mesures nouvelles, hors minima sociaux. Ce budget, en hausse de 3 % par rapport à 2001, « tranche par l'importance » de ces mesures, notamment consacrées à la lutte contre l'exclusion.

Virginie Malingre

Isabelle Mandraud

La Cour européenne saisie d'un recours sur le statut pénal du chef de l'Etat

UNE REQUÊTE a été déposée, lundi 12 novembre à Strasbourg, devant la Cour européenne des droits de l'homme, par le militant écologiste Louis Breisacher, contre la décision de la Cour de cassation interdisant toute convocation de Jacques Chirac pendant son mandat. Dans son recours, M. Breisacher accuse la France d'avoir, par cet arrêt, « violé la Convention des droits de l'homme, au regard de la leneur du procès qu'elle risque d'engendrer et de l'impossibilité de faire entendre un témoin fondamental », ainsi que le rapporte l'hebdomadaire *Marianne* du 12 novembre.

La requête – qui n'a aucun caractère suspensif – a toutefois peu de chances d'être tranchée par les juges européens avant l'élection présidentielle de 2002. Partie civile dans l'enquête sur la Sempap, M. Breisacher avait réclamé l'audition, puis la mise en examen, de M. Chirac en sa qualité d'ancien maire de Paris. Le 10 octobre, la Cour de cassation avait estimé que le président en exercice ne pouvait être ni entendu ni poursuivi pendant la durée de ses fonctions (*Le Monde* du 11 octobre).

Les Verts demandent au PS cinq circonscriptions à Paris

ALORS QUE LE PS leur propose treize circonscriptions gagnables selon eux pour les élections législatives de 2002, les Verts ont demandé à leurs alliés, lundi 12 novembre, de doubler au minimum leur offre. Les écologistes souhaitent en effet s'approcher des trente députés en 2002, tandis que le Parti socialiste reste sur une base de vingt députés pour les Verts. Pour tenter d'atteindre leur objectif, les écologistes ont soumis au PS une liste comportant 47 circonscriptions de plus que les 38 déjà convoitées, « sachant que l'on n'obtiendra pas trois circonscriptions dans la Sarthe », admet Jean Desessard, responsable des élections chez les Verts.

Pour le PS, cette liste de 85 circonscriptions n'est pas acceptable car vingt d'entre elles concernent des députés sortants socialistes. Les Verts se sont montrés exigeants à Paris. Ils veulent être soutenus par le PS dans cinq circonscriptions. Trois d'entre elles sont détenues par le RPR, celle de Nicole Catala (14^e arrondissement), de Jean de Gaulle (12^e), de Françoise de Panafieu (17^e) ; une est détenue par Laurent Dominati (DL) dans le centre de Paris. La cinquième est celle du socialiste Jean-Marie Le Guen dans le 13^e arrondissement.

DÉPÊCHES

■ **INFLATION** : l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,1 % en octobre, portant son augmentation à 1,8 % sur les douze derniers mois, selon l'indice provisoire publié, mardi 13 novembre, par l'Insee. Cette hausse est notamment due au renchérissement des produits frais, auquel s'ajoute celui des biens manufacturés et des services (loyers, transports aériens). Le recul du prix des produits pétroliers (fuel domestique, carburants, etc.) permet de limiter la progression de l'ensemble de l'indice.

■ **DROITE** : Edouard Balladur (RPR) a mis en garde l'opposition, lundi 12 novembre, contre un risque de « dispersion » avant la campagne présidentielle. Interrogé sur Europe 1, il a plaidé, une nouvelle fois, pour la création d'« un grand parti nouveau rassemblant la droite et le centre ». A ceux qui croient déjà à la victoire de l'opposition en 2002, l'ancien premier ministre a enfin tenu à rappeler que « rien n'est jamais gagné ».

Le déficit budgétaire augmente pour la première fois depuis 1995

POUR la première fois depuis 1995, le déficit budgétaire devrait se creuser en 2001. Le ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius, et la secrétaire d'Etat au budget, Florence Parly, présenteront en conseil des ministres, mercredi 14 novembre, le projet de loi de finances rectificative pour 2001, qui fait apparaître un déficit de 212,4 milliards de francs. Ce chiffre, révélé par *Les Echos* de mardi, et confirmé dans l'entourage de M. Fabius, marque une augmentation de près de 26 milliards (4 milliards d'euros) du déficit de l'Etat par rapport au budget voté fin 2000.

15 MILLIARDS DE RECETTES PERDUS

En présentant son projet de budget pour 2002, le 18 septembre, M. Fabius avait prévu que ce déficit se creuserait en 2001 pour atteindre 210 milliards de francs. Pourtant, depuis, le gouvernement a décidé, notamment, de doubler la prime pour l'emploi de 2001 afin de soutenir l'activité économique, ce qui représente un coût de 8 milliards de francs. Par ailleurs, il a dû se résoudre à ne pas percevoir les 7 milliards de francs qu'il avait prévu de recevoir de

l'Unedic. Au total, ce sont plus de 15 milliards de francs de recettes que l'Etat a perdus depuis septembre, compensés partiellement par des redéploiements de crédits à hauteur de 12 milliards de francs.

Ces pertes s'ajoutent aux 25 milliards de francs de moins-values fiscales que le gouvernement avait prévu pour 2001, dès cet été, en raison du ralentissement économique. Bercy ne prévoit plus aujourd'hui qu'une croissance de 2,1 % pour 2001, alors qu'il tablait sur 3,3 % lorsque le budget 2001 a été construit. Pour autant, en exécution, les rentrées pourraient s'avérer moins mauvaises que prévu. « Nous sommes aujourd'hui incapables de dire, à 10 milliards de francs près, quelles seront nos recettes fiscales pour 2001 », précise Bercy. Dans ce contexte, M. Fabius a tenu à tirer une nouvelle fois, la sonnette d'alarme, lundi 12 novembre, sur les déficits publics: « Dans l'intérêt même de l'emploi et de la solidarité durable, il ne serait pas raisonnable de multiplier les engagements de dépenses de fonctionnement non financés. »

Quand on veut vivre en paix, on doit pouvoir se défendre.

Parfois, c'est la nature qui prend soin de nous protéger. Mais lorsqu'il s'agit de défendre la paix ou la liberté, on a besoin d'un partenaire puissant. Un partenaire capable de fournir des équipements de pointe pour faire face à toutes les situations. EADS offre une gamme complète de systèmes de défense pour préserver la paix. Or, protéger ceux qui la défendent.

www.eads.net



Eurofighter



Rafale

RAAF

EADS est cité à la bourse de Paris, de Francfort et de Madrid



The step beyond®

La langue d'avenir



EADS

European Aeronautics, Defense and Space Company

Airbus

Eurocopter

Ariane

Eurofighter

Astrium

JUSTICE Dix mois après l'entrée en vigueur de la loi sur la présomption d'innocence, qui a instauré la possibilité de faire appel des décisions des cours d'assises, un premier bilan indi-

que qu'une condamnation criminelle sur quatre fait l'objet d'un recours. ● L'ENGORGEMENT DES TRIBUNAUX, craint dans un premier temps par le ministère de la justice, ne s'est pas

aggravé, même si des distorsions régionales existent. ● LA TENDANCE, en appel, selon les premières observations, est à la confirmation des peines. ● MAGALI GUILLEMOT, la mère de

Lubin, condamnée à quinze ans de réclusion criminelle en novembre 2000 à Nanterre pour avoir maltraité à mort son bébé, est rejugée depuis lundi à Paris. Son mari, coaccusé en pre-

mière instance et innocenté, a vu sa demande de constitution de partie civile rejetée. ● POUR LES PROCHES DES VICTIMES, l'appel constitue une épreuve de souffrance supplémentaire.

Une décision de cour d'assises sur quatre fait l'objet d'un appel

Moins nombreux que prévu, les réexamens des condamnations criminelles, comme celui de la mère du petit Lubin, cette semaine à Paris, sont effectifs depuis six mois. Ils tendraient, selon de premières observations, à la confirmation des peines de première instance

VÉRITABLE révolution culturelle pour l'institution judiciaire, la possibilité d'interjeter appel des condamnations de cour d'assises, prévue par la loi du 15 juin 2000 relative au renforcement de la protection de la présomption d'innocence, concernait, six mois après son entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2001, une condamnation criminelle sur quatre prononcées en première instance (26 %).

Ces premières constatations, recueillies par le ministère de la justice, apportent quelque soulagement place Vendôme, où l'on tablait, avant l'entrée en vigueur de la loi, sur deux hypothèses de travail bien plus hautes – des taux d'appel de 33 % ou de 50 % –, qui auraient entraîné un accroissement en volume du rôle des assises bien supérieur à celui qui est actuellement observé.

Cette moyenne générale ne tient pas compte cependant de « particularismes locaux ». A Draguignan, par exemple, la moitié des condamnations décidées par la cour d'assises du Var ont été frappées d'un recours ces derniers mois. Ce recours à l'appel paraît cependant partout plus élevé que la proportion de dossiers qui faisaient autrefois l'objet d'un pourvoi en cassation (entre 15 et 20% chaque année), souvent utilisé comme moyen d'obtenir, via un vice de procédure, la tenue d'un nouveau procès.

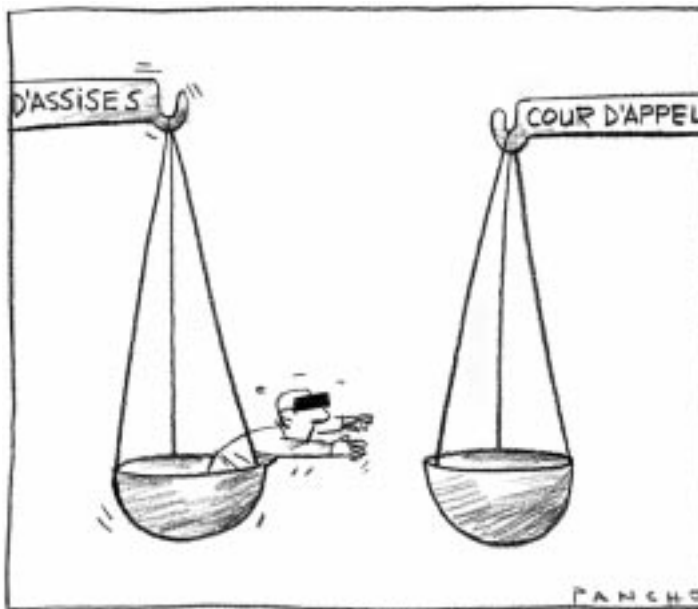
Alors que de 3 000 à 3 500 condamnations sont prononcées annuellement par les cours d'assises (pour 130 acquittements en moyenne), la Cour de cassation, qui est chargée de procéder à la nomination des cours saisies en appel, s'est ainsi penchée, depuis l'entrée en vigueur de la loi, sur 750 demandes, dont 645 ont fait

l'objet d'un arrêt de désignation d'une nouvelle cour d'assises. Bien qu'aucune règle légale ne soit fixée, la plupart du temps, une juridiction du même ressort que la cour d'appel dont dépend la première cour d'assises est saisie.

Ainsi, les dossiers d'Ille-et-Vilaine sont rejugés dans les Côtes-d'Armor ou en Loire-Atlantique, dépendant de la cour d'appel de Rennes. Ou vice-versa. Parfois, le transfert s'effectue dans des ressorts voisins : Colmar, pour Besançon ou Dijon ; Metz, pour Nancy. L'avis des parties est pris en compte, assure-t-on, dans la mesure du possible : contraintes de transports pour les témoins, affaires médiatisées, etc. « On essaie de ne pas faire trop de technocratie judiciaire », assure Bruno Cotte, le président de la chambre criminelle, qui constate que certaines cours d'assises, notamment en région parisienne, sont néanmoins « lourdement » sollicitées.

Dans le ressort de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, même constat d'engorgement, dû également, souligne Jacques Louvel, avocat général, aux contraintes des nouveaux délais d'audience : tout accusé doit être désormais jugé dans l'année suivant sa mise en accusation (avec une possibilité d'extension supplémentaire d'un an) ; ou dans l'année suivant sa première condamnation (avec une possibilité d'extension de six mois). Malgré la création d'une section supplémentaire de cour d'assises en 2000, le « stock » d'affaires à juger dans ce ressort est passé du 1^{er} janvier au 30 septembre de 214 à 249, dont 53 appels.

Concrètement, les premiers procès d'assises en appel ont été organisés à partir de mai-juin, et sur-



tout, pour les plus gros ressorts, à la rentrée de septembre. La réforme a nécessité çà et là quelques travaux de menuiserie, le nombre de jurés passant de neuf en première instance à douze en appel.

Concernant la peine, celle-ci ne peut être aggravée, selon la loi, qu'en cas d'appel dit « incident » des parquets – ce que ceux-ci engagent, constate-t-on, quasi-systématiquement à la suite des appels formés par les condamnés. En revanche, les appels dits « principaux » demeurent à ce jour l'exception.

Bien qu'aucune statistique ne soit encore disponible, la tendance, selon quelques « observations personnelles » de magistrats, serait à la confirmation des peines, sauf peut-être à Paris, où l'on relèverait une certaine atténuation du quantum. Chacun distingue deux cas de figu-

re : les affaires où le principe de la culpabilité est en cause, minoritaires, et celles, bien plus nombreuses, où l'accusé cherche à voir sa peine adoucie. Dans les affaires de mœurs, qui assurent l'essentiel des rôles de cour d'assises, si l'accusé donne l'impression d'ergoter, indique-t-on, sa cause, au deuxième procès, aura peu de chance d'être entendue. En revanche, s'il choisit de s'amender, s'il y a reconnaissance d'un acte, il pourra espérer la clémence des jurés qui, selon plusieurs magistrats, « demeurent très sensibles à l'intérêt de la victime » et « n'aiment pas que leurs familles aient à revenir en appel ».

Dans les faits, ces procès d'appel constituent véritablement « une deuxième chance pour l'accusé », estime M^{re} Philippe Lemaire, qui a tenté de se constituer partie civile

dans le procès de Magali Guillemot. « Il ne s'agit pas à proprement parler d'une juridiction supérieure. C'est un nouveau procès. » D'ailleurs, souvent, l'accusation, par principe, et les avocats, par souhait des condamnés, changent. « Seule la presse assure le lien », constate un juge.

Ce sentiment de pseudo-virginité procédurale découle aussi des instructions du ministère qui, relayant la volonté du législateur, a indiqué, dans une circulaire de décembre 2000, que « même s'il ne saurait en être fait abstraction au cours des débats en appel (...), le procès tenu en première instance ne servira pas de base juridique au procès d'appel », comme c'est le cas en matière correctionnelle, pour les délits.

« C'est un nouveau procès... mais il y a trois jurés de plus à convaincre ! », s'exclame l'avocat Jean-Louis Pelletier. La différence, mathématiquement, a réduit du quart au cinquième le poids des trois magistrats professionnels au sein du jury d'appel. « Cela se ressent dans la technique de conduite du délibéré », observe Bernard Fayolle, président de cour d'assises à Aix. Des sous-groupes apparaissent, les jurés sont plus autonomes. Et comme ils sont réputés plus sévères, dans les affaires de mœurs notamment...

Quelques critiques ou regrets apparaissent enfin : « On duplique, on recommence à zéro et l'on ne profite pas de ce qui s'est passé en première instance », dit un avocat général près la cour d'appel de Paris, qui estime qu'il serait souhaitable, dans certaines affaires où la culpabilité est reconnue, d'« ouvrir une option » permettant aux témoins et aux familles de victi-

mes de ne pas revenir en appel. « Pourquoi ne pas statuer en appel uniquement sur la peine lorsque les faits sont reconnus ? », interroge l'un de ses collègues du siège.

Mais assurément, c'est l'impossibilité de faire appel d'un acquittement de première instance (alors qu'un appel est possible sur une relaxe en correctionnelle), qui suscite en coulisses un fort mécontentement chez nombre d'avocats généraux. Certains citent des procédures d'appel impliquant plusieurs auteurs, dont certains

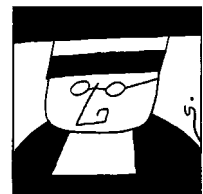
C'est l'impossibilité de faire appel d'un acquittement de première instance qui suscite en coulisses un fort mécontentement chez nombre d'avocats généraux

acquittés, blanchis, ont infléchi au deuxième procès leurs premières dépositions. A Angers, le parquet général s'est même spectaculairement pourvu en cassation, en vain, contre un acquittement. Il invoquait, dans sa requête, la Convention européenne des droits de l'homme et l'égalité des armes qu'impose la tenue d'un procès équitable.

Jean-Michel Dumay

Condamnée pour avoir maltraité à mort son bébé, Lubin, Magali Guillemot est rejugée à Paris

LE DÉCOR a changé, mais l'affaire, le fond, la conviction ? Qu'en sera-t-il ? Condamnée en novembre 2000 à quinze ans de réclusion criminelle au terme d'un



PROCÈS

premier procès dominé par les incertitudes (Le Monde des 22, 24 et 25 novembre 2000), Magali Guillemot, cette ingénieure centralienne de trente-quatre ans reconnue coupable d'avoir, en 1994, maltraité à mort son bébé – le petit Lubin –, est rejugée en appel depuis lundi 12 novembre, à Paris.

Au béton du palais de justice de Nanterre, d'où résonne la première condamnation, succèdent les lambris des prétoires parisiens. Douze jurés se tassent autour des trois magistrats professionnels, phagocytant la place de la greffière, autour d'une scène prévue pour en accueillir neuf. Le décor a changé et la procédure, qui offre à Magali Guillemot une « seconde chance » devant la cour d'assises de Paris, métamorphose le procès qui la vit comparaître, un an auparavant, coaccusée avec son mari musicien, Jérôme Duchemin, de « violences habituelles » ayant entraîné la mort, sans intention de la donner.

L'an passé, devant les assises des

Hauts-de-Seine, le mari et la femme, accusés libres, s'étaient constitués prisonniers la veille de leur procès. Tous deux à égalité dans le box, parce que l'instruction n'avait pas su ou n'avait pas pu faire le tri, les deux époux ennemis s'étaient rejoints par la responsabilité des multiples traumatismes, crâniens et osseux, constitutifs, selon les experts, du syndrome des enfants battus. Lubin, à peine deux mois, avait été hospitalisé trois jours avant de mourir dans un état comateux.

Aujourd'hui, Jérôme Duchemin n'est plus que témoin. Droit à la barre, mains jointes dans le dos, cet homme étrange, émancipé, aux paroles chuchotées et à la pensée tortueuse, a été acquitté à l'issue du premier procès. La procédure ne permettant pas qu'il fût fait appel de cet acquittement, son innocence est désormais vérité judiciaire. Magali Guillemot conteste pourtant cette vérité. Si les deuxièmes juges font droit à sa demande, elle pourrait être à son tour également acquittée.

DOUTES ET PRÉSUPPOSÉS

Remise en liberté par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles (un mois après avoir été condamnée (Le Monde du 21 décembre 2000), la mère de Lubin comparaît libre à nouveau. Mais cette fois, véritablement libre. En vertu de la nouvelle loi, elle n'a

pas eu à se constituer prisonnière. On tend à cette femme effilée une chaise à côté de la barre. Lui, debout, déjà innocenté. Elle, assise, encore présumée innocente.

Curieux procès. L'instruction s'est convaincue de cette certitude : la responsabilité ne pouvait incomber qu'à l'un d'eux et à un seul. Nulle trace d'hypothèses plus nuancées, de responsabilités croisées, d'intentions volontaires et d'actes involontaires, par exemple, qui auraient pu expliquer, partiellement, ce rejet, l'un sur l'autre, à mesure que les accusations se précisaient, de la totalité des responsabilités. En première instance, sur la base d'un dossier chargé de doutes et de présupposés en matière de caractérologie, la cour et les jurés

de Nanterre avaient condamné la jeune femme aux abords plutôt froids, que les expertises psychologiques éloignaient pourtant nettement du profil habituel des parents maltraitants – tel que décrit par un expert –, contrairement à son mari, en proie à des troubles pathologiques de la personnalité.

PARTIE CIVILE REJETÉE

Après son audition tardive, lundi, à une heure éprouvante la vigilance des jurés, Jérôme Duchemin est invité à rester présent pendant la durée des débats. On l'installe sur le banc habituellement dédié à la partie civile. Ironie du placement. Quelques heures auparavant, M^{re} Philippe Lemaire, son avocat, avait demandé, en vain, à ce que

soit reconnu son statut de « victime » et que soit acceptée sa constitution de partie civile... Une demande juridiquement inédite, dans un procès lui-même totalement inédit.

M^{re} Paul Lombard, avocat de Magali Guillemot, s'est « radicalement » opposé à la demande. « Jérôme Duchemin vient ici tenter de fausser le jeu judiciaire en bétonnant son acquittement », a-t-il lancé. « Il essaie de transformer un essai dû à une erreur d'arbitrage ! » L'avocat général Philippe Bilger, lui, ne s'y est pas montré défavorable, estimant que l'instance d'appel, en ce qui concerne les assises, ne devait pas être considérée comme une « juridiction supérieure », mais comme « une juridiction de même degré autrement composée », permettant

à ce stade la constitution de partie civile. La cour, composée des seuls magistrats professionnels, n'a pas suivi l'argumentation.

Revenant à matière plus humaine, les jurés ont rapidement soulevé au travers des larmes l'ampleur et la difficulté de leur tâche. « J'ai toujours été douce pour mon enfant », a assuré Magali Guillemot. « Il [Jérôme Duchemin] m'a laissé condamner à sa place ! Il sait très bien que c'est lui. » « Ça fait sept ans que je vis un cauchemar, a dit ensuite son mari. Je vis mal, très mal. » Et, se tournant d'un geste vif vers sa femme, abandonnant les juges à leur perplexité : « Je souhaite que la vérité éclate une seconde fois. »

J.-M. Dy.

Des proches de victimes doutent de la nécessité de témoigner à nouveau de leurs souffrances

LE 16 AVRIL 1998, Mélanie Querre, jeune graphiste de vingt-quatre ans originaire de Sarlat (Périgord), était violée, torturée et tuée dans le quartier parisien de

TÉMOIGNAGE

L'appel interjeté par les meurtriers de sa fille a replongé ce père « dans l'horreur »

Montmartre par deux hommes de son entourage dans des conditions particulièrement atroces, qui valurent à ses bourreaux – un peintre et un dessinateur marginaux – d'être condamnés, deux ans plus tard, par la cour d'assises de Paris, au maximum légal : la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de vingt-deux ans.

« La mort de ma fille m'a ébranlé », témoigne Jean Querre, le père de la victime. Pour cet homme meurtri, ainsi que pour sa femme et son fils, le premier procès fut « une opération à cœur ouvert

sans anesthésie », « une torture absolue ». « Mais nous la savions indispensable », ajoute-t-il. Il dit le « traumatisme » des lectures de pièces, des expertises, des détails donnés à l'audience, des gestes criminels mimés, « jusqu'à ce que l'on se demande si l'on ne devient pas fou ». « Il nous a fallu quatre mois pour émerger. Ce fut aussi comme une libération. Cela n'enlève rien à la souffrance, mais on peut faire son deuil et respirer. »

A l'été 2000, les parents de Mélanie ont appris que les deux meurtriers de leur fille, condamnés le 30 juin, entendaient faire appel de leur condamnation, en convertissant, le 1^{er} janvier 2001, comme la loi le permettait, leur pourvoi en cassation. « Alors nous sommes repartis dans l'horreur », indique Jean Querre, qui précise aussitôt : « Nous ne remettons pas en cause l'appel. Mais nous estimons que la procédure pénale n'est pas adaptée pour des procès à fortes charges émotives où les faits, la culpabilité, ne sont pas contestés et où aucun élément nouveau n'est apparu entre les deux procès. La procédure

aux assises étant orale [non enregistrée et non retranscrite par sténotypie], il fallait tout recommencer. Nous avons eu le sentiment que tout avait été effacé. Comme si nos témoignages avaient été jetés. Nous nous sommes sentis non respectés dans notre douleur. »

« INUTILE ET INJUSTE »

Dans le cas du meurtre de Mélanie, les condamnés estimaient leur peine trop lourde. « Pour l'appel, nous avons reçu le même type de convocation, le même formulaire, sans la moindre allusion à la première condamnation », poursuit M. Querre. Il a fallu repayer un avocat, les frais de transport en région parisienne, à Créteil, où fut transmis le dossier. Puis convaincre les témoins, déjà venus dire à la barre qui était Mélanie. « Nous avons l'impression d'être convoqués par les assassins. »

Le procès en appel a eu lieu du 9 au 16 octobre. « Il était impossible, au fond de nos âmes, de nos os, que nous n'y allions pas. Mais pourquoi devrions-nous aller ? On trouvait cela monstrueux, anormal, inhumain. »

Car comment redire l'indicible : « J'ai dit à Créteil : "Je ne peux pas faire une deuxième déclaration d'amour. Ce n'est pas possible ce que vous me demandez !" Il ne faut pas marcher sur le cœur deux fois comme cela. » A l'issue du second procès, les deux condamnations à perpétuité et les mesures de sûreté ont été confirmées.

« Humainement, les conditions de déroulement du second procès ne sont pas acceptables pour les familles de victimes », estime Jean Querre. Elles apparaissent causes de souffrances supplémentaires inutiles et injustes. Les parents de Mélanie ont alerté la chancellerie. Ils souhaitent que la réflexion s'engage sur la possibilité, pour certaines affaires, d'enregistrer, par le son et par l'image, les témoignages des parties civiles et de leurs témoins afin de laisser à ceux-ci le choix de venir ou non au second procès. Une association, Grain d'Elle, a été constituée et s'apprête à lancer une pétition en vue d'obtenir des aménagements à la loi.

J.-M. Dy.

La librairie professionnelle de référence

www.Lavoisier.fr

750 000 ouvrages répertoriés

25 000 titres en stock
Expédition sous 24 H !

Jack Lang veut relancer la recherche sur l'éducation et la pédagogie

Le ministre de l'éducation nationale a présenté son plan destiné à rénover la recherche menée en France sur les questions éducatives. L'Institut national de recherches pédagogiques doit être profondément réorganisé

LA RÉNOVATION du système éducatif passe par le développement et l'amélioration des recherches scientifiques sur l'éducation. Partant de ce constat, Jack Lang devait annoncer, mardi 13 novembre, « un plan de relance » de la recherche en éducation destiné à mieux répondre aux besoins exprimés sur le terrain par les enseignants, les décideurs, voire les élèves. Le ministre de l'éducation nationale reprend largement les conclusions d'un rapport, qualifié d'« excellent », remis en juillet par l'historien Antoine Prost et qui dresse un constat sévère sur la faible utilité actuelle de la recherche en éducation.

« Pour la première fois », un programme incitatif de recherches sur l'éducation et la formation (Piref) sera lancé. Doté d'un financement propre, à hauteur de 40 millions de francs sur quatre ans, il devra permettre de relancer des recherches « trop rarement évaluées », « trop mal utilisées » et « trop peu coordonnées ». Ce programme contribuera, selon le ministre, à identifier les enjeux majeurs dans le domaine de l'éducation et de la pédagogie pour, ensuite, proposer des thèmes de recherche. Le Piref aura vocation à assister l'ensemble des organismes qui interviennent dans le domaine éducatif (IUFM, universités, grands établissements, école, INRP, etc.). Il devra également participer à la diffusion des recherches auprès d'un large public, et notamment des enseignants.

La direction du programme, associant les ministères de la recherche et de l'éducation, sera confiée à Marie Duru-Bellat, professeur à l'université de Bourgogne, membre de l'Institut de

recherche en économie de l'éducation (Iredu). Un comité scientifique sera chargé d'assurer l'évaluation du dispositif.

DÉLOCALISATION À LYON

L'Institut national de recherches pédagogiques (INRP) sera également profondément réorganisé. « L'INRP a du mal aujourd'hui à trouver sa juste place dans le dispositif de recherche », constate Jack Lang, notant que sa réforme est « attendue depuis plus de vingt ans ». De fait, l'Institut a traversé une succession de crises ces deux dernières années avec la publication, en octobre 1999, d'un rapport dénonçant ses dysfonctionnements internes (*Le Monde* du 1^{er} septembre 1999), puis le départ, en mai 2000, de son ancien directeur, Philippe Meirieu, alors en désaccord avec Jack Lang, et le projet de délocalisation vers Lyon. Sa « refondation » devrait lui permettre de devenir une des « pièces maîtresses » de la recherche, une « référence » pour la réforme engagée.

Un contrat d'objectif pour la période 2002-2006 sera mis en place et déterminera les missions de l'Institut. Une note de cadrage transmise par le ministère précise déjà ses principales fonctions, autour notamment de la recherche fondamentale, de la veille scientifique, de la diffusion des savoirs et de la formation continue. Concrètement, le ministère a demandé à l'Institut de lancer une recherche sur le thème « comment apprenons-nous ? » pour mieux comprendre les processus d'apprentissage. Il devra aussi multiplier les approches comparatives sur la gestion des systèmes éducatifs et développer les travaux sur

les nouvelles technologies. Des partenariats pourront être signés avec les établissements universitaires lyonnais. L'ouverture internationale de l'INRP devra également être accrue. Ces évolutions devraient être rendues possibles par la réorganisation interne de l'Institut, lequel se structurera en unités mixtes de recherche (avec le CNRS notamment) et en équipes de recherche technologique (sur des questions concrètes).

Jack Lang a par ailleurs confirmé le déménagement de l'Institut de Paris à Lyon – contre l'avis d'une partie des personnels qui avaient suivi en juillet un mouvement de grève pour protester contre le « risque de démantèlement » de l'Institut. La délocalisation devrait s'engager « dès maintenant » et être conduite de façon planifiée à partir de janvier 2002. L'INRP rejoindra définitivement le site de Gerland à la rentrée 2004.

Luc Bronner

► www.lemonde.fr/education

Un réseau destiné à aider les victimes de la poliomyélite est mis en place

Bernard Kouchner a visité l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine)

Le ministre délégué à la santé, Bernard Kouchner, est venu, lundi 12 novembre, saluer la création, à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine), d'un centre d'innovations technologiques dans le domaine du handicap et rendre hommage aux personnels qui vont s'investir dans le Réseau polio Ile-de-France.

BERNARD KOUCHNER, ministre délégué à la santé, a effectué une visite, lundi 12 novembre, à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine), centre de référence dans la prise en charge des personnes souffrant de handicaps lourds, qui menacent souvent le pronostic vital. La venue du ministre avait un double but : saluer la mise en place du Réseau polio Ile-de-France et la création dans cet établissement du centre d'innovations technologiques autour du thème du handicap.

Bien que la poliomyélite soit une maladie en cours d'éradication dans le monde et que les dernières épidémies en France remontent aux années 1950, au moins 50 000 personnes souffrent encore des séquelles tardives, essentiellement musculaires, de cette maladie. Pour mieux répondre aux besoins sanitaires et sociaux de ces malades, la mission handicap de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a mis en place le Réseau polio, qui regroupe des professionnels de santé (médecins, chirurgiens, rééducateurs), des appareilleurs, des services sociaux et des associations. Ce réseau a pour

objectif d'informer, de prendre en charge et de traiter les personnes ayant eu une poliomyélite, selon une conception que M. Kouchner a présentée comme « un modèle de ce que souhaite développer le gouvernement à l'interface du sanitaire et du médico-social ».

TROIS CENTRES CRÉÉS

Rendant hommage aux personnels de l'hôpital Raymond-Poincaré, très impliqués dans d'autres réseaux (prise en charge des personnes polyhandicapées, victimes de traumatismes crâniens sévères, d'accidents cérébraux graves, de blessures médullaires), le ministre s'est également réjoui de la création, dans cet hôpital, du premier centre d'innovations technologiques (CIT) de l'AP-HP, consacré au handicap. Les CIT sont soutenus pendant quatre ans par le ministère de la recherche au titre du Fonds de la recherche technologique, le ministère de la santé finançant l'infrastructure, l'organisation et le fonctionnement des centres.

Trois centres, dont celui de Garches, ont été créés cette année, à l'initiative conjointe du ministre de la

recherche, Roger-Gérard Schwartzberg, et de celui de la santé : celui du CHU de Tours sera consacré à l'image ultrasonique, celui de Bordeaux travaillera sur les biomatériaux. A Garches, trois projets ont été présélectionnés : le premier porte sur une endoprothèse urétrale amovible pour les blessés médullaires, le deuxième concerne un appareil électronique d'aide à la communication et le troisième un dispositif d'évaluation de l'efficacité de la ventilation artificielle à domicile.

Avant de visiter plusieurs services, M. Kouchner s'est employé à rassurer le personnel de l'hôpital, qui « a traversé une crise de confiance ces dernières années ». Des représentants du personnel ont fait part au ministre de leurs difficultés et du caractère inadapté dans leur cas des outils servant à évaluer l'activité des services hospitaliers. Citant en exemple l'accueil de ceux qu'il a appelés les « survivants », en état végétatif, au sein de l'unité d'éveil, le ministre a assuré qu'il tiendrait compte de ces spécificités dans l'évaluation des coûts.

Paul Benkimoun

Un rapport juge les travaux sur l'école insuffisants, sous-utilisés et mal évalués

COMMENT le ministère de l'éducation nationale peut-il dépenser 400 milliards de francs par an sans disposer d'une recherche scientifique de qualité sur les questions éducatives ? Comment admettre que l'échec scolaire reste un domaine aussi peu abordé par les chercheurs en éducation ? Comment comprendre que la politique de discrimination positive conduite dans les zones d'éducation prioritaires depuis vingt ans n'ait pas été évaluée d'un point de vue scientifique ? Comment expliquer que nombre d'enseignants ou d'éducateurs aient le sentiment que la recherche, dans leur secteur, est « inexistante ou négligeable » ?

Dans un rapport remis en juillet à Jack Lang, et rendu public mardi 13 novembre, la commission présidée par l'historien Antoine Prost dresse un constat sans complaisance des recherches conduites sur l'école en France. La recherche en éducation souffre d'abord d'un déficit d'organisation. Les travaux portant sur la psychologie, les sciences de l'éducation, la sociologie de l'école, la didactique sont certes nombreux mais restent mal utilisés, insuffisamment évalués et mal coordonnés.

« DEUX MONDES ÉTANCHES »

« Tout se passe comme si l'univers de la recherche et celui des pratiques étaient deux mondes étanches, obéissant à des logiques incompatibles », notent les rapporteurs, nommés en avril à l'occasion de la présentation par Jack Lang de son plan de rénovation des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Certains travaux ne sont utilisés ni par les enseignants ni par les décideurs, alors que leur validité est établie. D'autres études restent méconnues, faute de publication ou de diffusion. « Par quel miracle un tel dispositif pourrait-il répondre aux grandes questions que l'éducation pose aujourd'hui à la société tout entière, aux élèves, aux parents, aux citoyens, aux hom-

mes politiques comme aux enseignants ? », s'interroge la commission.

L'absence d'évaluation sérieuse – jugée « inexistante » en dehors de quelques exceptions – complique la situation et tend à « ruiner le crédit » des travaux. « Compte tenu des réputations péjoratives que l'absence d'évaluation a générées », souligne crûment le document, il faudra mettre en place des évaluations encore plus systématiques et rigoureuses que dans d'autres disciplines pour espérer rehausser l'image des études sur l'école.

Pire, la recherche en éducation a laissé en jachère des questions pourtant essentielles. Sur l'échec scolaire au primaire par exemple : « Tout se passe comme si l'on estimait qu'il y avait là une sorte de fatalité contre laquelle il serait vain de lutter. C'est inacceptable », s'insurgent les rapporteurs, notant que les connaissances sur les apprentissages à l'école sont « dérisoires ». Le constat est similaire à propos des zones d'éducation prioritaires : « Peut-on faire l'économie de vraies recherches, à la fois historiques, juridiques, sociologiques et pédagogiques ? Ou bien le ministère a-t-il peur de ce que ces recherches mettraient au jour ? », interpellent sèchement les auteurs du rapport.

D'autres points noirs sont relevés. Les effets de la décentralisation en matière scolaire, l'évolution du métier d'enseignant, les pratiques enseignantes, la gestion des établissements reçoivent jusqu'ici des « réponses embryonnaires ». S'ajoute enfin la faiblesse de l'ouverture vers l'international. « Cette relative clôture de la recherche française sur elle-même est, à elle seule, un signe fort de sous-développement », concluent les auteurs du rapport dans un ultime appel à une réforme de fond. Laquelle passe nécessairement par la mise en place d'un programme de recherche sur dix ans, évalué, piloté et doté de moyens conséquents.

L. Br

Médecins, psychologues, assistantes sociales, infirmiers, coiffeurs, visiteurs de prisons, plombiers, puéricultrices... Bref, une véritable armée de métiers.

Hugues, 35 ans, éducateur au domaine de Morfondé pour adolescents en difficulté.



SECOURIR, ACCOMPAGNER, RECONSTRUIRE
La Fondation Armée du Salut

Informations & dons : 01 43 62 25 94 - www.armeedusalut.fr

ARMÉE
DU
SALUT

Nouveau mode d'entraide entre familles, le parrainage d'enfants se développe en France

Les pouvoirs publics commencent à prendre en compte ce lien entre adultes disponibles et enfants en difficulté

Un groupe de travail doit remettre dans les prochains jours un rapport pour, selon le souhait de Ségolène Royal, « inscrire rapidement le

parrainage dans la politique du gouvernement ». Ce mode d'entraide entre familles permet à des adultes disponibles de prendre en

charge des enfants issus de foyers en difficulté. Les associations qui promeuvent le parrainage sont de plus en plus sollicitées.

AU MIEUX, cela n'évoque pas grand-chose. Une aide, pense-t-on immédiatement, apportée aux enfants d'autres continents. Au pire, cela fait sourire, évoque charité et bons sentiments. Le parrainage d'enfants, pourtant, se développe en France et commence à être pris au sérieux par les pouvoirs publics.

Un groupe de travail est réuni au ministère de la famille, présidé par Marie-Dominique Vergez, présidente du tribunal pour enfants de Créteil (Val-de-Marne). Il doit remettre un rapport dans les prochains jours afin, a demandé la ministre déléguée à la famille et à l'enfance, Ségolène Royal, d'« inscrire rapidement le parrainage dans la politique familiale du gouvernement ». Ce mode d'entraide entre familles séduit tout autant à droite : le 9 octobre, lors d'un colloque du RPR sur la famille, dans la perspective de l'élection présidentielle, fut évoqué le nécessaire développement du parrainage, via la création d'avantages fiscaux pour « les personnes retraitées et volontaires qui vont à la rencontre des jeunes en manque de repères ».

Permettre qu'un lien durable se tisse entre un adulte disponible et un enfant en difficulté dans sa famille : cette pratique a déjà une vingtaine d'années mais s'est fortement développée dans les années 1990. La quinzaine d'associations qui la promeuvent font des émules et sont de plus en plus sollicitées, surtout par des parents en demande de parrainage pour leur(s) enfant(s). D'abord destinée aux enfants placés ou suivis par l'Aide sociale à l'enfance, cette possibilité de soutien affectif et éducatif est désormais proposée aux familles qui s'estiment isolées ou éprouvent des difficultés, parfois seulement passagères.

Qu'elles soient orientées vers les associations de parrainage par un magistrat, une assistante sociale, par le Secours populaire ou le Secours catholique, ou qu'elles effectuent spontanément la démarche, ces familles doivent toujours être pleinement volontaires. Elles acceptent en effet de confier leur enfant quelques heures par semaine ou par mois, quelques week-ends ou journées de vacances, à des bénévoles sélectionnés et encadrés par les associations de parrainage. Parfois, cet accueil devient plus durable, lorsqu'une mère seule est hospitalisée par exemple. Ou lorsque le juge, décidant de placer l'enfant, reconnaît les parrains comme des « tiers dignes de confiance ».

« CERCLE FAMILIAL ÉLARGI »

On trouve beaucoup d'enseignants et de travailleurs sociaux parmi ces bénévoles, souvent retraités. Côté parents, les mères isolées sont légion, comme les familles en précarité sociale, qui ont besoin de souffler. Mais tous les milieux sociaux sont concernés, souligne Emmanuel Pinon-Chatal, de Parrains par mille : « Toute famille peut, un jour, avoir besoin d'être épaulée, d'être élargie ».

Où trouver des parrains ?

● Parrains par mille.

31, rue Baron-Leroy, 75012 Paris. Des délégations de l'association existent à La Baule, Chamonix, Nîmes, Toulon, Hyères, Marseille, Dijon et, bientôt, à Lyon. Tél. : 01-40-02-02-05. Email : parrainsparmille@noos.fr.

● Grands-parrains et petits-filleuls. 15, rue des épinettes, 94240 L'Hay-les-Roses. Tél. : 01-45-46-60-66. Email : grands-parrains@chez.com

son cercle avec un tiers extérieur, un réseau de solidarité... » A l'instar de cette assistante sociale et de ce médecin, éloignés de leurs parents et amis après un déménagement, qui ont cherché à reconstituer, autour de leur enfant de sept ans, un « cercle familial élargi ». Des grands-parents ou oncles et tantes de substitution.

Les associations disent recréer du lien entre deux familles autour d'un enfant. « Logiquement, cela devrait se faire naturellement, en faisant connaissance avec ses voisins, ses collègues, souligne Emmanuel Pinon-Chatal. Mais la société a changé. Il y a moins de réseaux de solidarité. Or les familles sont éparpillées. Et on dénombre 1,7 million de familles monoparentales. » Face à la « nucléarisation de la famille, et à la diminution des réseaux de solidarité spontanés », le parrainage « a de l'avenir », selon Marie-Dominique Vergez. Pour la magistrate, cette pratique « de l'ordre de la solidarité » rentre dans le cadre de la prévention au sens large : « Pour les enfants, il est toujours très positif d'avoir le soutien de plusieurs adultes de référence, au discours cohérent. » Et de bénéficier encore d'un lien

● Un enfant, une famille.

110, rue de Fleury, 92140 Clamart. Tél. : 01-46-42-12-18. Email : unenfantunefamille@free.fr

● Comité de parrainage 17.

32, rue des Villages, 17740 Sainte-Marie-de-Ré. Tél. : 05-45-94-39-33

● EFA 33. Tél. : 05-56-25-62-73

● La Chaumière. Accueil et parrainage d'enfants 57, BP 161, 54700 Vilcey-sur-Trey. Tél. : 03-83-83-13-13.

Monique, mère de Jérémy : « Je cherchais quelqu'un qui me relaie »

CÔTE À CÔTE au café, comme deux amies de retour de vacances, Chantal et Monique échangent des photos. « Celle là, c'est pas la peine, je l'ai déjà... » Sur tous les clichés,

TÉMOIGNAGES

A l'école, sur son « arbre gynécologique », Jérémy a mis la photo de Chantal à la place réservée aux mamies

un petit garçon blond à l'air sage, Jérémy, que Monique n'élève plus tout à fait seule depuis que Chantal est devenue sa marraine.

En « trop plein affectif », Chantal, 59 ans, envisageait depuis quelque temps de faire du bénévolat lorsqu'elle a vu une annonce dans *Télérama* pour l'association Parrains par mille. Elle qui travaille « trop » dans les relations publiques, voyage énormément, n'a « pas pu avoir d'enfant », a été reçue par les responsables de l'association, puis par une psychologue. Enfin, elle a rencontré Monique et Jérémy, cinq ans à l'époque, huit aujourd'hui. Monique l'a invitée chez eux. « Je me souviens de Jérémy, tout intimidé, les mains bien posées de chaque côté de l'assiette. » Chantal a invité le petit garçon à venir passer avec elle le dimanche suivant. « Et c'était parti ! » Parti pour les monuments de Paris, le McDonald's, l'Aquaboulevard, les vacances à la campagne ou en Bretagne...

« Seule avec Jérémy » depuis que son fils aîné, vingt-six ans, est parti vivre sa vie, Monique, quarante-neuf ans, employée de bureau, trouvait « lourd de jouer le rôle de mère, père, grand-mère, grand-père, confident, compagnon de jeu ». Privée de tout contact avec sa famille, elle craignait que Jérémy pâtisse « de cette absence de relations » qui la faisait elle-même souffrir. « Je m'apercevais qu'il se refermait sur lui-même. Je cherchais quelqu'un qui me relaie, qui sorte Jérémy de ce cocon trop étroit ». Pas une assistante sociale, précise-t-elle, durcissant soudainement son regard souligné de bleu turquoise. Pas une aide financière, ni, surtout, une « tutelle » professionnelle. « Avec Chantal, on se com-

plète. On n'est pas en compétition. »

Lorsque Jérémy est chez sa marraine, le dimanche ou pendant les vacances, Monique souffle. « Ne pas devoir à tout prix prendre le train de 17 h 15 pour faire la sortie de l'école, marcher sans courir, regarder les boutiques, c'est déjà des vacances. » Grâce à Chantal, à qui Jérémy s'est confié, Monique sait maintenant que les nuits de son fils sont parfois troublées parce qu'il rêve de son père. « Il me dit « Chez Chantal, je suis comme un coq en pâte », rapporte Monique. Il faut dire qu'elle lui amène son petit-déjeuner au lit, devant les dessins animés ! Elle a même commencé à lui apprendre l'anglais. »

« Et croyez-moi que ça va vite !, enchaîne la marraine. Ce gosse est extrêmement intelligent. Il est premier de sa classe ! » Complice, elle lui ramène les dernières cartes Pokémon du Japon. Vient même le chercher à l'école en fourrure et golf GTI, histoire de « bluffer » les copains. A l'école, sur son « arbre gynécologique », Jérémy a collé une

photo de Chantal à l'emplacement réservé aux mamies. « Moi qui suis nerveuse, confie la marraine, je suis sereine quand je suis avec cet enfant. Je fais des petits plats alors que pour moi, c'est du vite fait au micro-ondes. Pour lui, je prends du temps. »

« JE SUIS LÀ, J'ÉCOUTE »

Du temps, Sylvie en donne également sans compter depuis qu'elle est retraitée et marraine. « Après une vie professionnelle parfois stressante. Je ne me voyais pas jouer au bridge et tricoter ! » Ancienne responsable des opérations promotionnelles dans une « grosse boîte de détergents », cette sexagénaire « mariée sur le tard », sans enfant, voulait parrainer une famille dans son ensemble « parce que la mère, le père, souffrent quand ils ne peuvent pas faire tout ce qu'il faut pour leurs enfants. » Depuis une année, elle aide une jeune mère de deux enfants qui a vécu un temps à la rue, dans la dépendance à l'alcool et séparée de ses deux enfants placés.

affectif solide, et d'une fenêtre ouverte sur un milieu différent. En offrant à leurs parents une occasion de souffler, on prévient parfois les maltraitances, donc les placements.

Le groupe de travail réuni au ministère de la famille s'interroge sur le cadre juridique et administratif dans lequel le parrainage se pratique, « tout en étant conscient que l'intérêt du parrainage, c'est justement sa souplesse, son côté non professionnel », souligne M^{me} Vergez. Les associations regrettent que le grand public, comme l'Etat et les collectivités locales, ne les connaisse pas mieux. « Il nous faut sans cesse nous présenter aux personnels des services d'Aide sociale à l'enfance des conseils généraux, aux Ddass, aux élus, qui changent souvent. Sans cesse reconquérir les institutionnels, qui ne songent pas à nous comme une des solutions offertes aux familles », déplore M. Pinon-Chatal. Il faut dépasser le stade de la suspicion, explique-t-on au Comité de parrainage 17, dont le siège est à La Rochelle : « Qui sont ces bénévoles, pas professionnels, pas formés, qui veulent agir pour les autres ? C'est a priori suspect, surtout s'il s'agit des enfants. Pourtant, c'est bien l'ensemble de la société qui fait l'éducation d'un enfant. Pas seulement les parents et professionnels de l'enfance ! »

Besoin de reconnaissance, besoin de moyens aussi, pour communiquer auprès du grand public. Pour faire « tomber la méfiance face à ces jeunes « cas sociaux », pour « démystifier en faisant se rencontrer les familles », explique Jean-Pierre Wetzel, de l'association La chaumière, en Moselle. Chez Parrains par mille, on compte sept familles en demande pour un parrain potentiel.

Pascal Krémer

L'homophobie au centre d'un procès pour meurtre aux assises du Val-de-Marne

La victime avait été repérée sur une messagerie gay

LA MENACE d'un pistolet sur la nuque aurait dû suffire. Mais quand Nicolas Granget et Bruno Sénade se sont présentés au domicile d'Alain Masle, le 9 avril 1999 à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), aucun des deux n'a pensé à dégainer. « Le but, c'était de le braquer avec le pistolet et de fouiller un peu chez lui sans laisser d'empreintes », a expliqué Nicolas Granget, lundi 12 novembre, aux jurés de la cour d'assises du Val-de-Marne, où les deux agresseurs sont poursuivis pour « homicide volontaire ».



PROCÈS

« Logiquement, sous la menace, il se serait laissé faire et nous aurait donné le code de sa Carte bleue. Mais ça ne s'est pas passé comme ça. » Quand ils quittent l'appartement « dix minutes plus tard », M. Masle, un homosexuel, salarié d'une banque, contacté par l'intermédiaire d'une messagerie téléphonique, repose sur le ventre, bâillonné et ligoté, le nez en sang et le caleçon baissé à mi-cuisse. Ses amis le retrouveront mort, deux jours plus tard, l'autopsie attribuant son asphyxie au ruban adhésif marron qui lui enserrait le cou, la bouche, et remontait jusqu'à la racine du nez d'où sortait du sang coagulé.

Alain Masle est-il mort pour avoir été, en tant qu'homosexuel, choisi pour sa « faiblesse présumée », comme le prétendent les trois associations (Act Up-Paris, Ligue des droits de l'homme et SOS-Homophobie) qui se sont constituées parties civiles, aux côtés des parents de la victime ? Devant les jurés, le capitaine Bruno Doussin, de la brigade criminelle, n'en doute pas une seconde. C'est à lui que Nicolas Granget, dix-neuf ans à l'époque des faits, a avoué en garde à vue comment les deux complices « voulaient se faire un pédé » parce que le milieu homosexuel avait « la réputation d'être une proie facile ». « Le fait de le contacter par le réseau devait garantir la discrétion, précise le fonctionnaire. Le flingue devait suffire à l'impressionner. L'essentiel était de rentrer dans l'appartement. » A l'époque, poursuit le policier, les agressions d'homosexuels étaient nombreuses. En un mois, « sept ou huit gays contactés sur des réseaux ont été assassinés par des truqueurs », se souvient-il, incitant le directeur adjoint de la brigade criminelle, M. Pechenard, à intervenir sur l'antenne de la radio gay FG pour alerter la population homosexuelle du danger de ce type de rencontres.

Or si les deux agresseurs d'Alain Masle cherchaient bien « désespérément un moyen de se faire de l'argent facilement », aucun des deux ne comptait frapper la victime. Assis entre ses deux invités sur le canapé du petit salon, en caleçon et la chemise ouverte, M. Masle a pourtant reçu un violent coup de poing de Bruno Sénade, un assistant commercial de trente-trois ans, vite apeuré par les premières caresses de l'homosexuel. Contre toute attente, la victime « s'est alors débattue très fort », raconte M. Granget, qui lui a aussitôt fait une clé avec le bras autour du cou, le temps que son complice lui attache les mains et les pieds. La bouche bientôt recouverte de ruban adhésif, l'homme ne bouge plus. « Il se concentrait sur sa respiration et se foutait du reste », a expliqué le plus jeune lors de l'instruction. On s'est rendu compte qu'on ne pouvait plus rien en tirer. »

« DEUX PETITS IMBÉCILES »

Pendant que Nicolas Granget cherche la sacoche du banquier, son complice, resté seul au salon, baisse le caleçon de la victime – une « réaction stupide » que l'accusé peine à expliquer, sinon par le souci d'humilier l'homosexuel pour l'inciter à ne pas porter plainte. La précaution est superflue. Alarmés par l'état de leur proie « inconsciente, dans une sorte de KO technique », les deux voleurs s'enfuient en courant, « avec la Carte bleue, mais sans le code ». Dans l'entree, ils claquent la porte mais laissent les clés sur le paillason avec l'espoir qu'un voisin porte secours à la victime. Quelques minutes plus tard, Bruno Sénade, en pleurs, appelle Police-Secours en donnant l'adresse d'Alain Masle. Arrivée au troisième étage, la brigade de nuit a actionné en vain les deux sonnettes du palier avant de repartir « en raison du silence ambiant ».

Lors de leur interpellation, en septembre 1999, les deux criminels avaient l'air moins surpris d'avoir été retrouvés par les appels passés de leur téléphone portable que par la mort de M. Masle, tous deux étant persuadés de l'avoir laissé mal en point mais en vie. « Nous ne sommes pas des tueurs mais deux petits imbéciles », a résumé Bruno Sénade à l'audience. Les deux hommes risquent trente ans de réclusion criminelle. Le verdict sera rendu mercredi. Les jurés devront alors trancher sur l'intention homicide et la démarche homophobe des deux accusés, en fonction desquelles les parties civiles seront ou non déclarées recevables.

Alexandre Garcia

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : deux des cinq islamistes algériens interpellés vendredi 9 novembre à Strasbourg sur commission rogatoire du juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière ont été remis en liberté, dimanche 11 novembre, à l'issue de 48 heures de garde à vue. Trois autres Algériens demeurent en garde à vue, de même qu'un sixième homme, arrêté dimanche dans la même ville. Ils sont soupçonnés d'être liés à un réseau démantelé en Allemagne en décembre 2000 et qui aurait préparé une action dans la capitale alsacienne (*Le Monde* daté 11-12 novembre).

■ Un policier a été condamné à cinq ans de prison ferme pour trafic de cocaïne, lundi 12 novembre, par le tribunal correctionnel de Créteil. Gaël Le Pinic, trente-quatre ans, ex-enquêteur de la Brigade de recherche et d'intervention, était poursuivi pour acquisition, détention et transport de 3,1 kg de cocaïne entre octobre 1998 et février 1999. Il a déjà effectué six mois de détention provisoire.

■ MNEF : le parquet de Paris ne fera pas appel du jugement du tribunal correctionnel de Paris, qui a relaxé, mercredi 7 novembre, l'ancien ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, et ses cinq coprévenus dans un des volets de l'affaire MNEF (*Le Monde* du 9 novembre). Lors de l'audience, le représentant du parquet n'avait requis aucune peine contre M. Strauss-Kahn en s'en remettant à « l'appréciation du tribunal », mais il avait demandé des peines de prison contre les autres prévenus.

■ CORSE : trois hommes soupçonnés d'être proches du mouvement clandestin Armata Corsa ont été interpellés, lundi 12 novembre, en Haute-Corse, et placés en garde à vue au commissariat de Bastia, dans le cadre d'une enquête sur des plasticages et des détentions d'armes. Deux personnes ont été interpellées dans la plaine orientale et la troisième en Balagne, par la division nationale antiterroriste (DNAT) sur commission rogatoire de la juge Laurence Le Vert.

■ IMMIGRATION : M^{me} Isabelle Coutant-Peyre, avocate de Mohammed Chalabi, qui a été expulsé vendredi 9 novembre vers l'Algérie, a adressé une lettre ouverte au ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, affirmant que son client a « totalement disparu » et que « la France sera tenue pour responsable » de son sort. Ancien responsable d'un réseau de soutien logistique au Groupe islamique armé (GIA), Mohammed Chalabi avait été condamné le 22 janvier 1999 à huit ans de prison et à une interdiction définitive du territoire pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » (*Le Monde* daté 11-12 novembre).

P. Kr

FUTONS OMOTÉ LA RÉFÉRENCE

CONFORT,
MAINTIEN
ET DOUCEUR
DES PRIX

LE VRAI FUTON :
MATELAS de fabrication
traditionnelle, 100% coton,
fait main pour un parfait maintien

INTERNET : www.omote.fr - RENSEIGNEMENTS : appel gratuit

☎ N° Vert 0 800 44 30 30

La Manche essaie de remédier au manque de médecins de campagne

Le conseil général va aider à la création de maisons médicales, regroupant plusieurs services, afin d'encourager l'installation de généralistes. Les jeunes diplômés hésitent de plus en plus à choisir les communes rurales

SAINT-LÔ

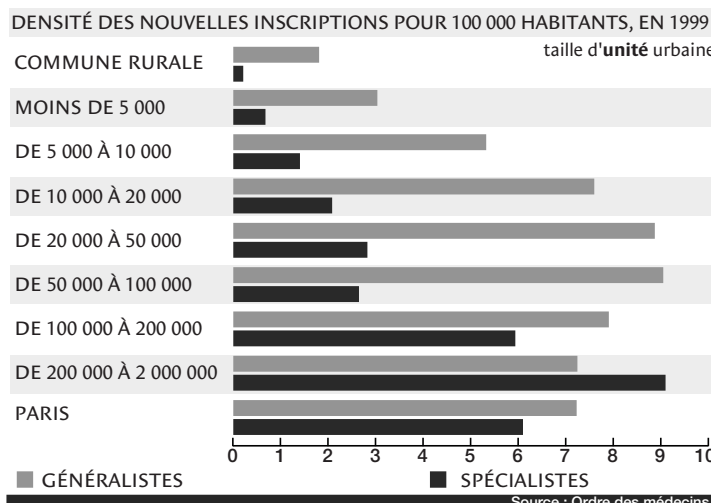
de notre correspondant

Près des deux tiers de la population de la Manche vivent à la campagne. Pays de bocage avec un habitat dispersé, ce département normand est composé de six cent deux communes, dont les plus petites n'atteignent pas la centaine d'habitants tandis que la plus importante, Cherbourg-Octeville, en regroupe tout juste quarante-cinq mille. Ce qui pourrait être un atout en matière de qualité de vie devient un handicap lorsqu'il s'agit d'attirer de jeunes médecins. « Ils ne sont plus intéressés par la médecine rurale, plus contraignante qu'en zone urbaine. Qui plus est, leurs épouses refusent de s'installer à la campagne, où elles redoutent l'ennui ou de ne pas trouver d'emploi, témoigne un généraliste proche de la retraite. Dans quelques mois, je vais fermer mon cabinet sans avoir trouvé le moindre remplaçant. »

Pour pallier cette situation et pour éviter « la marginalisation des secteurs ruraux », où la population est vieillissante, le conseil général de la Manche doit annoncer, mercredi 14 novembre, la création de maisons médicales regroupant différentes professions de santé. « Autant que l'implantation d'une entreprise ou la présence d'un service public, le médecin conditionne le maintien de la population », estime Jean-François Le Grand, président (RPR) de l'assemblée départementale. Il est donc permis de parler de lui comme d'un élément indispensable à l'aménagement du territoire. »

La Manche s'apprête à financer des cabinets médicaux, un peu comme on aide une implantation d'entreprise. « Ils pourront réunir des infirmières, des secrétaires, des dentistes, des paramédicaux », imagine le docteur Jean-Claude Lemoine, député (RPR) de Saint-Lô et vice-président du conseil général. Un secrétariat commun devrait permettre de réali-

Moins de généralistes et de spécialistes dans les villages



ser des économies de fonctionnement et de décharger les médecins des tâches administratives. Une assistante sociale pourrait y tenir des permanences hebdomadaires. L'aide du département s'élèvera à 40 % de l'investissement (plafonné à 2 millions de francs), sur la base d'une implantation par secteur géographique déficitaire en médecins. Pour le fonctionnement, des aides forfaitaires variant de 100 000 à 1 million de francs pourront être allouées dans le cadre du Fonds d'aide à la qualité des services en ville.

Cette démarche changera-t-elle la situation sur le fond ? Il est permis d'en douter. Comme le fait remarquer le docteur Frédéric Bastian, président national de SOS-Médecins : « C'est avant tout le matériel humain qui nous fait défaut. » Le député Lemoine le sait bien qui a expédié des dizaines de courriers aux facultés francophones dans l'espoir de convaincre quelques médecins. Il n'a obtenu que quinze réponses, dont deux seules aboutiront, peut-être.

Dans certains cantons la situation devient préoccupante. Peu à peu, ils se transforment en déserts médicaux, comme celui de Saint-Pois, dans le sud du département, où l'on compte un généraliste pour trois mille habitants. « La sécurité sanitaire n'est plus assurée », souligne le docteur Lemoine. Une enquête, menée au premier semestre 2001 par l'or-

dre régional des médecins, prouve que le mal est profond : la majorité des médecins en exercice a entre quarante-cinq et cinquante-quatre ans.

Sans renversement de tendance, « la Manche comptera trois cent soixante-dix médecins pour cinq cent mille habitants à l'horizon 2012 contre quatre cent vingt-deux actuellement ». Alors qu'en Ile-de-France aujourd'hui, on recense trois cent cinquante généralistes pour cent mille habitants. « Cette disparité n'est plus tolérable », estime M. Le Grand.

NUMERUS CLAUSUS RÉGIONAL

Avec le docteur Lemoine, il plaide pour une régionalisation du numerus clausus et une incitation fiscale à l'installation en milieu rural. Frédéric Bastian soutient cette démarche mais il craint qu'elle soit insuffisante : « Régionaliser le numerus clausus ne suffira pas, il faut le repenser. Depuis plusieurs années, le nombre de femmes fréquentant les facultés de médecine a progressé. Plus douées que les hommes, elles réussissent mieux leurs examens mais seulement 10 % d'entre elles deviennent généralistes et très peu s'installent en campagne. On n'a pas tenu compte

de ce phénomène. Il faudra au moins quinze ans pour redresser la barre. Dans la Manche, selon moi, le pire est à venir. »

Le pessimisme du docteur Bastian s'appuie sur un autre constat : « Dans nos petites villes, nous commençons à être confrontés au manque de généralistes et de spécialistes. Dans l'agglomération cherbourgeoise par exemple, nous n'arrivons plus à recruter et l'on compte un seul pédiatre de ville pour près de cent mille habitants. Faute de chirurgiens et d'anesthésistes, depuis le 1^{er} novembre, l'unique hôpital public de la ville ne pratique plus que les opérations d'urgence. Pour la chirurgie programmée, les patients doivent aller à Caen, à 120 kilomètres. » Les urgences souffrent des mêmes maux. « De restructurations hospitalières en gestion de la pénurie, l'offre de santé dans la Manche se dégrade dangereusement », constate un urgentiste. Ainsi, entre Saint-Lô et Cherbourg, distantes de 80 kilomètres, il n'y a plus ni service d'urgence ni maternité. Les élus s'inquiètent de cette dégradation continue, mais ils semblent démunis pour l'endiguer.

Jean-Pierre Buisson

Des tables rondes sur le risque industriel

LE GOUVERNEMENT a présenté, mardi 13 novembre, le calendrier du débat national sur les risques industriels, souhaité par Lionel Jospin juste après l'explosion de l'usine AZF de Toulouse, le 21 septembre. Le premier ministre entend ainsi répondre aux « nombreuses et légitimes interrogations quant à la place du risque industriel dans notre société ». Des tables rondes régionales se tiendront dans vingt-sept villes, entre le 15 novembre et le 5 décembre, organisées par les préfets et les directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drire).

« La production, la sécurité et la surveillance des sites industriels » et « les activités à risque face au développement urbain » seront étudiées. Une table ronde nationale se déroulera le 11 décembre à Paris, au ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Les conclusions de ses travaux et des « axes de réforme » seront ensuite remises au premier ministre. Un forum sera également organisé sur un site Internet dédié (<http://debat-risques.enviromnement.gouv.fr>).

Les marchés aux bestiaux de la Nièvre en conflit avec les coopératives

MOULINS-ENGIILBERT

de notre envoyé spécial

Alors que la crise bovine ne donne aucun signe de rémission et que des manifestations sont à prévoir dans le Massif central, une autre bataille se joue, cette fois entre professionnels, au cœur même du pays charolais dans la Nièvre. L'enjeu est de savoir comment les éleveurs de broutards et autres vaches allaitantes doivent s'organiser pour résister le mieux possible à la baisse des prix.

D'un côté, les éleveurs « libéraux », tenants de la concurrence totalement ouverte, qui passe nécessairement, pour eux, par le maintien des marchés, où beuglent les ruminants, et de la profession des marchands de bestiaux avec leurs blouses noires et leurs bâtons ; de l'autre, les groupements de producteurs (sous forme de coopératives auxquelles chaque adhérent s'engage à livrer ses animaux), appuyés sur un appareil commercial solide et un abattoir à Migennes (Yonne).

DEUX TRADITIONS

Ces deux traditions ont bien du mal à cohabiter. Dans le premier camp, les éleveurs sont membres de l'Association pour le développement des productions animales (Adepa), présidée par Frédéric Debacker, et veulent préserver comme la prunelle de leurs yeux les marchés « physiques » hauts en couleur et essentiels pour l'animation de l'économie locale, comme ceux de Moullins-Engilbert et de Corbigny. En face, les groupements cherchent auprès de leurs membres fidèles, mais aussi en allant de ferme en ferme, à faire du nombre et disent en substance aux agriculteurs : ne vous occupez de rien, on vend pour vous, on s'occupe de valoriser au mieux vos bêtes, livrez-les-nous régulièrement et tout ira bien...

Président de la coopérative interdépartementale agricole Loiret, Yonne, Nièvre, et principal actionnaire de l'abattoir de Migennes, Yves Pinet des Echots ne veut pas

« entrer dans une guerre des chapeaux », mais ajoute qu'un « éleveur d'aujourd'hui ne peut se conduire comme il y a quarante ans ». « Il nous faut pouvoir compter sur des approvisionnements réguliers, car nous avons des contrats à respecter avec nos clients », ajoute Jean-Claude Prieur, président de l'abattoir. Et, pour lui, l'approvisionnement des centrales d'achat par les marchés qui fonctionnent, l'un le lundi, l'autre le mardi, risque d'être aléatoire...

Les tenants du commerce traditionnel à travers les marchés aux enchères et les négociants privés mettent, eux, plusieurs atouts en avant. « Les quelque soixante acheteurs en concurrence, y compris pour l'exportation vers l'Italie, qui viennent chaque lundi à Moullins-Engilbert ne voient pas les vendeurs, ils ne voient que leurs animaux. L'anonymat de l'éleveur est respecté, il ne peut y avoir de favoritisme. Si le prix après enchère ne convient pas au paysan, il peut retirer ses bêtes pour les vendre un jour meilleur », explique Frédéric Debacker, qui ajoute qu'en cas de vente, l'éleveur est payé par la société qui gère le marché (et qui emploie 25 salariés) dans les trois ou quatre jours. Certains éleveurs, qui se sont spécialisés dans l'élevage de haute qualité, se sont liés à des bouchers de village, en circuit direct, ce qu'appréciaient beaucoup, semble-t-il, les propriétaires de maisons de campagne qui retournent à la ville le dimanche soir le coffre plein de viande incomparable...

Ce fragile équilibre risque d'être remis en cause, car, en application de la loi de juillet 1999, les aides publiques devraient demain être réservées en priorité aux groupements coopératifs. « Autant dire qu'on veut tuer la concurrence et nos marchés à bestiaux, c'est inéquitable », tonne Frédéric Debacker. « Il n'y aura aucun diktat », tente de rassurer l'entourage de Jean Glavany, ministre de l'agriculture.

François Grosrichard

18 900 €*

NOUVEAU MITSUBISHI PAJERO PININ 1.8

by women

Ne laissez pas vos rêves d'espace et de liberté en suspens. Partez à bord du nouveau Mitsubishi Pajero Pinin. Son moteur 1.8 à injection multipoints, ses 4 roues motrices permanentes vous emmèneront loin, son prix ne pourra pas vous arrêter tout comme son niveau d'équipement exceptionnel dès sa première version : climatisation, coussins gonflables de sécurité conducteur et passager, vitres et rétroviseurs électriques, condamnation centralisée à télécommande. Sécurité renforcée et maniabilité à toute épreuve, le nouveau Pajero Pinin 1.8 est entièrement conçu pour vous emmener au bout de vos envies dans le plus grand confort.

le meilleur chemin pour y arriver

MITSUBISHI MOTORS

www.mitsubishi-motors.fr
Gamme à partir de 18 900 € (110 856,73 F) : Pajero Pinin Court 1.8 Aventure

Aux abords de « Ground Zero » hanté par l'image des tours effondrées, la vie a repris, comme dans le reste de la ville. Rien n'est plus comme avant, une nouvelle normalité faite de mille angoisses et de vulnérabilité s'est instaurée, mais la population revendique son amour pour New York

QUOI? « Vous croyez que je vais abandonner mon bébé parce qu'un fils de pute a essayé de nous faire peur? » Le « bébé », c'est la petite échoppe de cordonnier sur laquelle règne Sal

Grand Central Station : une séance de prise de vue de mode Patrick Demarchelier, le 30 octobre.



JULIEN GOLDSTEIN/VEIL PUBLIC

1 CHRONIQUE DE L'AMÉRIQUE EN GUERRE

A New York, maintenant plus que jamais

Iacono, depuis vingt-trois ans, sur Barclay Street, et le « fils de pute », prononcé avec un accent italien à la Robert De Niro, « *some sannavabitch* », c'est Oussama Ben Laden. Pour le cordonnier, la journée du 11 septembre a commencé comme les autres, avec l'ouverture de sa boutique à 7 h 15 : on y cirait aussi les chaussures des messieurs qui sortaient du métro et passaient devant sur le chemin du bureau, dans les tours du World Trade Center, à deux pas de là. « *Tout d'un coup, il y a eu des cris, un fracas énorme. J'ai cru que c'était une machine-outil qui avait heurté quelque chose : je n'ai pas pensé que c'était un avion qui venait de rentrer dans la tour. Je suis sorti dans la rue, on m'a dit ça, j'ai vu des flammes, mais je ne l'ai pas cru jusqu'à ce que je voie le deuxième avion. J'ai voulu fermer et partir, mais les gens commençaient déjà à se réfugier dans la boutique.* » La première tour s'est écroulée. « *J'étouffais. J'ai tout planté là et je suis parti en courant. Le Brooklyn Bridge était inaccessible, j'ai pris le Manhattan Bridge, j'ai traversé Brooklyn et je suis arrivé à Atlantic Avenue.* » A pied? « *Qu'est-ce que vous croyez? Que j'en suis pas capable?* », fait mine de s'indigner Sal Iacono, soixante-sept ans, « *mais écrivez vingt-neuf* ». Trois jours plus tard, il est revenu. La porte grande ouverte, la caisse envolée, sa boutique était noire de suie, de poussière et de débris.

Sal Iacono n'est pas du genre à s'apitoyer, lui qui a quitté sa Sicile natale il y a trente-six ans parce qu'un autre « *sannavabitch* » – il est plus discret sur celui-là – avait fait sauter son commerce. Comme des millions et des millions d'autres, il a refait sa vie aux Etats-Unis, il est devenu américain et ce sera sa dernière étape. Six semaines après le désastre du World Trade Center, dès que les autorités le lui ont permis, il a rouvert son échoppe, l'a remise en état avec ses propres deniers et espère recevoir bientôt une aide financière fédérale. Résolument jovial, il préfère ne pas s'attarder sur les habitués qu'il ne reverra jamais – morts ou au chômage? – et arbore sur le revers de sa blouse noirce de cirage un badge tricolore avec l'inscription « *Unbroken* » (« *Intacts* »). « *Nous sommes ouverts* », proclame fièrement une pancarte dans la vitrine, au milieu de ce décor de fin du monde.

Dans l'air flottait, plus ou moins forte selon les jours et selon le vent, une odeur âcre de plastique brûlé qui vous prend à la gorge dès la sortie du métro, issue des entrailles encore fumantes des Twin Towers : l'odeur de la décomposition organique et d'un feu inexorable qui, vous explique-t-on, y brûlera encore dans les sous-sols pendant plusieurs mois. Au bout de la rue s'étale, béant et monstrueux, vaguement dissimulé par des palissades de toile verte, le champ de bataille, « *Ground Zero* », surplombé par une immense banderole : « *We Will Never Forget* » – « *Nous n'oublierons jamais* ». Vestige d'un autre temps, celui du 10 septembre, une publicité insolente sur un mur resté

debout au bord du gouffre : « *E*Trade, enfin un endroit sur Madison Avenue où l'on peut investir son argent au lieu de le dépenser.* » « *Ground Zero* », point de départ de ces deux univers qui se disputent l'Amérique depuis le 11 septembre, celui de la mort, de la dévastation, de l'anéantissement de ces deux tours géantes, du Greenwich Café figé comme Pompéi dans des couches de poussière blanchâtre à l'heure du petit déjeuner, et celui de la vie, de la ruche bourdonnante que constitue le chantier de déblayage, de l'organisation à l'américaine, des touristes qui se prennent en photo devant les ruines, des casques de chantier repeints aux couleurs pimpantes du drapeau américain.

« *Nous sommes ouverts.* » Ouverte, mais déserte, la bijouterie de Terry et Isaac, Park Place Jewelers, est normalement « *pleine à craquer* » en cette période de l'année, à l'approche des fêtes. Mais ce couple de juifs venus d'Iran il y a vingt-cinq ans n'envisage pas une seconde de non plus d'aller s'installer ailleurs. « *J'ai deux fils, dit Terry. Ils vont être soldats un jour. Et je vais leur montrer que j'ai peur, en fuyant? Et d'ailleurs, fuir où? Les gens sont forts, ici.* »

LORSQUE la rumeur a annoncé une nouvelle catastrophe pour le 31 octobre, Terry et Isaac ont mis un point d'honneur à rester ouverts plus tard que d'habitude, même sans clients, par défi. Il ne faut pas pousser beaucoup Terry, pourtant, pour lui faire reconnaître que l'atmosphère, autour de « *Ground Zero* », est profondément déprimante. « *Tous les matins, il y a ce grand type noir qui vient se planter au coin, là, face aux ruines, et il pleure. Tous les matins. Sa femme travaillait chez Cantor Fitzgerald [société dont les 677 employés présents ce jour-là dans la tour n°1, aux 101^e, 103^e, 104^e et 105^e étages, sont morts ou portés disparus]. Je crois qu'il est devenu fou.* » Elle-même ne peut s'empêcher de penser aux clients qu'elle voyait régulièrement et qui n'ont pas réapparu. Sont-ils morts, disparus... ou bien encore vivants? « *Souvent je m'installe dehors, devant la porte, je regarde passer les gens et j'essaie de reconnaître des visages.* », dit-elle.

Oui, la vie a repris autour de

« *Ground Zero* », même si la boue colle encore aux pieds. Même si, dans les pubs, les pompiers et les travailleurs des équipes de déblayage ont remplacé les hommes de la finance en chemise blanche, donnant matière à de nouveaux arguments de vente – « *Combattez le terrorisme, honorez l'Amérique, venez boire un verre avec nous* », enjoint l'un de ces bars, Dakota Road House. Même si Broad Street, devant la Bourse de New York recouverte d'une bannière étoilée géante, est désormais fermée à la circulation pour raisons de sécurité et même si l'avenir de Wall Street demeure incertain. La vie a repris parce qu'elle doit reprendre et parce que c'est New York.

Avec cette gouaille et ce sens de la bravade qui rend habituellement les New-Yorkais parfaitement insupportables aux yeux du reste de

« Tous les matins, il y a ce grand type noir qui vient se planter au coin, là, face aux ruines, et il pleure. Tous les matins. Sa femme travaillait chez Cantor Fitzgerald. Je crois qu'il est devenu fou »

l'Amérique et qui font que la ville tout entière se reconnaît aujourd'hui dans l'une de ses deux équipes de base-ball, les Yankees, si sûrs d'eux et de leurs lauriers qu'ils se sont laissé distancer dans le championnat national. Un moment KO, les Yankees se sont ressaisis au moment crucial et, arrachant leur place en finale, ont remonté la pente avec leur légendaire panache, fournissant à leurs fans un si salutaire exutoire. « *Les événements de ces derniers jours soulèvent de profondes questions théologiques, commente à ce propos le rabbin Ephraïm Buchwald dans une lettre au New York Times : avec tout ce qui se passe dans le monde en ce moment, pour quoi Dieu consacre-t-il tant de temps aux Yankees?* »

La vie a repris, donc. A Midtown Manhattan, on pourrait même imaginer qu'il ne s'est rien passé, si ce n'étaient le nombre de panneaux patriotiques sur Times Square, entre Wonderbra et Nasdaq, et un

niveau d'énergie plus bas, comme contrôlé. New York a mis ses klaxons en sourdine, elle vibre un peu moins fort mais elle vit « *normalement* ». Passé les deux premières semaines, les théâtres se sont de nouveau remplis. Les touristes reviennent. Les restaurants ont beaucoup souffert, ont beaucoup licencié, mais se repeuplent. Pourtant, sous la surface, vivre « *normalement* » veut dire autre chose, à l'image du métro, déserté par de nombreux New-Yorkais et ralenti par d'incessantes alertes, vraies ou fausses : lorsqu'il s'arrête entre deux stations, on échange de drôles de regards.

Signe de l'insécurité qui s'est emparée des habitants, certains reconnaissent ouvertement ne plus mettre les pieds dans le métro depuis le 11 septembre : « *Je n'ai pas envie de me trouver sous terre si*

se passe à nouveau quelque chose. » Bombes, armes bactériologiques, panes, les menaces sont multiples et aujourd'hui si concrètes ; Sarah, salariée d'une grande banque dans le centre de Manhattan, s'aperçoit que tous les prétextes sont bons le matin – cinq minutes de retard, déposer son fils à l'école, une course sur le chemin – pour sauter dans un taxi plutôt que de descendre sous terre.

C'est, vous dit-on, « *la nouvelle normalité* », « *the new normal* ». Le bonheur de voir les Yankees gagner, mais deux heures de queue pour entrer dans Yankee Stadium à cause des mesures de sécurité, les tireurs d'élite sur les toits du stade le soir où le président Bush décide de venir. Les yeux qui se remplissent de larmes chaque fois que l'on évoque la journée du 11 septembre. Les conversations sur le thème « *Faut-il quitter New York?* » Les plans discrètement élaborés, l'enveloppe de 500 dollars laissée à la nou-

nou « *si jamais...* » avec le plan d'évacuation pour les enfants, pour gagner la maison de l'oncle à 60 kilomètres de New York. La paire de baskets dans le tiroir du bureau, pour le cas où il faudrait courir. La provision de Cipro dans l'armoire à pharmacie familiale. L'Empire State Building illuminé de bleu, blanc et rouge en permanence. Le « *Lenyard Chic* », pour désigner la petite chaîne qui pend désormais au cou de tout le monde, avec les nouvelles cartes de sécurité indispensables pour entrer dans les immeubles de bureaux. Les pompiers idolâtrés, « *nouveaux prêtres de ce pays* » selon les uns, « *nouveaux sex-symbols* » selon les autres : dans une vente de charité pour les victimes des attentats, une soirée avec un pompier s'est enlevée à 4 000 dollars.

Après des années de règne du Prozac et de remise en cause de la masculinité, les magazines chantent les vertus des « *vrais hommes* » et des classes laborieuses... et se trouvent désemparés lorsque, le 2 novembre, un groupe de héros, pompiers et policiers, en viennent aux mains comme de « *vrais hommes* », dans un mouvement d'humeur et d'épuisement à « *Ground Zero* », à la suite d'une décision du maire de réduire le nombre de pompiers mobilisés pour la recherche des corps dans les ruines.

Soudain fragilisés après avoir été les « *maîtres de l'Univers* », les New-Yorkais se réfugient dans les valeurs sûres : la famille, l'amitié, le bistrot du coin et le psy cher à Woody Allen. Le Docteur Gail Saltz, de l'Institut psychanalytique de New York, qui a vu son nombre de patients considérablement augmenter depuis le 11 septembre, est frappée par « *le sentiment de vulnérabilité, aggravé par la menace permanente de l'anthrax et par la dégradation de l'économie, les licenciements.* Les gens ont du mal à se faire à la nouvelle situation, qui est celle d'un pays en guerre. Ils ont peur de prendre l'avion, peur de se trouver dans de grandes gares, donc ne prennent pas de vacances qui les aideraient à se détendre. Leur niveau d'anxiété va sans doute augmenter encore, puis ils finiront par s'adapter, comme on l'a fait en Israël ou en Irlande ». Comme beaucoup, le Docteur Saltz voit dans cette période un vrai tournant : « *Nous avions l'an dernier*

encore cet incroyable sens du bien-être, qui était factice bien sûr puisque les terroristes étaient déjà à l'œuvre, mais nous ne le savions pas. »

Les jeunes, qui n'ont pas connu les années sombres de New York, le chômage, la crise financière, la criminalité, sont particulièrement déstabilisés. « *J'ai tous ces jeunes qui ont besoin d'être rassurés, de se sentir en sécurité, et je ne sais pas comment faire ça, s'inquiète un chef d'entreprise dans le sud de Manhattan. Ils ont vécu le boom économique le plus long, tout leur a souri et ils ont parfois des réactions d'enfants gâtés, comme celui qui se lamentait l'autre jour : pourquoi a-t-il fallu que ça arrive de mon vivant?* »

DE manière symptomatique, un mot-clé de la légèreté des années 1990, « *closure* » (« *fin, fermeture* »), stade ultime par lequel doit obligatoirement passer tout événement malheureux afin d'être efficacement évacué, est absent du discours post-11 septembre. Le drame, cette fois-ci, dépasse les recettes et les formules faciles. Des couples sur le point de se séparer voient désormais les choses autrement, par peur de la solitude ou par révision de l'échelle des valeurs. On passe plus volontiers une soirée entre amis en se disant que « *si demain, pouf! on n'existe plus, au moins on aura su que l'on comptait les uns pour les autres* », relève Cyndi Stivers, directrice du magazine *Time Out New York*, qui fait de son mieux pour relever le moral de ses lecteurs : après réflexion, le traditionnel numéro sur la vie sexuelle publié chaque année à l'automne a été maintenu, « *et remarquablement vendu* », avec en couverture « *Maintenant plus que jamais, vous en avez besoin!* ».

Maintenant plus que jamais : un clin d'œil à l'expression qui a fleuri ces dernières semaines dans les vitrines de la ville, « *I Love NY, More Than Ever* ». Rattachée par le malheur au reste de l'Amérique, plus que jamais, devant les défis qui l'attendent, New York a besoin qu'on l'aime.

Sylvie Kauffmann

PROCHAIN ARTICLE : Le consensus patriotique

Cirques par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

LE SOIR même du premier anniversaire du 11 novembre sans vétérans sont donc tombés les premiers morts français d'Afghanistan. Il n'y aura pas eu de trêve entre les champs d'honneur. Il paraît qu'en 1918 on s'embrassait dans la rue, de soulagement. Vivement la prochaine effusion ! Celle d'il y a quatre-vingt-trois ans a laissé des traces jusqu'en 1939. Les familles en deuil, c'est-à-dire presque toutes, vénéraient le fameux wagon de Compiègne. Elles y traînaient les gosses le dimanche. Au lieu de Rethondes, j'entendais *rotonde*. D'arondi, je ne voyais que les bois alentour. L'armistice des manuels, c'était d'abord la *clairière* où il fut signé, aussi vrai que les Pâques étaient *sanglantes*, et *siciliennes* les Vêpres. Guidées par l'assonance, nos émotions glissaient de la clairière vers le *clairon* du cessez-le-feu, avec une pensée pour les poilus tombés absurdement après la sonnerie. Maintenant, les héros meurent avant tout signal, puisque les guerres ne se déclarent plus. Comptabilités sinistres : les attentats du 11 septembre n'ont pas fait plus de tués que nos routes en un an. Mort, où est ta victoire ?

Longtemps, l'art du cirque s'est inspiré du folklore militaire : flonflons des parades, brandebourgs des majorettes, roulements de tambour scandant les numéros intrépides. Pour leur nouveau spectacle - *Trapèze* -, les Bouglione maintiennent la tradition, sans cacher qu'elle survit mal. Avec la conscription ont disparu le tourlourou et le comique troupière (loin de s'en réjouir, la mode des jeunes semble regretter ce que leurs pères détestaient le plus dans la caserne : la boule à

zéro et le treillis camouflé. Les répugnances s'héritent mal.)

Autres disparitions de la piste : les fauves - dont les rugissements et les odeurs indisposaient, dit-on, les riverains - et les clowns. Est-ce la concurrence des hommes politiques, ou « des » Deschamps, à Chaillot ? A part un sourcil circonflexe, pour mémoire, finis les maquillages outrés, les paires de claques, les miaulements de saxo, et le tintamarre dont s'affolaient les plus petits spectateurs ! Reste l'essentiel : les souffles des gradins suspendus aux « hap ! » des acrobates, dans leur nuage de magnésie ; la fête luxueuse dont les enfants sortent estourbis, bondissant à travers d'imaginaires cerceaux de feu.

Autre enceinte circulaire d'un autre temps : la coupole du quai Conti. Au rouge sang des batailles, des corridas et des cirques, elle oppose le vert apaisé des broderies, des reliures et des globes d'opaline sous lesquels se transmettent les savoirs ; aux claquements des armes et des fouets, elle préfère le froissement des grimoires, le murmure des vieux lexiques.

Débutant en latin, je me souviens d'avoir traduit *pro domo* par *pour un dôme*, au lieu de « pour soi-même et les siens ». Que ce contre-sens risible autorise un académicien à vanter exceptionnellement « sa » maison ! Jeudi prochain 15 novembre, pour quelques privilégiés (et les lecteurs du *Monde*), Florence Delay y expliquera Jean Guittou, et Hector Bianciotti Florence Delay. Ce ballet d'éloges croisés n'a pas varié depuis Corneille et Racine. Les vanités y comptent moins qu'une démonstration capitale : la preuve que les mots, si

décriés et malmenés, sont seuls capables de cerner et de faire partager le plus mystérieux d'une vie, d'une œuvre. Et, pour qui veut, d'échanger ce qu'il voudra !

Oui ou non, existe-t-il encore d'autres endroits où se célèbrent ainsi, pour le pur plaisir, les prestiges de l'éloquence ? Au Parlement, que faisaient vibrer Jaurès et Barrès, on n'entend plus que des oraux de « Sciences-Po » et des traits de chansonniers préparés par des conseillers en image ; Malraux fut le dernier tribun à ne pas dédaigner le *vibrato* Sarah Bernhardt. Dans le prétoire, les avocats s'échangent des conclusions écrites « en Dalloz », réservant leurs effets de manche pour les dix-huit secondes du « 20 Heures ». Dans les universités, on fait assaut de jargons, sous prétexte de tordre le cou aux « beautés » et au genre oratoire. Quant aux sermons des hommes d'Eglise, les sciences humaines y ont remplacé l'ardeur mystique, au rythme où drapés, moires et dentelles cédaient au gris morne de contrôleur de la SNCF.

Un autre cercle a disparu, plus étroit mais toujours plus influent : la corbeille de sable des criées boursières, où le général de Gaulle déplorait que se décidât la politique de la France. D'avoir perdu ce symbole voyant, le pouvoir des grands financiers n'a fait que croître. Et c'est un spectacle bien savoureux de les voir, depuis peu, rivaliser de déclarations d'amour à l'Art, de mécénat tout ce qu'il y a d'« apolitique », de « mieux-disant » culturel, et d'OPA propres à étendre leur emprise sur les esprits, au nom de cette vieille lune : le « supplément d'âme » !



Les faiblesses militaires de l'Europe

L'EUROPE, combien de divisions ? Au moment où la communauté internationale est confrontée à une grave crise de sécurité, l'Europe, seconde puissance économique mondiale, paraît incapable de s'affirmer comme une puissance militaire. Le constat n'est pas une surprise pour les états-majors et les experts : ce n'est qu'en décembre, à l'occasion du Conseil européen de Laeken, que les Quinze adopteront une déclaration affirmant que le bras armé de l'Union est « opérationnel ». Mais jamais la réalité du corps d'armée de quelque 60 000 hommes, qui doit constituer le fer de lance de la défense européenne, n'a semblé aussi virtuelle que depuis le 11 septembre.

Les Quinze soulignent qu'ils ont réagi ensemble et rapidement pour adopter un catalogue de mesures de lutte contre le terrorisme. Et ils se rassurent en constatant que, pour une fois, ils ne sont pas les seuls à être éloignés du « front afghan ». Les efforts déployés par le secrétaire général de l'OTAN pour obtenir des Américains qu'ils mettent à contribution, fût-ce symboliquement, les moyens de l'Alliance atlantique, de même que l'insistance de Lord Robertson à convaincre que celle-ci n'est pas marginalisée, prouvent le contraire.

Pour l'OTAN, comme pour les organes de décision de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), la guerre en cours contre Al-Qaïda et le terrorisme international aura des conséquences profon-

des, dont la moindre n'est pas une réévaluation des menaces et sans doute aussi des priorités budgétaires de ces deux alliances militaires. Seront-elles en état de faire face à ce nouvel environnement international ? Une réflexion sur la lutte antiterroriste commence à s'ébaucher au sein de l'OTAN, en particulier sur la nécessité de bousculer les prudences en matière de partage de renseignement, et les Européens, de leur côté, ont demandé un rapport sur ce thème à Javier Solana, le haut représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC).

HANDICAP POLITIQUE

La sagesse commande de ne pas se faire beaucoup d'illusions sur les résultats d'une telle démarche : s'agissant de la coopération en matière de renseignement, c'est contre eux-mêmes que les Dix-neuf de l'OTAN et les Quinze de l'Union doivent mener une lutte acharnée, vu la propension naturelle de chaque Etat membre à ne divulguer que le strict nécessaire. Mais les deux institutions ne sont pas à égalité, tant il est vrai que l'Union européenne pâtit de plusieurs handicaps.

Le premier est politique. Parce que les Etats dont la tradition de neutralité est la plus forte, comme l'Irlande, les pays scandinaves et l'Autriche, ne consentiront pas à rouvrir un tel débat, les Quinze ne sont pas en mesure de modifier les « missions de Petersberg » (missions humanitaires et d'évacuation, maintien de la paix et gestion

des crises, etc.), qui constituent la feuille de route de la défense européenne. En outre, l'Europe devra se contenter au sommet de Laeken d'une « déclaration progressive » plus conforme à la réalité de son état de préparation et de ses moyens.

Les Etats ont voulu empocher les « dividendes de la paix » en réduisant leurs budgets militaires après la fin de la guerre froide. Mais ils sont allés trop loin : la moyenne de la part budgétaire consacrée à la défense par les cinq grands pays de l'Union (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie et Espagne) représente 1,41 % de leur PIB, soit 323 euros par habitant et par an. En comparaison, les Etats-Unis y consacrent 2,87 % de leur PIB, et la part par habitant représente plus du triple.

Les Quinze vont affirmer qu'ils sont prêts, mais, en pratique, ils ne rempliront leurs objectifs qu'en déléguant une part importante de leurs responsabilités à l'OTAN, c'est-à-dire à la supériorité des forces armées américaines. Il faudra encore plusieurs années avant que l'on puisse parler d'une défense européenne véritablement « autonome ». Sur ce point comme sur d'autres, les Européens ne se sont pas dotés des moyens de leur politique.

Parmi les « cinq grands », la Grande-Bretagne tire nettement son épingle du jeu, son effort de défense atteignant 2,3 % du PIB, contre 1,77 % pour la France. Rien d'étonnant si les Britanniques exercent un leadership sur les affaires

de défense en Europe, quitte à exagérer leur rôle dans l'offensive en cours en Afghanistan. Mais Londres joue une carte à double tranchant. L'impression se renforce en Europe que la Grande-Bretagne privilégie sa « relation spéciale » avec l'Amérique au détriment de l'« esprit de Saint-Malo », du nom du sommet franco-britannique qui a donné naissance au projet de défense européenne.

Les Britanniques arguent qu'ils n'ont pas à faire un choix entre l'Europe et l'Amérique, entre l'Union et l'OTAN. A ce stade, c'est sans doute vrai. Mais croire que les relations entre ces deux organisations évolueront dans l'harmonie au fur et à mesure que la PESD s'affirmera est un vœu pieux. D'autant que le concept de l'« autonomie » de la défense européenne par rapport à l'OTAN est source de discorde, en particulier franco-britannique. Le 11 septembre place les Européens devant des arbitrages politiques et budgétaires. Ils doivent faire vite, sans attendre un élargissement de l'Union européenne qui va avoir pour effet de freiner considérablement la prise de décision.

A quinze, l'Union est déjà soumise au bon vouloir de chacun de ses membres. On imagine sans peine la situation à vingt ou vingt-cinq Etats membres, surtout si les plus atlantistes, comme la Pologne, renforcent le jeu britannique en mettant un point d'honneur à ne rien faire qui puisse affaiblir l'OTAN.

Laurent Zecchini

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Une chance pour l'Afghanistan

KABOUL est tombée. Sans combats ou presque. Les talibans se sont retirés, semble-t-il en bon ordre, vers une destination inconnue, peut-être vers leur fief de Kandahar, qui est déjà sous la pression des forces de l'opposition. L'Alliance du Nord est rentrée dans la capitale afghane dont elle avait été chassée en 1996 par les « étudiants en religion » après avoir ruiné la ville par ses combats de chefs. Elle n'a pas écouté les conseils de la communauté internationale, y compris ceux de Washington. A en juger au moins par leurs déclarations publiques, les Américains auraient souhaité que les moujahidines s'arrêtent dans leur élan aux portes de Kaboul, en attendant une hypothétique « solution politique ». Mais, comme l'a dit Lakhdar Brahimi, chargé par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, de mettre au point une coalition politique censée représenter tous les Afghans, « vous savez bien que nous ne sommes pas maîtres des événements sur le terrain ». Après cinq semaines de bombardements massifs, la guerre est allée plus vite que la diplomatie.

Les Etats-Unis, en dépit des doutes émis par certains sur leur stratégie militaire, sont en passe d'atteindre sinon leur but de guerre au moins une des conditions à sa réalisation : la chute du régime qui abritait Ben Laden et son organisation terroriste Al-Qaïda, tenus pour responsables des attentats du 11 septembre. Ben Laden court toujours mais personne ne regrettera les talibans. Et certainement pas les

Kabouli, qui pourtant les avaient dans un premier temps accueillis en libérateurs. Outre le fait que leur gouvernement n'a jamais été reconnu (exception faite du Pakistan, des Emirats arabes unis et de l'Arabie saoudite), la communauté internationale peut invoquer la violation des droits de l'homme, le sort réservé aux femmes, l'encouragement du terrorisme, le sacage des biens culturels - par exemple la destruction des bouddhas de Bamyan -, témoins du riche passé de l'Afghanistan comme carrefour de civilisations, pour justifier les actions militaires entreprises contre mollah Omar et ses disciples.

La chute des talibans, si elle se confirme, ne doit cependant pas être un nouvel épisode dans les luttes tribales qui déchirent l'Afghanistan depuis le coup d'Etat communiste de 1978, pour ne pas remonter plus haut dans l'histoire. Elle ne doit pas être synonyme de revanche pour les Tadjiks, Ouzbeks et autres Hazaras sur les Pachtounes qui forment le groupe le plus nombreux dans le pays. Il est du devoir de la communauté internationale, au premier chef des Occidentaux et des Américains, d'empêcher que la victoire des anti-talibans se traduise par des massacres, des pillages, des destructions. Ils doivent tout mettre en œuvre afin qu'elle représente une nouvelle chance pour un Afghanistan libre, indépendant, où les droits de l'homme et de la femme ainsi que l'égalité de toutes les ethnies seront respectés.

Le défi est à la mesure de vingt ans de guerres civiles.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenctz, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynette ; adjoint : François Lichon
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azam ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

Alain Deboue (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economique)

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pillaux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Verret

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,

Fonds commun de placement des personnels du Monde,

Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La Comédie-Française mieux que le Châtelet

NOUS VENONS d'éprouver bien des plaisirs à voir *Donogoo* de Jules Romains, mis en scène par Jean Meyer à la Comédie-Française ! Celui d'abord de croire que nous avions huit ans et qu'on nous jouait *La Poudre de Perlimpinpin* ou *Les Pilules du diable*. Avec quelle précision et quel esprit !

Nous avons vu Henri-Rollan, étourdissant de charlatanisme en médecin psychiatre et rastaquouère, faire scintiller des ampoules multicolores autour du crâne de Jean Meyer ; et, après avoir, d'une craie dévergondée, tracé des chiffres au tableau noir, il s'est enfoncé dans une trappe, l'index debout, les lunettes en feu. Nous avons vu, le temps de respirer, des banques devenir des cafés, une salle de conférences, avec projection authentique, devenir le Vieux-Port de Marseille. Deux comédiens fuyaient sous une toile de fond pivotante, et Marseille deve-

nait hollandaise, et Volendam devenait Saïgon.

Il y a eu un paquebot arrivant à Rio, et le Pain de Sucre est passé devant nous. Et encore des savanes, des plateaux déserts, semés de roches percées ; un grand wagon-lit quittant la gare d'Orsay. Je mêle tout tant c'était beau ! Vingt-trois tableaux de Wakhevitch ; et pas de faux tableaux, comme il arrive quand on fait état des scènes devant le rideau. Vingt-trois décors et agencements scéniques ; vingt-trois collections d'accessoires ; des tables, des fusils, une mappemonde, des mulets. Ah ! on ne se croyait pas à la Comédie-Française ! Ils étaient loin, *Andromaque* et *Les Jeux de l'amour*. Le Châtelet, battu. Le Casino de Paris, en danger.

Robert Kemp
(14 novembre 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

L'Afrique et la globalisation

Suite de la première page

Mais, au total, le 11 septembre est un *turning point* dans l'histoire de l'humanité. Et c'est parce que l'Afrique devait, sans hésitation et sans délai, prendre sa place dans le front mondial antiterroriste que vingt-sept Etats et le Sénégal ont signé la récente déclaration de Dakar, en attendant que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) prenne le relais pour un front continental plus vaste.

C'est le même sens de la responsabilité qui me pousse, aujourd'hui, à essayer de profiter du sommet de l'OMC à Doha pour aborder un des aspects concrets de la mise en œuvre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique : l'accès aux marchés des pays développés.

Au moment même où les grandes puissances nous invitent à la liberté totale du commerce et des échanges, ce que nous acceptons d'ailleurs comme étant la seule voie de nature à assurer la croissance économique mondiale, source principale du financement de notre propre développement, ces pays dépensent 1 milliard de dollars par jour en faveur de leur agriculture tout en nous demandant d'accepter d'ouvrir nos maigres marchés à la concurrence de ces produits subventionnés, qui, au surplus, bénéficient de la forte productivité que leur assure l'utilisation de techniques qui ne sont pas à notre portée.

Le rendez-vous de Doha devrait amener une rupture avec le passé pour revoir non pas les règles du jeu du libéralisme, mais leur application dans une double direction : d'abord, le respect de ces règles par les pays développés ; ensuite, une interprétation correcte du libéralisme, qui s'associe parfaitement à une protection transitoire sans laquelle nos industries et nos agriculteurs disparaîtront pour faire de l'Afrique un immense souk.

Il faut que les deux parties respectent les règles du jeu. Il n'y a pas de « free trade » (liberté d'échange) sans « fair trade » (échange loyal), faute de quoi, l'un des deux libéraux devient tout simplement le dindon de la farce

Car aucune industrie africaine n'est en mesure aujourd'hui de supporter la concurrence contre les grandes industries du monde développé, qui s'adressent à des centaines de millions de consommateurs. Les indispensables adaptations transitoires ne sont pas contre l'essence du libéralisme, surtout parce qu'elles impliquent par ailleurs des opérations telles que le transfert de technologies, de nouveaux investissements du Nord vers le Sud pour accroître la productivité dans le Sud, et même des délocalisations. Ces dernières peuvent avoir intérêt à trouver dans le Sud de meilleures conditions de coûts de main-d'œuvre ou d'accès direct à des ressources naturelles.

Libéral convaincu, je n'en réclame pas moins, dans les conditions actuelles du commerce international, la protection de certains produits africains. Car, malheureusement, beaucoup de ceux qui parlent du libéralisme ignorent totalement cette notion, qu'ils interprètent à leur façon.

Chaque fois que l'occasion m'a été donnée de me trouver en présence d'un dirigeant du G8, je n'ai pas manqué de parler d'aide, de réclamer la justice, en dénonçant la violation permanente des règles du jeu commercial par les pays développés eux-mêmes, à notre grand détriment.

Dans l'histoire de la pensée économique depuis Adam Smith, en

passant par Ricardo, on ne connaît qu'un partisan du « *laissez-faire, laissez-passer* » absolu, le Français Frédéric Bastiat, qui, heureusement, n'était qu'un penseur et ne dirigeait pas un Etat. L'essence du libéralisme est dans la liberté d'entreprise, qui est la première liberté de la doctrine libérale.

Cette liberté ne dépend que de l'autorité du seul pays qui la prône. La seconde liberté, la liberté de commerce, ne s'exerce pas seule le car, pour commencer, il faut être au moins deux. Mais pour qu'elle puisse avoir un sens, il faut que les deux parties respectent les règles du jeu. Il n'y a pas de *free trade* (liberté d'échange) sans *fair trade* (échange loyal), faute de quoi l'un des deux libéraux devient tout simplement le dindon de la farce.

Si Doha ne tient pas compte de ces éléments, ce nouveau rendez-vous risque d'être à l'origine d'une grande déception des pays en développement, notamment ceux d'Afrique.

Les questions agricoles, qui intéressent près de la moitié de la population de la planète, sont l'un des principaux sujets de discussion et le prolongement de la philosophie qui a soutenu les accords de Marrakech. Or force nous est de constater que, globalement, l'application de ces accords n'a engendré que des échecs.

Pour les Etats-Unis d'abord, qui ont été amenés à doubler, voire à tripler leurs subventions agricoles. Pour l'UE ensuite, qui a du mal à redéfinir une politique agricole cohérente et qui cherche dans des définitions nouvelles (multifonctionnalité, etc.) le moyen de sauvegarder ses exploitations agricoles menacées.

Pour les pays en voie de développement enfin, qui n'ont pas pu développer, voire maintenir, leur agriculture, en raison des cours mondiaux artificiellement bas qui empêchent un milliard de paysans de se nourrir convenablement.

En fait, nos partenaires du Nord, partisans de la globalisation comme nous, ne raisonnent malheureusement pas en termes d'intérêt de l'économie mondiale globale. En réalité, pour eux, l'économie mondiale se confond avec l'économie des pays développés. Cette erreur d'optique les conduit, qu'ils le veuillent ou non, à ne rechercher fondamentalement la croissance de la composante agricole de l'économie mondiale qu'à travers le développement de l'agriculture des pays développés. Ce qui aboutit à la marginalisation de l'agriculture des pays du Sud.

Un exemple : les 350 milliards de dollars d'équivalents-subventions aux agriculteurs du Nord, selon les calculs de l'OCDE, pour le sudiste que je suis, profiteraient plus à l'économie mondiale si la moitié seulement était utilisée, au Nord et au Sud, à l'amélioration de la conservation des sols, au développement et à l'économie de l'eau, à l'accélération de la lutte contre l'effet de serre.

C'est pourquoi nous ne pouvons qu'approuver et nous réjouir à la fois des prises de position récentes d'experts agricoles français, invitant à une rupture avec ces pratiques ruineuses.

George W. Bush, à nos observations, a répondu qu'il était lui-même contre les subventions aux Etats-Unis. Fort bien, mais que devenons-nous en attendant la suppression de ces subventions ? Et de quelles subventions parle-t-on ? Apparemment, à Doha, les Etats-Unis continuent de parler de celles des autres.

L'exemple de la France, puis celui de l'Europe montrent que c'est grâce à une véritable protection que leurs économies agricoles, pourtant plus avancées que celles de bon nombre de pays africains agricoles, ont pu se développer et participer, d'une manière décisive, à l'expansion remarquable de leurs économies.

A l'autre bout du monde et dans un autre système économique, la Chine fournit un exemple du même ordre. En 1979, les dirigeants chinois ont décidé d'augmenter sensiblement les prix agricoles (de près de 50 %) et de rendre progressivement la liberté aux agriculteurs. Les résultats ne se sont pas fait attendre : entre 1979 et 1985, la production de grains a augmenté de 30 %, celle des oléagineux a été multipliée par deux, tout comme la production de canne et de betterave à

sucré et celle de viande rouge. Le revenu net des paysans par tête est passé dans le même temps de 134 à 355 yuans. Dans un pays où la population agricole représentait la moitié de la population, et la population rurale les deux tiers, la croissance économique a augmenté de 8 % à 12 % par an.

Nous devons toutefois, parallèlement, reconnaître que nous, pays africains, n'avons pas toujours su faire les efforts nécessaires pour tenir nos engagements, notamment financiers, à l'égard des organisations internationales prêtes à nous aider. C'est pourquoi nous avons décidé d'établir désormais nous-mêmes les plans définissant les objectifs de notre politique économique à forte base de développement agricole, et de les présenter aux instances internationales compétentes ainsi qu'à nos partenaires les plus proches, plutôt que de nous voir imposer de l'extérieur les politiques que nous serions censés désirer.

Ces initiatives ne prendront leur sens que si, à Doha, nous obtenons des grands pays exportateurs le droit à la souveraineté alimentaire pour nos pays et la possibilité d'utilisation temporaire des types de protection dont ils ont su nous fournir l'exemple, tout en nous gardant un accès, même limité, à leurs marchés solvables.

Un certain nombre d'études font en effet ressortir que, depuis dix à vingt ans, les pays développés ont plutôt réduit qu'accru leurs échanges avec les pays les moins développés.

Quels que puissent être les accords de Doha, et dans la perspective des prochains rendez-vous qu'ils nécessiteront, il serait à l'honneur de l'Europe, et particu-

lièrement de la France, d'aider l'Afrique à atteindre ses objectifs. Nous sommes prêts, pour notre part, à aider l'Union européenne à modifier substantiellement les accords internationaux agricoles, et à passer d'un *free trade* à un *fair trade*. Cela permettrait aux mieux lotis de servir les plus économiquement faibles dans un système où chacun commerce avec l'autre en fonction de ses capacités réelles de compétitivité.

Si l'on veut bien y réfléchir quelques instants, il est étonnant que, depuis vingt ou trente ans, les pays représentant un peu plus de 100 millions d'agriculteurs menacent, par leurs politiques internationales, l'existence de plus d'un milliard de paysans.

Si nous sommes prêts à participer avec l'UE à cette rupture dans les habitudes du commerce mondial, il faut que les grands pays, pour leur part, jouent un jeu plus ouvert avec nous.

Si nous voulons que le monde continue d'avancer vers la paix et que le niveau de vie des plus déshérités s'élève (la malnutrition coûte 1 % à 2 % de croissance à de nombreux pays), les travaux de Doha devront marquer une nouvelle et bénéfique orientation dans le domaine des échanges internationaux.

L'Afrique, prête à cette nouvelle aventure de la communauté internationale, a déjà choisi de coopérer avec tous les peuples, notamment ceux du G 8, avec détermination, à la reconstruction en cours des rapports internationaux. C'est tout l'esprit du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

Abdoulaye Wade

La ressemblance des sexes

par Elisabeth Badinter

Il y a deux ans, lors du débat sur la parité, les militantes se sont donné beaucoup de mal pour justifier la modification constitutionnelle entérinant l'irréductible différence des genres. Elles n'ont cessé d'opposer l'homme et la femme et leurs caractéristiques respectives. A elle la modestie, la générosité, le souci des autres et de la vie en général. A lui le goût du paraître, l'égoïsme et la violence. Vieille distinction qui remonterait à l'origine des temps : elle préserve la vie, il affronte la mort.

L'actualité de ces derniers jours vient démentir cruellement ces affirmations que l'on croit opportunes. Le 10 novembre, *Le Monde* nous apprend qu'une certaine Ana Belen Egües Gurruchaga, dite « Dolorès », dirigeait ces dernières années les actions du sanglant commando Madrid et qu'elle-même venait de faire sauter une voiture piégée dans la capitale espagnole, blessant ainsi quatre-vingt-dix personnes. De surcroît, l'organisation dont Dolorès est le chef avait presque mené à terme, en décembre 1999, le projet de détruire la tour Picasso, dans laquelle travaillent 5 000 personnes.

Au-delà de la comparaison de ladite Dolorès avec Ben Laden, qui les renvoie tous deux dans le camp des fous fanatiques, il faut noter la filiation de cette dame avec les femmes terroristes allemandes et italiennes des années 1970 et s'interroger sur leur violence et leur désir de

donner la mort. Affaire de testostérone ou d'histoire individuelle qui transcende la différence sexuelle ?

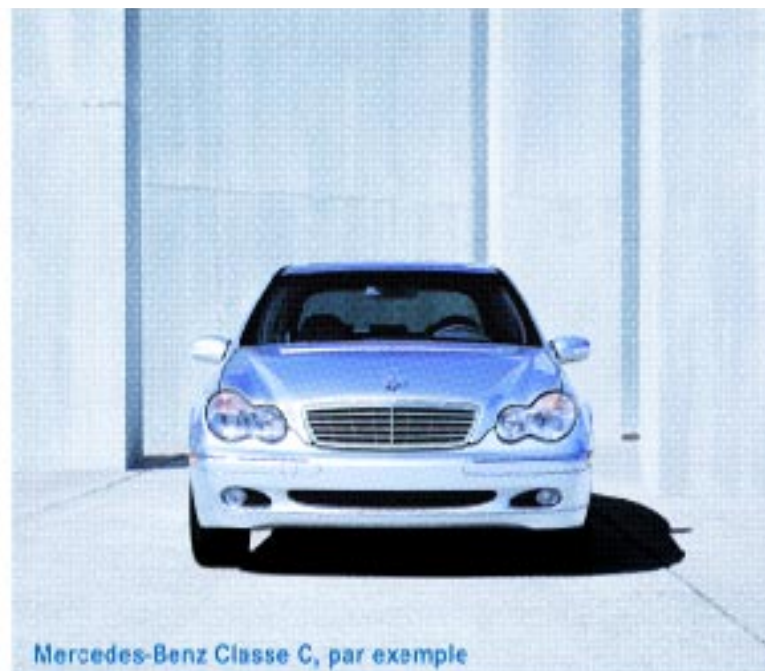
Le 12 novembre, les radios nous apprennent que trois journalistes ont trouvé la mort en faisant leur métier en Afghanistan. Parmi eux, une jeune femme de 35 ans, Johanne Sutton, journaliste à RFI. Y a-t-il une différence de nature entre elle et ses deux compagnons ? On imagine la même peur au ventre, le même courage et leur commune capacité à mettre leur vie en jeu pour un idéal : nous informer.

Les femmes grands reporters qui couvrent les guerres au risque de leur vie sont de plus en plus nombreuses. Je les regarde, les écoute et les lis avec la même admiration que leurs collègues masculins. Mais en plus, je leur voue une grande reconnaissance pour leur aptitude à faire mentir les vieux préjugés dans lesquels on veut toujours nous enfermer. En pensant à Dolorès et à Johanne Sutton, il faut bien reconnaître enfin que le souci de la vie ou le risque de la sienne ne sont le propre d'aucun genre. Certaines femmes comme certains hommes osent affronter la mort, et certaines à l'égal des hommes peuvent l'infliger à d'autres. La grandeur, comme l'ignominie, n'a pas de sexe.

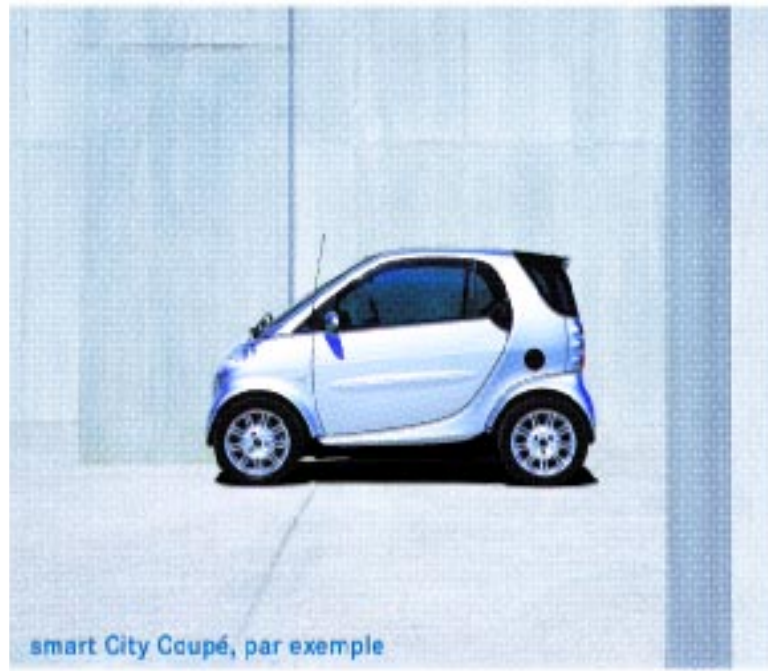
Elisabeth Badinter est écrivain et maître de conférences à l'Ecole polytechnique.



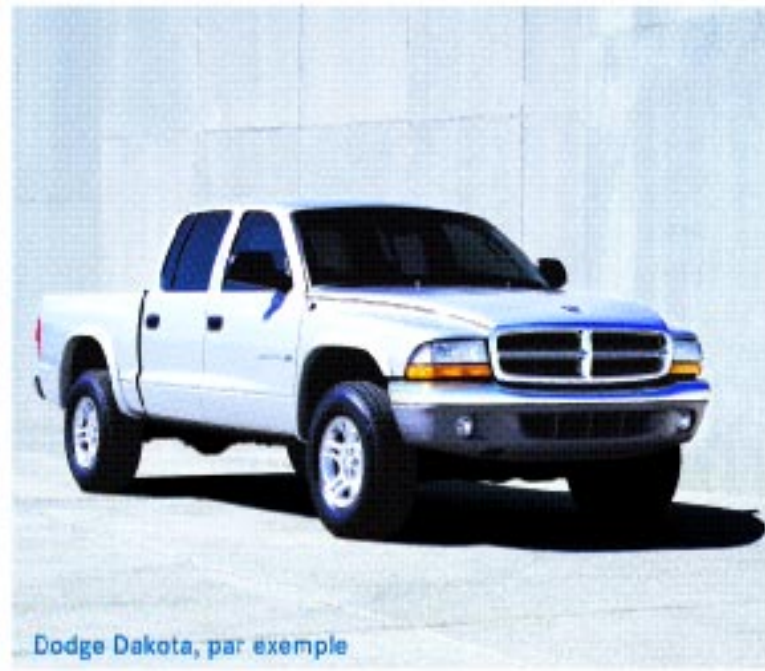
Chrysler PT Cruiser, par exemple



Mercedes-Benz Classe C, par exemple



smart City Coupé, par exemple



Dodge Dakota, par exemple



Jeep, Cherokee, par exemple



Fortement déconseillée!

COMMERCE Les négociateurs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devaient parvenir, mardi 13 novembre, à Doha (Qatar), à un accord de principe pour assouplir le

droit des brevets et élargir, en faveur des pays en développement, l'accès aux médicaments. ● **LES GRANDS LABORATOIRES** accueillent ce projet avec scepticisme. Ils font valoir que

l'affaiblissement des brevets freinera la recherche de nouveaux médicaments sans résoudre les problèmes de santé publique auxquels sont confrontés de nombreux pays en

développement. ● **L'ACCORD** a été trouvé, contre toute attente, à l'initiative des Etats-Unis, qui, confrontés au risque de l'anthrax, ont fortement changé de doctrine.

● **LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT** qui n'ont pas d'industrie pharmaceutique ne bénéficieront pas des mêmes facilités pour accéder aux médicaments génériques.

L'OMC convient d'assouplir le droit des brevets sur les médicaments

Les négociateurs de l'Organisation mondiale du commerce devaient parvenir, mardi à Doha, à un accord de principe pour faciliter l'accès aux génériques des pays en développement. Les industriels de la pharmacie, qui prédisent un coup de frein sur la recherche, ne cachent pas leur inquiétude

LA DIRECTRICE générale de l'Organisation mondiale de la santé, Gro Harlem Brundtland, avait exhorté, vendredi 9 novembre, les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à saisir cette « occasion historique » : veiller à ce que les aspects de droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Adpic) ne barrent pas l'accès aux médicaments indispensables dans les pays les plus démunis. A défaut d'être historique, l'accord de principe, qui devait être conclu, mardi 13 novembre, à Doha (Qatar), entrouvre un peu plus l'accès aux médicaments.

Les Etats-Unis, ardents défenseurs des intérêts de leurs laboratoires, ont créé la surprise en faisant d'amples concessions. Il est vrai que les Américains avaient, avec le Canada, montré le « mauvais exemple » : ces deux pays, face aux risques d'attaques à l'anthrax, ont menacé, il y a deux semaines, de recourir à des copies conformes

du Cipro, l'antibiotique de l'allemand Bayer.

La déclaration prévoit, comme le demandaient les pays en développement, que rien « ne puisse empêcher les membres de prendre des mesures pour protéger la santé publique ». Au départ, les Etats-Unis voulaient limiter aux principales pandémies le recours à des médicaments génériques. Mais l'effet anthrax a certainement joué. La définition des exceptions à la règle implacable du brevet est élargie aux « crises de santé publique » telles que le sida et d'autres pandémies ou « d'autres circonstances d'extrême urgence ».

Désormais, beaucoup de pays, qui hésitaient à utiliser les licences obligatoires, pour produire localement le générique d'un médicament salvateur, pourront « se référer à ce texte pour négocier avec les laboratoires, comme les Etats-Unis l'ont fait avec le Cipro », a affirmé, lundi, Daniel Berman, de Méde-

cins sans frontières (MSF), depuis Doha. Cet accord ouvrira-t-il la boîte de Pandore qui affaiblira la protection des brevets et découragera les industriels de se lancer dans des

Les Etats-Unis, ardents défenseurs de leurs laboratoires, ont créé la surprise en faisant d'amples concessions

programmes de recherche dispensent ? C'est ce que pense l'industrie, qui aurait souhaité qu'une « situation d'urgence sanitaire » restrictive figure dans le texte final. « L'inquiétude que l'on peut avoir porte sur l'interprétation plus ou moins large des "crises de santé". Nous espérons que ce nouveau texte

ne va pas ouvrir la porte à une mise en cause en pratique des brevets », a expliqué au Monde le docteur Yves Juillet, président du groupe de travail médicaments et tiers-monde au Syndicat français de l'industrie pharmaceutique (SNIP). « Les pays en développement seraient les plus touchés. C'est dans les pathologies tropicales que les recherches nécessitent une attitude active. »

Non seulement l'affaiblissement des brevets handicaperait la recherche de nouveaux médicaments, mais elle ne résoudra pas l'accès aux médicaments dans les pays en développement, argue encore l'industrie pharmaceutique. Harvey Bale, directeur de la Fédération internationale des industries pharmaceutiques a ainsi souligné, devant l'OMC, que les contrefaçons représentent 10 % des médicaments en Asie du Sud-Est et près de 50 % en Afrique. Ces nombreux médicaments restent inabordablement pour les pauvres, a-t-il dit, ce qui

montre bien que le problème n'est pas celui des brevets, mais des politiques nationales.

« La plupart des maladies qui tuent les gens dans ces pays, comme les diarrhées ou les maladies infectieuses, sont déjà traitées par des produits hors brevets », avance le docteur Juillet. « Or, la réalité des faits montre que, même si le médicament est gratuit, l'absence de système fiable de santé et d'approvisionnement rendent l'accès au médicament très difficile. Par exemple, l'OMS a noté que, si un patient habite à plus de 5 km d'un centre de santé où on peut lui distribuer le produit, il n'a pas d'accès physique au traitement. »

Les laboratoires rejettent globalement l'idée selon laquelle les brevets seraient un frein à l'accès aux médicaments. Ce n'est pourtant pas la première fois que la question de la propriété intellectuelle est abordée comme un obstacle majeur à l'obtention de traite-

ments abordables. La question s'était déjà posée, de façon cruciale, dans le cas du sida, où la plupart des médicaments sont couverts par des droits de propriété intellectuelle. L'Afrique du Sud est un cas d'école : avec ses 4,7 millions de personnes vivant avec le VIH/Sida, elle représente à elle seule la moitié du marché pharmaceutique en Afrique et 13 des 15 traitements anti-rétroviraux sont protégés par un brevet, selon MSF. « Les laboratoires ont fait leur part du travail, en mettant leur produit au prix des produits les plus bas, c'est-à-dire des génériques », estime M. Juillet.

Ce que ne disent pas les laboratoires, c'est que si les opinions publiques mondiales ne s'étaient pas mobilisées autour du procès de Pretoria, au printemps 2001, l'affaire n'aurait pas abouti aux mêmes résultats. En un an, le coût des antirétroviraux est passé de 10 400 dollars par patient et par an à 295 dollars, grâce notamment aux génériques. L'industrie pharmaceutique souligne également que certains pays, sous couvert de défendre des intérêts de santé publique, soutiennent leurs intérêts économiques. « Pourquoi l'Inde a-t-elle poussé à l'élargissement des exceptions ? Le sida explose dans ce pays, malgré son non respect de la propriété intellectuelle. C'est parce que l'Inde est le principal fournisseur de génériques au monde », souligne-t-on au SNIP. En encourageant ces pays à fabriquer des médicaments bon marché pour eux-mêmes et pour d'autres, les laboratoires redoutent un trafic des médicaments, à prix bas, vers les pays riches, manne traditionnelle des laboratoires.

Quoi qu'il en soit, avec son statut un peu particulier, le médicament s'inscrit désormais comme une marchandise à part, au regard des règles de concurrence.

Véronique Lorelle

Les laboratoires pointent le coût de la recherche

- Le budget recherche et développement des entreprises européennes est passé de 2,3 milliards d'euros en 1980 à 15,5 milliards d'euros en 1999.
- Les investissements nécessaires à la mise sur le marché d'un médicament d'innovation sont estimés à 500 millions d'euros.
- Environ 70 % des nouveaux médicaments n'offrent aucun retour sur investissements.
- Seule une molécule sur 5 000 à 10 000 développées sera mise sur le marché.
- La phase réelle de commercialisation protégée par le brevet est de cinq ans en moyenne, sur une durée totale du brevet de vingt ans.

Les pays sans industrie pharmaceutique ne bénéficieraient pas de la même avancée

DOHA

de notre envoyée spéciale

Mardi matin 13 novembre, les négociateurs des 142 Etats membres de l'OMC se livraient encore une bataille sémantique pour élaborer un texte définitif sur l'accès aux médicaments, mais la cause était acquise. L'Inde continuait de se battre pour obtenir une formulation juridiquement plus contraignante qui, en cas de conflits devant l'organe de règlements des différends de l'OMC, impose la primauté des questions de santé publique sur les droits des brevets.

Enfin, un différend subsistait sur l'affirmation de la reconnaissance « de la gravité des crises de santé publique » affectant les pays en développement, formulation défendue par la Suisse, contre la reconnaissance de la gravité « des problèmes de santé publique ».

CONDITION PRÉALABLE

Revendication majeure des pays en développement, la question de l'accès aux médicaments a été au cœur de la quatrième conférence ministérielle de l'OMC. Une coalition de pays du Sud, menée par l'Inde et le Brésil, en faisait une condition préalable au lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales. Ils exigeaient une clarification de l'accord dit « Adpic », qui instaure pour les brevets une protection d'une durée de vingt ans tout en prévoyant, pour les médicaments, des dérogations en cas d'urgence sanitaire avec un système de licences obligatoires. Ces dispositions sont censées permettre la fabrication locale de médicaments, même s'ils font l'objet d'un brevet ; mais les pays en développement n'étaient pas en mesure de les mettre en œuvre, du fait de pressions des laboratoires pharmaceutiques,

soutenus principalement par les Etats-Unis et la Suisse.

Le projet d'accord prévoit que les pays les moins avancés auront jusqu'en 2016, soit un délai supplémentaire de dix ans, pour mettre en œuvre l'accord « Adpic » en ce qui concerne les médicaments. Toutefois, le texte ne règle pas le cas des pays qui n'ont pas d'industrie pharmaceutique. Les pays en développement réclamaient qu'ils puissent obtenir de faire fabriquer par un pays producteur les médicaments génériques dont ils ont besoin dans le cadre d'une licence obligatoire. Le projet d'accord prévoit seulement qu'une solution devra être proposée sur ce point par un groupe de travail sur la propriété intellectuelle d'ici à la fin 2002.

La question de l'accès aux médicaments avait fait lundi l'objet d'un texte élaboré par un groupe de travail qui comprenait neuf pays dont l'Inde, le Brésil, le Zimbabwe, l'Union européenne et les Etats-Unis. Washington avait contribué à débloquent la situation en proposant la veille, contre toute attente, un projet de déclaration commune avec le Brésil. Déterminé à lancer un nouveau cycle et confronté lui-même à la nécessité de constituer rapidement un stock de Cipro pour lutter contre l'anthrax, Washington a assoupli sa position. En revanche, les Quinze, faute de consensus entre eux, sont passés d'un rôle actif à celui d'observateur. « C'est une victoire des pays en développement qui ont réussi à mener pour la première fois un débat sur la santé dans un forum destiné à promouvoir le commerce international », a déclaré German Velasquez, responsable du programme médicaments à l'Organisation mondiale de la santé.

Martine Laronche

Rejoignez une entreprise où le choix le plus dur sera celui de votre voiture de fonction.

Travailler pour un grand constructeur automobile présente bien des avantages.

Pour n'en citer qu'un, vraiment exceptionnel: notre palette de 45 voitures de fonction. Enfin, disons 44... Pour en savoir plus: www.daimlerchrysler.com.

DAIMLERCHRYSLER

Répondre aux questions à venir.

Les syndicats de Moulinex multiplient les coups d'éclat pour négocier des primes de départ

Les 3 287 lettres de licenciement doivent être envoyées avant le 19 novembre

Les salariés de l'usine Moulinex de Cormelles-le-Royal (Calvados) ont mis le feu à l'un des bâtiments au moment même où des syndicalistes

retrouvaient Michel Bove, le délégué nommé par le gouvernement. Celui-ci essaie d'obtenir que les salariés de Moulinex puissent recevoir une prime

de licenciement supplémentaire de 80 000 francs, promise dans un accord de 1997 mais compromise par la situation financière de l'entreprise.

À L'ISSUE d'une journée et d'une soirée mouvementées, les représentants syndicaux de Moulinex ont, au moins sur le principe, obtenu gain de cause. Mardi 13 novembre dans la nuit, le comité central d'entreprise chargé d'examiner les modalités du plan social concernant les 3 287 salariés des unités non reprises par SEB s'est achevé sur l'annonce d'une prime additionnelle de licenciement dont le montant toutefois n'a pas été déterminé. Pour les syndicats, elle ne saurait être inférieure à 80 000 francs (12 196 euros) par salarié, soit au total 300 millions de francs, s'ajoutant aux quelque 40 000 à 70 000 francs, selon les catégories, prévues par la convention collective. Mais, juridiquement et financièrement, l'attribution de cette prime est loin d'être évidente.

« Le gouvernement a pesé de tout son poids sur la base des rapports alarmants des préfets de Basse-Normandie » : après une dernière réunion à Matignon, lundi en fin d'après-midi, Michel Bove, délégué interministériel chargé de l'accompagnement social et de la réindustrialisation des sites a finalement arraché la promesse que cette revendication, conforme à un accord d'entreprise de 1997, serait bien prise en compte par l'assurance de garantie sur les salaires (AGS) dans

le bouclage du plan social, avant l'envoi des lettres de licenciement prévu impérativement le 19 novembre, trente jours après le dépôt de bilan. Cette procédure concerne les salariés des usines normandes de Cormelles-le-Royal, comme celles de Falaise, de Bayeux dans le Calvados ou d'Alençon dans l'Orne qui doivent fermer leurs portes.

PROFONDES DIVERGENCES

Pour y parvenir, et en dépit de profondes divergences, notamment entre la CGT et la CFDT, les syndicats ont, durant le week-end et lundi, multiplié les coups d'éclat pour attirer l'attention sur la situation « désespérée » des « Moulinex ». Alors que les discussions venaient de s'engager au siège social de l'entreprise, à La Défense, les délégués de tous les syndicats, à l'exception de la CFDT, laissent entendre que M. Bove était « séquestré » en compagnie des administrateurs judiciaires.

Au même moment dans l'après-midi, une centaine d'ouvriers de Cormelles-le-Royal, au sud de l'agglomération caennaise, ont mis le feu à un petit bâtiment de stockage. Sur les murs d'enceinte de l'usine occupée depuis le 11 septembre, un slogan avait prévenu : « Non à la fermeture ; du fric sinon boum ». Des bouteilles de gaz et

des bidons contenant de l'acide sulfurique et de l'acétylène avaient été placés sur le toit d'un des autres bâtiments jaunes.

Alors que des flammes commençaient à gagner le toit en tôle, les pompiers de Caen, ont, dans un premier temps, été empêchés d'entrer sur ce site tenu par la CGT. « Au feu les pompiers, y'a Moulinex qui brûle », chantaient un groupe de femmes, plus revendicatives que les hommes, accrochées aux grilles d'entrée. « Nous avions prévu », raconte l'une d'elles. Cela fait exactement deux mois que nous attendons du concret. On trouve facilement de l'argent pour les cliniques privées. Mais nous, rien. Après trente ans de maison, on gagne 6 500 F et on nous vire avec 50 000 F. Il n'en est pas question. »

« Je suis le directeur de la police nationale. Ne laissez pas brûler votre usine. Les négociations sont en cours à Paris. Soyez des gens responsables. Nous ne sommes pas contre vous, nous habitons tous la même région. » Au terme d'inattendues négociations sous le crachin normand, deux pompiers et un policier ont été autorisés à passer la grille « pour mesurer les dégâts et définir les risques ». Rouge de colère, un homme tonne : « Si Paris ne lâche rien, nous passerons à la vitesse supérieure de l'arme du sabotage. On va nous entendre. L'actualité ne

parle jamais de nous. » A l'été 2000, les salariés de la brasserie Adelshoffen en Alsace, ceux de la filature Cellatex, dans les Ardennes, victimes de plans sociaux, avaient utilisé le même type d'action.

Alors que l'action Moulinex a disparu, mardi, du premier marché de la Bourse de Paris, après trente-deux ans de cotation, les dirigeants de SEB, le nouveau propriétaire de Moulinex, commencent à manifester des signes d'impatience face à cette situation de blocage. A Alençon, un moule de production a été jeté, samedi, dans la Sarthe, par des militants CFDT, avant une manifestation qui a rassemblé un millier de personnes. Ils étaient 4 000 à Caen et 1 000 à Saint-Lô. Dimanche 11 novembre, toujours à Alençon, 500 « Moulinex » ont réussi une « manif de nuit ». Un flambeau à la main, ils ont défilé dans les rues de la préfecture de l'Orne de 22 heures à 1 heure du matin.

Mardi dans la matinée, le calme était revenu devant l'usine de Cormelles. De nouvelles discussions étaient prévues, mercredi, pour examiner la suite des dispositions du plan social qui devra être adopté ensuite, site par site.

Michel Delberghe et Jean-Jacques Lerosier (à Caen)

Gemplus pourrait supprimer 1 500 emplois dans le monde

La direction dément les rumeurs de plan social

GEMPLUS, le leader mondial de la carte à puce, est à nouveau dans la tourmente. Quelques jours après l'obligation faite à la direction par le tribunal de commerce de convoquer une assemblée générale (Le Monde du 9 novembre), Ismaël Chinchilla, délégué FO et secrétaire adjoint du comité d'entreprise, affirme qu'un plan social en préparation menace « 450 personnes en France et environ 1 500 dans le monde » [sur un total d'environ 7 000].

La direction dément formellement ces informations. « Pure spéculation », estime une porte-parole. Selon elle, il n'y a rien de nouveau depuis les mesures annoncées au printemps : gel des embauches, non-renouvellement des contrats à durée déterminée, proposition de départs volontaires pour les non-cadres et non-renouvellement des contrats d'assistants techniques dont la mission vient à expiration.

TROIS USINES CONCERNÉES

Pourtant, Antonio Perez, le numéro un de Gemplus, extrêmement contesté par les salariés, a annoncé début novembre que « des décisions cruciales vont être prises dans les prochaines semaines », selon La Tribune du 12 novembre. « Je ne suis en mesure ni de confirmer ni de démentir un

plan social. La direction n'en a jamais parlé mais elle semble tout faire pour préparer les esprits », estime Franck Casalini, secrétaire du comité d'entreprise.

Selon un cadre qui souhaite rester anonyme, « un plan social est inévitable ». Après avoir réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 milliard d'euros et un bénéfice de 99 millions d'euros en 2000, l'entreprise ne réaliserait un chiffre d'affaires de 1 milliard d'euros et accuserait une perte de 175 millions d'euros en 2001. Selon lui, trois usines vont être fermées, dont une en Allemagne, à Herne, et une en Grande-Bretagne, à Havant. Une deuxième usine allemande serait menacée, mais celle-ci se trouverait en Bavière, dans le fief de la famille Quandt, un des principaux actionnaires de Gemplus (et du constructeur automobile BMW).

Selon ce cadre, les 450 suppressions d'emplois envisagées en France ne seraient que la première partie d'un plan encore plus sévère : 250 autres emplois seraient menacés dans un second temps.

Ces rumeurs interviennent sur fond de crise, une partie des actionnaires et du management ne cachant pas leur souhait de renverser la direction.

Frédéric Lemaître

Grands magasins et petits commerces s'opposent sur l'ouverture dominicale

À QUELQUES SEMAINES de Noël, la polémique autour de l'ouverture des magasins le dimanche resurgit. Trois grandes enseignes, les Galeries Lafayette, le Printemps et la Samaritaine sont sous le coup d'une interdiction d'ouverture dominicale. A la demande de quatre fédérations professionnelles représentant les détaillants de l'habillement et de la chaussure, le tribunal administratif de Paris a annulé en référé, le 27 octobre, un arrêté de la préfecture de Paris. Celui-ci prévoyait l'ouverture de ces magasins les dimanches 28 octobre et 25 novembre. Prétendant avoir reçu l'annulation trop tard, le Printemps a tout de même ouvert ses portes, prenant le risque de poursuites.

Théoriquement, au terme de l'article L.221-19 du code du travail, les ouvertures dominicales sont limitées à cinq par an. Des dérogations existent dans certaines zones touristiques et pour certains types de produits, par exemple les biens culturels. En dehors de ces cas spécifiques, les magasins doivent demander des autorisations à la préfecture qui les accorde en nombre limité. La polémique porte sur les conditions de ces autorisations.

Pour l'Union du commerce de

centre-ville (UCV), qui représente les grands magasins, les ouvertures s'entendent de façon individuelle, c'est-à-dire que chaque magasin appartenant à une enseigne peut demander une autorisation indépendamment des autres points de vente.

« DISTORSION DE CONCURRENCE »

« Chaque établissement de commerce de détail doit garder la liberté de décider de ses ouvertures le dimanche », affirme Jacques Perriat, président de l'UCV. Mais cette interprétation conduit à multiplier les ouvertures dominicales. Ainsi, depuis quelques années, les

grands magasins bénéficient au total d'une dizaine d'autorisations au lieu des cinq légales. « Il s'agit d'une discrimination flagrante, qui a pour conséquence une distorsion de concurrence », affirme Guy Javice, responsable du service réglementation économique de la Fédération nationale de l'habillement (FNH). Car dans le même temps, les petits détaillants, contrairement aux grands magasins, raisonnent en termes d'ouverture collective. Une position visiblement soutenue par la justice, qui a considéré dans son ordonnance que les autorisations ne sont valables que pour la totalité d'une branche d'ac-

tivité, et que, en tout état de cause, elles ne peuvent excéder le nombre de cinq. « Les grands magasins représentent déjà plus de 60 % du marché du vêtement, nous demandons juste de pouvoir nous battre à armes égales contre eux avec les mêmes devoirs, mais aussi les mêmes droits », souligne M. Javice.

Les grands magasins sont très critiques sur l'opportunité de cette polémique. Les enseignes du secteur subissent actuellement le contrecoup des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. La fréquentation de clientèle étrangère, qui représente un tiers de leurs ventes, a chuté de 20 % ces dernières semaines. « Dans ce contexte, le moment est mal choisi », estime Joël Mornet, directeur général des Galeries Lafayette, qui affirme que « les consommateurs sont très demandeurs d'une extension de l'ouverture des magasins le dimanche. On ne gagne pas à lutter contre les clients », ajoute-t-il. Mais à quelques semaines de Noël, la controverse prend une dimension particulière. Les grands magasins ont déposé pour décembre trois nouvelles demandes d'autorisation d'ouverture le dimanche, qui risquent à leur tour d'être refusées.

Stéphane Lauer

Menace de grève chez Marks & Spencer

Les syndicats de Marks & Spencer se disent prêts, selon la CFDT, à envisager de nouveaux débrayages dans les jours à venir s'ils n'obtiennent pas de réponse à leurs questions lors d'une nouvelle réunion sur le plan de reprise des Galeries Lafayette, qui devait avoir lieu mardi 13 novembre. Les syndicats souhaitent notamment obtenir des renseignements sur les grilles des salaires et les conditions d'évolution de carrière appliquées dans les enseignes candidates à la reprise. Le groupe Galeries Lafayette avait annoncé, fin octobre, qu'il ne reprendrait sous son enseigne que dix magasins sur dix-huit. L'exploitation des autres points de vente étant cédée à la Fnac, Virgin, H & M ou C & A, qui ne disposent pas des mêmes conventions collectives que les Galeries Lafayette. Les syndicats ont théoriquement jusqu'au 30 novembre pour approuver l'offre des Galeries Lafayette, qui menacent de se retirer si jamais un accord n'était pas trouvé.

Alain Joly quitte la présidence d'Air liquide

L'AFFAIRE a été conduite, selon les habitudes d'Air liquide, dans la plus grande discrétion. Mercredi 14 novembre, Alain Joly devrait abandonner la présidence du groupe de gaz industriels, à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire. Les actionnaires doivent se prononcer, à cette occasion, sur un changement de structure du groupe. Air liquide devrait devenir une société à directoire et conseil de surveillance. Alain Joly devrait être nommé président de ce conseil tandis que Benoît Potier, actuel directeur général, prendrait la présidence du directoire.

Pour M. Joly, ce changement de titre signifie un abandon de tout pouvoir opérationnel et une prise de distance avec le groupe. Pourquoi le président d'Air liquide a-t-il, à soixante-trois ans, choisi ce départ anticipé alors qu'il pouvait, selon les statuts, se maintenir en fonction encore pendant deux ans ? Air liquide parle d'une décision sereine : « C'est un départ qui s'inscrit dans la tradition du groupe », souligne-t-on dans le groupe, en rappelant le précédent d'Edouard de Royère. En 1995, le troisième président du groupe en

un siècle avait lui aussi décidé, alors qu'il avait soixante-trois ans, d'avancer son départ et de nommer M. Joly comme successeur. Celui-ci, qui a fait toute sa carrière dans le groupe et est pétri de la culture maison, ne pouvait pas ne pas se conformer aux usages qui veulent que toute succession se passe sans heurts, dans l'intérêt du groupe. A l'extérieur, ce départ précipité suscite cependant quelques interrogations. Certains se demandent s'il ne cache pas un différend sur la stratégie du leader mondial des gaz industriels.

FAIBLESSE DÉVOILÉE

Durant sa présidence, Alain Joly a modernisé Air liquide. Avec lui, le groupe qui se voyait d'abord comme un producteur de gaz a acquis une culture de services aux clients. Les liens avec tous les grands groupes internationaux, partout dans le monde, ont été renforcés. Dans le même temps, le groupe s'est développé vers la fourniture de gaz aux métiers de la santé, activité beaucoup moins cyclique que la vente de produits à l'industrie. Cette approche méthodique de tous les marchés a permis

au groupe de franchir la barre des 50 milliards de francs de chiffre d'affaires (7,62 milliards d'euros) en 2000.

Mais Alain Joly n'a pas réussi à donner au groupe une autre dimension. Sa tentative, en 1998, de racheter son concurrent britannique, BOC, numéro deux du secteur derrière lui, s'est heurtée au refus des autorités anticoncurrence. Depuis cet échec, le président est déstabilisé et le groupe s'interroge sur son avenir. Désormais, au-delà de la croissance interne dans ses métiers traditionnels, sa situation au niveau mondial semble gelée. Un temps voilée, la faiblesse est apparue au grand jour lors de la tentative d'approche de Suez en février. La riposte immédiate d'Air liquide a montré au marché combien le groupe, malgré la fidélité d'un très large actionnariat individuel, vivait dans l'angoisse d'une attaque extérieure. La vigueur de la réplique a dissuadé Suez d'aller plus loin (Le Monde daté 11-12 mars). Mais, pour Air liquide, la question de sa stratégie de développement, de son avenir est désormais posée publiquement.

En choisissant de sauter une

génération et de nommer un président du directoire de quarante-quatre ans, le conseil du groupe semble vouloir rebattre les cartes et tenter d'insuffler une nouvelle dynamique. Benoît Potier, qui a fait lui aussi toute sa carrière à Air liquide, arrive accompagné par une équipe soudée, constituée autour de Jean-Claude Buono, actuel directeur général adjoint, de Paul du Saillant, responsable de la grande industrie en Europe, de Pierre Dufour, chargé de l'Amérique du Nord, et de Jean-Marc de Royère, responsable du secteur santé. Ces nouveaux dirigeants pourront-ils proposer une autre stratégie ? Alors que le ralentissement économique s'étend, rendant les promesses de croissance du groupe plus difficiles à tenir, le mot d'ordre chez Air liquide est « continuité ». Sur le long terme, cependant, le producteur de gaz industriels ne pourra faire l'économie d'une réflexion en profondeur, sur son positionnement, sur l'addition éventuelle de nouveaux métiers, voire sur une alliance, sous peine de se racornir et d'être abandonné par ses actionnaires.

Martine Orange

L'avenir de l'usine AZF sera décidé d'ici à mars 2002

LE GROUPE PÉTROLIER TotalFinaElf se prononcera d'ici à la fin du mois de mars 2002 sur l'avenir de l'usine toulousaine AZF, dont l'activité est interrompue depuis l'explosion qui a fait trente morts et plus de 2 500 blessés le 21 septembre.

La direction de la société Grande Paroisse, la filiale de TotalFinaElf propriétaire de l'usine qui employait 460 salariés, « s'est donné jusqu'à la fin du mois de mars pour évaluer tous les scénarios possibles, de la fermeture à la reprise partielle ou totale des activités », a indiqué, lundi 12 novembre, à l'Agence France-Presse le directeur du site, Serge Biechlin. « Nous en sommes au stade des hypothèses, nous ne privilégions pour l'instant aucune piste », a-t-il ajouté, précisant que, « quelles que soient les décisions prises, une éventuelle reprise de l'activité ne pourrait s'opérer avant un délai de dix-huit mois », après son inspection approfondie du site.

Pertes historiques pour Marconi

L'ÉQUIPEMENTIER britannique de télécommunications Marconi, pris dans la tourmente de la crise du secteur depuis plusieurs mois, a annoncé, mardi 13 novembre, une perte avant impôts de 5,116 milliards de livres sterling (8,25 milliards d'euros) pour le premier semestre de l'exercice 2001-2002 (qui court d'avril à septembre). Le groupe a enregistré une perte d'exploitation de 222 millions de livres, résultant d'une perte de 227 millions de livres au premier trimestre et d'un bénéfice de 5 millions de livres au deuxième trimestre. Quant au chiffre d'affaires, il a reculé de 19 %, à 2,578 milliards de livres. L'endettement s'élève à 4,282 milliards de livres au 30 septembre. Depuis mars, Marconi a réduit ses effectifs de 7 000 personnes, à environ 49 000. Le président, le directeur général et le directeur financier ont démissionné et ont été remplacés.

Nokia annonce la création d'une alliance dans l'Internet mobile

LE PATRON de l'équipementier finlandais Nokia, Jorma Ollila, a annoncé, lundi 12 novembre, la création d'une alliance regroupant industriels et opérateurs de télécommunications pour promouvoir les services multimédias mobiles. Ce consortium fédère les fabricants de téléphone mobile, Matsushita, Samsung, Siemens, Sony, Ericsson et Toshiba, et les opérateurs américains AT & T Wireless, Cingular Wireless, le japonais NTT DoCoMo et le britannique Vodafone. L'objectif est de définir des standards communs pour faciliter la diffusion des services de l'Internet mobile dans le monde. Cette alliance peut être considérée comme un front anti-Microsoft, car le leader mondial des logiciels n'a jamais caché son ambition de s'imposer également sur le marché des communications mobiles. Le même jour, Nokia et Sony ont aussi précisé qu'ils allaient coopérer pour développer une plate-forme logicielle commune.

Schlumberger abandonne son activité de compteurs

DEPUIS le rachat de la société informatique Sema en février, le groupe Schlumberger, le leader mondial du secteur parapétrolier, accélère sa recomposition. Le groupe a décidé de se séparer de sa branche compteurs, un de ses métiers historiques. Schlumberger a annoncé, lundi 12 novembre, la cession des activités en Amérique du Nord au fonds d'investissement InvestCorp. pour un montant non dévoilé.

En Europe, l'activité est vendue à ses salariés associés au fonds LBO France. La nouvelle société, qui prendra le nom d'Actaris, comptera 8 200 salariés pour un chiffre d'affaires de 750 millions de dollars (841,8 millions d'euros) en 2000.

Johanne Sutton, Pierre Billaud et Volker Handloik, reporters tués en Afghanistan

La mort, dans une embuscade, des trois journalistes, deux Français et un Allemand, rappelle la difficulté de « couvrir » des conflits où les lignes de front ne sont pas clairement établies. La nécessité d'aller vérifier sur place la propagande des belligérants incite à prendre des risques

LES CORPS des deux journalistes français tués en Afghanistan devaient être rapatriés, mercredi 14 novembre, à bord d'un Transall affrété par le gouvernement. L'avion est parti lundi soir pour Douchanbé, la capitale du Tadjikistan. Les corps de Johanne Sutton, journaliste à Radio France internationale (RFI), et de Pierre Billaud, grand reporter au service étranger de RTL, y ont été transportés lundi par hélicoptère depuis le nord de l'Afghanistan, où ils ont péri en compagnie de l'Allemand Volker Handloik, un pigiste qui travaillait pour l'hebdomadaire hambourgeois *Stern*. Des membres des familles et des proches des deux Français sont également partis pour Douchanbé à bord d'un Falcon, mis à leur disposition par Paris.

Les circonstances exactes de la mort des journalistes, les premiers reporters occidentaux à mourir en Afghanistan depuis le début des frappes américaines le 7 octobre, n'étaient pas encore clairement établies mardi matin. Ce qui est sûr, c'est qu'ils sont tombés dans une embuscade tendue par les forces talibanes, alors qu'ils accompagnaient un petit convoi de soldats

de l'Alliance du Nord, dimanche soir dans le nord-est de la province de Takhar. Six journalistes étaient juchés sur un char ou sur un véhicule blindé de transport de troupes – les versions divergent – lorsque les talibans ont commencé à tirer. Il faisait nuit. Le véhicule sur lequel se trouvaient les journalistes, le dernier d'un groupe de trois, a freiné brusquement avant de repartir sous les coups de feu. Trois journalistes sont tombés. Ont-ils été atteints par balles ou par un éclat d'obus de mortier avant qu'ils ne chutent, ou seulement une fois au sol ? Les rédactions des trois victimes n'étaient pas en mesure de répondre à cette question avec certitude mardi matin.

Elles ignoraient également si les journalistes étaient morts de leurs blessures ou s'ils avaient été exécutés à bout portant par les talibans. Henri Périlhou, directeur de la rédaction de RFI, penche plutôt pour la seconde hypothèse. Pour sa part, Frank Plümer, porte-parole du *Stern*, « ne pense pas qu'il s'agisse d'une exécution », après que le photographe qui travaillait avec Volker Handloik eut pu voir son corps lundi. Ce n'est qu'en revenant sur leurs pas, après des com-

bats ayant, semble-t-il, fait des victimes de part et d'autre, que les soldats de l'Alliance du Nord ont retrouvé les trois Occidentaux morts.

Ceux-ci étaient partis vérifier si la ville de Taloqan était bien tombée aux mains des opposants au régime de Kaboul, comme le voulait la rumeur. Aller vérifier l'information : c'est le leitmotiv des envoyés spéciaux dans le Nord de l'Afghanistan, où les camps adverses manient systématiquement la propagande. « Là-bas, il n'y a pas de téléphone ni d'Internet, il faut aller voir sur place pour vérifier ce qui se passe », insiste

Olivier Danray, grand reporter à France Culture, qui avait croisé les deux victimes françaises alors qu'il quittait la région après un séjour de six semaines.

« FAIRE CONFIANCE »

Les journalistes ont-ils pris des risques inconsidérés ce jour-là ? La question est posée par certains à Paris. « Monter sur un char, ce n'est pas le rôle du journaliste, c'est risquer d'être pris pour cible. Il y a suffisamment de risques inhérents à ce métier pour ne pas en ajouter », juge sévèrement Robert Namias, directeur de l'information à TF1,

tout en soulignant les qualités professionnelles des deux Français. « La jeune génération de journalistes, les 25-35 ans, est particulièrement talentueuse, elle a été bien formée. La rigueur leur donne l'impression qu'il faut être au plus près de l'événement. »

« Les risques avaient été évalués, répond Henri Périlhou de RFI. Johanne Sutton avait parlé avec la rédaction à plusieurs reprises dans la matinée [du dimanche]. Rien ne s'est fait dans l'excitation, il n'y avait pas une volonté de passer à tout prix. » Directeur de l'information à RTL, Noël Couedel tient également à souligner que Pierre Billaud n'était « pas du tout une tête brûlée ». Olivier Danray n'exclut pas qu'il aurait fait le même choix que ses confrères s'il avait été à leur place. « Je n'ai pas envie de juger ce qu'ils ont fait, dit-il. Ils sont montés sur le véhicule parce qu'on le leur a proposé en leur affirmant que c'était sûr, ce qui était rare de la part de l'Alliance du Nord. Il y a un moment donné où il faut faire confiance. »

« Il n'y a pas de règles qui valent dans ces conditions, parce qu'il n'y a jamais deux situations pareilles », estime pour sa part Pascal Delanoy, directeur de France Info, qui

croit dans « le principe de confiance qu'on doit avoir en ceux et celles qu'on envoie » couvrir ce genre de conflits. Comme au Liban, en Bosnie, en Tchétchénie, en Somalie, au Liberia ou au Sierra Leone, la guerre dans le nord de l'Afghanistan ne se déroule pas selon des critères militaires classiques. « Les guerres modernes sont des guerres de mouvement où les lignes de front ont disparu », note Charles Lambroschini, directeur adjoint de la rédaction du *Figaro*.

« Aucun sujet d'une minute trente ne vaut de mourir », affirme Robert Namias. « Aucune couverture de conflit ne mérite la mort d'un reporter », ajoute Claude Cordier, responsable du Syndicat national des journalistes (SNJ) à Radio France. Ce genre de risques « fait malheureusement partie du métier de correspondant de guerre », rétorque Charles Lambroschini. Pour Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières, « faire un procès aux journalistes dans un conflit de ce type-là est stupide. Soit on se contente de l'information officielle, soit on va vérifier sur le terrain ».

Antoine Jacob

PROFIL

UN CARACTÈRE VIF

« Il y a ceux qui refusent que l'histoire se fasse sans témoins », Pierre Billaud, grand reporter au service étranger de la radio RTL, était de ceux-là. Né à Agen, dans le Lot-et-Garonne, en 1970, ce fils d'enseignants débute sa carrière de journaliste un peu par hasard après une intervention bénévole sur la bande FM. Il a à peine dix-huit ans. Enrôlé comme stagiaire en 1988 par la radio locale du département, Fréquence 47, ses qualités humaines et sa rigueur sont très tôt perceptibles.

Encouragé par quelques professionnels qui voient en lui un futur « grand » journaliste, Pierre Billaud se laisse facilement convaincre que cette voie peut devenir la sienne. Il décide alors de suivre une formation. Après avoir obtenu en 1990 le diplôme de l'IUT de journalisme de Bordeaux, il mettra, à compter de cette date, sa curiosité et son entrain communicatif, disent ceux qui l'ont



PIERRE BILLAUD

côté, au service de l'information radiophonique.

Pendant une petite dizaine d'années, il œuvre à Radio France où il présente les journaux à France Info puis à France Inter. Et prend progressivement pied dans l'actualité internationale en couvrant sur le terrain les conflits au Proche-Orient, en Algérie, en Bosnie, et au Kosovo. En septembre 1999, il entre à RTL, où on le considère rapidement comme un « pilier de la rédaction ».

Pierre Billaud était depuis le 23 octobre en Afghanistan. Pour la première fois, il venait de réus-

sir, dans la nuit de dimanche 11 novembre, à passer de l'autre côté du front pour aller vérifier l'information selon laquelle la ville de Taloqan était tombée aux mains de l'Alliance du Nord. « Il enrageait d'être bloqué à l'arrière, d'être soumis aux communiqués officiels », confie une journaliste.

Ce petit homme par la taille, vif par le caractère, avait, dit-on, une très haute idée du métier qu'il a exercé, dès le début, avec une rigueur extrême. Journaliste respecté en dépit de son jeune âge – son visage un peu rond lui confèrait un air d'enfant –, il suscitait l'admiration de ses confrères, sans jalousie. « Swita a dix ans et elle est très fière de réciter les versets du Coran... », « On ne les voit pas, on les entend à peine, mais on dit que ce sont des avions américains... », ses récents reportages envoyés d'Afghanistan rendaient compte avec distance, chaleur et mesure. Ils témoignaient aussi d'un amour immodéré pour un métier qu'il aura servi de sa vie.

Florence Amalou

PROFIL

UN SOURIRE, UNE VOIX

Elle souriait presque toujours. Par joie de vivre, par ouverture aux autres, comme pour opposer aux événements la légère distance nécessaire à l'explication. A l'École supérieure de journalisme de Lille, où elle était entrée en 1988, après un diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris, Johanne Sutton passait d'une discipline à l'autre – presse écrite, agence, radio ou télévision – avec cette égale bonne humeur. Modeste en abordant chaque domaine, brillante dans tous, elle tranchait par une maturité qui ne lui valait aucune jalousie.

Johanne, née le 1^{er} décembre 1966 à Casablanca (Maroc), a fait partie de cette promotion d'apprentis journalistes que le hasard a envoyés à Berlin en voyage d'étude, la veille de la chute du Mur, le 9 novembre 1989. Ses camarades avaient traversé la liesse en spectateurs étonnés de leur chance. Elle, seule, avait vécu les premières heu-



JOHANNE SUTTON

res de l'événement à l'Est, dans une famille de l'ancienne RDA. Elle en était revenue enthousiaste, avec, dans ses bobines, les voix et les sons les plus originaux pour rendre compte du basculement.

A Radio-France Internationale (RFI), où elle est entrée en 1990, cet éclectisme lui a permis, en onze années, de pratiquer tous les genres. Le reportage d'abord, au service économie. L'entretien ensuite, lorsqu'elle interrogeait l'invité du matin. Un poste de correspondante, à Londres, de 1996 à 1997 avant de prendre la direction du service reportages et société.

Ce rôle l'avait toutefois un peu déçue. En mars 2000, Johanne Sutton était donc revenue au reportage. Ses auditeurs ont alors retrouvé la chaleur et la douceur de sa voix, sa signature.

A ses enquêtes au Kosovo, en Macédoine, en Amérique centrale, elle avait ajouté de nombreux déplacements au Proche-Orient. Sans esbroufe, sans courir de risques inconsidérés, sans agressivité avec les gens qu'elle approchait, elle parvenait à éclairer les situations les plus complexes.

Elle était partie encore une fois, mi-octobre, en Afghanistan. Pour le plaisir aussi de retrouver un groupe de journalistes séduits, comme tous ceux qui l'ont croisée un jour, par sa gentillesse et ses attentions. L'une d'eux, Véronique Reyberotte, de France Culture, a relaté les derniers instants avant l'embuscade : de retour d'un front où elle avait vérifié de ses yeux les déclarations officielles, Johanne Sutton plaisantait et souriait encore.

Jérôme Fenoglio

expression publique.com

LES GRANDS DÉBATS DU MOMENT

44 % des internautes jugent que les partis politiques sont en retard dans l'usage d'Internet.

55 % pensent à l'inverse que les associations « anti-mondialisation » sont en avance.

58 % estiment que les médias ont trop parlé du livre d'Olivier Schrameck et 62 % de celui de Bernadette Chirac.

61 % jugent que la TV est orientée en faveur des États-Unis, 40 % pour la radio et 31 % pour la presse écrite.

et vous ?

donnez votre avis

sur www.expression-publique.com !

PROFIL

UN TOUCHE-À-TOUT

C'est une des dernières photographies de Volker Handloik. Devant une affiche de la résistance afghane, le journaliste allemand, tué dimanche 11 novembre dans une embuscade des talibans, est habillé d'un gilet de photographe enfilé sur le costume traditionnel de la région. Il tient un carnet de notes rouge à la main. Boucles blondes, yeux bleus, avant-bras tatoués, cet homme de quarante ans avait été envoyé en reportage auprès de l'Alliance du Nord début octobre. Journaliste indépendant, il faisait partie du dispositif de l'hebdomadaire allemand *Stern* dans la région, depuis le début de la riposte américaine aux attentats du 11 septembre.

« C'est quelqu'un qui a vécu pour l'écriture, il n'y avait pas de séparation entre son métier et sa vie privée », dit Hans-Hermann Klare, coresponsable du service étranger du *Stern*, à Hambourg. Au moment de sa mort, il mettait la dernière main à un reportage sur les composantes de l'Alliance du Nord, ses chefs et ses luttes internes, qui devrait paraître inachevé, malgré tout, dans la prochaine édition du *Stern*, jeudi 15 novembre.

Né en République démocratique allemande (RDA), à Rostock, sur les rives de la mer Baltique, Volker Handloik avait vingt-huit ans quand le Mur de Berlin est tombé. Après de multiples petits boulots, il allait profiter de la fin de la guerre froide pour se lancer à corps perdu dans l'aventure et les galères du journalisme indépendant. « C'était un esprit turbulent, qui avait



VOLKER HANDLOIK

besoin de mouvement », se souvient-on auprès d'une maison d'édition berlinoise, Aufbau Verlag, où Volker Handloik fit paraître, fin 1998, un recueil de textes et de photos consacrés aux « cinquante ans de la RDA ».

Enfant du bloc de l'Est, ce journaliste formé sur le tas parlait couram-

ment le russe. Basé à Berlin, il passait une partie de l'année à Moscou, sillonnant l'ex-empire soviétique. S'il lui était arrivé de voyager dans des pays voisins, Volker Handloik n'avait encore jamais travaillé en Afghanistan. Insatiable touche-à-tout, il maîtrisait aussi l'espagnol et avait réalisé plusieurs reportages en Amérique du Sud.

Outre le *Stern*, Volker Handloik travaillait pour d'autres titres de la presse allemande, comme *Geo*, *Focus*, et le mensuel *Spiegel Reporter*, ainsi que pour un site Internet russe en langue allemande. Il est le quatrième collaborateur du *Stern*, titre-phare du groupe Gruner & Jahr (Bertelsmann), tué sur un conflit en six ans.

Philippe Ricard (à Francfort)

France 3

137 éditions quotidiennes
+ 1 nouvelle locale :

Clermont Soir

Depuis le 22 octobre à 18h55 et 19h55

FRANCE 3, DE PRÈS ON SE COMPREND MIEUX.

France 3

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **BASF : le numéro un mondial de la chimie**, l'allemand BASF, va temporairement fermer plusieurs unités de production sur son site de Ludwigshafen pendant la deuxième quinzaine de décembre.

● **HENKEL : le chimiste allemand Henkel a annoncé lundi entre 2 500 et 3 000 suppressions d'emplois**, soit jusqu'à 5 % de ses effectifs, et revu en baisse ses prévisions de résultats.

● **BOUYGUES : le constructeur français s'est vu attribuer**, avec la Caisse des dépôts, le contrat de financement et d'exploitation d'un tronçon de l'autoroute à péage A 28 (Rouen-Alençon). Ce tronçon de 125 km, mis en service fin 2005, a été confié à Alis, filiale commune aux deux groupes.

● **ESCADA : le fabricant allemand de prêt-à-porter féminin de luxe**, en perte de 25 millions d'euros sur l'exercice 2000-2001 clos fin octobre du fait des attentats aux Etats-Unis, a annoncé, lundi 12 novembre, qu'il allait prendre des mesures d'économie.

● **SAGEM : le groupe français a enregistré des commandes de plus de 100 millions d'euros** au cours des six derniers mois, pour la fourniture de 300 viseurs optiques destinés à des véhicules blindés en France et à l'étranger.

SERVICES

● **TOURISME : les attentats du 11 septembre** pourraient coûter au secteur 8,8 millions d'emplois et 1,8 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, selon Jean-Claude Baumgarten, président du Conseil mondial du voyage et du tourisme.

● **LUFTHANSA : la compagnie aérienne allemande** va déposer un recours devant la Commission européenne contre une aide d'Etat à l'un de ses concurrents, la compagnie charter allemande en difficultés LTU. Lufthansa conteste la garantie bancaire octroyée à LTU en fin de semaine dernière, pour un prêt à hauteur de 122 millions d'euros.

● **IBERIA : la compagnie aérienne espagnole** a annoncé le report *sine die* de la livraison, prévue en 2002, de dix-neuf avions Airbus.

● **AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE : la holding de la famille Benetton** Edizione Holding veut participer à la privatisation d'Autoroutes du Sud de la France (ASF) via sa société Autostrade, croit savoir *La Repubblica* de lundi.

FINANCES

● **GOLDMAN SACHS : la banque d'affaires américaine** a reconnu, selon le *Wall Street Journal* de mardi, avoir reçu des informations en avance de Pete Davis, conseiller en investissement. Celui-ci est soupçonné par la Securities and Exchange Commission de ne pas avoir respecté l'embargo du Trésor, le 31 octobre, sur l'annonce de l'arrêt des émissions d'obligations d'Etat à trente ans.

● **UBS : les fonds sous gestion** de la première banque suisse ont reculé de 11 % au 30 septembre par rapport au 30 juin, pour atteindre 1 520 milliards d'euros. Son bénéfice net au troisième trimestre a diminué de 35 % par rapport au deuxième, à 617,8 millions d'euros.

● **ING : le groupe de bancassurance néerlandais** a annoncé, lundi, avoir finalisé l'acquisition de 13 % des actions restantes du groupe d'assurance mexicain Seguros Comercial America (SCA). Il contrôle désormais 99,91 % de ce groupe.

● **CDC : 85 % du personnel de la partie établissement public** de la Caisse des dépôts a voté contre le projet de réduction du temps de travail de la direction, selon le référendum organisé par les syndicats CGT, FO, UAI et SUD. Ceux-ci demandent la réouverture de la négociation sur l'accord.

RÉSULTATS

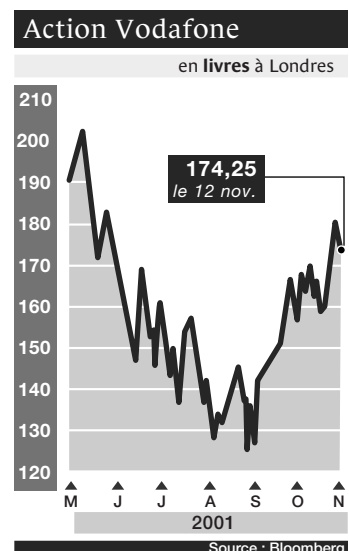
● **BENETTON : le groupe contrôlé par la famille Benetton** a réalisé un bénéfice net consolidé en hausse de plus de 40 % au troisième trimestre, à 31,3 millions d'euros. Sa politique d'ouverture de grands espaces commerciaux vise trois cents megastores en 2004, contre 90 aujourd'hui.

● **CONSORS : le courtier allemand** a enregistré une perte nette de 61 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, contre un bénéfice net de 11,7 millions d'euros un an auparavant.

VALEUR DU JOUR

Vodafone affiche des pertes record

L'OPÉRATEUR britannique de télécommunications Vodafone souffre d'indigestion après l'acquisition spectaculaire de l'allemand Mannesmann en mars 2000. Le leader mondial de la téléphonie mobile a déboilé, mardi 13 novembre, une perte record de 9,74 milliards de livres (15,9 milliards d'euros) pour le semestre se terminant le 30 septembre 2001. Cette somme correspond en grande partie à une charge exceptionnelle liée à la dépréciation des actifs acquis au prix fort. Elle est due en particulier à la révision drastique de la valeur d'Arcor, filiale de téléphonie fixe de Mannesmann, qui se trouvait dans la corbeille de mariée. La dépréciation d'Arcor se chiffre à elle seule à 4,45 milliards de livres (7,25 milliards d'euros). Les marchés s'attendaient à cette dépréciation d'actifs, et l'action Vodafone était en recul de 1,4 % à 174,25 pence à la clôture, lundi. A son plus haut, en mars 2000, le titre culminait à 399 pence. Après l'éclatement de la bulle, et alors que la déprime qui entourait les valeurs de haute technologie était à son comble, début septembre, la valorisation de l'opérateur britannique était divisée par trois. Depuis les attentats du 11 septembre, l'action a profité du retour en grâce des valeurs de télécommunications, et est repartie à la hausse. Elle affiche désormais un recul de 29 % depuis le début de l'année. L'opérateur qui s'était lancé dans une politique très agressive d'ac-



quisitions, a atteint un point culminant avec la prise de contrôle de Mannesmann. Depuis, Chris Gent, PDG de Vodafone, cherche à prendre le contrôle des opérateurs dont il est actionnaire à chaque fois que l'opportunité s'en présente. Il n'a ainsi jamais caché sa volonté de monter au capital de l'opérateur français Cegetel, filiale de Vivendi Universal, pour tenter de s'emparer de l'activité de téléphonie mobile SFR. Cette stratégie se traduit sur le premier semestre 2001 par une progression du chiffre d'affaires de 27 % et un nombre d'abonnés de 95,6 millions. Mais également par des pertes et un endettement considérables. La dette s'élevait fin septembre à 9,24 milliards de livres (15 milliards d'euros).

Laurence Girard

EUROPE

FRANCFORT DAX 30	LONDRES FT100	PARIS CAC 40
4883,46	5209,10	4484,56
5522	5507	4962
5167	5292	4700
4812	5078	4438
4457	4863	4176
4102	4648	3914
3748	4433	3652

Europe 9h57	Indices sélection	cours 12/11	Var. % 12/11	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3624,30	1,59	-24,06
EUROPE	STOXX 50	3610,46	1,57	-20,77
EUROPE	EURO STOXX 324	299,13	1,38	-23,65
EUROPE	STOXX 653	288,99	1,39	-19,68
PARIS	CAC 40	4484,56	2,47	-24,33
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	3062,64	2,32	-23,86
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	487,40	2,33	-23,56
BRUXELLES	BEL 20	2649,25	-0,55	....
FRANCFORT	DAX 30	4883,46	1,31	....
LONDRES	FTSE 100	5209,10	1,22	-16,29
MADRID	STOCK EXCHANGE	8189,20	1,61	-10,11
MILAN	MIBTEL 30	31058	1,54	-28,96
ZURICH	SPI	6321,10	1,48	....

AMÉRIQUES

NEW YORK Dow Jones	NEW YORK Nasdaq	EURO / DOLLAR
9554,37	1840,13	0,931
10421	1982	0,922
9984	1870	0,913
9547	1758	0,904
9109	1646	0,895
8672	1535	0,886
8235	1423	....

Amérique 9h57	Indices sélection	cours 12/11	Var. % 09/11	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9554,37	-0,56	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1118,33	-0,18	-15,30
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1840,13	0,64	-25,52
TORONTO	TSE INDEX	7223,88	0,20	-19,14
SAO PAULO	BOVESPA	12567,12	....	-17,64
MEXICO	BOLSA	310,71	-1,43	-1,67
BUENOS AIRES	MERVAL	226,62	-0,76	-45,62
SANTIAGO	IPSA GENERAL	108,77	0,19	13,30
CARACAS	CAPITAL GENERAL	6519,71	0,30	-4,48

ASIE - PACIFIQUE

TOKYO Nikkei	HONGKONG Hang Seng	EURO / YEN
10030,56	10662,84	107,50
11917	12049	110,6
11435	11427	109,7
10952	10806	108,7
10469	10185	107,8
9987	9564	106,8
9504	8942	105,9

Zone Asie 9h57	Indices sélection	cours 12/11	Var. % 12/11	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	10030,56	-0,51	-27,24
HONGKONG	HANG SENG	10662,84	0,66	-29,36
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1368,79	-0,11	-28,96
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	73,18	0,91	15,52
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3224,90	-0,43	2,23
BANGKOK	SET	17,60	0,17	-5,53
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3073,93	-0,65	-22,61
WELLINGTON	NZSE-40	2010	2,11	5,70

SUR LES MARCHÉS

PARIS

La Bourse de Paris a ouvert en hausse de 1,40 %, mardi 13 novembre, le CAC 40 s'établissant à 4 483,46 points. L'indice des valeurs vedettes de la place parisienne avait terminé, lundi, en fort recul de 3,05 %, à 4 376,58 points. La quasi-totalité des valeurs vedettes du marché parisien ont plongé en milieu d'après-midi après les craintes soulevées par le crash d'un avion de ligne dans le quartier du Queens, à New York.

FRANCFORT

La Bourse de Francfort a ouvert en hausse, mardi matin. L'indice DAX, qui recense les trente premières capitalisations boursières allemandes, progressait légèrement de 0,10 % pour se situer à 4 825,55 points, dans les tout premiers échanges, contre 4 820,37, lundi à la clôture.

LONDRES

La Bourse de Londres a ouvert en hausse, mardi, l'indice Footsie des cent principales valeurs progressant d'un peu plus de 42 points, à 5 189,1 points, soit un gain de 0,83 %.

TOKYO

L'indice de référence Nikkei de la Bourse de Tokyo a terminé la séance en baisse, mardi, de 0,5 %, à 10 030,56 points, à cause de ventes de titres des secteurs du transport aérien et du tourisme à la suite du crash survenu à New York, ont indiqué des courtiers.

NEW YORK

APRÈS avoir vivement reculé en milieu de séance, lundi 12 novembre, à la suite de l'annonce de la chute d'un avion à New York, les marchés d'actions se sont ressaisis en fin de journée. L'indice Dow Jones a finalement perdu 0,56 %, tandis que l'indice Nasdaq a fini en hausse de 0,64 %, lundi. Les pertes du Dow Jones se sont élevées à 53,63 points, pour une clôture à 9 554,37 points, et la progression de 11,65 points du Nasdaq a permis à ce dernier de finir à 1 840,13 points. L'indice Standard and Poor's 500 a, de son côté, perdu 1,98 point (soit 0,18 %), à 1 118,33 points.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens, qui avaient vivement progressé la veille, profitant de leur caractère refuge, se repliaient, mardi 13 novembre, dans les premières transactions. Par un effet mécanique, le rendement des titres d'Etat à dix ans en France revenait à 4,49 %, contre 4,45 % la veille en clôture.

MONNAIES

L'EURO évoluait dans des marges étroites, à 0,916 dollar sur le marché des changes, mardi matin dans les premières transactions, après avoir vivement progressé la veille (à 0,9015 dollar), après l'accident. Le dollar s'échangeait à 120,92 yens, après avoir chuté la veille en milieu de séance jusqu'à 119,75 yens, son plus bas niveau depuis un mois.

ÉCONOMIE

Le déficit budgétaire de la France dérape

ALORS QUE LES DÉPUTÉS ont adopté deux amendements du gouvernement accordant aux hôpitaux 167,7 millions d'euros (1,1 milliard de francs) supplémentaires promis par la ministre des affaires sociales, Elisabeth Guigou, lors du vote du budget de la Sécurité sociale, le quotidien économique *Les Echos* affirme, mardi 13 novembre, que le déficit budgétaire de la France pourrait atteindre 32,39 milliards d'euros (212,5 milliards de francs) dans le projet de loi de finances rectificatives pour 2001 qui sera présenté mercredi en conseil des ministres. Ce dérapage de 4 milliards d'euros (26 milliards de francs), par rapport à la prévision initiale de 28,45 milliards d'euros, représenterait la première augmentation du déficit de l'Etat « depuis 1996 », explique le quotidien économique. La secrétaire d'Etat au budget, Florence Parly, devrait maintenir l'estimation des moins-values fiscales à 3,81 milliards d'euros (25 milliards de francs), et pourrait même la ramener à 2,29 milliards d'euros, car « les rentrées fiscales se seraient améliorées en octobre », précise le journal.

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en octobre et leur progression sur un an s'est élevée à +1,8 % (+1,5 % en septembre), selon les données provisoires publiées mardi par l'Insee.

Trafin affirme enregistrer en 2001 une « forte progression » du nombre de déclarations de soupçon de blanchiment, de 1 000 et 1 500 déclarations supplémentaires, a indiqué lundi à l'AFP un porte-parole de la cellule de lutte contre le blanchiment d'argent du ministère de l'économie et des finances.

UNION EUROPÉENNE: le rapport annuel de la Cour des comptes européenne pour l'année 2000 juge « insuffisante » l'évaluation des résultats des objectifs de la Commission européenne. La Cour appelle à poursuivre l'effort de simplification et d'harmonisation des règles et estime aussi que le contrôle des Etats membres « souffre de déficiences persistantes ».

Dix pays candidats sont toujours en lice pour une adhésion en 2004, à l'Union européenne, selon le rapport annuel de la Commission de Bruxelles, sur l'état d'avancement des négociations. Sur les douze pays candidats, la Bulgarie et la Roumanie ont pris trop de retard pour envisager une entrée dans l'Union

européenne en 2004. L'inflation dans la zone euro va retomber « nettement » sous les 2 % en 2002, a estimé lundi l'économiste en chef de la Banque centrale européenne (BCE), Otmar Issing, en tablant « fermement sur une reprise de l'économie européenne au cours de l'année prochaine ».

ALLEMAGNE: l'excédent commercial de la République fédérale s'est élevé à 6 milliards d'euros en septembre, après un excédent de 4,2 milliards d'euros au cours du même mois l'an dernier, selon des chiffres provisoires publiés mardi par l'Office fédéral allemand des statistiques.

SUISSE: un examen approfondi du secteur financier a été réalisé par le Fonds monétaire international (FMI), du 29 octobre au 12 novembre, dans le cadre d'un programme conjoint FMI-Banque mondiale. Les thèmes étudiés sont la capacité du système financier à faire face aux crises, la conformité avec les standards internationaux, la lutte contre les abus du système financier ainsi que les projets actuels de réforme.

JAPON: la production industrielle a reculé de 2,9 % en septembre par rapport au mois précédent, selon les chiffres révisés du gouvernement mardi. Les ventes de produits industriels ont reculé de 3,2 % en septembre, contre une baisse de 3,1 % estimée précédemment.

BULGARIE: le pays a émis lundi des euro-obligations à 98,9 euros, dont le coupon est de 7,25 % par an, pour un montant de 250 millions d'euros à échéance mars 2007, qui ont été souscrites « en dix minutes », selon le ministre des finances Milen Veltchev.

ÉTHIOPIE: le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont accordé un allègement de dette de 1,3 milliard de dollars, en valeur nette actuelle, soit 47 % de sa dette extérieure officielle totale, à l'Éthiopie.

OPEP: l'Organisation des pays exportateurs de pétrole devrait réduire sa production de 1 à 1,5 million de barils par jour, selon le ministre vénézuélien du pétrole Alvaro Silva Calderon, à la veille de la réunion de mercredi à Vienne (Autriche). A Londres, lundi, le baril de Brent (livraison décembre) a baissé de 1,03 dollar, à 20,35 dollars. A New York, le light sweet crude (décembre) a chuté de 99 cents, à 21,23 dollars.

Taux de change fixe zone Euro		Hors zone Euro	
Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37693	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703
PUNT IRLANDAISE (100).....	0,78756	PUNT IRLANDAISE (100).....	3,32894
FLORIN NÉERLANDAIS (2,20371).....	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS (2,20371).....	2,97660
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND. (100).....	5,94573	MARKKA FINLAND. (100).....	1,10324
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503
		ZLOTY POLONAIS.....	3,6310

Cours de change croisés

13/11 9h57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	.....	0,82549	0,88725	0,13526	1,44950	0,60500
YEN.....	121,14000	.....	107,50500	16,38500	175,60000	73,28500
EURO.....	1,12708	0,93019	.....	0,15245	1,63385	0,68180
FRANC.....	7,39315	6,10170	6,55957	.....	10,71455	4,47335
LIVRE.....	0,68989	0,56945	0,61205	0,09330	.....	0,41735
FRANC SUISSE.....	1,65290	1,36440	1,46680	0,22355	2,39585	.....

Taux d'intérêt (%)

Taux 12/11	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	3,86	3,22	4,45	4,97
ALLEMAGNE.....	3,85	3,36	4,31	4,89
GDE-BRETAG.....	3,56	3,82	4,39	4,17
ITALIE.....	3,85	3,31	4,67	5,28
JAPON.....	0,03	0,01	1,31	2,41
ÉTATS-UNIS.....	1,97	1,83	4,29	....
SUISSE.....	2,20	1,93	2,93	3,62
PAYS-BAS.....	3,82	3,31	4,48	4,97

Matières premières

En dollars	Cours 12/11	Var. % 09/11
MÉTALUX (LONDRES)		
CUIVRE 3 MOIS.....	1433	-0,14
ALUMINIUM 3 MOIS.....	1325	-0,08
PLOMB 3 MOIS.....	494	-0,40
ETAIN 3 MOIS.....	3961	-0,48
ZINC 3 MOIS.....	794,50	-0,19
NICKEL 3 MOIS.....	5650	+3,48
MÉTALUX (NEW YORK)		
ARGENT A TERME.....	4,17	+1,71
PLATINE A TERME.....	56013,50	....
GRAINES DÉNÉRÉES		
BLÉ (CHICAGO).....	282	-0,35
MAIS (CHICAGO).....	205	....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	161,80	....
SOFTS		
CACAO (NEW YORK).....	1157	+0,26
CAFÉ (LONDRES).....	....	....
SUCRE BL. (LONDRES).....	....	....

Or

En euros	Cours 12/11	Var % 09/11
OR FIN KILO BARRE.....	10000	....
OR FIN LINGOT.....	10110	+0,40
ONCE D'OR (LO).....	277,15	....
PIÈCE FRANCE 20 F.....	57,50	-0,86
PIÈCE SUISSE 20 F.....	57,60	-0,69
PIÈCE UNION LAT. 20.....	57,60	-0,35
PIÈCE 10 DOLLARS US		

VALEURS EUROPÉENNES

Les valeurs d'assurance ont fortement reculé, lundi 12 novembre, à la Bourse de Zürich, après l'annonce du crash d'un avion à New York. Le titre Zurich Financial Services s'est déprécié de 4,57 %, à 397 francs suisses. L'action Swiss Re a perdu 3,45 %, à 168 francs suisses.

À la Bourse d'Amsterdam, les valeurs de la banque et de l'assurance ont marqué un net recul. Le titre de la banque ABN Amro a baissé de 2,50 %, à 17,55 euros. Celui de l'assureur Aegon a perdu 3,95 %, à 29,20 euros. L'action du bancassureur Fortis NL a reculé de 2,61 %, à 27,56 euros et celle du groupe bancaire ING a clôturé en

baïsse de 4,95 %, à 29,10 euros. À la Bourse de Madrid, l'action Iberia a perdu 4,60 %, cotant 0,83 euro. La compagnie aérienne a souffert de la méfiance pour le secteur aérien, de l'annonce d'une baisse de 41,9 % de son résultat d'exploitation au troisième trimestre 2001, et un report sine die de la livraison, prévue en 2002, de 19 Airbus. À la Bourse de Milan, l'action de la compagnie aérienne Alitalia, dont la situation financière inquiète les investisseurs, a reculé de 6,02 %, à 0,983 euro. Le secteur du luxe a aussi été l'objet de ventes massives. L'action Bulgari, notamment, a perdu 5,92 %, à 8,43 euros.

13/11 9h56

Code pays	Cours en euros	% Var. 12/11
AUTOMOBILE		
AUTOLIV SDR SE	18,12	...
BASF AG DE	39,60	-1
BMW DE	37,10	+1,64
CONTINENTAL AG DE	11,25	-0,44
DAIMLERCHRYSLER DE	41	+0,74
FIAT IT	17,51	...
FIAT PRIV. IT	12,30	...
MICHELIN FR	34,95	+0,87
PEUGEOT FR	47,20	+0,21
PIRELLI SPA IT	1,64	...
DR ING PORSCHE DE	354,50	+1,43
RENAULT FR	35,45	+2,10
VALEO FR	40,20	+0,75
VOLKSWAGEN DE	31,30	+0,64
DJ E STOXX AUTO P	190,50	+0,79

13/11 9h56

Code pays	Cours en euros	% Var. 12/11
BANQUES		
ABBEY NATIONAL GB	16,56	+0,69
ABN AMRO HOLDING NL	17,74	+1,08
ALL & LEICS GB	11,91	...
ALLIED IRISH BA GB	15,89	-0,31
ALMANJI BE	33,49	+3,05
ALPHA BANK GR	20,08	...
B.P.C.INDUSTRIA IT	8,74	...
B.P.EMILIA ROMA IT	30,80	...
B.P.LODI IT	8,20	...
B.P.NOVARA IT	5,44	...
B.P.SONDRIO IT	9,80	...
B.P.VERONA E.S. IT	8,26	...
BANCA ROMA IT	2,34	...
BANCO SABADELL ES	15,21	+0,07
BANK OF IRELAND GB	15,45	+0,85
BANK OF PIRAEUS GR	9,94	...
BANKINTER R ES	33,40	+0,85
BARCLAYS PLC GB	34,21	+0,67
BAYR.HYPO-UVER DE	35,50	+0,28
BBVA R ES	13,18	+1,54
BCA AG.MANTOVAN IT	8,48	...
BCA FIDEURAM IT	7,14	...
BCA LOMBARDIA IT	8,57	...
BCA P.BERG.-CV IT	16,75	...
BCA P.MILANO IT	3,60	...
BCO POPULAR ESP	37,85	+1,88
BCP R PT	4,59	...
BIPOP CARIRE IT	1,87	...
BK OF SCOTLAND GB	13,48	...
BNL IT	2,40	...
BNP PARIBAS FR	95,50	+0,74
BSCH R ES	9,40	+1,62
COMM.BANK OF GR GR	36,44	...
COMMERZBANK DE	19	+0,53
CREDIT LYONNAIS FR	38,74	+0,36
CS GROUP N CH	43,73	+1,91
DANSKE BANK DK	17,18	...
DEUTSCHE BANK N DE	70,18	+1,05
DEXIA BE	16,90	+0,72
DNB HOLDING NO	4,81	...
DRESDNER BANK N DE	40,50	...
EFG EUROBK ERGA GR	16	...
ERSTE BANK AT	49,80	...
ESPIRITO SANTO PT	13,85	...
FOERENINGSSB A SE	11,64	...
HALIFAX GROUP GB	13,56	...
HSBC HLDG GB	12,84	+1,94
IKB DE	13,90	-0,36
INTESABCJ IT	2,51	...
JULIUS BAER HLD CH	370,37	...
KBC BANCASSURAN BE	31	+1,64
LLOYDS TSB GB	11,52	+0,57
MONTI PASCHI SI IT	2,79	...
NAT BANK GREECE GR	27,98	...
NATEXIS BQ POP. FR	95,50	+0,10
NORDEA SE	5,10	...
ROYAL BANCA 1473 IT	15,88	...
ROYAL BK SCOTL GB	26,65	+1,74
S-E-BANK -A SE	8,71	...
SAN PAOLO IMI IT	11,53	...
STANDARD CHARTE GB	11,88	...
TE GENERAL-A FR	58,75	+1,29
SVENSKA HANDELS SE	14,13	...
SWEDISH MATCH SE	5,63	...
UBS N CH	55,18	-0,25
UNICREDITO ITAL IT	4,13	...
DJ E STOXX BANK P	258,21	+0,88

13/11 9h56

Code pays	Cours en euros	% Var. 12/11
CONSTRUCTION		
ACCIONA ES	39,35	+0,38
ACESA R ES	10,35	+1,67
ACS ES	26,51	-1,45
AGGREGATE IND GB	1,35	...
AKTOR SA GR	7,88	...
AMEY GB	5,43	-2,35
AUREA R ES	22,47	...
BOUYGUES FR	34,15	+2,03
BPB GB	4,32	...
BRISA AUTO-ESTR PT	9,99	...
BUZZI UNICEM IT	6,67	...
CIMPOR R PT	19,50	...
COLAS FR	62,60	-1,42
CRH PLC ES	23,61	+2,43
FCC ES	13,60	+1,34
GRUPO DRAGADOS ES	20,58	+1,88
GRUPO FERROVIAL ES	7,42	...
HANSON PLC GB	47	...
HEIDELBERGER ZE DE	6,74	...
HELLTICHNO.DR GR	14,02	...
HERACLIS GENL R DE	15,50	...
Hochtief Essen CH	223,45	+0,31
IMERYS FR	98,50	+1,03
ITALCEMENTI IT	7,50	...
LAFARGE FR	95,05	+1,06
MICHANIKI REG. GR	2,30	...
NOVAR GB	1,79	...
PILKINGTON PLC GB	1,78	+5,83
RMC GROUP PLC GB	9,62	...
SAINT GOBAIN FR	159,60	+0,95
SKANSKA -B SE	6,38	...
TAYLOR WOODROW GB	2,48	...
TECHNIP-COFELEX FR	135	-0,59
TITAN CEMENT RE FR	37,90	...
UPONOR -A FI	16,10	+0,50
CIMENTOS VICAT / VINCI FR	59,75	...
WIENERBERGER AG AT	15,04	...
DJ E STOXX CNST P	215,10	+0,83

13/11 9h56

Code pays	Cours en euros	% Var. 12/11
PRODUITS DE BASE		
ACERLIX ES	13,90	...
ACERINOX R ES	33,90	+1,19
ALUMINIUM GREC GR	32,12	...
ANGLO AMERICAN GB	14,88	+2,58
ASSIDOMAEN AB SE	29,17	...
BEKART BE	34,10	...
BHP BILLITON GB	5,09	...
BOEHLER-UDDEHOLM AT	43	...
BUNZL PLC GB	6,91	...
CORUS GROUP GB	0,93	+1,79
ELVAL GR	3,70	...
HOLMEN -B SE	23,91	...
ISPAT INTERNATI NL	1,11	-3,48
JOHNSON MATTHEY GB	14,99	...
M-REAL -B FI	7,30	...
MAYR-MELNHOF KA AT	55,50	...
OUTOKUMPU FI	9,19	+5,03
PECHINEY-A FR	52,45	-0,19
RAUTARUUKKI K FI	3,85	...
RIO TINTO GB	19,30	...
SIDENOR GR	3,70	...
SILVER & BARYTE GR	7,30	...
SMURFIT JEFFERS GB	2,22	...
STORA ENSO -A FI	13,80	...
STORA ENSO -R FI	14	-0,71
SVENSKA CELLULO SE	26,62	...
THYSSENKRUPP DE	13,65	+0,22
UMICORE BE	42	+0,02
UPM-KYMMENE COR FI	37,30	+0,30
USINOR FR	12,50	-0,56
VOHSTALCO GR	9,54	...
VOEST-ALPINE AG AT	30,52	...
WORMS N FR	18	...
DJ E STOXX BASI P	182,94	-0,14

13/11 9h56

Code pays	Cours en euros	% Var. 12/11
CONSUMMATION CYCLIQUE		
ACCOR FR	34,60	+2,13
ADIDAS-SALOMON DE	69,80	+1,16
AGFA-GEVAERT BE	10,77	+0,09
AIR FRANCE FR	12,94	+3,94
AIRTOURS PLC GB	3,13	+0,52
ALITALIA IT	0,98	...
AUSTRIAN AIRLIN AT	6,10	...
AUTOGRIILL IT	8,64	...
BANC & OLUFSEN DK	19,05	...
BENETTON IT	10,82	...
BERKELEY GROUP GB	10,32	...
BRITISH AIRWAYS GB	2,69	+2,48
BULGARI IT	8,43	...
CHRISTIAN DIOR FR	29,30	+0,48
CLUB MED FR	37,80	+3,42
COMPUSS GROUP GB	8,39	+0,39
DT.LIFFTHANS N DE	13,25	+1,53
ELECTROLUX -B SE	14,82	...
EM.TV & MERCHAN DE	1,94	...
EMU GROUP GB	4,56	...
EURO DISNEY FR	0,80	+1,27
HDP IT	3,29	...
HERMES INTL FR	145,20	-0,21
HILTON GROUP GB	3,05	...
HUGO BOSS AG VZ DE	21	...
HUNTER DOUGLAS NL	24,83	-0,80
INDITEX R ES	20,07	+2,29
J D WETHERSPOON NL	6,27	...
KLM GB	10,70	+3,98
LVMH FR	40,51	-0,66
MEDION DE	43	+0,02
MOULINEX FR	0,50	...

13/11 9h56

Code pays	Cours en euros	% Var. 12/11
CHIMIE		
AIR LIQUIDE FR	152,30	+0,59
AKZO NOBEL NV NL	48,10	-0,21
BASF AG DE	39,60	-1
BAYER AG DE	34,10	+0,15
BOC GROUP PLC DE	15,81	...
CELANESE N DE	19	+0,53
CIBA SPEC CHIMI CH	72,43	...
CLARIANT NL	18,79	...
COLOPLAST -B DK	77,16	...
DEGUSSA (NEU) DE	26,30	+1,35
DMS NL	35,90	+0,42
EMS-CHEM HOLD A CH	4202,54	...
ICI GB	5,93	...

13/11 9h56

Code pays	Cours en euros	% Var. 12/11
ALIMENTATION ET BOISSON		
ALLIED DOMECO GB	5,93	-2,93
ASSOCIAT BRIT F GB	8,17	...
BBAG OE BRAU-BE AT	40,80	...
BRAU-UNION AT	40,66	...
CADBURY SCHWEPP GB	6,98	...
CARLSBERG -B DK	44,55	...
CARLSBERG AS -A DK	40,39	...
COCA COLA HBC DK	15,40	...
DANISCO DK	40,39	+0,33
DANONE FR	130	+1,56
DELTA HOLDINGS GR	7,88	...
DIAGEO GB	11,64	-0,28
ELAIS OLEAGINOU GR	20,10	...
HEINEKEN HOLDIN NL	32,50	+1,88
HELLENIC SUGAR GR	9,62	...
KAMPS DE	8,10	...
KERRY GRP-A-GB KINGFISHER GB	23,23	-0,35
KONINKLIJKE NUM NL	25,35	+1,60
MONTEDISON IT	2,75	...
NESTLE N CH	236,09	+0,73
NORTHERN FOODS GB	2,53	...
PARMALAT IT	2,81	...
PERNOD RICARD FR	76,35	+0,66
RAISIO GRP -V FI	1,01	+2,02
SCOTT & NEWCAST GB	8,33	-0,97
SOUTH AFRICAN B GB	6,88	...
TATE & LYLE GB	5,07	...
TOMKINS GB	3,10	...
UNILEVER NL	60,75	+1,25
WHITBREAD PLC GB	8,85	...
DJ E STOXX F & BV P	220,36	+1,11

13/11 9h56

Code pays	Cours en euros	% Var. 12/11
PHARMACIE		
ACTELION N CH	40,32	+7,27
ALTANA AG DE	54,75	+1,77
AMERSHAM GB	10,38	+1,27
ASTRAZENECA GB	52,42	+0,94
AVENTIS FR	80	+1,27
BB BIOTECH CH	72,95	+1,67
CELLTECH GROUP GB	15,53	...
DISETRONIC HLDG CH	837,09	...
ELAN CORP IR	48,50	+3,19
ESSILOR INTL FR	31,40	+0,67
FRESENIUS MED C DE	73	+0,69
H. LUNDBECK DK	31,26	...
GALEN HOLDINGS GB	12,55	-0,26
GAMBRO -A SE	6,64	...
GLAXOSMITHKLINE GB	30,64	+1,73
H. LUNDBECK DK	31,26	...
NOVARTIS N CH	42,64	+0,56
NOVO-NORDISK -B DK	41,46	+0,49
NOVOZYMES -B DK	22,81	+0,59
ORION B FI	19,10	+0,05
OXFORD GLYCOSCI GB	8,15	...
PHONAK HLDG N CH	25,63	+1,35
QIAGEN NV NL	19,30	-0,26
ROCHE HLDG CH	77,22	+1,12
SANOFI SYNTHELA FR	75,60	+0,80
SCHERING AG DE	60,50	+1,51
SERONO -B CH	902,01	+0,76
SHIRE PHARMA GR GB	15,65	+1,05
SMITH & NEPHEW GB	6,23	...
SSL INTL GB	8,28	+1,20
SULZER AG 100N CH	149,65	+5,16
SYNTHES-STRATEC CH	785,84	...

13/11 9h56

Code pays	Cours en euros	% Var. 12/11
CONGLOMERATS		
D'ITEREN SA BE	144,30	+1,91
GBL BE	300,10	...
GEVAERT BE	26,90	...
INCHCAPE GB	8,64	...
KVAERNER -A NO	1,33	...
MYTILINEOS GR	5,56	...
UNAXIS HLDG N CH	111,21	+0,77
ORKLA NO	17,85	...
SONAE SGPS PT	0,82	...
DJ E STOXX RETL P	282,61	+1,21

13/11 9h56

Code pays	Cours en euros	% Var. 12/11
TÉLÉCOMMUNICATIONS		
EQUANT NV NL	13,5	

SCIENCES Réunis du 14 au 15 novembre à Edimbourg (Ecosse) à l'initiative de l'Agence spatiale européenne (ESA), les quinze ministres européens chargés de l'espace vont

devoir tracer à grands traits le futur de leurs programmes dans ce domaine. ● UNE ENVELOPPE de 10 milliards d'euros a été prévue à cet effet sur la période 2002-2006. Ces fonds

devraient, s'ils sont votés, financer quatre secteurs : le budget général de l'ESA et le programme scientifique ; le lanceur Ariane-5 ; les vols habités ; les satellites de télécommunication et les

missions d'observation de la Terre. ● L'ARGENT étant rare, ces programmes ne seront pas financés à hauteur de leurs ambitions. Le lanceur Ariane-5 reste une priorité que les Allemands

sont prêts à soutenir. Une autre porte sur le développement d'un GPS européen, Galileo, pour lequel 1 milliard d'euros pourrait être débloqué par l'ESA et l'Union européenne.

10 milliards d'euros sont en jeu pour l'avenir de l'Europe spatiale

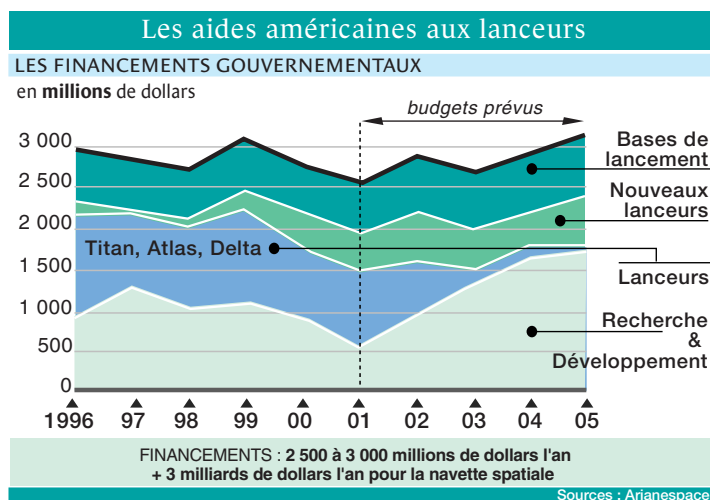
Les 14 et 15 novembre, à Edimbourg, quinze ministres vont décider du financement des programmes spatiaux européens pour les cinq ans à venir. La priorité sera donnée à la fusée Ariane-5, qui, pour rester compétitive face à ses concurrents américains, doit augmenter ses performances et diminuer ses coûts

RÉUNIS du 14 au 15 novembre à Edimbourg (Ecosse) à l'initiative de l'Agence spatiale européenne (ESA), les quinze ministres européens chargés de l'espace vont devoir tracer à grands traits le futur de leurs programmes spatiaux. Malgré des semaines de préparation en coulisse, la tâche confiée aux ministres ne sera guère facile. Une fois de plus, et peut-être plus encore que dans le passé du fait de la crise économique, il va leur falloir habilement naviguer entre les desiderata de chacun d'eux, les réalités budgétaires, les alliances et la bonne volonté politique.

De ce point de vue, l'attribution de la présidence de la conférence à la ministre allemande Edelgard Bulmahn, assez ferme ces derniers mois sur une gestion rigoureuse des fonds de l'ESA, pourrait être un atout dans la mesure où l'Allemagne est, avec la France et l'Italie, l'un des principaux bailleurs de fonds de l'espace européen.

Il est clair que tout le monde ne pourra être servi et que les propositions – d'un montant total de 10 milliards d'euros sur la période 2002-2006 – présentées par le conseil de l'ESA et son directeur général Antonio Rodota ne pourront toutes être satisfaites. D'autant que des incertitudes subsistent sur le niveau de préparation à cette conférence de l'Italie dont le gouvernement a changé en mai et dont le président de l'agence spatiale a été remplacé.

Quoi qu'il en soit, l'Europe va devoir statuer sur le devenir de quatre grands secteurs. Le premier d'entre eux concerne le programme obligatoire auquel participent tous les Etats-membres et pour lequel ont été réservés quelque 2,9 milliards d'euros. Une partie de cette somme (919 millions d'euros) finance le fonctionnement de l'ESA sur la période 2002-2006 tandis que l'autre (1945 millions d'euros) est



de solution – sur son étage supérieur, a encore une légère avance sur ses futurs concurrents américains, le Delta-4 de Boeing et l'Atlas-V de Lockheed-Martin, épaulés aujourd'hui par les lanceurs russes Sea-Launch et Proton, que commercialisent déjà ces deux industriels.

Pour le ministre français de la recherche, la compétitivité du lanceur européen passe par le développement du moteur cryogénique réallumable ESC-B (Ariane-5 Plus) qui équipera le deuxième étage du lanceur et lui permettra d'emporter en orbite pour le même prix que son prédécesseur une charge utile de 12 tonnes en 2006. Une somme de 671 millions d'euros est prévue à cet effet.

UNE NOTE SUPÉRIEURE

Les Européens sont d'autant plus convaincus de la nécessité d'augmenter la compétitivité du lanceur que la société chargée de sa commercialisation, Arianespace, et les industriels qui le fabriquent ont fait des efforts pour réduire son coût de production. Ainsi la prochaine commande d'Ariane-5 – la troisième,

sent la majeure partie des Etats-membres de l'ESA, la belle unanimité pour faire un GPS européen (Galileo) demande à être confortée par l'ESA – qui envisage une enve-

loppe de 500 millions d'euros – et l'Union européenne, prête à débloquer 450 millions d'euros supplémentaires. Encore faudra-t-il rallier certains pays toujours réticents comme la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Quant à la grande plate-forme Alphas (500 millions d'euros), que le Centre national d'études spatiales devrait réaliser avec l'industrie (Astrium et Alcatel Space), « elle avance », affirment les experts, mais ne l'a peut-être pas fait assez pour qu'une décision définitive soit prise à Edimbourg.

VOLS HABITÉS : VOLET SENSIBLE

Enfin, le deuxième volet du programme Applications, l'observation de la Terre, pourtant considéré comme important, pourrait pâtir de la rigueur des budgets. Les Français seraient en effet en faveur d'une réduction des sommes proposées pour la partie scientifique

(EOEP) de ce programme, dont l'ESA a estimé les besoins à 1,7 milliard d'euros. En plus, ils ne participent pas au financement des missions opérationnelles EarthWatch (350 millions d'euros), jugées « peu fédératives ».

Reste le volet sensible des vols habités pour lesquels 1,4 milliard d'euros ont été réclamés. Dans ce domaine, l'heure n'est pas à l'euphorie en dépit des vols médiatisés des astronautes français – Claudie Haigneré et, en 2002, Philippe Perrin – avec les Russes et les Américains. La réduction probable des ambitions de la NASA sur la station internationale (ISS) et la remise récente d'un rapport assasin d'experts indépendants sur la gestion de ce programme par l'agence américaine risque d'amener les ministres de l'Europe spatiale à demander à l'exécutif de l'ESA « la plus grande vigilance » pour ne pas tomber dans une dérive des

coûts inacceptable et s'en tenir aux enveloppes budgétaires décidées en 1995 à Toulouse.

Les politiques supporteraient assez mal en effet que l'argent soit dépensé sans compter. D'autant qu'un autre dossier, aux implications diplomatiques fortes, se profile à l'horizon : le lancement depuis la base guyanaise de Kourou du lanceur russe Soyouz. Deux cent cinquante à 300 millions de dollars sont nécessaires pour construire en Guyane un pas de tir dédié à ce lanceur. A Edimbourg, les ministres discuteront de ce dossier mais ne prendront pas de décision tant il importe que soient préalablement définies, rappelle Roger-Gérard Schwartzberg, les conditions d'utilisation, d'exclusivité et d'achat du Soyouz qui doit être un complément et non un concurrent d'Ariane-5.

Jean-François Augereau

Mention passable pour l'ISS

C'est une bombe à retardement que Daniel Goldin, l'ancien administrateur de la NASA aujourd'hui démissionnaire, a laissée à ses successeurs. En juillet, il avait demandé à un groupe d'experts indépendants (IMCE) d'évaluer le programme de la station spatiale internationale (ISS). Ce rapport vient d'être rendu public. Il n'est pas tendre pour la NASA. Si ce texte reconnaît aux Russes et aux Américains d'avoir réussi l'intégration des premiers éléments de l'ISS et salue la priorité donnée à la sécurité, il déplore que le coût à l'achèvement de la station soit passé de 17,4 milliards de dollars à 30 milliards de dollars et que son assemblage ait pris quatre ans de retard. Et d'ajouter que les 8,3 milliards de dollars prévus pour l'ISS entre 2002-2006 sont irréalistes sans de profondes réformes (nomination d'un responsable ISS, diminution des vols de navette, missions plus longues, etc.).

Quant à l'utilisation de l'ISS, les experts de l'IMCE estiment que les équipages sont plus occupés par des travaux de maintenance que par la conduite d'expériences scientifiques. De ce point de vue, ils s'interrogent sur la possibilité de mener des recherches en biologie sans la centrifugeuse japonaise dont la mise en service a été repoussée à 2008.

dédiée aux programmes scientifiques de l'agence, qui ont connu nombre de succès dans le passé. Le problème est qu'Antonio Rodota souhaiterait augmenter de quelques pour cent ce budget des sciences bloqué à un niveau constant depuis des années. Mais il semble peu probable qu'il obtienne satisfaction au moment où l'argent se fait rare et où d'autres secteurs crient aussi misère.

Le programme lanceurs, qui « tourne » essentiellement autour d'Ariane-5, est de ceux-là. Près de 1,7 milliard d'euros ont été réclamés pour assurer le financement de ses quatre sous-programmes (Ariane-5 Plus, Arta, Infrastructure et Centre spatial guyanais). La discussion sur ce thème a été d'autant plus âpre que l'Allemagne voulait réduire la note de 10 %. Irréaliste. Elle a finalement accepté, « ce qui est considérable », remarque le ministre français de l'espace, Roger-Gérard Schwartzberg, de payer 150 millions d'euros supplémentaires.

Au centre de ces négociations, la compétitivité du lanceur lourd qui, bien qu'ayant connu récemment un problème de propulsion – en cours

qui sera passée à la mi-2003 – devrait-elle porter sur une cinquantaine de lanceurs livrés à un prix unitaire moitié moins élevé que celui des premières Ariane-5, assure le PDG d'Arianespace, Jean-Marie Luton. S'y ajoutent, précise-t-il, une réduction des dépenses de la société et un effort de restructuration industrielle qui, par une diminution et une meilleure gestion du nombre des contrats relatifs à ce programme, devraient apporter une synergie nouvelle.

Est-ce suffisant ? Non, répondent les industriels européens qui avancent d'une manière un peu brutale que leurs concurrents américains ne paient que 1 million de dollars par tir pour utiliser les installations de lancement gouvernementales contre 12 millions de dollars pour Ariane à Kourou. Une somme de 200 millions d'euros sur la période (2002-2005) pourrait donc être affectée à ce poste. Mais au prix de quels arbitrages ?

Autre programme important sur lequel les ministres vont se prononcer : les applications. Quatre milliards d'euros sont prévus. Si, dans ce domaine, les télécommunications (1 milliard d'euros) intéres-

BMW 520d Pack

www.bmw.fr





BMW 520d Pack pour moins de 3000 F par mois*.
Offre réservée à une BMW par personne.

BMW 520d Pack avec peinture métallisée et contrat national d'entretien serenium inclus. Climatatisation automatique, recyclage de l'air et microfiltre, volant cuir multifonctions, jantes en alliage, phares antibrouillard, antipatinage à régulation électronique ASC+T, ABS, ordinateur de bord, 6 coussins de sécurité gonflables.

(*) Offre de location avec option d'achat. Prix de la BMW 520d Pack + peinture métallisée: 221 743 F. Premier loyer majoré de 55 435,75 F (**) suivi de 23 loyers mensuels de 2 749,61 F (**). Après le paiement du dernier loyer, vous pouvez restituer le véhicule à votre concessionnaire (sous réserve du respect de l'usure et du kilométrage prévu au contrat) ou l'acquiescer en levant l'option d'achat. Option d'achat en fin de contrat de 117 523,79 F. Coût total avec achat en fin de contrat de 235 200,57 F. Contrat national d'entretien serenium facultatif au prix de 247,10 F/mois comprenant la garantie et l'entretien du véhicule pour 24 mois et/ou 60000 km (au 1er des deux termes atteint). Coût total du serenium : 5 930,40 F. * BMW 520d Pack pour moins de 3000 F par mois** : soit 2996,71 F, exemple de versement mensuel incluant le loyer (2 749,61 F) et le serenium facultatif (247,10 F). (***) Hors assurances facultatives et hors contrat serenium facultatif. Offre valable jusqu'au 31/12/2001 chez votre concessionnaire BMW participant à l'opération. Sous réserve d'acceptation par BMW Leasing - SNC au capital de 3 000 000 Euros. RCS VERSAILLES B 343 635 643

Le beaujolais, sitôt fait, sitôt bu

Un vin au goût franc, jeune et démocratique

CETTE ANNÉE encore, le monde entier attend le beaujolais primeur, le troisième jeudi de novembre. La mondialisation prend un autre visage lorsque ce sont des produits français comme le champagne ou le beaujolais qui imposent leur suprématie à la planète. Étonnant beaujolais, « sitôt fait, sitôt bu et sitôt pissé », disent les vigneronnes de la région, et sitôt payé. Car le beaujolais primeur, vin de cocher au temps des attelages hippomobiles, est devenu une formidable affaire. Lyon en fut autrefois la capitale ; c'était le vin des joueurs de boules, on le vendait « au mètre » dans des pots alignés sur le zinc.

Aujourd'hui, les Lyonnais boudent le beaujolais primeur depuis qu'il développe des arômes de banane et préfèrent les vins nouveaux de la vallée du Rhône. A Paris même, les tournaies de l'année sont là depuis quelques jours, comme le vin nouveau de Sernhac, petite coopérative du Gard. Qu'est-ce que le beaujolais primeur ? « Le meilleur vin que l'homme puisse faire en trois semaines », répond Guillaume de Kergorlay (Vins et Collections), jeune caviste parisien spécialiste des vins de cette région.

En réalité, c'est un vin d'avant les découvertes de Pasteur sur la fermentation, lorsqu'on croyait encore à la génération spontanée. Cette année, les conditions climatiques n'ont guère été favorables ; la pluie a donné de la fluidité, et la pourriture sèche quelques notes terreuses. Mais c'est surtout du vigneron peu scrupuleux que le vin primeur a le plus à craindre lorsqu'il accélère artificiellement les fermentations, chaptalise à outrance et fait croire que l'arôme de banane est naturel, alors qu'il n'est que le résidu d'une fermentation secondaire mal conduite ou, pis, le résultat d'une manipulation chimique.

Pour autant, il existe d'excellents primeurs ; celui des vieilles vignes du Domaine de Vissoux à Saint-Vérand, non filtré, non chaptalisé, est cette année encore le meilleur de notre sélection. Mais pour un vin intéressant, combien de bouteilles sans la moindre magie, issues des terroirs anonymes du bas Beaujolais calcaire, que l'on peut trouver à 13,95 F (2,13 €) la bouteille dans les grandes surfaces ? Mode passagère, le vin de l'année ne doit pas masquer les mérites d'une dizaine de vraies appellations étagées sur une cinquantaine de kilomètres, de Saint-Amour jusqu'à Villefranche-sur-Saône.

C'est le miracle d'une réussite viticole qui respire dans ces villages cossus, fleuris et accueillants. Le pays des Pierres dorées, à la hauteur de Villefranche, est la patrie du beaujolais tout court. Le

vignoble de Lucien et Jean-Marie Charmet, au Breuil, produit un primeur issu de vignes cinquante-naires, fruit du travail de deux générations. Au chai, le vin est tiré à la pipette, couleur de violette, un peu tremblé. Les particuliers sont reçus gentiment, dégustent, et peuvent passer commande du primeur et aussi du rare beaujolais blanc. C'est le génie industriel du viticulteur qui a arraché par le travail ce pactole à des collines arides et pentues.

L'EXCELLENCE DU PRODUIT

Croupes grises et bois sur les côtes, d'où par la route des crêtes on saisit le paysage. C'est bientôt le pays fertile et attachant des beaujolais-villages AOC. On aperçoit au loin le village de Régnié, plein de couleurs, le dernier en date des dix crus du Beaujolais. Michel Tête, vigneron, reçoit à la cave accueillante du Domaine du clos du Fief, chez lui à Juliéna. Aidé de son épouse, il fait déguster son primeur, et aussi un juliéna et un saint-amour. L'homme est robuste, tanné par les intempéries, mais tout de nuances. C'est l'excellence du produit, auquel les bons vigneronnes croient tous, qui soutient leur bonne humeur. On comprend ici que, bon an mal an, il convient de réussir le dosage entre charpente et arôme, afin que le vin ait le goût franc, jeune, démocratique a-t-on pu dire, d'un vin de qualité.

La famille Cheysson, à Chiroubles, a confié la tenue de ses vignes à Jean-Pierre Large, jeune vigneron et œnologue. Il sait obtenir un chiroubles à la charpente audacieuse, que soutient un nez délicat. Un vin grave et un peu fou, comme le caractère de ce pays de Saône. Micro-exploitation chez le jeune Olivier Herbinet, établi dans les communs de la belle maison de maître La Maison Blanche,



DESINS DESCLIOZEUX

che, accrochée à la nationale 6, à Romanèche-Thorins. Après quelques études œnologiques et un stage chez Michel Tête, il se met à réinventer un cru prestigieux, avec seulement trois cuves et quatre barriques, un petit rendement pour une minuscule parcelle, qu'il entretient avec une attention d'alchimiste. L'homme est convaincant, et sa rigueur en fait un adepte de l'agriculture raisonnée. Le résultat est un remarquable moulin-à-vent, château de la Maison-Blanche AOC, déjà presque bourguignon.

Deux femmes, c'est plutôt inattendu ici, expriment la vérité du terroir, et subissent aussi l'ingratitude d'un travail qui laisse peu de loisir. L'une, Renée Dargot, à Fleurie, vinifie à l'ancienne et obtient un bouquet d'arômes floraux nuancé d'iris ; l'autre, Nicole Chanrion, dont les gamays noir à jus blanc - unique cépage rouge du Beaujolais - sont situés à mi-côteau des côtes-de-brouilly (Domaine de la Voûte des Crozes) à Cercié-en-Beaujolais, produit

des vins de caractère dont les arômes de myrtille ne sont jamais absents (1998 : 38 F, 5,79 €). Voilà le beaujolais, tel un livre d'images. Un bourg, des vignes calées contre les hauts de côtes boisées, en bandes minces et distinctes, depuis la nuit des temps. Une vie intense est concentrée sur ces espaces restreints, mais dont le cadre est si varié et si heureux qu'il marie la pierre, les bosquets, la rivière lointaine et la vigne. C'est un paysage rural des plus raffinés, avec l'espace ouvert des grands passages migratoires jusqu'aux lointains sommets alpins à peine esquissés.

Jean-Claude Ribaut

★ Vins et Collections, 7, rue Letort 75018 Paris, tél. : 01-42-55-45-87. Beaujolais primeur de Louis Tête (38 F, 5,79 €) et très bonne sélection des meilleurs crus du Beaujolais. Exklusivité du Château de la Maison Blanche, moulin-à-vent 1995 (98 F, 14,94 €).

★ Domaine de Vissoux primeur (38,50 F, 5,87 € la bouteille) chez Double Magnum, 5, rue Bourdaloue 75009 Paris, tél. : 01-40-23-00-32.

L'olive

A l'apéritif, vous croquez de la Lucques, de la Grossane ou de la Tanche ? C'est que vous aimez vous singulariser. Ces olives de table sont en effet des variétés françaises. Une rareté puisque les olives hexagonales représentent à peine 7 % des ventes dans notre pays. D'où viennent alors ces drupes à la pulpe charnue qui terminent leur existence sur la table basse du salon, entre une poignée de cacahuètes et quelques rondelles de saucisson ? De deux pays principalement : l'Espagne et le Maroc. Nous sommes d'ailleurs en pleine période de récolte dans le bassin méditerranéen. N'allez pas croire que certains oliviers donnent uniquement des olives vertes et d'autres des olives noires, car en réalité ce sont les mêmes qui fournissent ces fruits bien différents. Il suffit pour cela de ne pas



récolter toutes les branches en même temps. Les olives vertes sont en effet cueillies lors d'un premier passage dans l'arbre, quand les fruits ont atteint une taille normale, mais que la véraison n'a pas encore commencé. Une autre partie de la récolte sera faite quelques semaines plus tard, quand l'olive est « tournante ». Sa couleur hésite alors entre le rouge et le violet. C'est elle qui après manipulation deviendra l'olive noire du commerce. Enfin, s'il reste encore des fruits sur l'olivier (on s'arrange généralement pour cela), on peut les récolter plus tard encore, quand l'olive est devenue noire sur la branche est qu'elle est au maximum de sa lipogénèse, le processus qui la charge en huile. Ce sont ces olives riches en matière

grasse qui seront vendues sous la dénomination d'olives « à la grecque ». Appellation par ailleurs hautement injustifiée, car la quasi-totalité de ce type d'olives provient en réalité du Maroc. Quel que soit le stade de la récolte, toutes les olives ont un point commun : elles sont immangeables. Trop amères à l'état brut. Pour leur enlever cette amertume, elles sont placées plus ou moins longtemps dans un bain de saumure. Cela peut aller de quelques heures pour des olives à la grecque (plus elle est mûre, moins en effet l'olive est amère), à plusieurs mois pour des olives vertes, qui fermentent pendant ce temps et développent cette petite saveur aigrelette qui plaît au consommateur. Les olives tournantes ne passent pour leur part que quelques jours en saumure. Elles y perdent leur amertume, mais elles y gagnent aussi - car on les met au contact de l'air où elles s'oxydent - cette petite

robe noire sous laquelle elles seront vendues. En France, deux olives sur trois sont achetées en grande surface, et c'est en sachet, le conditionnement le moins cher, qu'elles trouvent le plus preneur. Dents fragiles ? Facilité d'emploi ? Aujourd'hui, la moitié des olives que l'on trouve ici sont dénoyautées (les trois quarts en Angleterre). Pour ne pas éclater l'olive, on découpe une extrémité comme un œuf coque et on introduit à l'autre un poinçon cruciforme qui éjecte le noyau indésirable. Au diable la paresse, miltons pour les olives entières ! Moins molles et surtout nettement moins saumurées au goût.

Guillaume Crouzet

★ Olives entières en sachet, aux marques Tramier ou Crespo, 4,50 F, 0,69 € environ les 100 g.

GASTRONOMIE

PARIS 5^e
 "Un des restos indiens plus connus" (TELERAMA)
MAHARAJAH
 72, bd Saint-Germain 5e
 139 F - 185 F - Climat.
 01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 6^e
LE POLIDOR depuis 1845
 Authentique bistro parisien de rencontre artistique et littéraire
 Menu midi 55 F, 110 F et
 Carte 120 F - 41, rue Monsieur Le Prince
 ☎ 01.43.26.95.34 - O.T.L.J. jusqu'à 0h30

PARIS 6^e
Vagenende
 Maison classée, fondée en 1904
 Cuisine traditionnelle et du marché
 Service continu TLJ de midi à 1h du matin
 142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

PARIS 7^e
LE PETIT NIÇOIS
 Bouillabaisse, Paella aux fruits de mer et poulet fermier...
 Menus 101 F (déjeuner) 183 F. Carte 250 F.
 10, rue Amélie - 01.45.51.83.65 - Ouv. T.L.J.

PARIS 12^e
Pataquès
 «Une agreable escale provençale, à 2 pas du Palais Omnisport de Bercy»
 40, bd de Bercy - 01 43 07 37 75 - Parking POPB

PARIS 15^e
A TIPAZA
 COUSCOUS - TAGINES GRILLADES AU FEU DE BOIS
 Poissons - Carte env. 160 F
 155, rue Saint Charles
 01.45.54.01.17 - Ouvert T.L.J.

PARIS 16^e
RESTAURANT JAPONAIS GRILL OKAGAWA
 SPECIALITES YAKITORIS & SUSHIS
 1, rue Pergolèse - ☎ 01.40.67.10.67
 Menu Brochettes 98 F, Assortiment Sushis 132 F - Fer. Dim.

PARIS 17^e
 Spécialités espagnoles
LA MEILLEURE PLAZA GOURMANDE DE LA VILLE
 (F. Grande)
 Paella Valenciana
 Zarzuela à la Catalana
 43 ans de renommée parisienne
 80, bd des Batignolles
 ☎ 01 43 87 28 87
 AMB. MUS. - F/Lundi

Restaurant de Haute Mer
le bar à huîtres
 le menu "Saint-Jacques" 34 € 223,03 F
 Toujours les huîtres élevées à l'Île d'Oléron
 MONTPARNASSE : 112, Bd du Montparnasse ☎ Yavin • 01 43 20 71 01
 St. GERMAIN : 33, Rue S^t Jacques ☎ S^t Michel • 01 44 07 27 37
 BASTILLE : 33, Bd Beaumarchais ☎ Bastille • 01 48 87 98 92
 http://www.lebarahuîtres.com

"Le Pluvinel"
 Chef de Cuisine : Hervé Rièbels
 Menu Affaires 29 € soit 190,23 F et Carte
 Déjeuner et Dîner du Lundi au Vendredi.
HÔTEL REGINA
 2, place des Pyramides - 75001 PARIS
 Réservations : 01.42.60.90.34 - Voiturier

RIEDEL
 L'AMI DU VIN
 A CHAQUE VIN SON VERRE
 MONTRACHET BOURGOGNE GRAND CRU BORDEAUX GRAND CRU SAUTERNES
 POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS CONTACTEZ LA BOUTIQUE RIEDEL / SAINT-HILAIRE, GALERIE ROYALE,
 ENTRÉES : 9 RUE ROYALE ET 8 BIS RUE BOISSY-D'ANGLAS, 75008 PARIS.
 TÉL : 01 42 66 59 21 - FAX : 01 40 17 01 07

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE", renseignements : ☎ 01.42.17.39.63

L'Allemagne se fait difficilement à l'idée de jouer les seconds rôles

Alors que l'équipe nationale est contrainte de jouer les barrages afin d'obtenir sa qualification pour la Coupe du monde 2002, les responsables du football allemand cherchent toujours une solution miracle aux maux qui frappent la « Nationalmannschaft » depuis près de dix ans

Le monde du football les avait connus conquérants, invincibles, en tout cas toujours capables de se sortir d'un mauvais pas. Voilà qu'on les retrouve affaiblis, timides, à la portée du plus petit incident de jeu. Les

membres de *Nationalmannschaft*, la sélection allemande, n'inspirent quasiment plus aucune crainte. Les voilà même obligés de jouer des barrages pour obtenir le droit de disputer la Coupe du monde 2002. Après

avoir obtenu un match nul (1-1), lors de la rencontre aller, le 10 novembre, ils reçoivent les Ukrainiens, mercredi 14 novembre, à Dortmund. Les supporters, les dirigeants et les observateurs les plus avisés

tremblent. La qualification est loin d'être acquise et, si elle l'était, elle ne réglerait pas les problèmes auxquels le football allemand est confronté depuis des années – formation déficiente, relève étouffée par l'afflux

des talents étrangers, etc. Preuve que l'heure est très grave, Rudi Voeller ne semble pas réellement menacé alors qu'il est de tradition d'accabler le sélectionneur national allemand au moindre faux pas.

CE DÉCOR-LÀ est pesant. La salle qui abrite la conférence de presse du sélectionneur national allemand, Rudi Voeller, est ornée de clichés – noir et blanc ou couleurs – d'une époque révolue. On y voit quelques icônes de la nation – Fritz Walter, Franz Beckenbauer ou Voeller lui-même – dans



FOOTBALL

des scènes d'effusion concluant les victoires en Coupe du monde de la *Nationalmannschaft* en 1954, 1974 et 1990. Trois titres qui collent aux crampons d'une équipe condamnée à ferrailler avec l'Ukraine en barrages d'accès pour le Mondial 2002.

Après le résultat positif obtenu devant les 80 000 spectateurs survoltés du « Stade républicain » de Kiev (1-1), le 10 novembre, l'Allemagne devait jouer le match retour, mercredi 14 novembre, à Dortmund, pour obtenir son droit d'entrée sur un terrain qu'elle croyait pourtant lui être acquis d'avance.

Jamais en effet depuis 1950, l'Allemagne n'a manqué ce rendez-vous. « *Un Mondial sans l'Allemagne, je ne peux l'imaginer. Nous appartenons à la Coupe du monde* », estimait encore avant ce match du tout ou rien Franz Beckenbauer, tout à la fois ancien capitaine puis entraîneur de la sélection, président du Bayern Munich, oracle patenté et directeur de conscience du football allemand.

COMPLEXE DE SUPÉRIORITÉ

« Kaiser » Franz n'est pas le seul responsable allemand à être frappé du syndrome du complexe de supériorité. Les respectables dirigeants des chaînes de télévisions publiques ARD et ZDF viennent d'avouer benoîtement avoir omis de s'assurer contre une éventuelle non-participation de la sélection au rendez-vous de l'été 2002. Un tel accident industriel se paierait donc très cher.

A l'issue d'un bras de fer avec le magnat bavarois Kirch, détenteur des droits du Mondial, auquel le chancelier Gerhard Schröder avait pris part, les chaînes publiques s'étaient engagées au printemps

sur un montant de 127 millions d'euros.

En attendant, l'heure est à l'union sacrée autour de Rudi Voeller. Parce qu'il jouit encore d'un énorme capital de sympathie dans le pays, eu égard à ses états de service de buteur et sa renommée de gentil garçon, ce coach à qui l'on a un peu forcé la main après le panade de l'Euro 2000 et l'éviction du sélectionneur désigné, Christoph

Daum, emporté dans une sombre affaire de cocaïne, demeure intouchable. La presse spécialisée lui a reproché une configuration tactique inopérante face à l'Angleterre de David Beckham lors de la déculottée historique infligée à Munich, le 1^{er} septembre (5-1) mais le soutien est immédiatement venu de la confrérie des anciennes gloires. De Franz Beckenbauer à Udo Lattek, de Günter Netzer à Paul Breitner,

de Lottar Matthäus à Andreas Brehme, les plaidoyers ont fusé. C'est aussi que l'Allemagne ne dispose d'aucun autre entraîneur de carrure. A l'exception de celui du Bayern, Ottmar Hitzfeld dont on dit qu'il serait tenté par la défense de la cause nationale.

DÉFICIT DE FORMATION

En fait, le débat sur l'entraîneur n'est que secondaire. Il ne fait que s'inscrire dans celui, plus large, sur le déclin du foot allemand. Certains en fixent l'origine au Mondial américain de 1994, lorsque la Bulgarie avait battu les champions du monde en titre en quarts de finale (2-1). C'est faire peu de cas de la victoire à l'Euro 1996. Le Mondial 1998, lui, a accentué le malaise, avant qu'une armée de réservistes portugais ne renvoie au pays une équipe fantôme (3-0) un soir de juin 2000, à Rotterdam, au premier tour du championnat d'Europe.

« *Nous avons trop longtemps occulté les problèmes, dans l'illusion de nos titres de champions* », observe aujourd'hui Ernst Thomann, président du syndicat des joueurs. Une

formation – joueurs et techniciens – déficiente et un afflux de joueurs étrangers (52% des effectifs de départ de la Bundesliga en 2001, 45 % en 2000) ont creusé le déficit allemand sur la scène internationale. A l'exception du milieu de terrain de Berlin et futur meneur muniçois, Sebastian Deisler, aucun jeune talent ne crève actuellement l'écran.

La DFB a pris la mesure du problème, contraignant chaque club à se doter d'un centre de formation depuis le début de la saison 2001-2002. Mais le pays devra composer encore longtemps avec son statut de moyen calibre. « *L'équipe d'Angleterre a toujours été un peu à l'image de l'équipe allemande actuelle : vieille, lente, sans idée. Soudain, nous sommes jeunes, rapides et plutôt intelligents* » : le propos un peu vachard est signé Nick Hornby, romancier anglais fan de football. Il s'est taillé récemment un joli petit succès dans les revues de presse en Allemagne où l'Anglais est un ennemi footballistique héréditaire.

Louis Rigal

Le Brésil en est réduit à trembler devant le Venezuela

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

« *Nos joueurs ont fait le voyage avec l'intention de filer aux Brésiliens la frousse de leur vie* », assurait le quotidien *El Universo* de Caracas au lendemain de l'embarquement de la sélection vénézuélienne pour Sao Luis, la capitale de l'Etat du Maranhao. C'est dans cette ville du nord-est du Brésil, fondée par les Français au XVII^e siècle, que les quadruples champions du monde joueront, mercredi 14 novembre, leur qualification au finish pour le Mondial 2002, à l'occasion de la 18^e et dernière journée des éliminatoires sud-américains, face à des adversaires déjà éliminés mais pas sans ambition.

A l'époque où ils ont élaboré le calendrier, les dirigeants de la Confédération brésilienne de football (CBF) imaginaient que cette rencontre serait un match de gala pour la glorieuse Selecao en partance pour – cas unique – sa 17^e phase finale d'affilée. Une vingtaine de mois plus tard, le Brésil, qui devance l'Uruguay d'une seule longueur pour la quatrième place qualificative, est condamné à la victoire pour ne pas dépendre du résultat du derby du rio de La Plata entre la Celeste et l'Argentine (qualifiée, de même que l'Equateur et le Paraguay) à Montevideo. Le cinquième de la poule sera invité aux repêchages contre l'Australie.

La presse vénézuélienne ne verse pourtant pas dans la fanfaronnade insensée quand elle fait ses délices du scénario catastrophe qui tenaille aujourd'hui le sélectionneur brésilien Luiz Felipe Scolari. Alors que l'un de ses quatre prédécesseurs en trois ans, l'intérimaire Candinho, n'avait eu aucun mal à monter, en octobre 2000, une équipe capable d'infliger aux Vénézuéliens un 6-0 sans appel sur leur terrain, lui se retrouve plus que jamais sur la sellette, avec un « palmarès » en éliminatoires (2 victoires pour 3 défaites) qui le prédispose à une fin de carrière précoce à son poste. En tout cas, sa formation de départ annoncée – sans Ronaldinho ni Denilson – ne sera pas plus offensive que celle qui

a sombré (1-3), mercredi 7 novembre, face à la Bolivie sur les hauteurs de La Paz.

En revanche, le moral n'a jamais été aussi beau chez les Vénézuéliens, jusque il y a peu parents pauvres et souffre-douleur du football sud-américain, longtemps égarés sur une terre de pétrole, de baseball, de basket et de boxe. A l'issue des matches aller, ils s'étaient, comme d'habitude, accaparé la lanterne rouge avec trois petits points. A la veille du dernier round, ils occupent la 8^e place, avec 16 points et restent sur 4 victoires consécutives, dont la première à l'extérieur remportée, début septembre, au Chili, qui venait de battre la France en amical (2-1).

VACHE À LAIT

La révélation sud-américaine n'a plus qu'une prétention : finir le tournoi en beauté face à des Brésiliens aux nerfs à fleur de peau et à l'ego en compote. « *Les Brésiliens ont renié le véritable concept, la philosophie de leur football. Cela fait longtemps qu'ils vivent en fonction du marché européen, qu'ils appellent des joueurs en sélection uniquement pour pouvoir mieux les vendre. Je crois qu'ils ont dénaturé le football brésilien* », analyse Richard Paez, l'entraîneur vénézuélien.

Vache à lait d'une poignée de dirigeants récemment épinglés pour malversations diverses par deux commissions d'enquête parlementaires, la Selecao ne chôme pas. Depuis 1994, date de la conquête de son quatrième titre, elle a en effet disputé pas moins de 137 parties (agrées par la Fédération internationale), bien plus que l'Allemagne (104) ou la France (97).

Une chose est sûre : en cas de catastrophe, la très influente TV Globo, depuis des mois en délicatesse avec Ricardo Teixeira, le président de la CBF, ne laissera pas impunément se déprécier les 200 millions de dollars qu'elle a investis dans l'exclusivité nationale des droits de retransmission du Mondial 2002.

Jean-Jacques Sevilla

DÉPÊCHE

■ **TENNIS** : le Français Sébastien Grosjean (n° 7) a perdu, lundi 12 novembre, le premier des trois matches qu'il doit disputer à l'occasion de la première phase du Masters, épreuve dotée de 3,7 millions de dollars (4,13 millions d'euros). Au SuperDome de Sydney, il s'est incliné face à Lleyton Hewitt (3-6, 6-2, 6-3) après avoir parfaitement commencé la partie. L'Australien, n° 2 mondial, a ensuite accéléré progressivement jusqu'à renverser la tendance dans le quatrième jeu de la deuxième manche. « *C'est dommage car tout avait bien démarré, regrettais Sébastien Grosjean. Malgré tout, rien n'est fait pour la qualification en demi-finales, il me reste deux rencontres pour y arriver.* » Cette victoire permet à Lleyton Hewitt de conserver ses chances de souffler la première place mondiale au Brésilien Gustavo Kuerten à l'issue du tournoi. Dans le même groupe, l'Australien Patrick Rafter (n° 6) a été dominé (6-2, 6-4) par l'Américain Andre Agassi (n° 3). Sébastien Grosjean doit rencontrer ces deux joueurs, respectivement mercredi et vendredi.



... Choisir Lexus, c'est facile,
Choisir une Lexus, c'est une autre histoire.

Le caractère d'exception de la marque Lexus est irréfutable. En concevant la LS430, Lexus a imposé une nouvelle référence sur le marché des automobiles de prestige.

Testée dans la même soufflerie que le train à grande vitesse japonais, elle est devenue la voiture de luxe la plus silencieuse jamais imaginée.

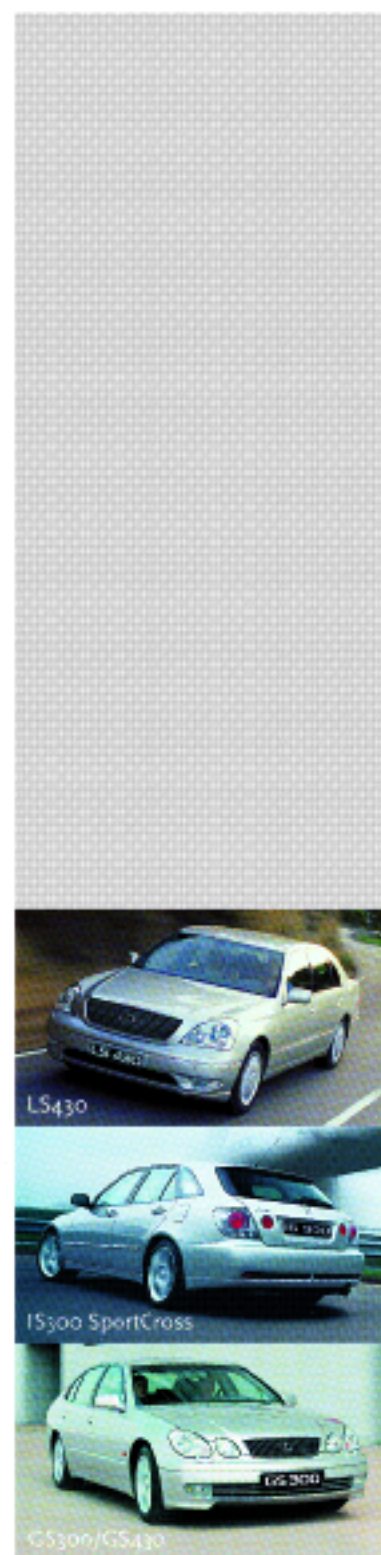
C'est toujours dans ce même souci de perfection que Lexus a élaboré son SC430, un coupé/cabriolet aux performances impressionnantes, tant au niveau de sa technologie embarquée, que de la souplesse de son moteur.

Pour ses gammes de berlines de luxe GS300/GS430 et sportives IS200/IS300, Lexus a intelligemment associé performance et raffinement.

Et, c'est afin de rendre au 4x4 ses lettres de noblesse, que Lexus a apporté à la conception de son tout-terrain RX300, tout son savoir faire.

Enfin la nouvelle version SportCross de l'IS300 est un break 5 portes conçu avec le plus grand souci du détail.

En effet, pour nous "bien" ne sera jamais assez bien.



La Gamme

LEXUS

Retrouvez votre concessionnaire Lexus sur : www.lexus.tm.fr

Très nuageux et frais

MERCREDI. Un anticyclone est situé du proche-Atlantique au nord-ouest de la France, asséschant peu à peu la masse d'air sur le pays. Une dépression est située en Méditerranée, donnant des retours nuageux sur le Sud-Est avec des pluies faibles. Le flux de nord sur la France apporte de l'air plus frais.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Les nuages bas resteront nombreux, avec de courtes éclaircies. Il fera de 9 à 12 degrés l'après-midi.

Ardennes, Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie. Le ciel restera très nuageux, avec quelques éclaircies l'après-midi. Les températures maximales avoisineront 7 à 9 degrés.

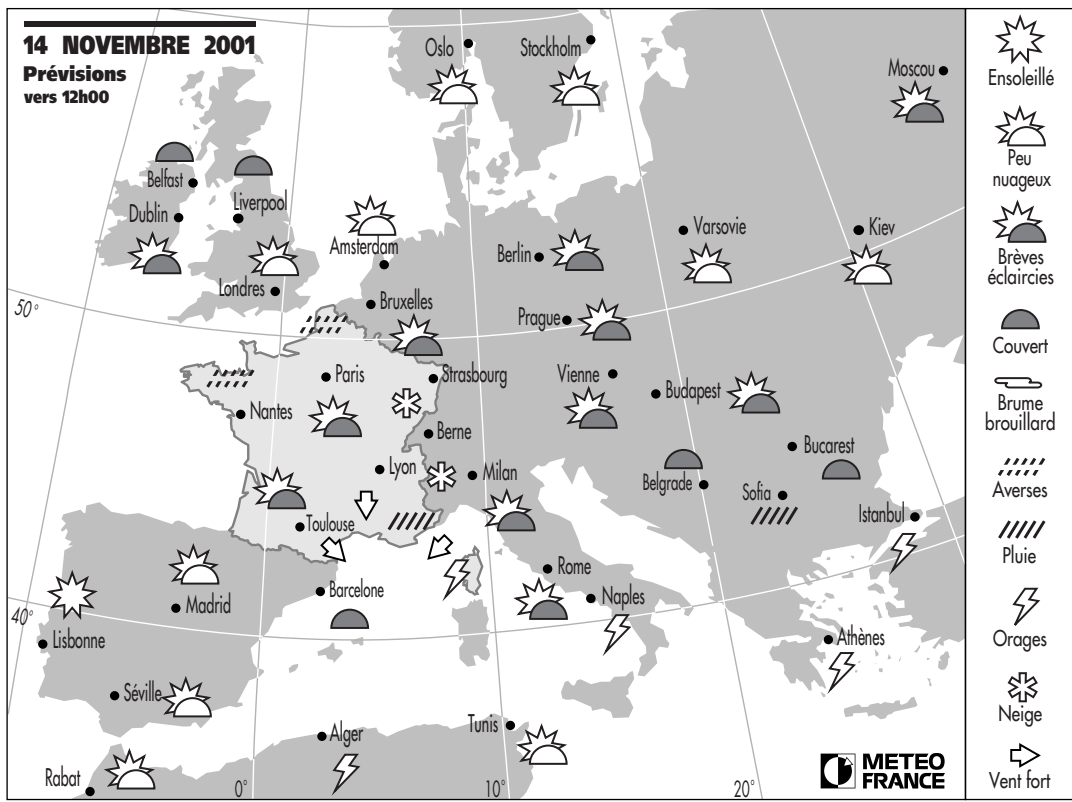
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Les nuages resteront nombreux toute la journée, avec un peu de neige faible sur le relief. Il fera de 4 à 6 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine,

Midi-Pyrénées. Le ciel restera très nuageux, avec quelques éclaircies, surtout l'après-midi. Il neigera faiblement sur les Pyrénées le matin, puis le ciel restera couvert. Le thermomètre marquera de 8 à 11 degrés au meilleur moment de la journée.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Sur le Limousin, les nuages bas resteront nombreux avec de courtes éclaircies. Ailleurs, le temps sera maussade le matin, avec un peu de neige sur le relief, puis l'après-midi, le temps s'améliorera avec un ciel restant très nuageux. Il fera de 6 à 8 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Sur le Languedoc-Roussillon, les nuages et les éclaircies alterneront. Ailleurs, il pleuvra faiblement et localement, avec un peu de neige sur le relief. Mistral et tramontane souffleront à 100 km/h en rafales. Les températures maximales avoisineront 10 à 15 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

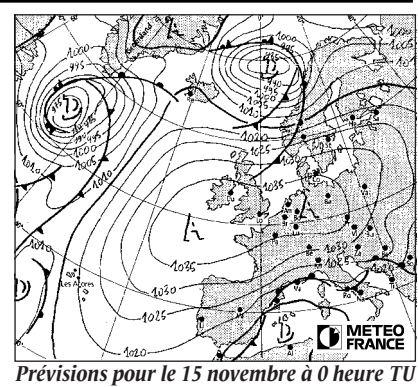
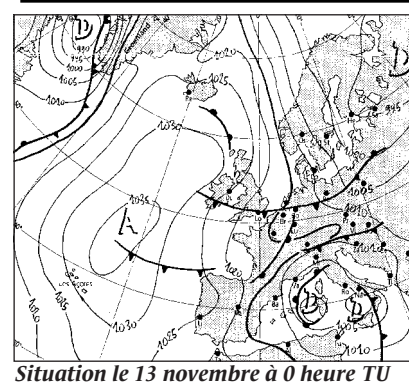
CONCORDE. A l'occasion de la reprise des vols du Concorde depuis début novembre (six par semaine entre Londres et New York et, à partir de décembre, un vol hebdomadaire entre Londres et la Barbade), British Airways (tél. : 0825-825-400) propose, jusqu'au 30 mars 2002, aux voyageurs français un surclassement en Concorde : à l'aller et au retour, pour le prix d'un billet en First Class (à partir de 41 797 F HT, 6 372 €,) de Paris-Roissy-Charles-de-Gaulle ; à l'aller ou au retour pour le prix d'un billet en Club World (à partir de 27 969 F HT, 4 264 €,) toujours de Paris et 29 000 F (4 421 €) de Nice. De son côté, Air France (tél. : 0820-820-820) propose un Paris-New York A/R en Concorde pour 43 697 F (6 660 €) avec un billet acheté à 4 jours du départ et, jusqu'en mars, un aller en business et un retour en Concorde pour 30 568 F (4 660 €).

PRÉVISIONS POUR LE 14 NOVEMBRE 2001

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	9/14 P	NANTES	4/10 N
BIARRITZ	5/9 C	NICE	8/12 P
BORDEAUX	4/9 N	PARIS	3/7 N
BOURGES	2/6 N	PAU	2/7 C
BREST	5/12 P	PERPIGNAN	6/11 N
CAEN	7/9 P	RENNES	5/10 P
CHERBOURG	4/10 P	ST-ETIENNE	0/3 N
CLERMONT-F.	1/3 N	STRASBOURG	-2/4 N
DIJON	0/4 N	TOULOUSE	4/8 N
GRENOBLE	-2/4 P	TOURS	4/8 N
LILLE	1/7 P		
LIMOGES	2/5 N	CAYENNE	22/29 P
LYON	1/4 N	FORT-DE-FR.	24/28 P
MARSEILLE	6/9 P	NOUMEA	22/28 S

PAPEETE	21/28 P	KIEV	-4/2 C	VENISE	3/8 C	LE CAIRE	19/29 C
POINTE-A-PIT.	24/31 S	LISBONNE	9/15 S	VIIENNE	-1/5 C	NAIROBI	16/22 P
ST-DENIS-RÉ.	23/28 S	LIVERPOOL	3/7 S	AMÉRIQUES		PRETORIA	16/24 C
EUROPE		LONDRES	1/8 S	BRASILIA	20/25 P	RABAT	8/19 S
AMSTERDAM	1/6 S	LUXEMBOURG	-2/5 S	BUENOS AIR.	14/25 S	TUNIS	13/19 S
ATHENES	16/21 S	MADRID	4/9 S	CARACAS	25/30 P	ASIE-OCEANIE	
BARCELONE	6/12 S	MILAN	5/8 P	CHICAGO	10/16 C	BANGKOK	22/27 C
BELFAST	6/9 C	MOSCOU	-5/1 C	LIMA	15/18 P	BEYROUTH	20/25 C
BELGRADE	1/6 C	MUNICH	-3/2 C	LOS ANGELES	12/16 S	BOMBAY	21/33 S
BERLIN	-2/2 C	NAPLES	11/15 S	MEXICO	8/22 S	DJAKARTA	27/29 P
BERNE	-4/0 C	OSLO	-7/2 S	MONTREAL	3/8 C	DUBAI	21/29 S
BRUXELLES	0/6 S	PALMA DE M.	8/14 P	NEW YORK	8/15 S	HANOI	18/22 C
BUCAREST	1/13 S	PRAGUE	-5/1 C	SAN FRANCIS.	12/16 S	HONGKONG	17/21 C
BUDAPEST	-1/6 C	ROME	8/15 C	SANTIAGO/CHI	10/23 S	JERUSALEM	18/28 C
COPENHAGUE	-3/2 S	SEVILLE	7/15 S	TORONTO	7/12 C	NEW DEHLI	12/29 S
DUBLIN	5/10 S	SOFIA	4/13 P	WASHINGTON	4/18 S	PEKIN	-8/7 S
FRANCFORT	-3/3 S	ST-PETERSB.	-8/3 C	AFRIQUE		SEOUL	4/11 S
GENEVE	-2/5 C	STOCKHOLM	-6/2 S	ALGER	10/15 P	SINGAPOUR	25/30 P
HELSINKI	-8/4 S	TENERIFE	19/22 S	DAKAR	26/31 S	SYDNEY	14/22 C
ISTANBUL	14/21 S	VARSOVIE	-3/2 S	KINSHASA	23/26 P	TOKYO	9/14 S



PRATIQUE

Périodes de pointe et réductions rendent les tarifs de la SNCF opaques

AVANT la mise en service du TGV Méditerranée, la SNCF avait rassuré les usagers : l'augmentation serait modérée : 20 F à 30 F en seconde, 40 F en première classe (*Le Monde* du 23 mars). La réalité est différente. En effet, si en première le tarif unique garantit la clarté, il n'en va pas de même en seconde, où les TGV sont répartis en deux périodes, l'une dite « normale » (correspondant aux heures creuses) et l'autre « de pointe » pour les trains le plus demandés. Or il y a entre les deux périodes une différence de 88 F à 98 F, selon les destinations.

Sur certaines relations, les TGV circulant en période de pointe sont majoritaires. En règle générale, presque tous les trains assurant les départs en week-end le vendredi soir et les retours du dimanche en fin d'après-midi et du lundi matin, sont en période de pointe.

Ainsi, sur Paris-Marseille et Paris-Montpellier, tous les TGV partant avant midi dans les deux sens sont en heure de pointe le lundi. Plus troublant encore, la quasi-totalité des trains partant tous les jours de Paris vers Valence, Marseille et Montpellier entre 17 heures et 18 h 30 sont en période de pointe.

Sur la ligne Paris-Lyon, la tranche 16-20 heures est en période de pointe du lundi au vendredi ; en sens inverse (Lyon-Paris), il en est de même de 14 à 20 heures et de 5 h 30 à 15 heures le lundi.

Sur le réseau Nord, les TGV vers Lille en semaine entre 7 h 28 et 8 h 28 et entre 17 et 19 h 30 sont systématiquement en période de pointe. En revanche, la pratique est moins répandue sur le TGV Atlantique.

TROIS PRIX DIFFÉRENTS

Certes, la SNCF a assoupli son système de réductions : avec un billet « découverte séjour et découverte à deux » (25 % de remise), on peut effectuer un aller à prix réduit et un retour au plein tarif. Mais cela n'a fait que compliquer les choses.

Ainsi, ce Montpelliérain qui désirait passer un week-end à Paris en octobre a réussi à obtenir successivement un billet à 794 F, puis un autre à 899 F et un troisième à 691 F. Le premier prix comprenait un aller-retour en seconde, à tarif réduit le vendredi soir (380 F) et au plein tarif (soit 414 F) dans le seul train circulant en « période normale » le dimanche soir. Comme

l'horaire tardif de ce TGV ne lui convenait pas, ce voyageur pianota à nouveau sur son Minitel et obtint les deux trains demandés circulant en « heure de pointe » (vers 19 heures) pour 899 F, le retour s'effectuant à tarif réduit, mais en première classe ! Une heure plus tard, il réservait par téléphone un billet « découverte séjour », avec un aller à 18 h 36 le vendredi et un retour à 20 h 24 le dimanche, accepté cette fois, compte tenu du prix (691 F seulement).

Des retards de moins en moins bien indemnisés

Depuis janvier 2000, un retard supérieur à trente minutes sur les trains de grande ligne donne droit au remboursement du tiers du trajet sous forme de « bons voyage ». Auparavant, la compensation était du quart du prix du voyage pour un retard de plus de trente minutes, et de la moitié au-delà d'une heure. En 2000, ces nouvelles dispositions auraient fait économiser près de 8 millions de francs à la SNCF. En cas d'acte de malveillance, de manifestation ou d'obstacle sur la voie, la SNCF n'est pas responsable. Pour les autres motifs, elle reste seul juge pour apprécier si le retard subi par le train lui incombe ou non. Ainsi, lorsqu'un contrôleur décide de bloquer en gare un TGV pendant une heure pour une seule voyageuse en situation irrégulière, la SNCF ne s'estime pas responsable. Les voyageurs mécontents des indemnisations proposées peuvent saisir le médiateur de la SNCF par l'intermédiaire de la Fédération nationale des usagers du transport (FNAUT, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris ; tél : 01-43-35-02-83 ; fnaut@wanadoo.fr).

nir le tarif refusé quelques jours plus tôt. Le contingent de tarifs réduits peut aussi être rouvert après augmentation de la capacité du TGV », explique-t-on à la SNCF.

AUCUNE AMÉLIORATION PRÉVUE

Ce système est opaque pour le client, le summum étant atteint par les formules « J-8 » et « J-30 » (en seconde, à réserver huit jours ou un mois à l'avance), dont les réductions sont « variables selon les relations ». Traduction : « Ces prix sont fixés pour chaque origine et destination en tenant compte de la position concurrentielle du train par rapport à la route et à l'avion », précise-t-on à la SNCF, où, malgré la situation de monopole et les subventions de l'Etat, on n'a plus ni la transparence du public ni les avantages de la concurrence privée. Les contingents de places à tarif réduit sont déterminés selon trois critères : « le matériel disponible, la demande des clients et l'objectif de rentabilité ».

« Acheté des cartes de réductions commerciales », conseille-t-on à la SNCF. De prix modique (de 283 F à 361 F), ces cartes sont destinées aux « 12-25 ans », aux personnes

accompagnant un enfant, et aux seniors. Rien n'existe pour « la tranche active » des 26-59 ans, même si à la SNCF on dit y réfléchir. Les cartes font miroiter une remise de 50 %. En réalité, elles ne garantissent que 25 % sur tous les TGV, car les places à 50 % sont contingentes.

« Entre Paris et Valence, il est exceptionnel d'obtenir les 50 % le vendredi et le dimanche soir. J'ai demandé le 2 novembre une place à 50 % pour le 1^{er} janvier ; en vain, elles avaient été toutes prises en vingt-quatre heures ! », témoigne le possesseur d'une carte « 12-25 ans ». « Le 1^{er} janvier est l'une des super-pointes de l'année ; le voyageur aurait dû réserver en première classe où le contingent des places à tarif réduit est proportionnellement plus important », répond-on à la SNCF. Il aurait alors acquitté 317 F au lieu de 349 F. Mais on reste loin des 233 F espérés. Avec la grille d'hiver qui entrera en vigueur le 2 décembre, aucune amélioration n'est prévue : la SNCF annonce même que « les destinations neige seront plus chargées en TGV de pointe à Noël et en février ».

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 268

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

SCRABBLE N° 251

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. A quitté les cols depuis un certain temps. Victime du froid ou du précédent. - II. Sans aucune gravité. Réponse référendaire. - III. Revient chaque semaine. Porte de belles cornes en forme de lyre. - IV. Dans le temps et dans l'espace. Assure la liaison. - V. S'occupaient des affaires. Puissant quand il saute. - VI. Conjonction. Catégorie. - VII. Pour que les bobines et les bandes soient présentables. Général quand il est commun. - VIII.

Point. Article. Réfractaire aux essais. - IX. Négation. Opposés sur la rose. Prêt à tout. - X. Truquage au cinéma, qualité en politique.

VERTICALEMENT

1. Perte appréciée à sa juste valeur. - 2. Pièce de fromage. Se lancer. - 3. Nul par méconnaissances. - 4. Rendit hommage. Permet de rester dans l'ombre. - 5. Sans comparaison mais difficiles à suivre. - 6. Arrivé en criant. En poudre ou en flocons. - 7. Per-

sonnel. Divinité brillante. - 8. Rétablis à la bonne place. Une fois de plus. - 9. Au pouvoir. Victime des excès. - 10. Garde les bandes. Vit toujours dans les eaux mais à perdu sa tête humaine. - 11. Sans énergie. Lettres de licenciement. - 12. Créé la surprise.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 267

Horizontalement

I. Badine. Amour. - II. Obole. Amorti. - III. Uri. Timide. - IV. Cégétiste. Oh. - V. Hutte. Timbré. - VI. Ove. Tuée. - VII. Nô. Le. Asti. - VIII. Nice. Edentés. - IX. Eradications. - X. Essai. Massue.

Verticalement

1. Bouchonnée. - 2. Abreuvoirs. - 3. Doigté. Cas. - 4. Il. Et. Léda. - 5. Nette. II. - 6. Il. Ec. - 7. Amsterdam. - 8. Amitié. Eta. - 9. Modem. Anis. - 10. Ore. Bastos. - 11. Ut. Or. Tenu. - 12. Ri. Hérisse.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Baver ou bavasser

Subjonctif imparfait de *baver*, BAVASSE accepte la désinence -S. Présent du verbe *bavasser*, intransitif, ce mot accepte en outre les désinences -R et -Z. Partie jouée en club :

Tirage : B E E F N S.

a) En deux endroits différents, placez deux mots rapportant respectivement 38 et 54 points. Ecrivez sur la grille la meilleure solution, donnée ci-dessous.

Tirage suivant : E F I I M N T.

b) En deux endroits différents, placez deux mots rapportant respectivement 44 et 72 points. La meilleure solution est donnée ci-dessous.

Solution de a) : BEZEF, 2 B, 54.

Tirage suivant : A E E I R S.

c) Placez un huit-lettres. Solution de b) : MEFIAIENT, en double appui, E 1, 72.

Préparation de la grille de la semaine prochaine.

d) A A D L N O S : ce tirage s'appuie sur les trois lettres de BRU. Trouvez ces trois huit-lettres

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
A															
B															
C															
D															
E															
F															
G															
H															
I															
J															
K															
L															
M															
N															
O															

Solutions dans *Le Monde* du 21 novembre.

Solutions du problème paru dans *Le Monde* du 7 novembre.

a) ORCHITE, 10 B, 92, en collante à droite d'ACEREZ, et faisant CHATIERE,

b) COHERITE, 13 G, 90, ou l'anagramme ECHOTIER - CHICOTER, v.t., intriquer (québ.), 3 H, 88 - CHIPOTER, v.t., 12 G, 88 - FORTICHE, 16, 84 - RICOCHET, 3 F, 84 - CHA-

RIOTE (chariotier : usiner), E 7, 76, ou l'anagramme COHERITA - CORINTHE, cépage grec, N 2, 76.

c) ALEOUTE, langue de l'Alaska - BOULETE, (cheval) ayant le boulet en avant - CLOUTEE - LOQUETE, (j'ai) agit un loquet pour manifester sa présence - LOUVETE, mis bas, en parlant de la louve, ou l'anagramme VELOUTE - TOLUENE.

Michel Charlemagne

DISPARITIONS

Giovanni Leone

Ancien président de la République italienne

PRÉSIDENT de la République italienne du 24 décembre 1971 au 15 juin 1978, Giovanni Leone s'est éteint, vendredi 9 novembre, dans sa maison romaine à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Chef de l'Etat italien à l'époque dorée de la démocratie chrétienne, cet avocat spécialiste de droit pénal, né à Naples le 3 novembre 1908, avait dû démissionner six mois avant la fin de son mandat à l'issue d'une violente campagne l'accusant d'avoir trempé dans l'affaire des pots-de-vin de la Lockheed, une importante société aéronautique américaine.

« BOUC ÉMISSAIRE »

Cet énorme scandale international, auquel cet homme discret et apprécié de ses concitoyens avait toujours nié avoir participé, avait ainsi ruiné sa carrière, mais avait profité de d'autres personnalités de sa majorité. Un véritable « bouc émissaire » disait-on de lui vingt ans après, quand il fut blanchi de tout soupçon, du moins aux yeux de l'immense majorité de la classe politique.

L'actuel président italien Carlo Ciampi a rendu hommage aux « grandes qualités humaines et civiques » de ce prédécesseur qu'il avait eu la chance de connaître. Pour leur part, le chef du gouvernement Silvio Berlusconi a déploré la disparition de « ce grand homme d'Etat » et le pape Jean Paul II a salué ce « fidèle fils de l'Eglise ». Giovanni Leone, à la cordialité proverbiale, savait aussi rétorquer avec humour à ses détracteurs. Chahuté un jour par des étudiants, il n'avait pas hésité à leur faire un bras d'honneur. Recevant un autre jour le dictateur ougandais Amin Dada, il fit croire à ce dernier que ses gardes du corps étaient en fait les membres de son gouvernement au grand complet. Giovanni Leone, notable dans le style de l'époque, sut se retirer de sa charge avec élégance.

Danielle Rouard

■ **BABIK REINHARDT**, guitariste de jazz, est mort dans la nuit du dimanche 11 à lundi 12 novembre, après avoir été victime d'une crise cardiaque, à Cannes (Alpes-Maritimes), où il devait jouer mardi. Né le 8 juin 1944 à Paris, Babik Reinhardt était le fils du célèbre guitariste Django Reinhardt. Guitariste virtuose et compositeur inventif, il avait su perpétuer la tradition du jazz manouche tout en affirmant sa propre personnalité. Avec Christian Escoudé et Boulou Ferré, il avait fondé, au début des années 1980, le Trio gitan avant de mener sa propre carrière en leader ou en soliste. Réputé pour sa présence scénique et son goût de la rencontre musicale, Babik Reinhardt était régulièrement convié à rejoindre certaines vedettes du jazz comme les guitaristes Al DiMeola et Bireli Lagrène ou les violonistes Jean-Luc Ponty et Didier Lockwood. Il avait enregistré cinq albums sous son nom depuis 1988 et participait chaque année au festival de jazz organisé à Samois-sur-Seine en l'honneur de Django, qui s'était retiré dans cette petite ville de Seine-et-Marne. Babik Reinhardt y sera enterré auprès de son père et de son frère Joseph, a précisé sa maison de disques RDC Records.

DEBARRAS
integral, tous locaux,
récupérations.
BIGUES BENNES
01 49 95 95 42
Service rapide
tous les jours

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Julie, Sylvie et Laurent VASSEUR
sont heureux d'annoncer la naissance de

Lucas,

le 31 octobre 2001.

Benjamine FOREST
et
Mahmoud ZUREIK,
ainsi que toute sa famille, à travers le monde, sont très heureux d'annoncer la naissance de

Vladimir, Gabriel, Rafik,

le 31 octobre 2001.

Anniversaires de naissance

Florence BOUILLON

a vingt-sept ans, et une façon si singulière d'être dans le Monde !

Joyeux anniversaire !

Fabien L.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mlle Lucette BERGER,

survenu à Soissons (Aisne), le 8 novembre 2001, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 novembre 2001, à 11 h 15, en la chapelle du centre hospitalier de Soissons, 46, avenue du Général-de-Gaulle.

L'inhumation suivra à 14 heures, dans le caveau de famille, au cimetière de Saint-Michel-sur-Orge (Essonne).

De la part de
M^{me} Simon Copans,
M. et M^{me} Henri Godiard,
ses cousin et cousines,
M. Patrick Philippeau,
de l'Association tutélaire Le Fil d'Ariane,
Et du personnel de la résidence Orpea-Jeanne-d'Arc.

– Rémy Sautter,
Robin Leproux,
Noël Couedel,
Pierre-Marie Christin,
La rédaction,
Et l'ensemble du personnel de RTL,
ont la tristesse de faire part de la disparition de

M. Pierre BILLAUD,

décédé le 11 novembre 2001, en Afghanistan, dans l'exercice de son métier de journaliste, dans sa trente et unième année.

RTL adresse ses plus sincères condoléances à Emmanuelle, sa compagne, à ses parents, et à toute sa famille.

– M^{me} Eliane Castella,
son épouse,
M^{me} Léa Seiboth,
sa belle-mère,
Ses frère, sœurs, beau-frère, belle-sœur, neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean CASTELLA,

ancien avocat du barreau de Nanterre,

survenu à Paris, le 9 novembre 2001, à l'âge de soixante-neuf ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 novembre, à 10 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place Laveran, à Paris-5^e.

7, rue Henri-Tariel,
92130 Issy-les-Moulineaux.

– Marie-Elisabeth Delafollie,
sa fille,
Claude Delafollie,
son épouse,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude DELAFOLLIE,

survenu le 10 novembre 2001, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 novembre, à 11 heures, en l'église de Trilport (Seine-et-Marne), dans l'intimité familiale.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Trilport.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, avenue du Général-de-Gaulle,
95310 Saint-Ouen-l'Aumône.

– Monique Dondin-Payre,
Françoise Dondin-Bunelle,
font part de la disparition de

Philippe et Marcelle
DONDIN,
leurs parents bien-aimés,

le 6 novembre 2001.

– M. Jean Fournier-Bergeron,
son époux,
et ses enfants,
M. Christophe Jacquet,
son fils,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Claude
FOURNIER-BERGERON,
née GIROD,

inspectrice de l'éducation nationale,

survenu le 10 novembre 2001, dans sa cinquante-cinquième année.

La cérémonie d'adieu aura lieu en présence des cendres, le mercredi 14 novembre, à 15 heures, au cimetière de Bourg-en-Bresse.

– M^{me} Hélène Gouault,
sa mère,
Jean-Philippe et Armelle,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Sa sœur et ses frères,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie GOUAULT,

le 11 novembre 2001, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 15 novembre, à 11 h 45, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 8, boulevard de Ménilmontant, Paris-20^e.

4, rue de la Borne-Sud,
92190 Meudon.

– M^{me} Jacqueline Javault,
son épouse,
Françoise, Dominique, Philippe,
Michel et Patrick,
ses enfants,
Mélanie, Frédéric, Michael, Nathalie,
Olivier, Pascaline et Leiris,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Raymond JAVAULT,

survenu le 11 novembre 2001.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 15 novembre, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame du Chêne, à Viroflay (Yvelines).

– Jacqueline Meppiel-Llaurado,
Stéphane, Martin,
Katrin, Magali,
Tania, Tiago, Loren,
Et tous ceux qui l'admiraient et l'aimaient,

font part avec douleur de la mort de

Adolfo LLAURADO,

acteur,

survenue à La Havane, le 3 novembre 2001, à l'âge de soixante ans, des suites d'un cancer.

La Havane.
Mail : oyacoop@clubcult.cu

– Les familles Noyé, Duscher,
Schilling,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean NOYÉ,

survenu le 5 novembre 2001, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Une cérémonie religieuse aura lieu à Monnetier (Haute-Savoie), le vendredi 16 novembre.

Famille Noyé,
6, rue de l'Aubépine,
1205 Genève (Suisse).

– Claire et Gérard Marsat,
Jacqueline et Henri Giot,
Marie-Ange et Francis Browaeys,
Laurence Paton et Bertrand Renaudineau,
ses enfants,

Arnaud Marsat et Rachelle Perol,
Auréliette et Hervé Giot-Levivé,
Florent et Virginie Giot,
Matthieu Browaeys,
Jules-Thomas Browaeys,
Félicité Giot,
François Giot,
Alice Browaeys,
Arthur Renaudineau,
ses petits-enfants,
Ulysse, Gaspard, Noé,
ses arrière-petits-enfants,
Odette Jactat,
Denise Carret,
ses belles-sœurs,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques PATON,

chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,

survenu le 11 novembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 novembre, à 10 heures, en l'église de Sainte-Savine (Aube).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Troyes.

121, avenue Mozart,
75016 Paris.

**Vous pouvez
nous transmettre
vos annonces la veille
pour le lendemain
jusqu'à 16 h 30
Permanence le samedi
jusqu'à 16 heures**

– Rafaëlle et Frédérique,
ses filles,
Jean-François et Hugues,
ses gendres,
Barthélémy, Ludovic, Béatrice, Baptiste,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean PERETTI,

ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,

survenu le 9 novembre 2001.

65, rue Monsieur-le-Prince,
75006 Paris.

Eugène RAGUIN,

ingénieur général des Mines
honoraire (X 18),
professeur honoraire à l'Ecole nationale
supérieure des Mines,
géologue,

nous a quittés le 10 novembre 2001, dans sa cent deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Dominique, 20, rue de la Tombe-Issoire, à Paris-14^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

De la part de
Françoise et Claude Le Clerc,
Jean et Catherine Raguin,
Marie-Claire et Pierre (†) Cojan,
Michel et Bernadette Raguin,
Bernard Raguin et Synnøve Dalva,
Anne Raguin,
Pierre (†) et France Raguin,
Catherine et Alain Frappart,
ses enfants,
Ses vingt petits-enfants,
Ses vingt-huit arrière-petits-enfants,

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Emile-Dubois,
75014 Paris.

– M. Claude Tixier,
son mari,
M. François-Joseph Camperio
et M^{me}, née Claire Tixier,
M. François Tixier
et M^{me}, née Brigitta Rohrer,
M. Philippe Tixier
et M^{me}, née Alix Le Monnier,
Le docteur Yves Gaunard
et M^{me}, née Elizabeth Tixier,
M^{me} Marie-Hélène Tixier,
ses enfants,
Antoine Van Oevelen
et Alessandra, née Camperio,
Philippe-Camille Camperio
et Farah, née Monfaradi,
Isabelle, Béatrice et Frédéric Tixier,
Antoine, Marie-Laure et Clément
Tixier,
Benjamin Foucault
et Tiffany,
née Gaunard,
Nils Gaunard,
Constance
et Camille Vercken de Vreuschmen,
ses petits-enfants,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Claude TIXIER,
née Simone LAMY,

survenu le 9 novembre 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, sa paroisse, à Paris-16^e, 88, rue de l'Assomption, le jeudi 15 novembre, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, au cimetière communal ancien d'Ivry-sur-Seine, dans la sépulture de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

« Elle avait toujours souhaité que
les hommes soient plus chaleureux
les uns envers les autres. »

5, square des Ecrivains-Combattants-
Morts-pour-la-France,
75016 Paris.

Anniversaires de décès

– Le 13 novembre 2000,

Michel BLOIT

nous quittait, trop tôt.

Papa, Michel, Grand-Père,
Ta famille,
Et tous tes amis,
nous pensons à toi.

– En ce treizième anniversaire de la
séparation, souvenons-nous de

Christiane GALLENCA,
professeur des Universités.

« Beauty too rich for use,
For earth too dear. »

– Dunkerque. Lille. Paris. Nouméa.

10 juin 1943 - 13 novembre 1997.

Michel GROSSET.

A ceux qui l'ont aimé.

Conférences

« Internet, médias et démocratie »,
avec MM. J.-M. Descarpentier,
J. Jaffré et R. Trégouët.
Université Paris-XVI - Dauphine,
salle R.-Aron, à 19 heures.

Conférences-Débats

Mercredi 14 novembre
**Art hongrois et art international
dans les musées de Budapest**
Journée-débat du programme
« Musée-musées » :
à l'Auditorium du Louvre,
de 10 heures à 19 heures.
Tarif : 40 F, 30 F (réduit).
Informations : 01-40-20-51-86
www.louvre.fr

Cours

Formation informatique à domicile
(prise en main matériel, Internet,
multimédia, bureautique),
dépannage micro.
Une équipe de formateurs et de
techniciens à votre service
en Ile-de-France.
ALDISA
Pour toute information, contactez le
01-46-67-18-90.

Communications diverses

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude,
Paris-3^e, jeudi 15 novembre, à 20 h 30 :
« La mémoire inscrite dans la chair »,
avec la réalisatrice Nurith Aviv et la
projection de son film *La Circoncision*.
Tél. : 01-42-71-68-19.

S T Y L E S

Le Monde

domotique

j'ai faim !

Supplément gratuit

Avec **Le Monde**

mercredi 14 daté jeudi 15 novembre

CINÉMA A l'affiche cette semaine, deux films français de très grande qualité. Ensemble, ils donnent à notre cinématographie son meilleur visage. Premier long métrage de Laurent Cantet (qui fut découvert avec *Ressources humaines*, réalisé pour la télévision), *L'Emploi du temps* met en évidence les ressources du travail scénaristique s'inspirant de la réalité pour élaborer une fiction riche, suggestive, servie par des comédiens dont le talent est d'autant plus efficace qu'il est constamment tenu. Miraculeuse réussite du film d'opéra, *Tosca*, de Benoît Jacquot, déploie les charmes et les fastes d'une grande production servie par les splendeurs de son interprétation. Le cinéaste pousse loin l'expérimentation formelle et la réflexion sur la nature du spectacle. Trois documentaires évoquent par ailleurs des moments importants de l'histoire contemporaine : *Paragraphe 175 - la persécution des homosexuels par les nazis -*, *Made in the USA - la peine capitale aux Etats-Unis -*, et le surprenant *Cher Fidel - d'après les souvenirs d'une maîtresse de Fidel Castro*.

► www.lemonde.fr/cinema

Les mensonges d'un homme de nulle part

L'Emploi du temps. Laurent Cantet peint avec brio une tentative désespérée de traversée du miroir

Film français de Laurent Cantet. Avec Aurélien Recoing, Karin Viard, Serge Livrozet. (2 h 12).

Un homme dort dans sa voiture, sur un parking d'autoroute. Un autocar entre dans le champ, sur la cabine on distingue un nom qui se finit par « mlet ». Laurent Cantet, le réalisateur de *L'Emploi du temps*, jure que c'est un hasard, qu'il a failli renvoyer le car lorsqu'il a découvert son nom. On peut y voir aussi un augure qui place ce film, troublant et terrifiant, sous la protection de la plus belle des histoires de fantômes et de pères.

Vincent (Aurélien Recoing), l'homme qui dort dans sa voiture, ment comme il respire - s'il s'arrête, il meurt. Il ne faut pas très longtemps pour comprendre qu'il a perdu son travail de consultant, qu'il a caché ce licenciement à sa femme Muriel (Karin Viard) et qu'il mène une existence nomade autour de sa maison moderne, quelque part entre Lyon et la Suisse. De la réalité de cette vie - les cafés au distributeur de la station-service, les nuits recroquevillé sur la banquette, les journées passées sans adresser la parole à âme qui vive -, Muriel, les enfants et les

parents de Vincent ne savent rien. De sa vie rêvée, qu'il raconte à Muriel sur son téléphone portable (le seul objet qui lui permette de prendre la parole), la famille sait tout : Vincent est en train de quitter sa firme de BTP pour Genève, où une agence des Nations unies spécialisée dans le développement industriel doit l'embaucher.

Pour donner un peu de matérialité à cette chimère, Vincent a besoin d'argent. Il en emprunte à son père (Jean-Pierre Mangeot), médecin imbu de sa position sociale, et collecte des fonds auprès d'anciens compagnons d'études, leur faisant croire qu'il va les placer dans des opérations financières en Europe de l'Est. Au hasard d'une de ces escroqueries, il attire l'attention de Jean-Michel (Serge Livrozet), patron d'hôtel, ancien détenu, qui tente de sortir définitivement Vincent de la norme sociale.

De la première à la dernière image, la réussite de *L'Emploi du temps*, de cette relation d'un voyage au-delà de la vie normale, repose sur Aurélien Recoing. Il lui faut à la fois mentir et être vrai, faire passer l'ivresse de la liberté et la terreur du vide, parfois en une fraction de seconde. Avec

beaucoup de retenue, l'acteur guide son personnage pas à pas dans le labyrinthe qu'il s'est lui-même inventé, de l'euphorie qui le saisit au volant de sa voiture en écoutant une chanson d'Etienne Daho à l'abattement qui fond sur lui aux dernières séquences du film. Il est devenu cet

L'histoire de ce faux médecin, avec un faux emploi en Suisse, qui mentait à sa famille, jusqu'à s'en faire l'assassin, est à l'origine du projet

homme sans attache que chantaient les Beatles, « qui dresse ses plans de nulle part à l'intention de personne ».

Autour de ce travail d'acteur irréfutable, qui fait de *L'Emploi du temps* un bloc d'émotions contradictoires avant d'être une réflexion passionnante, Laurent Cantet a construit

son film. Il est d'abord fait d'une mise en scène hivernale, avec quelques très beaux travellings (la course de la voiture de Vincent avec un train ; Vincent parcourant les couloirs de l'agence de l'ONU, contemplant l'activité fébrile et vaine de ses prétendus collègues) qui sont l'expression exacte de l'étrangeté du personnage au monde qui l'entoure. Dans les failles de cette irréalité patiemment construite - elle culmine en une très belle séquence d'amour dans la neige - se glissent des blocs de vie quotidienne sur lesquels Laurent Cantet exerce ses talents satiriques, avec une précision qui mène inévitablement à la cruauté.

Aux côtés d'Aurélien Recoing, les acteurs de *L'Emploi du temps* abattent un travail ingrat, corsetés par les contraintes sociales et dramatiques de la vie de petits-bourgeois en province. Muriel, institutrice, balance entre l'aveuglement volontaire et le désir de savoir ; elle n'est jamais tout à fait dérisoire et souvent bouleversante. Grâce à Karin Viard plutôt qu'au scénario et à la mise en scène, qui font de l'amour conjugal le dernier recours de l'ordre établi plus encore que les attentes du père de

Vincent, formulées si précisément qu'elles sont peut-être plus faciles à contourner.

Serge Livrozet échappe au sort commun des seconds rôles. D'abord parce qu'il existe pour nous ailleurs qu'au cinéma, dans son combat contre la prison. Ensuite parce que la confrontation entre les deux personnages, Vincent, l'homme ordinaire qui cache des secrets sans intérêt, et Jean-Michel, le repris de justice qui brandit aux yeux du monde toutes ses marques d'infamie sociale, est l'une des plus belles idées du scénario.

Reste qu'un danger guette le film. Pour le prévenir, il faudrait, à l'entrée des salles qui programment *L'Emploi du temps*, installer l'équivalent cérébral des pédiluves. On s'y laverait de tout ce que l'on sait de l'affaire Romand. L'histoire de ce faux médecin, avec un faux emploi en Suisse, qui mentait à sa famille, jusqu'à s'en faire l'assassin, est à l'origine du projet. Mais, comme un péché originel, le spectre du fait divers hante *L'Emploi du temps* et, si l'on n'y prend garde, pourrait faire écran entre le spectateur et le film.

T. S.

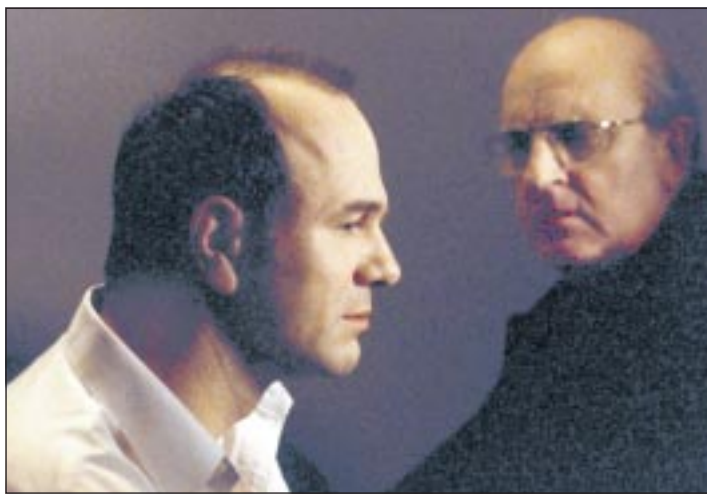
Du crime au film, le témoignage de trois cinéastes

Laurent Cantet, Claire Denis et Cédric Kahn expliquent les raisons qui les ont conduits à porter à l'écran le destin de trois criminels

L'UNA « PIOCHÉ » dans l'affaire Romand, l'homme qui mentit pendant vingt ans à sa famille avant de l'exterminer en 1993, pour en tirer une autre histoire. C'est Laurent Cantet, dont *L'Emploi du temps* sort le 14 novembre, après avoir remporté le Lion d'or de l'année à Venise. Le second avait construit une « variation » sur le parcours meurtrier de Thierry Paulin, cinq fois assassin en 1984, mort en 1989, du sida, en prison avant son procès. C'est Claire Denis, qui présente J'ai pas sommeil à Cannes en 1994. Et le troisième avait donné pour titre à son film le nom de l'assassin, né en Italie, qui tua un nombre indéterminé de victimes dans le Sud-Est en 1986 et 1987 avant de se suicider en prison, un an plus tard. Roberto Succo, de Cédric Kahn, est sorti le 16 mai après avoir été présenté à Cannes. Les trois réalisateurs parlent de ces expériences. Il faut ici prévenir les lecteurs que les propos de Laurent Cantet révèlent l'issue de *L'Emploi du temps*.

● **Laurent Cantet** : « Il y avait, dans l'affaire Romand, des choses qui m'ont bouleversé. Mais ce qui m'a le plus bouleversé était à la périphérie du fait divers. Je m'intéressais plus à la solitude terrible d'un homme dont le mensonge n'avait jamais été remis en question. A la question aussi de l'emprunt du temps, de ce qu'on fait une fois que votre planning n'est plus géré par les autres. Je voulais montrer un homme qui essaie de se libérer des contraintes sociales et se met à mentir.

» Lorsque, avec Robin Campillo, nous avons écrit le scénario, le livre d'Emmanuel Carrère (*L'Adversaire*, qui est en ce moment adapté pour le cinéma par Nicole Garcia) n'était pas encore sorti. Je me suis accordé la liberté de piocher dans le fait divers sans chercher à être fidèle, j'avais d'autres sources de matière première. Jamais, pendant l'écriture, nous n'avons évoqué les meurtres. Je tenais au retour à la norma-



Aurélien Recoing (de profil) dans « *L'Emploi du temps* », de Laurent Cantet, une histoire inspirée de l'affaire Romand.

le, à décrire une tentative d'évasion ratée.

» Depuis que nous avons commencé les avant-premières en France, les références à l'affaire

Romand surgissent dans les débats mais sont vite évacuées. Les spectateurs s'identifient plutôt avec le personnage de Vincent qu'ils n'établissent des comparai-

sons entre Vincent et Romand. Après les débats, des gens viennent me dire « C'est mon histoire » ou « Mon mari m'a menti pendant des années ».

» Reste qu'on savait qu'on allait être confrontés aux attentes du public quant à la violence. Nous avons tourné deux fois la scène de la confrontation entre Vincent et son fils, à la fin du film, parce que la première version était trop violente, et nous nous étions mis en garde contre la tentation de jouer avec les attentes du public. Le fait divers ressort par un autre biais. Lorsque le personnage de Jean-Michel montre à Vincent les photos de son procès, il s'agit de vraies photos, prises lors du vrai procès de Serge Livrozet (écrivain, ancien détenu, fondateur du Comité d'action des prisonniers). Celui-ci fait ses débuts dans *L'Emploi du temps* dans le rôle de Jean-Michel.

● **Claire Denis** : « Je n'étais pas en France lors de l'arrestation de Paulin, je n'avais pas suivi l'affaire. J'ai éprouvé quelque chose, très naïvement, pour la mère de Paulin après avoir lu des articles sur « la mère du monstre ». On m'avait proposé de réaliser *La Fille de l'air*, d'après l'évasion de Michel Vaujour, qui devait se faire à l'époque avec Juliette Binoche (et a finalement été réalisé par Marouf Bagadi avec Béatrice Dalle) mais j'avais l'impression qu'il ne suffisait pas d'une histoire rocambolesque, qu'il fallait un attachement à quelque chose qu'on partage avec l'histoire. J'avais envie d'être solidaire avec cette femme antillaise et de me demander qu'est-ce qui fait qu'un être humain devient un monstre au regard des autres.

» Quand j'étais enfant, je lisais beaucoup de choses sur la peine de mort et je trouvais qu'on n'a pas le droit de renier un être humain. Je trouvais beau dans le cinéma ce mouvement normal qui porte du côté du bandit, même dans le cinéma américain, si puritain. *M le Maudit*, de Fritz Lang, a été le pilier du travail pour *J'ai pas sommeil*. En écrivant, nous avons été tenus légalement de changer les noms des survivants (Paulin était déjà mort, mais Mathurin, son compagnon, n'avait pas encore été jugé). Je n'ai pas voulu trop me documenter, mais, avec Jean-Pol Fargeau, nous avons inventé des personnages qui correspondaient à la réalité, et nous avons dû corriger. C'était comme être à côté d'un volcan, je n'ai pas voulu plonger dans le cratère de l'affaire Paulin, juste me laisser asperger par une pluie de cendres qui en retombait.

» Paulin avait été déclaré pervers mais responsable par l'expert psychiatre. Je ne peux pas me résoudre à croire que le cinéma est

un outil pour expliquer quelque chose comme ça. Il est là pour entrouvrir une porte sur quelque chose qu'on ressent. Quand le film a été présenté à Cannes, *France Soir* a publié une double page avec une photo de Richard Courcet, l'acteur qui incarnait le personnage inspiré de Paulin, sous le titre « *Le tueur de vieilles dames se pavane sur la Croisette* ». »

● **Cédric Kahn** : « J'ai lu le livre-document de Pascale Froment (*Je te tue*, Gallimard, 1991), et une image s'est imposée à moi : l'épisode lors duquel Succo avait pris une institutrice suisse en otage, la manière dont cette femme a sauvé sa peau. Je me suis dit qu'il fallait en faire un film. *Roberto Succo*, c'est la confrontation de gens comme vous et moi avec un tueur. En tant que personnage, il ne m'intéressait pas tellement. La problématique de sa place dans le film s'est posée en permanence pendant le tournage, je suis incapable de m'identifier à quelqu'un qui tue. Et pourtant, il demeure le personnage le plus fort du film.

» Je n'ai pas utilisé le livre comme un roman, c'était une enquête très complète - je n'ai utilisé que 20 % de ce matériau -, à laquelle il manquait une trame, il a fallu que j'en crée une. Il y avait aussi un travail de reconstitution, je voulais que les faits, les actes correspondent à ce qu'avait fait Succo. Je me suis posé beaucoup de problèmes éthiques.

» J'ai toujours essayé de me mettre à la place de quelqu'un qui avait été touché par cette affaire, ce qui m'a entravé dans la réalisation et dans la défense du film. Au point que je n'ai pas voulu me défendre après la sortie (lorsque des syndicats de policiers ont essayé d'empêcher la projection du film en Savoie, où Succo avait commis plusieurs meurtres). Je pensais que je m'étais suffisamment autocontrôlé en amont, que le film pouvait répondre pour moi. Les attaques venaient de gens qui n'avaient pas vu le film et n'avaient pas l'intention d'aller le voir. Des policiers étaient venus de Nice (autre théâtre des crimes de Succo) et avaient vu le film, ils n'avaient rien trouvé à y redire. Ces attaques ont commencé dès la sélection du film en compétition à Cannes. Des journaux ont demandé comment on pouvait préférer Roberto Succo à Amélie Poulain.

» J'ai l'impression d'avoir approfondi ma connaissance, d'être passé au plus près de l'horreur. Mais la recherche de la vérité perd de son sens au bout d'un moment, chaque vérité en cache une autre. On n'ouvre que des portes qui ouvrent sur d'autres portes. »

Propos recueillis par Thomas Sotinel

paris combo, nouvel album
sortie le 13 novembre

paris combo attraction

France inter

fnac

Antonio Pappano, un lion dans la fosse

LES PREMIÈRES salves de l'ouverture claquent – stridence des cuivres, violence harmonique, rythmes abrupts comme les parois du château Saint-Ange à

PORTRAIT

Le film « Tosca » sacre, à quarante-deux ans, un chef lyrique d'envergure

Rome. Penché sur l'orchestre, Antonio Pappano sculpte et brasse, caresse, exhorte, démiurge dans le halo d'un noir et blanc de fin du monde, possédé des canicules expiatoires, cheveux collés au front par les 32 degrés qui règnent dans les studios d'enregistrement. Encore aujourd'hui, il évoque cette suffocation avec une volupté du preux au combat : « Diriger cet opéra de passion et de sang dans ces conditions extrêmes, au point qu'on ne sait plus ce qui vient de l'atmosphère des studios, de soi-même ou de la véritable énergie musicale avait quelque chose de terriblement excitant. Je n'avais pas vraiment conscience que les caméras étaient là mais, sachant qu'il y avait un film, j'ai eu naturellement tendance à élargir les tempi dans les interludes orchestraux afin de donner à la musique une profondeur de champ. »

Musicien visuel, coloriste passionné, Antonio Pappano est aussi

homme de scène. Sa conscience théâtrale ne perd jamais de vue ce que le film exige de lui, ce que le disque exige de l'opéra. « Dans le film, le chef d'orchestre est perçu comme un acteur, ce qui oblige à souligner davantage la dramaturgie. N'allez pas croire que le problème soit différent avec l'enregistrement : la première chose que le micro capte, c'est l'indifférence. » L'indifférence ? Rien n'est plus éloigné de cet enthousiaste communicatif, boulimique talentueux – italienité portée avec décontraction (comme ce blouson qui donne à ce mixte d'Al Pacino et de Robert de Niro un faux air de Stallone dans *Rocky*).

« J'AIME LES CHANTEURS ».

A quarante-deux ans, l'homme s'est imposé comme un chef lyrique d'envergure. Son répertoire éclectique (quoique stationné entre 1850 et 1950) embrasse aussi bien l'opéra allemand (il prépare actuellement un *Rosenkavalier* pour La Monnaie) que l'opéra italien – Verdi et surtout Puccini, dont il a entrepris une intégrale chez EMI Classics avec ses complices d'élection, Roberto Alagna et Angela Gheorghiu (avec lesquels il a aussi gravé les *Werther* et *Manon de Massenet*).

« J'aime les chanteurs. Je ne suis jamais aussi heureux que lorsque je réussis à les mettre en confiance afin qu'ils donnent leur maximum. »

Dans Pappano l'Américain, il y aura toujours l'enfant d'immigrés italiens, le fils de ce père baryton et professeur de chant qui fut son premier maître. Une filiation qui n'a cessé de s'affirmer depuis le « débarquement » de Londres dans le Connecticut, où le garçon de treize ans étudie piano, composition et direction d'orchestre. Avant d'en prendre pour quinze ans comme pianiste répétiteur et de devenir, très vite, chef assistant au New York City Opera puis au Liceo de Barcelone. C'est ainsi qu'il secondera Daniel Barenboïm au Festival de Bayreuth dans *Tristan, Parsifal*, et le cycle du *Ring* en 1988.

1993 sera l'année du triomphe viennois : il remplace au pied levé Christoph von Dohnanyi dans un nouveau *Siegfried* au Staatsoper. Dès lors, la voie sera royale, comme en témoigne une décennie de direction musicale au Théâtre de La Monnaie à Bruxelles : « *J'y ai tout appris et commis toutes les fautes.* » Si la France ne lui a pas encore fait la place exacte qui lui revient (un magnifique *Wintermärchen* de Philippe Boesmans en 2000 au Châtelet après un *Don Carlo* controversé en 1996), d'autres ont d'ores et déjà compris : la saison prochaine verra Antonio Pappano à la tête d'une des plus prestigieuses maisons d'opéra, celle de Covent Garden.

M.-A. R.



Musicien visuel, coloriste passionné, le chef d'orchestre Antonio Pappano est aussi homme de scène. Sa conscience théâtrale ne perd jamais de vue ce que le film exige de lui.

Benoît Jacquot, réalisateur de « Tosca »

« Lors du tournage, nous parlions d'un film expérimental de luxe »

« Pourquoi avez-vous voulu faire un film de Tosca ?

– L'idée vient du producteur Daniel Toscan du Plantier, qui m'a passé cette commande. J'ai dit oui sans trop réfléchir, comme à un défi un peu absurde. Je ne suis ni un spécialiste de l'opéra, ni très amateur des précédents films d'opéra. J'avais à l'époque deux autres longs métrages à réaliser, j'espérais un peu que la proposition tomberait toute seule. Deux ans plus tard, les producteurs m'ont invité à dîner et m'ont demandé de leur expliquer comment j'allais réaliser le film. En dix minutes, j'ai dû inventer le concept de la mise en scène.

– Que leur avez-vous dit ?

– J'ai parlé de l'opéra à l'écran conçu comme *cosa mentale* et du tournage sur un plateau de cinéma environné de noir, espace imaginaire où on peut utiliser des éléments de décor, non comme convention théâtrale au premier degré, mais comme citation de cette origine scénique. J'imaginai de mélanger plusieurs régimes d'image, et plusieurs formes de présence vocale, dont le son direct. Mon idée n'était pas, comme chez les Straub, le respect du direct comme garant d'authenticité, mais au contraire de me donner la possibilité de multiplier les combinaisons de rapports véristes et artificiels, à l'image, au son, et entre les deux. A ma grande surprise, ce projet a suscité l'enthousiasme de mes interlocuteurs.

– Ce qui s'est passé ensuite n'a pas entièrement répondu à ces prévisions.

– J'ai mis en chantier un travail très pointu de préparation de l'enre-

gistement en direct, avec les meilleurs techniciens de cinéma. Et j'ai rencontré les interprètes, que je n'avais pas choisis. J'ai découvert qu'Angela Gheorghiu et Roberto Alagna connaissaient mes films – ils les avaient vus au cours de leurs nombreux voyages en avion. Ils avaient un étonnant désir de faire du cinéma : je me suis trouvé avec deux stars de l'opéra qui étaient en même temps des débutants extrêmement malléables, prêts à répondre à toutes mes demandes. Quant à Raimondi, avoir joué dans *Don Giovanni*, *Carmen*, *Boris Goudounov* et *La vie est un roman* lui a donné une expérience importante de cinéma, il adore ça et s'amuse énormément sur un plateau.

– Tous trois ont accepté d'emblée le projet du son direct, tout en s'interrogeant avec moi sur le principe de sa mise en œuvre. De même pour Antonio Pappano, qui, outre l'enregistrement de l'opéra en studio à Londres que j'aurais filmé, a dirigé une version orchestrale de *Tosca* sur laquelle les interprètes devaient chanter sur le plateau.

– Ce n'est pas ce qui s'est produit.

– Quinze jours avant le tournage en studio, Toscan du Plantier m'a appelé pour m'informer qu'il était financièrement impossible de tourner en son direct. J'étais furieux, j'ai voulu arrêter et rompre mon contrat, c'était impossible. J'ai donc été obligé de modifier toute ma stratégie de mise en scène.

– Vous étiez abattu par cet obstacle ?

– Au contraire. Je sais depuis mon premier court métrage qu'au ciné-

ma l'occasion fait le larron, que c'est face aux impossibilités qu'on trouve ce qu'il y a de plus intéressant. La plupart de mes films récents sont des commandes ; je transforme en expérience personnelle les demandes venues d'autres – c'est d'ailleurs ce que je m'apprete à faire avec mon prochain film, Isabelle Adjani m'ayant sollicité pour adapter un des livres que je connais le mieux (et

J'imaginai de mélanger plusieurs régimes d'image, et plusieurs formes de présence vocale

qui était à mes yeux infilmable), *Adolphe*, de Benjamin Constant. Aujourd'hui, je considère qu'avoir été privé du son direct a été une chance : j'ai dû remplacer l'authenticité directe de la présence vocale par une recherche beaucoup plus élaborée et, je crois, beaucoup plus riche, mettant en évidence tous les points de frottement entre l'artifice extrême et la réalité intense de ce que je filmais.

– Cette recherche aurait-elle eu lieu de la même manière avec n'importe quel opéra ?

– Certainement pas. *Tosca* correspond à cette approche, l'œuvre de Puccini est tout entière travaillée par ces chocs de contrastes, par ces contrastes violents. C'était lui être fidèle que de décider par exemple

de combiner des types d'images très différents : une image très soignée en 35 millimètres en studio, le noir et blanc vidéo pour les séances d'enregistrement et, pour « chiffonner » tout ça, les images en super-8 et en 16 millimètres, très instables, qui font irruption par moments.

– Comment avez-vous conçu les images des scènes en studio, jouées par les interprètes en costumes ?

– J'ai commencé par faire reproduire à l'identique le sol des lieux romains où se passent les trois actes (l'église San-Andrea-della-Valle, une salle du palais Farnese et la terrasse du château Saint-Ange). Ces surfaces, ces matières, me donnent une assise où je peux élever des éléments de décor à la verticale, comme des pièces sur un échiquier. Qu'il aient un rôle utile à l'action, ou une fonction de stylisation et de symbole, jamais ils ne veulent « faire vrai ». J'ai aussi décidé de tourner soit en plans très larges, souvent vus en plongée éloignée – une des raisons du tournage aux studios de Cologne qui possède l'un des plateaux de cinéma les plus hauts d'Europe –, soit au contraire en très gros plans. Ces derniers ne cherchent qu'une chose : mieux voir. Si j'avais tourné en son direct, je me serais approché encore plus, jusqu'à entrer dans la gorge des chanteurs. Le refus des plans moyens fait partie de cette stratégie qui confronte des extrêmes, en accord avec la composition même de l'opéra. Tous ces choix relèvent de la volonté d'afficher la scénographie.

– Vous vouliez mettre en cause la manière traditionnelle de montrer l'opéra ?

– Pas forcément. D'emblée je me suis méfié de deux écueils symétriques, le conformisme des conventions et la provocation gratuite. Pour moi, le problème était de faire de *Tosca* un objet de cinéma, un film dont le réel est l'œuvre de Puccini. Avec cette idée – commune à tant de grands cinéastes – que la question du théâtre est au cœur de la mise en scène de film, que ce soit comme partenaire ou comme adversaire.

– N'y a-t-il pas une similitude entre votre position de réalisateur et celle de l'auteur de l'opéra ?

– Absolument ! Je suis dans une position d'emprise personnelle complète sur la « matière ». Mon scénario est une partition cinématographique qui doit être capable d'accueillir la partition musicale et d'en faire sa cause, aux deux sens du mot. C'est une entreprise très personnelle, pour laquelle je dispose d'un budget [environ 7,62 millions d'euros – 50 millions de francs] d'ordinaire réservé à des produits industriels. Lors du tournage, nous parlions entre nous d'un « film expérimental de luxe ». »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon et Marie-Aude Roux

M.-A. R.

Les noces brillantes de l'opéra et du cinéma

Tosca. Benoît Jacquot magnifie l'œuvre de Puccini

Film français de Benoît Jacquot. Avec Angela Gheorghiu, Roberto Alagna, Ruggero Raimondi, Antonio Pappano. (1 h 59.)

LE FILM D'OPÉRA est un paradoxe fécond. Si les deux disciplines sont faites pour se rencontrer, cette rencontre a été le plus souvent calamiteuse. On sauvera de ces rendez-vous trop organisés, boursoufflés de redondance entre l'image et le chant, le livret et la caméra, une illustration somptueuse (*Don Giovanni*, par Losey), une réalisation asservie à l'art de la scène (*La Flûte enchantée*, d'Ingmar Bergman), une mise à l'épreuve, extrême, d'un art par un autre (*Parsifal*, de Syberberg) et un hiératique face-à-face (*Moïse et Aaron*, des Straub). Enfin, Benoît Jacquot vint. Par les moyens les plus simples, et les plus détournés, il a tracé un chemin magique où l'opéra nourrit le cinéma sans rien y perdre, bien au contraire.

La recette semble évidente : arranger ensemble tout ce qu'offre l'opéra et tout ce que permet le cinéma. Du premier, l'ampleur, cet assemblage des puissances sensorielles où la raison n'a presque pas de part, la stylisation extrême, le soin des nuances vocales et orchestrales, la primauté de l'interprétation sur la présence réelle du corps des interprètes et cette manière qu'ils ont de s'imposer par cette abstraction même ; du second, l'art de l'enregistrement documentaire, la restitution d'un spectacle délivré des contraintes de la salle, de la scène, de son immédiateté, de la présence de chanteurs dont l'un sera un jour fatigué et l'autre, le lendemain, malade, ou triste, ou joyeux.

Tosca, le film, est donc un objet composite. Comme il n'est ici rien que d'extrême en toutes choses – passion amoureuse, désir, oppression, soif de liberté, excellence artistique –, il ne saurait être question de métriser un peu, au rabais. Et Benoît Jacquot y va, hardiment. Il mélange images des scènes de l'œuvre de Puccini (scrupuleusement respectée) en couleurs « classiques », images documentaires tournées pendant l'enregistrement avec l'orchestre de Covent Garden en vidéo

noir et blanc, et images subliminales, convoquées mentalement par l'un ou l'autre personnage, ou rêvées, en super-8 retravaillé chromatiquement. Le réalisateur choisit d'emblée des cadrages anti-naturels et la suppression du cadre de scène, balayant toute imitation du spectacle vivant. Il multiplie les jeux sur le « direct » apparent du chant. Il opte pour des gros plans sur les visages possédés par l'exercice vocal. Ce pourrait être cruel pour les interprètes ; le film leur rend pourtant un hommage bouleversant, déclaration d'amour surchargé d'érotisme – à la femme (la si féminine Angela Gheorghiu) comme aux hommes, tous artistes dans l'expression généreuse de leur art.

MAGIE INEXPLICABLE

Avec un sens stratégique très sûr, Jacquot sait qu'il doit entonner très tôt son grand air de la liberté. Dès les premières séquences dans l'église, il multiplie les effets, déstabilisant nos manières de voir et de regarder. Du coup, il en aura moins besoin ensuite. Sachant que tout peut arriver, le spectateur goûtera avec le même bonheur les passages les plus sages comme les irruptions les plus incongrues – un magique troupeau de moutons au pied du château Saint-Ange ou l'appareil dentaire du gamin qui chante le pâte, durant le troisième acte.

La recette, simple dans son principe, exigeait complexité et subtilité. Sans cette magie inexplicable qu'on appellera, faute de mieux, la beauté, le film ne serait rien de plus qu'un exercice intelligent, conceptuel et formel. Il ne sert pas à grand-chose de se souvenir à quel tableau du *Quattrocento* ou à quel plan de Bresson est empruntée l'une ou l'autre idée visuelle – on sait bien que la citation des chefs-d'œuvre n'est jamais une assurance. Habité par une émotion qui lui appartient en propre et ne doit plus rien à l'héritage culturelle qui précède son film, l'environne et la menace de toutes parts autant qu'elle l'alimente, Jacquot réinvente pour lui seul une liberté des formes (visuelles, sonores) qui fait battre nos cœurs.

J.-M. F.

Du disque à la B.O., cinq minutes de décalage...

DEUX ÉQUIPES de techniciens auront été nécessaires à l'élaboration du disque paru chez EMI Classics et de la bande-son du film de Benoît Jacquot. C'est cependant à partir d'un fonds musical commun enregistré dans les studios londoniens de la maison de disques EMI Classics en août 2000 (technologie de pointe du 100 % numérique, supports multi-bit et contrôle du bruit) que les deux « objets sonores » ont été réalisés, chacun possédant son propre montage et son propre mixa-

ge en fonction d'impératifs bien différents. Si le disque implique de garantir la plus grande fidélité quant à la source (une pureté sonore déconnectée des contingences de la scène), la bande-son du film est à l'opposé : elle doit réintégrer l'élément musical dans le monde réel par l'ajout de sons externes (cloches, bruits naturels, effets de spatialisation, paroles en voix off) mais aussi choisir, avec l'aval des chanteurs et du chef d'orchestre, ses propres prises.

Le film a eu besoin des trois mesu-

res généralement supprimées à la fin du *Vissi d'arte* de Tosca pour permettre à Scarpi, momentanément éloigné, de revenir au premier plan. Cinq minutes séparent l'enregistrement discographique (1 h 54) de la bande-son (1 h 59) si le film est projeté à la « bonne vitesse » : vingt-cinq images seconde, la vitesse de la vidéo, support des séquences tournées lors de l'enregistrement musical à Londres – le reste du tournage, au studio de Cologne, a adapté la vitesse de défilement de la pellicule, vingt-quatre images seconde, à cette contrainte.

Dans les cinémas qui ne sont pas équipés d'un projecteur réglable à vingt-cinq images seconde, le film durera sept minutes de plus et subira un abaissement du diapason de près d'un quart de ton, qui modifie la couleur de l'orchestre et le timbre des voix. A l'écoute du résultat, Roberto Alagna a adoré son timbre. Les puristes pourront toujours s'offrir le coffret du disque avec photos, texte musicologique et livret d'opéra (EMI 7243 5 57216 2 4).

M.-A. R.

SAVARIA SYMPHONY ORCHESTRA
Philippe de CHALENDAR, direction
Dominique de WILLIENCOURT, violoncelle
Dvorak Concerto
Bartok Concerto
Lundi 26/11 : Paris 01 42 77 08 79
THEATRE MARGNY
ROBERT HOSSEIN
Concert "Pour Que L'Esprit Vive"
avec la participation exceptionnelle de
Teresa BERGANZA
mezzo-soprano
Vivaldi, Scarlatti, Rossini, de Falla
Dvorak - Concerto pour violoncelle
Brahms - Danses hongroises
de 100 F (étud.) à 450 F

22/11 Bricquebec	02 33 87 22 50
23/11 Urville-N.	02 33 03 57 02
24/11 Caen	02 31 27 14 14
25/11 Vire	02 31 66 16 00
27/11 Avranches	02 33 68 33 27
29/11 Tours	02 47 60 20 20
01/12 Aix en Pce	04 42 93 54 66

Écoutez... et entrez dans la légende !

NOSTALGIE
La Légende

Retrouvez toutes les fréquences sur 3015 NOSTALGIE ou au 08 36 68 05 05... nostalgie.fr

HORS CHAMP

■ La première sélection du prix Louis-Delluc, qui doit être décerné le 10 décembre, a retenu *Intimité*, de Patrice Chéreau, *Trouble Every Day*, de Claire Denis, *Je rentre à la maison*, de Manoel de Oliveira, *Toutes les nuits*, d'Eugène Green, *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*, de Jean-Pierre Jeunet, *Sobibor*, de Claude Lanzmann, *Va savoir*, de Jacques Rivette, *L'Anglaise et le Duc*, d'Eric Rohmer, *Loin*, d'André Téchiné. Jean-Marc Lalanne, rédacteur en chef des *Cahiers du cinéma*, et notre collaborateur Jean-Michel Frodon rejoignent le jury cette année.

■ Le prix Henri-Ginet du livre Art et essai 2001 a été attribué à *Orson Welles cinéaste, une caméra visible*, de Youssef Ishaghpour, aux Editions de la Différence. Le jury de cette 16^e édition du prix était présidé par l'actrice Fabienne Babe.

■ Les Blessures assassines et Trois huit sont les lauréats du Festival du film français de Florence. En récompensant les films de Jean-Pierre Denis et Philippe Le Guay, le jury italien a tenu à souligner la qualité de l'ensemble de la sélection. La manifestation a par ailleurs rendu hommage à Jean Renoir.

■ La fréquentation est en hausse très nette depuis le début de l'année. Selon les estimations du Centre national de la cinématographie, les entrées en salles s'élèvent à près de 150 millions, soit 10,6 % d'augmentation par rapport à l'année dernière sur la même période. Sur les douze derniers mois, la hausse est de 7,4 %, pour atteindre 179,8 millions d'entrées. Sur les dix premiers mois 2001, la part de marché des films français s'élève à 42,7 % contre 30,7 % sur la même période en 2000. La part des films américains est estimée à 47,6 % contre 61,7 % en 2000.

■ Martin Scorsese devrait tourner une biographie d'Alexandre le Grand. Leonardo Di Caprio devrait interpréter le stratège grec. La sortie de *Gangs of New York*, le nouveau film du réalisateur américain, est fixée au mois de mars aux Etats-Unis.

L'histoire au crible du documentaire et à la force du témoignage

Trois sorties cette semaine illustrent le genre, avec des fortunes diverses

PARAGRAPHE 175. Documentaire américain de Rob Epstein et Jeffrey Friedman. (1 h 21.)
MADE IN THE USA. Documentaire français de Solveig Anspach et Cindy Babski. (1 h 45.)
CHER FIDEL (MARITA'S STORY). Documentaire allemand de Wilfried Huismann. (1 h 32.)

Trois documentaires sortent simultanément, avec pour point commun de traiter un événement historique. La déportation des homosexuels par le régime nazi dans *Paragraphe 175*, de Rob Epstein et Jeffrey Friedman, l'exécution d'Odell Barnes le 1^{er} mars 2000 dans *Made in the USA*, de Solveig Anspach et Cindy Babski, la guerre froide et les tentatives d'assassinat de Fidel Castro par la CIA racontées à travers le regard d'une ex-maîtresse du leader cubain dans *Cher Fidel (Marita's Story)*, de Wilfried Huismann.

Réalisé par Rob Epstein et Jeffrey Friedman, écrit en collaboration avec Klaus Müller, un chercheur allemand associé au Musée de l'Holocauste à Washington, *Paragraphe 175* raconte comment 100 000 homosexuels furent emprisonnés, torturés et, pour certains, déportés par le régime hitlérien. Ce dernier s'appuyait sur une loi qui remontait à 1871 et condamnait à la prison « les actes contre nature » entre hommes. Le triangle rose fut donc l'un des nombreux signes d'infamie, à côté de l'étoile jaune posée sur les juifs, inventés par le régime nazi. Or les effets de cette discrimination subsistent encore aujourd'hui selon Rob Epstein et Jeffrey Friedman. Le paragraphe 175 est resté en vigueur après 1945, il a fallu attendre 1994 pour que cet article disparaisse du code pénal allemand. Les homosexuels allemands attendent toujours la reconnaissance officielle de leur persécution.

Il reste quelques survivants de cette tragédie. Rob Epstein et Jeffrey Friedman les ont interrogés, ou du moins ils ont essayé. Deux d'entre eux ont refusé de figurer dans ce documentaire ; d'autres voulaient témoigner à visage couvert. *Paragraphe 175* montre d'abord un rapport difficile au témoignage qui se retrouve dans des récits souvent chaotiques, volontairement laissés comme tels. Tout commence dans la joie, dans cet « eden homosexuel » qu'était Berlin à la fin de la première guerre mondiale. Trouvant leur place dans les différents groupes de jeunesse dédiés au culte de la nature et du corps – pervers par le nazisme et sa recherche de la race parfaite –, les homosexuels semblent persuadés de trouver tranquillement leur place dans la société.

DÉMONSTRATION EXEMPLAIRE

Paragraphe 175 maintient un remarquable équilibre entre les images d'archives et des témoignages où le calme et la précision des victimes sont très frappants. La sobriété avec laquelle est évoqué le sort des homosexuels, qui n'étaient pas systématiquement exterminés, et la volonté de différencier cette tragédie de la Shoah sont un autre point fort de *Paragraphe 175*, film exemplaire dans sa démonstration comme de son utilisation rigoureuse et lumineuse de ses témoignages.

Made in the USA raconte l'histoire de l'exécution, le 1^{er} mars 2000, d'Odell Barnes, condamné à mort dans l'Etat du Texas pour le meurtre d'une amie de sa mère. Solveig Anspach et Cindy Babski, une ancienne journaliste de l'émission de CBS *60 minutes*, interrogent les membres de la famille d'Odell Barnes, son avocat, le procureur, des enquêteurs et des journalistes. Certains sont convaincus de la culpabilité d'Odell Barnes, d'autres de son innocence. Solveig Anspach et

Cindy Babski ne cherchent jamais à statuer.

Elles préfèrent analyser le fonctionnement d'un système judiciaire où la peine de mort est appliquée sans que la culpabilité d'un condamné soit certaine. *Made in the USA* décrit une justice pour les riches et une autre pour les pauvres, où l'impossibilité de se pourvoir en appel condamne un accusé à l'exécution capitale. Solveig Anspach filme volontairement les témoignages de la même manière pour ne pas imposer un point de vue. Il en résulte une certaine monotonie. Il n'en reste pas moins des images étonnantes – celles de quelques manifestants contre la peine de mort défilant le jour de l'exécution de Barnes, le témoignage de son père qui refuse d'assister à la mort de son fils – qui font de *Made in the USA* un document passionnant.

On ne pourra pas reprocher à *Cher Fidel* de faire preuve de monotonie. Le récit absolument étonnant de Marita Lorenz, une ex-maîtresse de Fidel Castro qui se retrouve embrigadée par la CIA après que Fidel Castro l'a forcée à avorter, se regarde comme un fait divers passionnant. Aidée par une Marita Lorenz très loquace, qui se rend bien compte que sa vie est un roman, Wilfried Huismann gâche la dimension historique d'un tel témoignage par des reconstitutions malvenues. Une rencontre entre des agents de la CIA et des pontes de la Mafia, interprétés par des comédiens professionnels, s'intercale entre des photos d'archives pour installer la plus grande confusion entre fiction et réalité. Le résultat est à la hauteur de la manipulation, le spectateur désorienté ne sait jamais si on lui fait une blague ou si on lui révèle un épisode caché de la guerre froide à travers le prisme de Marita Lorenz.

Samuel Blumenfeld

Le « glamour » à la française

Ma femme est une actrice. Une comédie sentimentale, avec Yvan Attal et Charlotte Gainsbourg, qui lorgne du côté de Notting Hill

Film français d'Yvan Attal. Avec Charlotte Gainsbourg, Yvan Attal, Terence Stamp.

La dernière fois qu'on a vu Charlotte Gainsbourg au cinéma, dans *Félix et Lola*, de Patrice Leconte, le mascara lui faisait des yeux de raton-laveur, elle était habillée au décrochez-moi-ça. C'est que le métier d'actrice en France n'implique pas automatiquement un abonnement au Vénus Beauté Institut. Le versant glamour de la profession est laissé aux bons soins de la presse magazine plutôt qu'à ceux des auteurs de scénarios. A voir *Ma femme est une actrice*, on garde la nette impression qu'Yvan Attal a d'abord tourné ce film pour permettre à son épouse, Charlotte Gainsbourg, de se présenter sous son jour le plus attrayant. De ce point de vue, cette comédie sentimentale est une réussite ; l'actrice n'a jamais eu l'air aussi heureuse à l'écran.

M^{lle} Gainsbourg joue Charlotte G., actrice assez en vogue pour qu'on lui demande des autographes à chaque coin de rue, épouse d'un journaliste sportif nommé Yvan (Yvan Attal). Cette disparité de statut social est la source de quelques observations sur les privilèges exorbitants que la société contemporaine accorde aux vedettes, dispense de réservation dans les restaurants à la mode, entrée sans encombre dans les boîtes de nuit. Selon sa disposition on trouvera plaisant ou agaçant que ce soit un acteur qui exprime ces récriminations. Mais cette petite chronique de la célébrité ne suffit pas à faire un film. Yvan Attal, également auteur du scénario, se lance donc à l'assaut de l'illusion et de la réalité, et dépeint les affres du pékin dont l'épouse tourne des scènes d'amour. Homme courageux, il a confié le rôle de son rival de cellu-

loïd à Terence Stamp, qui fait le roué avec beaucoup de finesse. Ce choix permet aussi à Charlotte Gainsbourg de parler l'anglais de manière exquise et à Yvan Attal de lorgner résolument vers les comédies écrites par Richard Curtis, plus particulièrement *Coup de foudre à Notting Hill*, en transportant le film à Londres pour de longues séquences. Pour les besoins d'une scène déshabillée, Charlotte G. (le personnage, pas l'actrice) va d'ailleurs bien plus loin dans le caprice que Julia Roberts (l'actrice, pas le personnage), qui s'était vantée dans une interview d'avoir mis toute une équipe technique en maillot de bain pour les besoins d'une scène de baignade nocturne.

CHAMAILLIERIES DE COUPLE

Pas plus que la chronique sociale parisienne, le récit du tournage londonien n'engendre assez d'énergie pour propulser une intrigue à part entière. Yvan (qui, il faut l'avouer, fait un pauvre Othello) multiplie les allers-retours entre Paris et Londres (au point que le film se met un moment à ressembler à une publicité pour l'Eurostar) et il faut alors se replier sur une position préparée à l'avance : la comédie juive familiale.

Là, dans cet autre film, Yvan est le frère de Nathalie (la réalisatrice Noémie Lvovsky), mariée à un Vincent très réticent à l'idée que son fils à venir soit circoncis et nommé Moïse. Noémie Lvovsky, aux antipodes du jeu gracieux de Charlotte Gainsbourg, propose un bloc de mauvaise foi agressive à forte charge comique. Sans jamais que ces chamailleries de couple trouvent tout à fait leur place dans l'histoire de Charlotte et Yvan, elles permettent au réalisateur d'allonger encore un peu sa sauce sans qu'elle se délie tout à fait.

T. S.



EUROPA CORP. PRÉSENTE

LA PETITE MOUTARDE QUI FAIT CHAUD AU CŒUR.



90 % DES SPECTATEURS AIMENT LE FILM*.

www.wasabi-lefilm.com

*Source : Observatoire de la Satisfaction - Sondage effectué entre le 31/10 et le 4/11/2001



EUROPA
DISTRIBUTION

Tous les horizons du monde sur les écrans franciliens

L'Asie est l'invitée des « Cahiers du cinéma » dans le cadre du Festival d'automne

LES CINÉPHILES parisiens et des environs de la capitale oublient souvent qu'ils bénéficient d'une possibilité d'assouvir leur goût pour les films unique au monde. Nulle part ailleurs on ne trouve une telle quantité, une telle diversité et une telle qualité dans les propositions de cinéma. Outre le nombre de titres exploités classiquement dans les salles (en nombre et en variété sans égal), outre les grandes institutions (Cinémathèque française, Forum des images, Centre Pompidou, musées du Louvre, d'Orsay, etc.), qui proposent en permanence des programmes remarquables – par exemple, en ce moment, la filmographie de Robert Kramer à Pompidou, et les westerns européens à la Cinéma-thèque –, outre les « mini-festivals » dans des salles (comme les très beaux ensembles Hou Hsiao-hsien et Wong Kar-wai en ce moment au Champô), de nombreuses manifestations plus ponctuelles ouvrent des fenêtres indispensables sur le monde, et sur le cinéma du monde.

Ainsi du programme « L'Autre Asie », présenté par les Cahiers du cinéma dans le cadre du Festival d'automne. Les Cahiers avaient été parmi les premiers, il y a vingt ans, à prendre la mesure de la révolution cinématographique qui com-

mençait en Chine, à Hongkong et à Taïwan, au Japon et en Corée. Deux missi dominici de la revue, Evangeline Barbaroux et Thierry Lounas, sont cette fois partis prospecter d'autres territoires du même continent. Ils en ont rapporté une programmation variée, qui compte sur la curiosité du public pour des noms inconnus, des styles et des récits inédits, des visages nouveaux.

La Thaïlande et l'Indonésie rejoignent peu à peu les Philippines dans les grands festivals

Sept pays y sont représentés. Parmi eux, la Thaïlande a commencé de développer une production régulière, qui se fraie peu à peu son chemin dans les grands festivals internationaux. Elle rejoint ainsi les Philippines, qui ont perdu leur plus grand auteur à la mort de Lino Brocka, après celle de Gery de Leon (dont deux films sont présentés), mais conservent un certain dynamisme, et l'Indonésie,

qui a commencé de se faire remarquer grâce en particulier à Garin Nugroho, dont il faut découvrir l'œuvre, notamment le magnifique et terrible *Un poète*.

Si tout ou presque reste à découvrir des cinémas vietnamien, malais et de Singapour, le cas de Sri-Lanka est singulier : sur l'île règne un vieux maître, de la génération de Satyajit Ray, auquel on l'a comparé depuis son premier film, *La Ligne du destin* (1955) : Lester James Peries, dont quatre films sont projetés à l'Arlequin. En ouverture du Festival, on lui découvre un jeune émule en la personne de son compatriote Asoka Handagama, dont le *This is my Moon* est une très étonnante comédie villageoise sur fond de guerre civile, tournée par un cinéaste inspiré par Sergio Leone et les stylistes du muet. De nombreuses projections ont lieu en présence des auteurs, occasion d'approfondir les découvertes proposées par le programme.

L'approche des Rencontres cinématographiques de Seine-Saint-Denis est différente, mais il s'agit toujours de découvrir, par le cinéma, de nouveaux horizons. Vingt salles de cinéma du département se sont associées pour présenter un ensemble de réalisations récentes ou inédites, sur le titre géni-

que de Frontières. La situation en ex-Yougoslavie fait l'objet d'une programmation spécifique, avec des rétrospectives des deux réalisateurs bosniaques Ademir Kenovic (*Le Cercle parfait*) et Danis Tanovic (*No Man's Land*), tout comme la mise en évidence de cette « frontière » qu'est l'exclusion sociale avec *L'Afrique*, d'Alain Gomis, *Paria*, de Nicolas Klotz, *Histoires de vies brisées*, de Bertrand Tavernier et, sur le même sujet, *Double peine : les exclus de la loi*, de Valérie Casalta, *Quand les hommes pleurent*, de Yasmine Kassari...

Un hommage au plus que jamais nécessaire Roberto Rossellini, la présentation en fanfare du très beau *Highway*, de Sergueï Dvortsevoï, et un ensemble sur l'Europe face à son histoire, de *Sobibor*, de Claude Lanzmann, à *La Plage noire*, de Michel Piccoli, comptent parmi les autres points forts de ce programme pléthorique.

J.-M. F.

★ « L'autre Asie », cinéma l'Arlequin, 76, rue de Rennes, Paris-6^e. Tél. : 01-45-44-28-80. Du 14 novembre au 4 décembre.

★ « Frontières », Rencontres cinématographiques de la Seine-Saint-Denis. Tél. : 01-48-10-21-21. Du 14 au 27 novembre.

Les meilleures entrées en France

FILMS	Nombre de semaines d'exploitation	NOMBRE D'ENTRÉES *	NOMBRE D'ÉCRANS	Evolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis la sortie
1 Wasabi	2	248 228	584	▽ - 50 %	813 735
2 American Pie 2	4	220 175	483	▽ - 58 %	2 937 206
3 Training Day	1	204 000	232	-	204 000
4 Le Journal de Bridget Jones	5	200 580	479	▽ - 50 %	2 957 430
5 J'ai faim !!!	1	180 318	193	-	180 318
6 C'est la vie	1	160 278	290	-	160 278
7 A.I.	3	160 141	576	▽ - 62 %	1 383 617
8 Couple de stars	2	125 634	555	▽ - 61 %	493 383
9 Le Vélo de Ghislain Lambert	2	123 216	463	▽ - 53 %	426 068
10 D'Artagnan	1	122 387	361	-	122 387

* Période du mercredi 7 novembre au dimanche 11 novembre inclus

Wasabi détrône *American Pie 2* en tête du classement, mais son succès s'inscrit dans une semaine très décevante marquée par la fin des vacances scolaires. Les vingt premiers titres du classement dépassent à peine les deux millions d'entrées. *Wasabi* bénéficie en outre de la plus forte exposition de la semaine avec 584 écrans. *American Pie 2* perd 58 % de ses entrées par rapport à la semaine dernière, *Couple de stars*, *A.I.* et *Le Petit poucet* chutent dans des proportions encore plus importantes puisqu'ils voient s'évaporer entre 61 % et 63% de leurs spectateurs. *Training Day*, le nouveau film de Denzel Washington, et *J'ai faim !!!*, la comédie de Florence, Quentin réussissent leur entrée avec une moyenne très honorable de respectivement 879 et 934 spectateurs par écran, qui dépasse sans doute les espérances de leurs distributeurs, qui les ont présentés dans un nombre de salles assez limité. En revanche, *D'Artagnan* ne tire qu'un avantage médiocre d'une combinaison de 361 écrans. Hors classement, *The Barber*, le nouveau film des frères Coen, atterrit à la onzième place et ne rencontre pas tout à fait le succès de leur précédent titre, *O'Brother*, même si 104 000 entrées sur 157 écrans constituent un score encourageant.

Source : Ecran total

Tarte mexicaine à la mode zapatiste

Y Tu Mama Tambien. Un film adolescent, entre comédie hollywoodienne et chronique sociale

Film mexicain d'Alfonso Cuaron. Avec Maribel Verdu, Diego Luna, Gael Garcia Bernal. (1 h 35.)

Y Tu Mama Tambien (« Et ta mère aussi ») démontre qu'il est plus facile de parler de sexe au sud qu'au nord du Rio Grande. Cette comédie routière adolescente reprend une bonne partie des mécanismes dramatiques du genre, tel que Hollywood l'a institué ces deux dernières décennies. Alfonso Cuaron a d'ailleurs travaillé aux Etats-Unis, réalisant entre autres une adaptation contemporaine des *Grandes espérances*, de Dickens. C'est probablement cette expérience qui lui a donné une conscience aiguë des limites de la comédie adolescente. Rentré au Mexique, il s'emploie à agrandir le territoire des teen-agers, s'autorisant une liberté de propos inconcevable quelques centaines de kilomètres plus au nord.

Aux premiers jours des vacances scolaires, Tenoch (Diego Luna) et Julio (Gael Garcia Bernal) laissent partir leurs petites amies pour l'Europe. Ces adieux, très physiques, sont filmés sans pudeur, avec une espèce d'enthousiasme dans l'étalage de chair fraîche qui rappelle le cinéma européen aux jours enfiévrés de la libération sexuelle. Rien à voir avec la gaudriole puri-

taine d'*American Pie*. Assez intrigant également (puis parfois irritant), le procédé qui consiste à fournir des renseignements biographiques sur les personnages au moyen de plans insérés et de commentaires en voix off. C'est ainsi qu'on apprend que Tenoch a été doté d'un prénom aztèque parce que son père souhaitait se conformer à la ligne indigéniste du Parti républicain institutionnel, qui détint le pouvoir au Mexique de 1929 à 2000. Ou que la grande sœur de Julio est étudiante et sympathisante zapatiste à l'université.

UNE VITALITÉ IRRÉPRESSIBLE

Cette profondeur du champ social renvoie à l'incorrigible superficialité des deux adolescents qui justifient, dans le sens le plus littéral, le qualificatif de « branleurs » qui vient à l'esprit en les contemplant. Désœuvrés, donc, ils entreprennent d'emmener Luisa (Maribel Verdù), jolie cousine d'une dizaine d'années leur aînée, vers une baie paradisiaque de leur invention. Traversant les campagnes mexicaines, le trio rencontre le pays profond, paysans en voie d'expatriation, pêcheurs bientôt ruinés par l'industrie touristique. S'engage également une histoire d'amour triangulaire qui connaîtra un dénouement dont on peut percevoir assez tôt les prémices.

Il sourd de ce film une vitalité irrépressible. Cela tient bien sûr à la manière de filmer, avec une caméra portée, technique, qui garantit un petit air de spontanéité. Elle sied particulièrement aux deux jeunes interprètes, qui semblent disposer d'inépuisables ressources d'énergie. Gael Garcia Bernal, déjà remarqué dans *Amours chiennes*, d'Alexandro Gonzalez Iñarritu, gravit ici quelques degrés dans l'échelle sociale tout en conservant sa grâce animale. Ces dehors faussement documentaires prennent tout leur sens le temps d'une séquence ou deux – une procession mariale, un bain pris dans la piscine recouverte de feuilles mortes d'un hôtel au bord de la faille.

Mais Alfonso Cuaron met aussi beaucoup de roulardise dans son scénario et sa mise en scène. Malgré la sensualité de l'actrice catalane, Luisa reste l'incarnation charmante d'un fantasme adolescent. Les à-côtés sociaux, au fur et à mesure que le film dessine sa carte du Tendre, n'ont plus l'air d'être là que pour apaiser la mauvaise conscience du réalisateur, qui sait bien que *Y Tu Mama Tambien*, malgré ses idiosyncrasies, reste une comédie pour teen-agers d'Amérique du Nord.

T. S.

NOUVEAUX FILMS

CHEVALIER

■ Laissons l'histoire de côté puisque Brian Helgeland malmène toute vision puriste du Moyen Age pour mieux s'adresser au public adolescent. Dans ce moyen âge rythmé par la musique de Queen, un jeune écuyer fait le tour d'Europe des joutes, calqué sur le modèle de la saison de formule 1, avec un grand prix dans chaque capitale européenne. Cet écuyer espère devenir enfin chevalier. La modernisation du genre, initiative louable par ailleurs, passe ici par un piétinement méthodique de ses valeurs. On devient ainsi chevalier comme d'autres deviennent champion de boxe dans leur quartier, en tapant le plus fort possible sur son adversaire devant une foule en délire. Une ambiance qui évoque davantage *Les Pierrafeu* qu'*Ivanhoé*. La reconstitution est d'une laideur confondante. Les comédiens ont un physique de surfeur, à l'image du pathétique Heath Ledger, le chevalier, insignifiant dans un film qui l'est tout autant. S. Bd

Film américain de Brian Helgeland. Avec Heath Ledger, Rufus Sewell, Paul Bettany, Shannyn Sossamon. (2 h 12.)

LES SIESTES GRENADINE

■ Les scénaristes se sont évertués à prendre en compte la multiplicité des problèmes qui travaillent la société tunisienne contemporaine. Corruption et présence de l'armée, rapports complexes à l'Europe et au continent africain, poids des traditions et rôles ambigus de médias tenus par le pouvoir, répression sexuelle et encadrement familial, multiples lignes de fractures culturelles, sociales, générationnelles, entre hommes et femmes, entre ville et campagne, etc., se jouent autour du grand propriétaire terrien qui revient du Sénégal accompagné de la fille qu'il eut jadis avec une Française. Il en résulte un récit surchargé de symboles, composant un écheveau sous lequel plient des personnages conçus pour illustrer les différents thèmes plutôt que pour exister comme personnes. Le

réalisateur, par ailleurs auteur du très bon documentaire *Les Mille et Une Voix*, sur la musique de l'Islam, ne laisse respirer son film que dans les séquences consacrées au syncrétisme musical arabo-africain et à ses variations contemporaines. On aimerait que le film leur laisse davantage d'espace. J.-M. F.

Film tunisien de Mahmoud Ben Mahmoud. Avec Yasmine Bahri, Hicham Rostom, Lubna Azabal. (1 h 30.)

LES JOLIES CHOSES

■ Adapté du roman éponyme de Virginie Despentes, *Les Jolies Choses* met en scène l'histoire d'un Rastignac de notre temps dans le milieu du show-business. A cette nuance près que Rastignac est une jeune femme, interprétée par Marion Cotillard, qui prend successivement la forme de deux sœurs jumelles. Lucie, la première à apparaître, est joyeuse et légère, prête à tous les compromis pour réussir dans la chanson, mais elle n'a pas de voix. Sa mort prématurée permet à Marie, son opposé en tous points, d'entrer en scène et de la remplacer sans que personne remarque la différence, à l'excepti-

tion de Nicolas, l'ami de Lucie, dont Marie tombe à son tour amoureuse. Le mépris censément entretenu par Marie pour ce milieu, où elle ne veut percer que pour profiter du système, n'empêche pas le film, coproduit par M6, de mettre en scène sous un jour flatteur quelques stars de la chaîne musicale, parmi lesquels Stomy Bugsy, Patrick Bruel ou Ophélie Winter. On aura par là défini la jolie mission des *Jolies choses*, long clip fabriqué sur mesure pour son « cœur de cible » adolescent : cracher dans la soupe pour mieux la faire manger. Jacques Mandelbaum

Film français de Gilles Paquet-Brenner. Avec Marion Cotillard, Stomy Bugsy, Patrick Bruel. (1 h 45.)

L'EMPLOI DU TEMPS

■ Lire page 32.

TOSCA

■ Lire page 33.

CHER FIDEL (MARIA'S STORY); PARAGRAPHE 175;

MADE IN THE USA;

MA FEMME EST UNE ACTRICE

■ Lire page 34.

Y TU MAMA TAMBIEEN

■ Lire ci-dessus.

SORTIR

PARIS

Biyouna

Le Cabaret sauvage accueille le premier concert en France de l'Algérienne Biyouna. En Algérie, la chanteuse est d'abord une star du cinéma. *Raid Zone*, nom de son premier album (Warner Music France), est né d'une rencontre avec John Bagnolett. Le compositeur français, séduit par la voix de l'actrice-chanteuse, lui propose, après une chanson, *Red Zone*, de poursuivre l'aventure. Dix morceaux voient le jour, appuyés sur la tradition. Dans une des chansons – *In her Eyes* – le comédien Tchékky Karyo a joint sa voix à celle de Biyouna. *Cabaret sauvage, parc de La Villette, Paris-19^e. M^e Porte-de-La-Villette. 21 heures, le 14. Tél. : 01-42-36-43-43 (renseignements); réservations : Fnac et www.fnac.com. 100 F.*

Corps à corps

Le corps au cinéma, tout un programme. Parce que, dit Michel Reilhac, directeur général du Forum des images, « les corps à corps du cinéma, de l'amour à la boxe, nous consolent de ceux que nous ne connaissons jamais ou que nous avons oubliés ». Au corps à corps amoureux parfois jusqu'à la mort (*L'Empire des sens*, de Nagisa Oshima, *Désir meurtrier*, de Shohei Imamura), à celui des danseurs (*Tous en scène*, de Vicente Minelli) ou des boxeurs (*Le Dernier Round*, de Buster Keaton, *Raging Bull*, de Martin Scorsese), le Forum des images consacre des projections-débats, des lectures de films, des ciné-concerts. *Forum des Images, porte Sainte-Eustache, Forum des Halles, Paris-1^{er}. M^e Châtelet-Les Halles. Du 13 novembre au 22 janvier, horaires variables. Tél. : 01-44-76-62-00. A partir de 29 F.*

GUIDE

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGE

Le Regard de Manuel Alvarez Bravo Photographies. *Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris-7^e. M^e Rue-du-Bac. Du 14 novembre au 4 janvier. Tél. : 01-49-54-75-00. De 11 heures à 19 heures. Fermé samedi et dimanche. Entrée libre.*

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place). *Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.* *Richard Galliano New York Quintet Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, Paris-10^e. M^e La Chapelle. 20 h 30, le 14 novembre. Tél. : 01-46-07-34-50. 70, 120 F.*

FESTIVAL DE VENISE 2001 • CINEMA DEL PRESENTE • PRIX DU JURY • PRIX FIPRESCI DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE

" Un étrange miracle " Le Monde
 " Un premier film électrique " Libération
 " Hors des normes, loin des modes " Ciné Live
 " Un regard singulier et novateur " Nova Magazine
 " Une révélation " Studio
 " La naissance d'un cinéaste " Télérama

LE SOUFFLE

un film de DAMIEN ODOUL

ACTUELLEMENT EN SALLE

ZURBAN repérages France Culture www.mk2.com

mk2 diffusion

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00 Halte aux marées noires ! Forum
- 21.15 et 22.10 Thema. L'Europe contre le terrorisme. Arte
- 22.00 Forêts tondues, pays perdus. Forum
- 23.00 Carte blanche à... Corinne Lepage. Forum

MAGAZINES

- 19.00 Explorer. Volcans d'Islande. L'ours des Andes. Déluge au Brésil. Nat. Geographic
- 20.50 Demain tous liftés ? M 6
- 21.05 Temps présent. Les dettes, je m'en fiche. Les jeunes et le luxe. TV 5
- 22.15 Ça se discute. Comment gérer l'héritage d'une célébrité défunte ? TV 5
- 22.40 Ya un début à tout. France 2

DOCUMENTAIRES

- 17.05 Les Cavaliers du mythe. [10/12]. Les Sumbas. La Cinquième
- 17.35 Mata Hari, le mythe brisé. CineClassics
- 18.45 Lonely Planet. Hongrie et Roumanie. Planète
- 19.00 Saddam Hussein défie le monde. La Chaîne Histoire
- 20.00 La Vie au Vatican. Voyage
- 20.30 De Nuremberg à Nuremberg. [2/4]. Le temps de la résistance. Planète

Le Monde TELEVISION

Canal+

18.40 Agrippine
Cette série animée de 26 épisodes de vingt-six minutes devrait « ventiler les pulsions » des téléspectateurs, y compris de ceux qui, lecteurs du *Nouvel Observateur*, ont eu du mal à « kiffer » les récentes tribulations d'Agrippine dans ses pages. L'adolescente, ses « *biomanes* » et ses « *gnolguis* » nés des observations ironiquement fécondes de Claire Bretécher s'adonnent à une nouvelle vie, du lundi au vendredi, en clair.

- 20.45 Thema. Frères d'armes. Arte
- 21.00 Le Sous-marin perdu d'Hitler. [1/2]. National Geographic
- 21.00 Fra Angelico. Mezzo
- 21.30 Christine Spengler, retour à Phnom Penh. Planète
- 21.40 Thema. Une sécurité à l'européenne ? Arte
- 22.30 Biographie. La famille Pulitzer et son prix. La Chaîne Histoire
- 22.30 Abraham Hitler, enfant-soldat au Liberia. Festival
- 22.30 Thema. Polyphonies d'une riposte. Arte
- 22.50 Doux comme la soie. Odyssée
- 23.00 Géants des grands fonds. Les roquais bleus. Nat. Geographic
- 23.30 Les Phloques de la Côte de diamant. National Geographic
- 23.45 Le Cas n° 21 548. Histoire
- 0.15 1914-1918, les derniers témoins. [1/2]. La Chaîne Histoire

MUSIQUE

- 17.45 et 20.35, 23.00 Debussy. Sonate n° 1 pour violoncelle et piano en ré mineur. Enregistré à La Villette, en 1999. Avec Ryoko Sawaki (piano), Benoît Grenet (violoncelle). Mezzo
- 20.10 André Jolivet. *Chant de Linos*. Avec Magali Monier Karoui (flûte), Reiko Hozu (piano). Mezzo
- 20.20 Schumann. *Concerto pour violoncelle*. En 1996. Avec Steven Isserlis, violoncelle. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Christoph Eschenbach. Muzzik

France 3

23.00 Les mois d'avril sont meurtriers
Fred, inspecteur de la P.J., dont la vie a été ravagée par la mort accidentelle de sa fille et la folie de sa femme, est en proie à l'obsession de la justice contre le mal et à la fascination de la mort. Enquêtant sur l'assassinat particulièrement immonde d'un indicateur, il soupçonne vite Gravier, ancien baroudeur militaire et mercenaire. Il le surveille, le suit, s'introduit chez lui,

- 21.00 Albrecht dirige... Beethoven & Chopin. Avec Laura de Fusco, piano. Muzzik
- 21.45 Boccherini. *Sonates pour clavier n° 1 à 6 opus 5*. Enregistré à Besançon, en 2000. Avec Anne Robert (clavier). Mezzo
- 23.15 La Bohème. Opéra de Puccini. Enregistré à la Scala de Milan, en 1967. Par l'Orchestre et le Chœur de la Scala de Milan, dir. Herbert von Karajan. Mezzo
- 23.15 Michel Petruccianni Trio. Stuttgart, 1998. Muzzik
- 1.00 Cavalleria rusticana. Opéra de Mascagni. Enregistré à la Scala de Milan, en 1968. Par l'Orchestre et le Chœur de la Scala de Milan, dir. Herbert von Karajan. Mezzo

THÉÂTRE

- 23.05 Un fil à la patte. Pièce de Georges Feydeau. Festival

TÉLÉFILMS

- 20.40 L'Affaire Devereux, la mort d'un juste. Peter Kosminsky. Festival
- 21.00 L'Etoile de Harlem. Eria La Salle. Paris Première
- 23.00 Les Mondes parallèles. Petr Vaclav. Arte

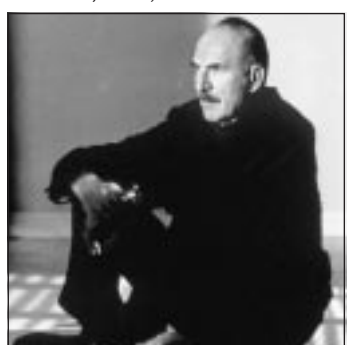
SÉRIES

- 21.10 That 70's Show. Soirée au drive-in O. Canal Jimmy
- 21.50 Sex and the City. Shortcomings O. Téva

le harcèle. Le scénario, auquel ont participé Bertrand Tavernier et Philippe Boucher, est l'adaptation d'un roman de l'auteur britannique, Robin Cook, dont l'univers noir et morbide, dans une Angleterre livrée à une sorte de folie, repose sur des idées fixes. Transposé en France, ce scénario est fidèle au livre. Un art de créer une atmosphère d'horreur latente, un fantasme social de la solitude et du désespoir, avec la beauté glacée des images. Jean-Pierre Marielle et Jean-Pierre Bisson sont extraordinaires.

FILMS

- 17.50 Pauline à la plage. Eric Rohmer (France, 1983, 95 min) O. Cinétoile
- 18.50 Full Metal Jacket. Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1987, 115 min) O. TCM
- 19.00 Une semaine de vacances. Bertrand Tavernier (France, 1980, 105 min) O. CineCinemas 2
- 19.00 Prête à tout. Gus Van Sant (GB - EU, 1995, 105 min) O. Cinéfaz
- 19.10 Jugatsu. Takeshi Kitano (Japon, 1990, v.o., 95 min) O. CineCinemas 3
- 20.45 Le Juge et l'Assassin. Bertrand Tavernier (France, 1975, 125 min) O. Cinéfaz
- 20.45 Les 55 Jours de Pékin. Guy Green, Andrew Marton et Nicholas Ray (Etats-Unis, 1963, 150 min) O. TCM
- 20.45 Le Chapelier et son château. Lance Comfort (Grande-Bretagne, 1941, v.o., 110 min) O. CineClassics
- 20.50 Blink. Michael Apted (Etats-Unis, 1994, 110 min) O. France 2
- 22.55 eXistenZ. David Cronenberg (Etats-Unis, 1999, 95 min) O. Cinéstar 1



- 23.00 Les mois d'avril sont meurtriers. Laurent Heynemann. Avec Jean-Pierre Marielle, Brigitte Rouan (France, 1986, 90 min) O. France 3
- 23.20 Les Rendez-vous de Paris. Eric Rohmer (France, 1995, 125 min) O. TPS Star
- 0.35 Le Beau Mariage. Eric Rohmer (France, 1982, 95 min) O. Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00 La haute couture, mythe ou réalité ? Forum
- 22.00 Paris, capitale de la haute couture. Forum
- 23.00 Mademoiselle Chanel. Forum

MAGAZINES

- 13.05 Temps présent. Les dettes, je m'en fiche. Les jeunes et le luxe. TV 5
- 14.05 Cas d'école. La sexualité. La Cinquième
- 14.15 Envoyé spécial. Vols de portables. La justice en Corse. P.-S. : La chaîne de l'espoir. TV 5
- 17.05 Les Lumières du music-hall. Les Quatre Barbous. Paris Première
- 18.05 C dans l'air. La Cinquième
- 18.15 Union libre. Stomy Bugsy. TV 5
- 20.45 Les Mercredis de l'histoire. La république atomique : France-Iran, le pacte nucléaire. Arte
- 20.55 Des racines et des ailes. Anorexie : le goût de la vie. France 3
- 21.05 Strip-tease. Une salade à cinq francs. Martha. TV 5
- 22.30 Ça se discute. Peut-on surmonter ses blessures d'enfance ? France 2
- 22.45 Le Droit de savoir. Enquêtes au cœur du Palais de justice de Paris. TF 1
- 23.10 Culture et dépendances. Les homos s'installent. Invités : Dominique Fernandez ; Guillaume Dustan ; Stomy Bugsy ; Joseph Macé-Scaron. France 3
- 0.15 Midnight +. Canal +
- 0.30 Da Ali G Show. Invité : Neil Hamilton. Canal Jimmy
- 0.55 Les Dossiers de l'Histoire. Maurice Thorez. France 3
- 0.55 Des mots de minuit. France 2

DOCUMENTAIRES

- 17.05 Nautilus. [4/5]. La révolution nucléaire. Histoire
- 17.30 Les Phloques de la Côte de diamant. National Geographic
- 17.30 Voyage pratique. Mexico. Voyage
- 18.00 Tshahal. [1/2]. Planète
- 18.00 Une histoire de l'eau. [1/4]. Histoire
- 18.00 Hollywood Stories. Burt Reynolds. Paris Première
- 18.00 Liberté de la presse ? La Chaîne Histoire
- 18.30 Doux comme la soie. Odyssée
- 18.30 Michel-Ange. Mezzo
- 18.55 Décisions secrètes. [1/4]. La mort du tyran. Histoire
- 19.00 Connaissance. Les Rayons salvateurs. Arte

Le Monde TELEVISION

Arte

20.45 Les Mercredis de l'Histoire
Qu'y a-t-il de commun entre l'attentat de la rue de Rennes à Paris, l'assassinat de l'ancien PDG de Renault Georges Besse, la prise d'otages au Liban et la politique nucléaire de la France ? Le dossier Eurodif, cet important complexe européen d'enrichissement de l'uranium, dont la France est maître d'œuvre et qui fut la cause de la tension entre les deux pays, France et Iran, depuis 1974. Dans leur rigou-

- 20.00 Claude Nicolet. [1/4]. Histoire
- 20.30 L'île sur le feu. [2/2]. Du Second Empire à nos jours. Planète
- 20.30 La Guerre en couleurs. Les îles Gilbert. La Chaîne Histoire
- 20.55 Cuba à bicyclette. Odyssée
- 20.55 La Guerre en couleurs. Dunkerque. La Chaîne Histoire

MUSIQUE

- 19.50 Wendy Warner et le Quatuor Emperor. La Cigale, en 1999. Muzzik
- 20.35 et 23.30 Chaillov. Seul. Avec Emmanuel Bellanger (violoncelle). Mezzo
- 21.00 Classic Archive. Enregistré en 1963, et à Paris, en 1967. Avec Claudio Arrau (piano), Dino Ciani (piano). Mezzo
- 22.00 Altan. Festival interceltique 1999. Avec Mairead Ni Mhaonaigh, Ciaran Tourish (fiddle et flûte), Dermot Byrne (accordéon), Ciaran Curran (bouzouki), Mark Kelly (guitare). Mezzo
- 22.25 The Nat « King » Cole Show 23. Le 12 novembre 1957. Muzzik
- 22.55 The Nat « King » Cole Show 25. Le 3 décembre 1957. Muzzik
- 23.00 Ravel. *Concerto pour piano et orchestre en sol majeur*. Avec Martha Argerich (piano). Par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit. Mezzo

TÉLÉFILMS

- 20.45 Le Poids du secret. D. Lerner. RTL 9
- 20.50 Primes de risque. George Erschbamer O. TF 6
- 21.00 Au-delà des apparences. Petra Kátke Niémeyer O. Téva
- 22.15 De toute urgence. Philippe Triboit. [2/2]. TV 5
- 22.25 Meurtrier et innocent. Jack Bender. RTL 9
- 22.40 Une vie à réinventer. Johannes Fabrick O. Téva
- 22.50 La Victime. Neema Barnette O. TF 6
- 22.55 Vendetta. N. Meyer O. Histoire
- 23.30 Full Eclipse. Anthony Hickox O. M 6

SÉRIES

- 18.00 70's Show. La fête O. France 2
- 18.25 Friends. Celui que les prothèses ne gênaient pas O. France 2
- 20.45 Star Trek, Deep Space Nine. Film prodigé O. Canal Jimmy
- 20.50 X-Files. Renaissance O. Confiance O. Empédocle O. M 6
- 20.50 L'Institut. Aimer par cœur O. France 2
- 21.35 Twin Peaks. Episode n° 6 O. 13^{ème} RUE
- 22.30 New York Police Blues. Riffi chez les slaves O. Canal Jimmy
- 0.20 Ally McBeal. Des saints et des seins (v.o.) O. Téva

DANSE

- 21.00 Bhakti. Enregistré en 1981. Chorégraphie de Maurice Béjart. Avec Paolo Bortoluzzi, Hitomi Askawa, Jorge Donn, Germinal Casado, Tania Bari. Muzzik

France 3

20.55 Des racines et des ailes
Patrick de Carolis propose ce soir une série de reportages sur l'anorexie et la boulimie, troubles du comportement alimentaire dont souffrent essentiellement des adolescentes. Un sujet a été tourné au centre Espace Arthur, à l'hôpital de La Timone à Marseille, qui propose d'autres modes de traitement et de prise en charge des jeunes malades, à l'initiative du professeur Marcel Rufo.

FILMS

- 13.35 Philadelphia. Jonathan Demme (Etats-Unis, 1993, 125 min) O. CineCinemas 2
- 14.00 Boulevard du crépuscule. Billy Wilder (Etats-Unis, 1950, 110 min) O. Cinétoile
- 14.15 Vie privée. Louis Malle (France - Italie, 1961, 95 min). TCM
- 15.45 La Dame de pique. Léonard Keigel (France, 1964, 80 min) O. CineClassics
- 16.55 Le Cercle des poètes disparus. Peter Weir (Etats-Unis, 1989, v.o., 125 min) O. Cinéstar 2
- 17.30 Le Crabe-tambour. Pierre Schoendoerffer (France, 1977, 115 min) O. Cinétoile
- 18.45 La Dame d'onze heures. Jean Devaivre (France, 1947, 95 min) O. CineClassics
- 18.50 Place Vendôme. Nicole Garcia (France, 1998, 115 min) O. Cinéstar 1
- 19.00 Sailor et Lula. David Lynch (Etats-Unis, 1990, v.o., 120 min) O. Cinéstar 2
- 20.45 Les Trois Mousquetaires. George Sidney (Etats-Unis, 1948, 125 min). TCM



- 21.00 Dancer in the Dark. Lars von Trier. Avec Björk, Catherine Denève, David Morse (Danemark, 2000, 135 min) O. Canal +
- 21.00 Le Comédien. Sacha Guitry (France, 1947, 95 min) O. Cinétoile
- 22.15 Jeu, set et match. Ida Lupino (Etats-Unis, 1951, v.o., 85 min) O. CineClassics
- 22.25 Le Cercle des poètes disparus. Peter Weir (Etats-Unis, 1989, 125 min) O. Cinéstar 1



- 22.55 Prête à tout. Gus Van Sant. Avec Nicole Kidman, Matt Dillon (GB - EU, 1995, v.o., 105 min) O. Cinéfaz
- 23.40 Mata Hari. George Fitzmaurice (Etats-Unis, 1931, v.o., 90 min) O. CineClassics
- 0.15 La Femme de l'aviateur. Eric Rohmer (France, 1980, 100 min) O. Cinétoile
- 0.45 Entretien avec un vampire. Neil Jordan (Etats-Unis, 1994, v.o., 120 min) O. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
 - 17.25 Beverly Hills.
 - 18.20 et 1.05 Star Academy.
 - 18.55 Le Bigdil.
 - 20.00 Journal, Tiercé, Météo.
 - 20.55 Mon père, ma mère, mes frères et mes sœurs. Film. Charlotte de Turckheim O.
 - 22.45 Ça vaut le détour.
- FRANCE 2
 - 17.25 Qui est qui ?
 - 18.00 70's Show O.
 - 18.50 Friends O.
 - 19.50 On a tout essayé.
 - 20.00 et 0.25 Journal, Météo.
 - 20.50 Blink. Film. Michael Apted O.
 - 22.40 Y'a un début à tout.
 - 0.45 Dieu seul me voit. Film. Bruno Podalydès O.
- FRANCE 3
 - 16.35 MNK, A toi l'actu@.
 - 17.35 et 20.25 La Vie à deux.
 - 18.20 Questions pour un champion.
 - 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
 - 20.13 Tout le sport.
 - 20.55 25^e Festival international du cirque de Monte-Carlo.
 - 22.25 Météo, Soir 3.
 - 23.00 Les mois d'avril sont meurtriers. Film. Laurent Heynemann O.
 - 0.30 Libre court.

FRANCE 3

- 16.35 MNK, A toi l'actu@.
- 17.35 et 20.25 La Vie à deux.
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.13 Tout le sport.
- 20.55 25^e Festival international du cirque de Monte-Carlo.
- 22.25 Météo, Soir 3.
- 23.00 Les mois d'avril sont meurtriers. Film. Laurent Heynemann O.
- 0.30 Libre court.

CANAL +

- 16.55 L'Aventure des Ewoks. Film. John Korty O.
- 18.30 Le Frileux Petit Canard. En clair jusqu'à 20.50
- 18.40 Agrippine O.
- 19.05 + de cinéma.
- 19.30 Le Journal.
- 19.50 Le Zapping.
- 19.55 Les Guignols de l'info.
- 20.05 La Grande Course.
- 20.15 Burger Quiz.
- 20.50 P'tits génies. Film. Bob Clark O.
- 22.25 The Million Dollar Hotel. Film. Wim Wenders (v.o.) O.
- 0.25 J'ai tué Raspoutine. Film. Robert Hossein O.

ARTE

- 19.00 Archimède.
- 19.45 Arte info, Météo.
- 20.15 Histoires de familles.
- 20.45 Thema. L'Europe contre le terrorisme.
- 20.46 Frères d'armes.
- 21.15 et 22.10 L'Europe contre le terrorisme. [1 et 2/2].
- 21.40 Une sécurité à l'européenne ?
- 22.30 Polyphonies d'une riposte.
- 23.00 Les Mondes parallèles. Téléfilm. Petr Vaclav.
- 0.40 La Femme d'à côté. Film. François Truffaut.

M 6

- 17.55 Le Flic de Shanghai O.
- 18.55 Charmed O.
- 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.05 Madame est servie O.
- 20.40 Caméra café.
- 20.50 Demain tous liftés ?
- 22.50 Soirs mortels. Téléfilm. Richard A. Colla O.
- 0.30 Turbo sport.
- 0.55 Poltergeist, les aventuriers du surnaturel. L'initiation O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 22.30 Perspectives contemporaines.
- 22.10 Multipistes.
- 22.30 Surpris par la nuit.
- 0.05 Du jour au lendemain. André Hodeir (Si seulement la vie).
- 0.40 Chansons dans la nuit.

FRANCE-MUSIQUES

- 20.00 Un mardi idéal. La maîtrise de Radio France.
- 22.00 En attendant la nuit.
- 23.00 Jazz, suivez le thème.
- 0.00 Extérieur nuit.
- 1.00 Les Nuits de France-Musiques.

RADIO CLASSIQUE

- 20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Stravinsky, Prokofiev.
- 20.40 Marc Minkowski interprète les Concerti grossi opus 6 de Haendel. Par les Musiciens du Louvre, de Grenoble.
- 22.25 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Bizet, Fauré, Debussy, Roussel, Martinu.
- 0.00 Les Nuits de Radio Classique.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
 - 13.50 Les Feux de l'amour.
 - 14.40 Mission sauvetages.
 - 15.35 Sylvia O.
 - 16.30 Alerte à Malibu.
 - 17.25 Beverly Hills.
 - 18.20 et 0.05 Star Academy.
 - 18.55 Le Bigdil.
 - 20.00 Journal, Tiercé, Météo.
 - 20.55 Ushuaia nature. A la découverte de l'ultime espérance.
 - 22.45 Le Droit de savoir. Enquête au cœur du Palais de justice de Paris
 - 0.35 Histoires naturelles.
- FRANCE 2
 - 13.50 Derrick O.
 - 16.00 Mort suspecte O.
 - 16.50 Un livre.
 - 16.55 Premier rendez-vous.
 - 17.30 Le Groupe.
 - 18.00 70's Show O.
 - 18.25 Friends O.
 - 18.55 On a tout essayé.
 - 19.45 Un gars, une fille.
 - 19.58 et 20.45 Tirage du Loto.
 - 20.00 et 0.35 Journal, Météo.
 - 20.50 L'Institut. Aimer par cœur O.
 - 22.30 Ça se discute.
 - 0.55 Des mots de minuit.
- FRANCE 3
 - 13.55 C'est mon choix.
 - 15.00 Questions au gouvernement.
 - 16.05 MNK, A toi l'actu@.
 - 17.35 et 20.25 La Vie à deux.
 - 18.15 Un livre, un jour.
 - 20.00 Questions pour un champion.
 - 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
 - 20.13 Tout le sport.
 - 20.55 Des racines et des ailes. Anorexie : le goût de la vie.
 - 22.35 Météo, Soir 3.
 - 23.10 Culture et dépendances.
 - 0.55 Les Dossiers de l'Histoire.

FRANCE 3

- 13.55 C'est mon choix.
- 15.00 Questions au gouvernement.
- 16.05 MNK, A toi l'actu@.
- 17.35 et 20.25 La Vie à deux.
- 18.15 Un livre, un jour.
- 20.00 Questions pour un champion.
- 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.13 Tout le sport.
- 20.55 Des racines et des ailes. Anorexie : le goût de la vie.
- 22.35 Météo, Soir 3.
- 23.10 Culture et dépendances.
- 0.55 Les Dossiers de l'Histoire.

CANAL +

- En clair jusqu'à 14.00
- 13.30 La Grande Course.
- 14.00 H O.
- 14.25 Titus O.
- 14.45 South Park O.
- 15.05 Le Monde des ténèbres O.
- 15.00 Eddy Time.
- 17.25 Football. Championnat d'Europe Espoirs. France - Roumanie.
- En clair jusqu'à 21.00
- 19.35 Le Journal.
- 19.50 Le Zapping.
- 19.55 Les Guignols de l'info.
- 20.05 Burger Quiz.
- 20.45 Encore + de cinéma.
- 21.00 Nuit « Dancer in the Dark ». Dancer in the Dark. Film. Lars von Trier O.
- 23.15 Les Cent Regards de Lars von Trier.
- 0.15 Midnight + O.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.45 Le Journal de la santé.
- 14.05 Cas d'école.
- 15.15 Autour du pôle Nord.
- 17.05 Va savoir.
- 17.35 100 % question.
- 18.05 C dans l'air.
- 19.00 Connaissance.
- 19.45 Arte info, Météo.
- 20.15 Histoires de familles.
- 20.45 Les Mercredis de l'Histoire. La République atomique : France-Iran, le pacte nucléaire.
- 21.40 Musica. Janine Charrat. L'instinct de la danse.
- 22.40 Un ciel parsemé de diamants. Film. Vassili Pitchou O.
- 0.20 Karnaval. Film. Thomas Vincent O.

M 6

- 13.35 M6 Kid O.
- 17.35 Plus vite que la musique.
- 18.05 Le Flic de Shanghai O.
- 18.55 Charmed O.
- 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.05 Madame est servie O.
- 20.40 Caméra café.
- 20.50 X-Files. Renaissance O.
- 21.45 Confiance O.
- 22.35 Empédocle O.
- 23.30 Full Eclipse. Téléfilm. Anthony Hickox O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 19.30 Personne n'est parfait.
- 20.30 Radiodrames. Infernales, de Michel Quint.
- 21.00 Mesures, démesures.
- 22.10 Multipistes.
- 22.30 Surpris par la nuit.
- 0.05 Du jour au lendemain. Pascal Combarre (La Grand'soif d'André Frénaud).
- 0.40 Chansons dans la nuit.

FRANCE-MUSIQUES

- 18.00 Le Jazz est un roman.
- 19.05 Le Tour d'écoute.
- 20.00 Concert. Par l'Orchestre et le Chœur du Théâtre de Marlinski de Saint-Petersbourg, dir. Valery Gergiev. Œuvres de Goubaïdoulina, Oustvol'skaya.
- 22.00 En attendant la nuit.
- 23.00 Jazz, suivez le thème.
- 0.00 Extérieur nuit.
- 1.00 Les Nuits de France-Musiques.

RADIO CLASSIQUE

- 18.35 Les Rendez-vous du soir. Par l'Orchestre de chambre d'Europe, dir. Nikolaus Harn

La boîte au noir

par Pierre Georges

LE MALHEUR, autant que l'histoire, bégaie un peu trop volontiers ces temps-ci. Et voici qu'à New York, ville où la tragédie adore par trop poser son décor en colonnades de fumée noire sur ciel obstinément bleu, s'est rejoué hier après-midi pour nous, hier matin pour eux, la même pièce. Et une autre.

Un avion est tombé sur New York. Même ville, autre quartier, le Queens. Même heure, à un quart d'heure près. Même jour ou presque, deux mois et un jour après le 11 septembre. Et même stupéfaction, même psychose, même maire, mêmes images de pompiers new-yorkais, la relève, luttant contre le feu tombé du ciel. Et, dans l'instant, même interrogation, pas encore tout à fait levée : attentat ? Encore ? Ben Laden ? Toujours ?

Et puis, non, peut-être pas, sans doute pas. Un banal accident d'avion, comme si un accident de gros porteur s'écrasait sur New York relevant de la banalité, du désordre naturel du malheur et de l'ordre naturel des choses. Combien, au calcul des probabilités, y avait-il de probabilités qu'un Airbus A-300 perde un de ses réacteurs au décollage et se fracasse sur le Queens, qui n'en finit pas, par ailleurs, d'enterrer ses pompiers morts un 11 septembre ? Très peu. Si peu qu'il faudrait bien, si le malheur et la malchance étaient dotés d'une boîte noire, la démonter d'urgence pour comprendre le mécanisme de pareil acharnement.

New York encore. Et toujours. L'enquête et justement les fameuses boîtes noires retrouvées permettront de confirmer ou non l'hypothèse considérée comme la plus plausible, celle de l'accident. De l'accident qui acca-

ble un peu plus et rassureraient davantage. Car tout le paradoxe est là : l'idée d'une catastrophe aérienne extraordinairement ordinaire serait plutôt de nature à rassurer comme un malheur absolument normé. Ben Laden ? Non, pas du tout, réacteur ! Ah bon, alors c'est très grave, mais moins grave que si cela l'avait été davantage, en conformité avec les menaces de l'impréca-teur fou devant sa grotte, il y a quelques semaines : « *L'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité !* »

Voilà bien en effet où ils en sont très probablement les New-Yorkais et les Américains tellement insécurisés moralement, tellement traumatisés que ce sur-croît de catastrophe, ce « rab » de malheur, serait plus supportable dès lors qu'accidentel. Quitte à nourrir un peu plus la phobie collective du voyage en avion, hier considéré comme l'autobus du quotidien. Et quitte à désespérer davantage encore les aviateurs, les compagnies aériennes, la Bourse et les compagnies d'assurances en cessation de garanties.

Donc attendons d'urgence confirmation de l'accident. Car dans le cas contraire... Le moral, la sécurité d'une nation accrochés à l'autopsie d'une boîte noire ! C'est dire la confusion du moment et le traumatisme profond, comme ombre projetée, engendrés par les attentats du 11 septembre.

C'est dire aussi l'aspect totalement obscur, imprévisible et déstabilisateur de l'actualité plus subie que vécue. A New York, un avion tombe. A Kaboul et dans tout l'Afghanistan, la guerre s'est emballée. Sans boîte noire cette fois, pour nous en dire les causes et conséquences.

Négociations de l'OMC : l'Europe est isolée sur le dossier des subventions à l'agriculture

Les 142 pays membres de l'organisation tentent difficilement de lancer un nouveau cycle commercial

DOHA

de notre envoyée spéciale

Après une nuit d'intenses tractations et une matinée de crise pour tenter d'arracher du texte de la déclaration finale les derniers mots litigieux, de nombreux points de divergence opposaient encore les négociateurs, mardi en milieu de journée, alors que la 4^e conférence ministérielle de l'OMC devait initialement conclure ses travaux à 15 heures (heure de Doha, deux heures de plus qu'à Paris).

Après l'échec de Seattle il y a deux ans et dans un climat de fort ralentissement de la croissance mondiale, il semblait impensable que les ministres du commerce des pays développés présents à Doha reviennent dans leurs capitales sans un texte donnant le signal au marché et aux opérateurs économiques d'une volonté commune de tourner le dos au protectionnisme. Mais cette obligation de résultat a contribué à durcir les positions. Les pays en développement y ont vu une occasion pour faire entendre leur voix.

L'Inde, dont c'est la dernière occasion de peser sur les négociations

avant l'entrée de la Chine en janvier 2002, qui relativisera son poids au sein de l'OMC, a adopté une attitude d'opposition systématique que ce soit sur les normes sociales ou sur l'environnement. Elle s'est retrouvée aux côtés du Pakistan et d'autres pays asiatiques pour réclamer une plus grande ouverture de leurs marchés aux importations textiles des pays du Sud.

SURENCHÈRE

Elle faisait, lundi dans la nuit, de la surenchère sur le dossier de l'accès des pays en développement aux médicaments génériques en cas de crise sanitaire, alors qu'un accord semblait avoir été déjà largement trouvé dans la journée. Les pays en développement ont également fait un motif de rupture du lien souhaité par les Européens entre commerce et normes sociales. En revanche, ils ne devraient pas obtenir gain de cause auprès des pays du Nord pour accélérer l'application de l'accord textile prévoyant l'ouverture à échéance de 2005 des marchés du Nord à leurs importations de textile, les négociateurs américains,

sous pression par le Congrès, étant totalement bloqués sur le sujet.

Mais c'est l'agriculture qui une fois de plus est l'objet des négociations les plus dures. Depuis des années, les Etats-Unis et l'Union européenne s'accusent mutuellement de subventionner leur agriculture. L'objet du litige est la rédaction du projet de texte final qui prévoit l'engagement de « mener des négociations globales visant à des réductions de toutes formes de subventions à l'exportation, en vue de leur retrait progressif (phasing out) ».

Pour l'UE, ces deux derniers mots sont inacceptables car ils préjugent de l'issue du processus. Tout au long de ces quatre jours de négociations, les Européens ont donc répété qu'ils étaient d'accord pour lancer des négociations mais pas pour en définir le point d'arrivée. L'Union, qui a engagé la réforme de sa politique agricole commune, refuse que la notion d'élimination totale soit inscrite dans un cycle de négociations qui empêcherait sur son propre calendrier. Car si, à terme, les subventions à l'exportation sont amenées à disparaître, cette dis-

parition ne peut, pour des raisons de politique intérieure, être anticipée dans le cadre de l'OMC.

La veille de l'ouverture de la conférence, le chef de l'Etat français et le premier ministre avaient chacun prévenu que « l'agriculture ne doit pas servir de variable d'ajustement ». Sans marge de manœuvre, l'Union européenne s'est retrouvée totalement isolée sur la question agricole, ses alliés traditionnels (Japon, Suisse et Norvège) l'ayant lâchée.

Lundi soir, la cohésion des Quinze commençait même à faiblir. Au point que Pascal Lamy a rappelé à l'ordre les ministres au cours du Conseil affaires générales lundi soir. Pressés d'aboutir au lancement d'un cycle, certains pays membres, dont la Grande Bretagne et la Suède, avaient suggéré des « flexibilités » sur certains dossiers. « *J'ai besoin d'un conseil ferme sur ses positions* », a dit le commissaire européen alors que les négociations entraient dans la phase finale. Cela suffira-t-il pour obtenir le cycle « large et équilibré » souhaité par les Européens ?

Babette Stern

Les talibans ont libéré le journaliste pakistanais Mukkaram Khan

DÉTENU depuis plus d'un mois à Jalalabad dans l'est de l'Afghanistan, le journaliste pakistanais Mukkaram Khan, du quotidien *Nawa-i-Waqt*, a été libéré lundi 12 novembre par les talibans et est arrivé au Pakistan. Il avait été arrêté par les talibans le 9 octobre, en même temps que le reporter français Michel Peyrard et un autre journaliste pakistanais, Irfan Qureshi. Accusés d'espionnage, tous trois risquaient la peine de mort. Michel Peyrard a été libéré le 3 novembre et Irfan Qureshi le 10 novembre. Les talibans retiennent encore à Jalalabad le Japonais Daigen Yanagida. On ignorait lundi si Mukkaram Khan allait être interrogé, comme Irfan Qureshi, par les services de renseignement pakistanais sur les conditions de son entrée et de sa détention en Afghanistan. - (AFP.)

Les pays de l'OPEP se préparent à réduire rapidement leur production

À LA VEILLE de leur réunion prévue le 14 novembre à Vienne (Autriche), les membres de l'OPEP se préparent à annoncer une réduction rapide de leur production pétrolière pour soutenir les prix du brut. A partir du 1^{er} décembre, celle-ci devrait diminuer de 1 à 1,5 million de barils par jour pour tomber autour de 21,7 millions de barils. Les pays de l'OPEP entendent que les pays producteurs non membres de l'organisation, notamment la Russie, le Mexique et la Norvège, soutiennent leur politique de stabilisation de marché. « *Nous voulons qu'ils réduisent leur production de 500 000 barils/jour* », a indiqué le ministre vénézuélien du pétrole, Alvaro Silva Calderon. La Russie avait indiqué vendredi 9 novembre sa volonté de limiter sa production pétrolière, mais l'annonce, lundi, d'une réduction de 30 000 barils par jour a été jugée « dérisoire » par les membres de l'OPEP. A Londres, le baril de Brent, affecté par le nouvel accident d'avion à New York, a reculé, lundi, de 1,03 dollar, à 20,35 dollars.

DÉPÊCHES

■ **VIETNAM** : le typhon Lingling a fait dix-huit morts et une soixantaine de blessés, lundi 12 novembre, dans les provinces côtières. Onze de ces victimes ont été recensées dans la province côtière de Phu Yen, la plus touchée, où quelque 20 000 habitations ont été totalement ou partiellement détruites. Des infrastructures de base des deux provinces de Phu Yen et Binh Dinh ont été également endommagées. Lingling avait touché, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 novembre, le sud des Philippines, causant des glissements de terrain et des inondations subites qui avaient surpris les habitants dans leur sommeil, faisant 201 morts et 118 disparus. - (AFP.)

■ **LITTÉRATURE** : le prix Décembre a été attribué lundi 12 novembre à Chloé Delaume pour *Le Cri du sablier*, publié aux éditions Farrago/Léo Scheer, par six voix contre quatre à *L'Essence de l'amour* de Medhi Belhaj Kacem (Tristram/Fayard) et un bulletin blanc. Après *Les Moutillettes d'Atropos* (Farrago, 2000), *Le Cri du sablier* est le deuxième roman de cette jeune femme née en 1973. Le jury du prix Décembre a enregistré cette année l'arrivée de trois nouveaux membres : Jérôme Garcin, Jeanne Moreau et Pietro Citati. Le jury, présidé par Florence Malraux, comprend aussi Bernard Frank, Jean-Paul Kauffmann, Patricia Martin, Daniel Schneidermann, Philippe Sollers et Arnaud Viviant.

AUTRICHIE

VOLVO
for life®

IL VOUS FAUT À PEU PRÈS AUTANT DE TEMPS POUR LIRE CETTE PHRASE QUE POUR OBTENIR CETTE VOITURE



164 317 F 25 051 €. Aujourd'hui, lorsque vous commandez une Volvo V40 Titanium 115 ch diesel Common Rail®, vous pouvez repartir avec sans attendre. Outre son design séduisant, son confort incontestable et la sécurité légendaire Volvo, c'est l'un des nombreux avantages que vous offre cette voiture. Voilà qui est appréciable, dès lors que l'on sait que la plupart des diesel ne sont pas immédiatement disponibles à la commande !

Equipements de série sur la version TITANIUM			
- ABS avec répartiteur de freinage EBD	- Airbags conducteur et passager	- Phares double optiques à fond noir	- Jantes aluminium 16"
- Système exclusif SIPS® de protection contre les chocs latéraux	- Airbags latéraux SIPS-BAG®	- Climatisation	- Régulateur de vitesse
- IC® rideaux gonflable de protection latérale	- Vitres électriques avant	- Peinture métallisée Titanium	- Sellerie tissu/cuir Visby
- Système WHIPS® anti coup du lapin	- Télécommande à distance	- Spoilers avant et arrière	- Volant sport gainé de cuir
		- Phares antibrouillard avant	- Pack audio HU 605 lecteur 1 CD

Information et essais : **N° Vert 0 811 40 40 81** (prix d'appel local d'un téléphone fixe). Construisez votre Volvo sur www.volvocars.fr. 115 ch = 85 kW ECE, consommation en l/100 km (normes CEE 96/60) : cycle routier : 4,3 ; cycle urbain : 7,4 ; Eurocity : 5,4 ; CO₂ rejeté (g/km) : 142. Prix maximum conseillé TTC au 01/11/01. *Vitesse. **Range commune.

VOLVO V40 TITANIUM DIESEL COMMON RAIL